

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

TOME IV.

A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,

rue de Vaugirard, n° 9.

HISTOIRE

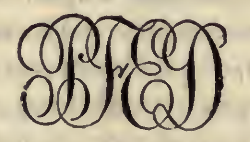
D'ITALIE,

DE

1789 à 1814,

PAR CHARLES BOTTA.

TOME QUATRIEME.



A PARIS,

CHEZ P. DUFART, LIBRAIRE,

QUAI VOLTAIRE, N° 19.

1824.


LIBRARY
1976
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE D'ITALIE,

DE 1789 À 1814.

SUITE DU LIVRE SEIZIÈME.

Arrivée sur les bords de l'Adda, beaucoup plus profond et de rives plus escarpées que le Mincio et l'Oglio, l'armée française prit les positions suivantes : Serurier, avec la gauche, gardait la partie supérieure du fleuve, occupant Lecco sur le lac, où il avait une tête de pont fortifiée, et prolongeant sa ligne jusqu'à Imbezzago et Trezzo. Il donnait la main, dans cette dernière place, au corps de bataille commandé par Victor et Grenier, et qui s'étendait, par la droite, jusques à Cassano. Sur la gauche était une tête de pont avec des tranchées garnies de canons. L'artillerie du château protégeait encore les deux généraux ; et comme les républicains présumaient que l'ennemi tenterait un coup de main contre Cassano, situé sur la grande route de Milan, ils avaient apposté, derrière la ville, un gros de cavalerie, tout prêt à se porter où sa présence deviendrait nécessaire. La droite, aux ordres de Delmas, se prolongeait sur les bords de l'Adda, couvrant Lodi et Pizzighettone. Au moyen

de ces dispositions, les Français espéraient arrêter les progrès du vainqueur.

Cependant, un grand changement s'était opéré dans le commandement suprême de l'armée. Les soldats républicains qui se croyaient invincibles, parce qu'ils n'étaient pas accoutumés à être vaincus, avaient conçu la plus vive indignation contre Scherer, qu'ils accusaient de tous leurs désastres. Les moins braves ne cachaient plus leur effroi, et déjà le découragement se communiquait de proche en proche dans l'armée. L'image de la France se présentait à l'esprit des soldats, et leur rendait odieux le séjour de l'Italie. Ce changement subit faisait craindre aux officiers d'avoir bientôt à combattre, et la fureur de l'ennemi, et la résistance de leurs propres soldats. Des murmures s'élevaient de toutes parts contre Scherer; le moindre reproche qu'on lui adressât, c'était qu'il n'entendait rien à la guerre. Il lui était impossible, sans doute, de commander avec fruit une armée qui avait conçu pour lui tant d'aversion. Il n'y avait d'autre parti à prendre pour ranimer la confiance et le courage des troupes, que de placer à leur tête un autre général, aimé du soldat, et fameux par de récentes victoires. Scherer vit tout cela; cédant aux circonstances, il remit lui-même ses pouvoirs à Moreau, et pria le directoire de confier l'armée d'Italie au général qui s'était acquis tant de gloire sur le Rhin. La proposition fut ac-

cueillie; Moreau prit le commandement; Scherer partit pour la France. Irrités de leurs disgrâces, les républicains multiplièrent contre lui les accusations; mais si l'armée commit sous lui des excès, il faut en chercher la cause dans les coupables exemples précédemment donnés. Sous le rapport de l'habileté militaire, on ne voit pas quel autre reproche pourrait être adressé à Scherer, si ce n'est de n'avoir pas couru subitement à Vérone, dans la journée du 26, lorsque la déroute de l'aile droite autrichienne livrait le passage de l'Adige aux Français. Du reste, le plan général de cette bataille et de celle de Magnano, n'a rien qui ne lui fasse honneur. Sa retraite sur l'Adda, au milieu d'événemens si désastreux, donne elle-même une idée avantageuse de ses talens. Mais avoir essuyé des défaites où Buonaparte venait de remporter des victoires, voilà ce qui nuisait le plus à Scherer, et souleva la haine des républicains. Empressons-nous aussi de payer à Moreau le tribut d'éloges qui lui est dû, pour avoir accepté le commandement d'une armée vaincue, et au moment où toute espérance de succès était à peu près anéantie. Moreau n'ignorait pas l'impossibilité de se défendre long-temps sur l'Adda, contre les forces réunies des confédérés; mais il eût été peu honorable à ses yeux de céder, sans un nouvel effort, la capitale de la république cisalpine, alliée de la France, et dont les soldats combattaient dans l'armée. Il voulait aussi,

en arrêtant les progrès de l'ennemi, donner le temps d'approvisionner les forteresses du Piémont. Sur ces entrefaites, ayant reçu quelques renforts de France, de Piémont et de la Cisalpine, il résolut de faire face à l'ennemi, et d'éprouver si la fortune serait plus favorable à la république, sur les rives de l'Adda, que sur les bords de l'Adige.

A peine arrivé, Suwarow se dispose au combat. Il commandait en chef l'armée confédérée. Son intention était d'insister à droite, du côté des montagnes, au lieu de suivre le cours du Pô, afin de séparer les Français qui combattaient en Suisse, de ceux qu'il avait en tête, dans l'Italie ; c'est pourquoi il longea la chaîne des Alpes, aimant mieux passer l'Adda vers le lac, que dans les environs du Pô. A l'exemple des Français, il divisa son armée en trois corps. Le premier, qui s'avançait par la droite, fut confié aux généraux Rosemberg et Wukassowich ; celui-ci guidait l'avant-garde. Ils avaient ordre de se frayer un passage du côté du lac. Le second corps, c'est-à-dire le centre, sous la conduite de Zopf et Ott, devait traverser à la hauteur de Vaprio, et s'emparer de la place. Le troisième enfin, commandé par le général en chef autrichien, vint prendre position en face du quartier-général français, à Cassano. Après avoir combattu et repoussé avec une rare valeur le prince russe Bagration, qui voulait enlever la tête de pont de Lecco, Serurier, en se repliant, par ordre

de Moreau, sur le centre de l'armée, avait abandonné les débris d'un pont de bateaux, au moyen duquel il avait traversé le fleuve à Brivio. La nuit du 26 avril, Wukassowich recueille à la hâte ces débris, rétablit le pont, effectue son passage, et s'empare de Brivio, qu'il trouve sans défense. Par quel étrange oubli, au moment d'une bataille que les approches de l'ennemi rendaient inévitable, les Français négligèrent-ils de faire garder un point de cette importance? C'est ce que nous ne saurions expliquer. Wukassowich battit tout le pays sur la rive droite, sans rencontrer vestige de républicains, si ce n'est à Agliate et à Carate. Sa division, toutefois, aurait été gravement compromise, si le reste de l'armée eût tardé à la joindre. Accompagné du général autrichien Chasteler, capitaine rempli d'expérience et d'audace, Suwarow cherchait, vis-à-vis Trezzo, un endroit favorable au passage. L'escarpement des rives, la profondeur et la rapidité des eaux faisaient juger aux officiers du génie l'opération impraticable. Chasteler ne se découragea point, fit transporter diligemment, par ses soldats, les pontons et les matériaux nécessaires, et s'y prit si bien que le 27, à cinq heures du matin, un détachement de coureurs était posté sur la rive droite, sans que les Français s'en fussent aperçus. Chasteler passa bientôt lui-même avec les troupes légères du centre. L'événement parut extraordinaire à Serurier. Ce

général, informé du passage de Wukassowich, marchait alors à sa rencontre, et se trouvait à Vaprio. N'écoutant que sa valeur, il rallie autour de lui toutes ses forces, y compris les fuyards de Trezzo, et charge l'ennemi, encore mal affermi sur la rive droite. L'avant-garde des confédérés fléchit sous la violence du choc; elle était même complétement battue, sans l'apparition subite de l'Autrichien Ott avec sa division. La bataille se rallume plus furieuse entre Brivio et Pozzo. Victor envoie quelques régimens de troupes légères à Serurier qui, à force de bravoure, allait remporter une victoire signalée, lorsque le général Zopf arriva au secours des siens, et fit pencher la fortune du côté des alliés. A la suite d'un engagement meurtrier, il délogea les Français de Pozzo et les mit en fuite. Un colonel autrichien périt pendant l'action; le général républicain Baker fut fait prisonnier. En vain Grenier voulut-il rallier les troupes à Vaprio. Attaqué par les Autrichiens et les Russes, il fut rompu lui-même et contraint à une prompte retraite. Moreau était accouru sur le lieu du danger; mais sa présence ne rétablit point le combat, et Serurier se vit entièrement séparé du reste de l'armée.

Pendant cette lutte du centre et des ailes supérieures des deux armées, le général Mélas n'était point resté inactif. Les Français avaient pratiqué de larges tranchées en avant d'une tête de pont,

sur le canal Ritorto, qui leur donnait accès sur la rive gauche. Déjà vieux, Mélas était toujours brave. Il attaque la tête de pont avec l'élite de ses grenadiers. Repoussé plusieurs fois avec perte par la valeur française, il triomphe enfin de tous les obstacles, et se rend maître du passage sur le canal. Restait à emporter, et l'entreprise était beaucoup plus difficile, une autre tête de pont très forte sur l'Adda. Même impétuosité dans l'attaque; même courage dans la résistance. Des monceaux de cadavres autrichiens s'élevaient jusqu'à la hauteur du parapet; mais les confédérés recevaient à chaque instant de nouveaux soldats; ils se pressèrent sur les corps de leurs compagnons, enlevèrent la position à la baïonnette, et firent un grand carnage de ceux qui la défendaient. Moreau, qui s'était jeté dans cette horrible mêlée, donna l'ordre aux siens de se retirer, et de rompre le pont. Ils revinrent sur la rive opposée où ils cherchaient à se rallier; mais une partie seulement du pont avait été rompue, Mélas la fit promptement réparer, et livra aux républicains une nouvelle bataille, non moins sanglante que la première. Animés par la présence et les exhortations de leur général en chef, les Français se battaient avec fureur. Vains efforts, la fortune des Autrichiens l'emportait sur la bravoure de leurs adversaires. Tous les corps de l'aile gauche étaient coupés ou mis en fuite; et déjà, outre la division de Mélas, arrivée par le pont de

Cassano, d'autres troupes, qui avaient traversé à San-Gervasio, chargeaient en flanc les républicains. Moreau lui-même était sur le point de tomber aux mains du plus fort. Il n'avait plus d'autre résolution à prendre, que de céder entièrement la victoire, et de se retirer en toute hâte. Ce parti, néanmoins, présentait de grandes difficultés dans l'exécution, et les Autrichiens, vainqueurs, débordaient déjà sur tous les points. Mais, grâce à la valeur désespérée de ses soldats, déterminés à perdre la vie plutôt que leur général, Moreau sortit de ce pas dangereux, et ramena précipitamment ses troupes sur la rive droite du Tésin. Le triomphe des confédérés était complet; Milan devenait pour eux une proie assurée. Mélas et Suwarow opérèrent leur jonction à Gorgonzola.

D'après ce récit, le lecteur a pu se convaincre qu'il ne restait à Serurier aucune espérance de salut. Attaqué par les deux corps réunis de Rosemberg et de Wukassowich, il se défendit avec une valeur digne de lui, digne de la France, et parvint, malgré l'infériorité du nombre, à ramener sa division saine et sauve à Verderia. Il avait l'intention de résister sur ce point, où il s'était fortifié avec beaucoup d'art et de promptitude; mais, voyant que l'ennemi recevait à chaque instant de nouveaux renforts, instruit de la déroute des deux autres ailes, menacé de très près par les confédérés, dont l'artillerie tonnait de tous côtés

autour de lui, Serurier demanda enfin à capituler, et obtint des conditions honorables. Les officiers eurent la faculté de retourner en France sur parole. Les soldats devaient être compris dans le premier échange. Les régimens piémontais, commandés par le général Frésia, firent preuve, en cette circonstance, de dévouement et de valeur. De leur côté, les vainqueurs témoignèrent les plus grands égards à Serurier et à Frésia. La garnison française de Lecco, sous les ordres du colonel Soyez, s'embarqua sur le lac, et, après une heureuse traversée, arriva sur les rives du Tésin : entreprise difficile, exécutée avec autant de bonheur que de hardiesse. La bataille de Cassano fut une des plus acharnées et des plus sanglantes qu'on ait jamais vues. Les Français y perdirent plus de deux mille soldats tués, autant de blessés, cinq mille prisonniers, parmi lesquels Serurier, Baker et Frésia, beaucoup de bagages, de drapeaux, et plus de cent pièces de canon. Elle coûta aux Impériaux trois mille hommes morts ou blessés. Les Français commirent évidemment deux fautes : d'abord, en donnant à leurs ailes un trop grand développement; ensuite, parce qu'ils ne se tinrent pas suffisamment sur leurs gardes, laissant ainsi à Wukassowich et à Chasteler la facilité de passer à Brivio et à Trezzo. Du reste, les républicains combattirent avec leur bravoure accoutumée. Celle des confédérés ne fut pas moins éclatante. Il faut

les féliciter encore de leur adresse, et surtout de leur intrépidité dans le passage de l'Adda. Toutefois, sans Chasteler, qui accourut précipitamment avec des troupes fraîches, au secours de celles qui se trouvaient déjà sur la rive droite, les alliés se seraient trouvés dans le plus grand péril, et peu s'en fallut que leur audace ne devînt de la témérité.

La triple victoire de Vérone, de Magnano et de Cassano, livra aux confédérés la Lombardie et le Piémont. Quel motif détermina les Français, en présence de forces si supérieures, secondées encore par l'inclination des peuples, à laisser tant de garnisons dans les forteresses du pays qu'ils abandonnaient? Nous le cherchons en vain. La plupart de ces forteresses ne se trouvaient point en état de défense, et il était évident qu'elles seraient bientôt réduites à capituler. Mantoue seule devait être conservée; elle seule pouvait se maintenir, attendre les secours de France, et le résultat possible des opérations de Macdonald avec l'armée de Naples. Si, après les désastres de Vérone et de Magnano, ces garnisons eussent été rappelées à l'armée principale, les républicains auraient pu combattre d'égaux à égaux, et balancer la fortune; mais ils ne voulurent point agir en masse, et furent vaincus en détail : effet d'une excessive confiance en eux-mêmes, ou de l'imprévoyance de leurs généraux.

Fatigués d'une longue marche, les Russes se

reposèrent après la bataille. Mélas fut donc chargé de conduire les soldats de son empereur à Milan, déjà soumis, quoique non encore occupé. Il importait d'ailleurs qu'un pays appartenant à l'Autriche, fût rendu par des Autrichiens à son premier souverain. L'agitation des esprits était générale dans la ville. Cette révolution nouvelle ne laissait plus aux chefs de la république et à leurs adhérens, d'autre moyen de salut qu'un exil en France. Les partisans de l'ancien gouvernement se livraient aux plus belles espérances, et voyaient leur élévation dans la chute de leurs adversaires. Les uns ne pensaient qu'à fuir la tempête, les autres qu'à en profiter. Parmi les amis du gouvernement impérial, les hommes compatissans plaignaient les républicains, chez qui ils croyaient voir plus de fanatisme que de perversité; les méchans s'apprêtaient à les poursuivre; d'autres, plus cruels, à les trahir; les hommes corrompus, à les calomnier. Événement étrange! cette république, reconnue par le plus grand nombre des souverains d'Europe, associée à la gloire et à la puissance des Français; cette république, dont l'existence paraissait, tout à l'heure, devoir traverser tant de siècles: la voilà qui s'écroule, et n'est bientôt plus que poussière. Si l'on réfléchit, d'un côté, à ses institutions civiles et militaires, à ses pompes, à ses discours, à ses manifestes, à l'éclat qu'elle recevait de la renommée de son fondateur; de

l'autre, à l'aspect qu'elle allait présenter dans quelques jours, dans peu d'heures peut-être, on sera frappé d'étonnement et de stupeur, quelque accoutumé que l'on soit aux vicissitudes d'ici-bas. Les chefs de la république n'ignoraient pas l'imminence du danger; mais ils dissimulaient auprès du peuple, l'entretenaient avec emphase, tantôt de victoires remportées par les Français, de leurs positions inexpugnables, de l'impossibilité de franchir les fleuves, des manœuvres savantes de l'armée républicaine, tantôt enfin, de l'extermination prochaine et habilement préparée de toutes les troupes impériales. A l'aide de ces fables, on parvenait à en imposer sur la vérité. Le peuple se perdait en conjectures; lorsqu'on vit arriver à la porte orientale, du côté de Cassano, des soldats républicains à la débandade, des convois de blessés, des charrettes de munitions et de bagages, tout l'attirail d'une déroute complète. De là des murmures et des rassemblemens. La nuit vint ajouter à l'effroi des uns et à l'anxiété des autres. Les directeurs Marescalchi, Sopransi, Vertemati-Franchi, et à leur suite presque tous les individus, administrateurs ou non, qui avaient montré le plus de zèle en faveur de la république, partirent pour Turin, escortés d'un détachement de cavalerie, emportant avec eux les deniers du trésor, dont une partie, qui avait été dirigée sur Novare, tomba bientôt au pouvoir des alliés. Adelasio, l'un des cinq direc-

teurs, ayant révélé aux Impériaux le dépôt de l'argent et des archives de la république, trouva grâce auprès d'eux, et resta en Lombardie. Beaucoup d'autres républicains italiens prirent aussi la fuite avec leurs familles éplorées. Le plus grand nombre se trouvaient dans la détresse, parce qu'ils n'avaient témoigné qu'indignation pour la rapine, bien loin de vouloir y prendre part. C'étaient des esprits égarés, non des cœurs corrompus. Ni la domination rigoureuse dont ils avaient été les témoins et les victimes, ni le bruit des armes autrichiennes ne pouvaient les désabuser de leurs illusions séduisantes. Pauvres, exilés, dans la détresse, ils gravissaient péniblement les Alpes, en rêvant toujours leur république chérie. Quant à ceux qui n'avaient point rêvé, ils traversaient aussi les Alpes; mais en carrosses dorés, à côté des déprédateurs de leur patrie.

Mélas, victorieux, arriva le 28 avril en vue de Milan. L'archevêque et la municipalité allèrent à sa rencontre jusqu'à Cressenzano. Peu d'instans après, il fit son entrée triomphale aux acclamations du peuple. De toute part on entendait crier : Vive la religion ! vive l'empereur François II ! La foule croissait à chaque instant : on eût dit que la ville entière venait saluer l'armée et les enseignes de son ancien maître. Le soir, illuminations, concerts, danses, feux de joie : démonstrations qui avaient éclaté précédemment, à chaque nouvelle d'une victoire

remportée sur l'Autriche. La bonté du peuple milanais se fit remarquer dans cette grande circonstance. Pas un outrage, pas une menace; mais la population des campagnes arriva; les persécutions commencèrent contre les jacobins, vrais ou supposés, et le palais du duc Serbelloni fut mis au pillage. Pour réprimer la fureur de ces hommes cruels, dans une ville réputée par la douceur de ses habitans, l'administration provisoire exhorta le peuple à user de modération, et à ne pas altérer la joie commune, par des excès et des violences. Elle avertit, en outre, que les contrevenans seraient punis. Voulant donner plus de force à cette invitation, Mélas et le commissaire impérial Cocastelli déclarèrent : Qu'au gouvernement seul appartenait le droit de punir les coupables, et que quiconque exercerait des vengeances particulières, ou troublerait le repos public, serait sans pitié passé par les armes. Ces mesures mirent fin au désordre. Peu de temps après néanmoins, on apprit que plusieurs des chefs du gouvernement républicain venaient d'être arrêtés, et conduits prisonniers aux bouches de Cattaro. Précaution, ou châtiment, ce fut un sujet de douleur et d'effroi, parce que les individus arrêtés étaient des hommes savans, vertueux, et environnés de l'estime générale. A cette nouvelle se joignit cette autre, non moins fâcheuse, que les billets de banque de Vienne auraient cours comme espèces. Cette innovation

parut exorbitante dans un pays florissant, où le fléau du papier-monnaie était encore inconnu. Les personnes et les fortunes semblèrent menacées ; la joie récente perdit beaucoup de sa vivacité. Sur ces entrefaites, arriva Suwarow. A la curiosité dont il fut l'objet, on eût dit que c'était un homme d'une autre espèce. Il assura l'archevêque qu'il venait pour faire refleurir la religion, replacer le pape sur son siége, rétablir les souverains dans tous leurs droits. Le peuple admirait tant d'amour pour le pape : on ne disait pas que Suwarow était schismatique. Les officiers municipaux vinrent le complimenter ; le Russe leur répondit qu'il les voyait avec plaisir, et qu'il désirait seulement que leurs sentimens répondissent à leur langage. Le vieux Suwarow s'y entendait comme on le voit.

Le général russe avait deux manœuvres à exécuter, selon le parti que prendrait son adversaire. La première, de faire un effort par sa droite, pour séparer Moreau de Masséna ; la seconde, de passer le Pô, et de se porter rapidement sur la gauche, pour empêcher la jonction de Macdonald avec Moreau. Incertain d'abord des desseins du général français, Suwarow prit ses mesures pour l'une et l'autre opération. Il envoya deux fortes divisions, l'une sous Wukassowich dans le pays de Novare et de Verceil, l'autre sous Rosemberg dans les environs de Voghera. L'armée française se trouvait réduite à quinze mille combattans ; la

ligne du Tésin, beaucoup trop étendue, n'était protégée par aucune forteresse. Moreau comprit qu'en voulant défendre cette position, il s'exposerait à une ruine complète. Il résolut donc de l'abandonner, et de continuer son mouvement rétrogade; mais de quel côté? Voilà ce qui l'embarrassait. Devait-il conserver ses communications avec Masséna, qui se maintenait fortement en Suisse, ou se replier sur la rive droite du Pô, pour donner la main à Macdonald, à qui il avait envoyé l'ordre de partir de Naples, et de le rejoindre à marches forcées sur les bords de la Trebia? Moreau préféra ce second parti. Par quel motif ne se retira-t-il point directement à Gênes, en passant le Pô entre Pavie et Voghera ? Nous l'ignorons; à moins que ce ne fût pour déterminer les commandans des forteresses à faire bonne contenance. C'est pourquoi, après avoir visité Turin, et s'y être informé soigneusement, si les routes entre Gênes et Plaisance étaient praticables pour l'artillerie; rassuré contre les poursuites de l'ennemi, par le débordement extraordinaire des torrens du Canavez, il conduisit l'armée dans une forte position aux environs d'Alexandrie. Sa droite s'appuyait à cette place et au Tanaro, sa gauche à Valence et au Pô. De cette manière, il n'abandonnait pas entièrement la plaine, et se ménageait une route vers l'Apennin. Les confédérés bloquaient Peschiera, Pizzighettone, le château

de Milan et Mantoue. Peschiera et le château se rendirent après une courte résistance. Pizzighettone se défendit plus long-temps; mais le hasard voulut qu'une bombe tombât sur un magasin à poudre, et le fît sauter avec un horrible fracas. L'effroi que cet accident répandit dans la ville, obligea la garnison à se rendre. Restait au pouvoir des Français Mantoue, place beaucoup plus importante, investie par le général Kray, et avec elle toutes les forteresses du Piémont. Renforcés de tous les corps qu'ils avaient laissés devant les citadelles conquises, enhardis par l'insurrection générale des peuples en leur faveur, les alliés s'attachèrent à Moreau, dans l'intention de l'expulser de la position formidable qu'il occupait; mais ils se trompaient sur l'affaiblissement de Moreau et le découragement présumé des Français; et au lieu de les assaillir à la fois sur tous les points, pour en venir à une bataille rangée, ils se bornèrent à des attaques partielles, persuadés qu'il n'en fallait pas davantage pour déloger leur ennemi. Le 11 mai, un corps de confédérés, composé surtout de Russes, passa le Pô à Bassignana. Les Français marchèrent à sa rencontre, le rompirent, et le culbutèrent dans le fleuve. Le lendemain, les Impériaux repassèrent avec des forces plus considérables, et tombèrent vigoureusement sur les républicains. Ceux-ci redoublèrent d'efforts, mirent les ennemis en fuite, en tuèrent le plus grand

nombre, et noyèrent le reste. De quelle utilité pouvaient être ces mouvemens isolés? Nous ne le voyons pas : quand on est sûr de vaincre avec toutes ses forces, il ne faut pas s'exposer à être vaincu, en n'en faisant agir qu'une partie.

Maître de Pizzighettone, Keim rejoignit Rosemberg sur la rive droite du Pô, donna l'assaut à Tortone, et s'en empara sans peine, les Français s'étant retirés dans la citadelle.

Après avoir échoué contre l'aile gauche de Moreau, les alliés voulurent essayer s'ils ne seraient pas plus heureux sur sa droite. Ils se présentèrent donc avec leur armée presque tout entière à Saint-Julien, sur la route de Marengo, dans les environs d'Alexandrie; mais ils avaient à faire à un général expérimenté. Moreau pénétra leurs projets, et se tint immobile dans son camp. Suwarow dut penser alors à porter les plus grands coups sur la rive gauche du Pô. Le général républicain s'en aperçoit, traverse la Bormida, et se jette avec impétuosité sur les divisions de Keim et de Froelich, postées à Saint-Julien sous le commandement de Lusignan. L'action s'engage; les Français tiraient à mitraille; leur cavalerie chargeait avec fureur; ils allaient remporter la victoire, quand le hasard amena le prince Bagration avec des troupes fraîches sur le champ de bataille. Sa présence rétablit le combat, et contraignit Moreau à la retraite. Ce général se replia en effet; mais en bon ordre,

dans l'attitude de la menace, et alla reprendre sa forte position entre les deux fleuves. La mêlée fut sanglante pour les deux partis, qui s'attribuèrent également la victoire. Moreau prouvait ainsi qu'il n'était point encore abattu, et que les derniers malheurs ne lui avaient ôté ni sa présence d'esprit, ni son courage.

Cependant les difficultés croissaient pour le général républicain, et nécessitaient de sa part de nouveaux plans. Après avoir soumis le pays de Verceil, Wukassowich, accompagné du prince de Rohan, s'était avancé jusqu'aux limites du Canavez, où il mettait tout en rumeur. Keim en faisait autant sur la rive droite du Pô, de sorte que le général français se trouvait débordé des deux côtés. De plus, les populations du Canavez, à la voix des prêtres et des moines, se levaient en masse contre les républicains. Mondovi, Fossano et Cherasco suivaient leur exemple. Ceva et Alba couraient aux armes; la première, sous un officier allemand d'une audace extraordinaire; la seconde, sous son évêque Pio Vitale, qu'elle avait nommé chef de l'expédition contre les Français et les démocrates du pays. Des actes d'une grande cruauté furent commis sous le commandement de ce prélat. La ville d'Asti elle-même, malgré le voisinage des troupes républicaines, envahie par les paysans armés, à l'instigation de quelques prêtres dont ils avaient reçu des instructions écrites, vit piller son

Hôtel-de-ville et l'église du Carmine, par ces hommes effrénés qui criaient : Vive la religion! vive San-Secondo! La garnison française eut beaucoup de peine à les chasser. Elle y parvint cependant après en avoir tué une centaine. Vint ensuite le général Meusnier qui ravagea le pays pour les punir, et en fit condamner à mort une centaine d'autres, par les conseils de guerre. Leurs compagnons les proclamaient martyrs. C'est ainsi que le sang italien ruisselait dans les plaines d'Asti, presque sous les yeux de Moreau. Voyant qu'il ne pouvait plus résister à l'orage, et qu'il n'avait pas un moment à perdre, ce général s'occupa du salut de son armée; leva le camp, passa par Asti, Cherasco et Fossano, et alla prendre position à Coni, pour se ménager une retraite en France par le col de Tende et la vallée d'Argentière. Un fort détachement fut chargé d'aller châtier Mondovi. Si les insurgés s'étaient montrés implacables; si une apparence, un soupçon même avaient suffi à leur fureur; s'ils avaient poussé la barbarie jusqu'à déshonorer brutalement les femmes de ceux qu'ils égorgeaient; les républicains, de leur côté, furent impitoyables, et ne pardonnèrent pas même aux vierges sacrées des monastères. Prêtres, moines, chefs de révoltés, expièrent, sous le sabre républicain, les excès commis sur les républicains par leurs ennemis. Au milieu de ces faits atroces, la honte des deux partis, Bu-

ronzo del Signore, archevêque de Turin, écrivait, à la demande de Musset, commissaire de France, des lettres pastorales où il faisait l'éloge de la république, établissant la conformité de ce système avec les préceptes de l'Évangile. Et comme la rage populaire ne faisait que s'accroître, il publia une nouvelle exhortation, soigneusement remplie de citations de l'Écriture sainte, pour déterminer plus efficacement les peuples à rentrer dans le calme et l'obéissance. C'était là l'office d'un véritable pasteur des âmes; mais la fureur et les instigations des autres ecclésiastiques triomphaient des instructions paternelles de l'archevêque. Les uns prétendaient, peut-être disaient-ils vrai, qu'il en agissait ainsi par contrainte; les autres l'appelaient jacobin. De Coni, où il laissa une forte garnison, le général français conduisit son armée, réduite à un faible nombre de combattans, sur le flanc droit de l'Apennin.

Pendant son séjour à Turin, Moreau avait créé, en remplacement de Musset qui était retourné en France au moment des premiers soulèvemens, une administration composée de quatre membres, savoir : Pelisseri, Rossignoli, Capriata et Geymet. Le départ des Français obligea cette administration à chercher un asile, et elle choisit Pinerolo, d'où il était facile de se retirer en France par les vallées des Vaudois, peuplées d'hommes paisibles et ennemis de toute espèce de scandale. Cette

ville devint le rendez-vous des Piémontais, et des autres Italiens qui aimèrent mieux se confier à la fuite qu'à la générosité du vainqueur. Leur cause était perdue, et ils s'aveuglaient encore, poursuivaient toujours leur fantôme, menaçaient leurs ennemis, et excitaient les peuples à s'armer pour la république.

Après le départ de l'armée républicaine, les soulèvemens populaires contre les Français et leurs partisans se multiplièrent à l'infini dans le Piémont; résultat du fanatisme politique et religieux, de l'amour du pillage, et des haines particulières. Suwarow publia, de son quartier-général de Voghera, un manifeste qui mit le comble à l'exaltation des esprits : Les armées victorieuses de l'Autriche et de la Russie, disait le général, vont entrer en Piémont. Elles y viennent au nom du souverain légitime, pour le replacer sur le trône antique, dont la perfidie l'a fait descendre. Elles viennent pour faire triompher la religion, pour briser le joug de fer imposé au Piémont par ses oppresseurs. Elles viennent pour étouffer ces doctrines pernicieuses, à l'aide desquelles ils corrompaient tous les cœurs. Elles connaissent l'amour et la fidélité des Piémontais pour cette noble maison de Savoie, qui les a gouvernés depuis tant de siècles avec tant de gloire et de sagesse. Armez-vous donc pour une cause, au succès de laquelle votre bonheur est attaché.

Souvenez-vous de vos aïeux; reprenez ces armes, si souvent victorieuses de l'ennemi commun. Accourez sous les enseignes de l'armée libératrice que je commande. Réunissez-vous; et les imposteurs qui vous ont donné l'esclavage, au lieu de la liberté qu'ils vous avaient promise, seront pour jamais chassés de votre territoire. C'est pour le maintien de la religion, pour la garantie des propriétés, que je fais un appel à votre courage. Protection aux fidèles, indulgence aux faibles, sévérité aux méchans : voilà ce que veulent les deux empereurs, et ce qu'ils vous annoncent par ma voix. Aux armes donc, Piémontais! aux armes! associez-vous à nos travaux. Qu'il doit vous être doux de soustraire votre patrie au joug insupportable des jacobins! L'honneur et le devoir vous l'ordonnent. Que de vains scrupules ne vous arrêtent pas. Votre premier serment est le seul qui vous lie, et non le serment prêté à un gouvernement parjure. Je le répète : protection et sévérité, voilà ce que j'apporte au nom des deux empereurs; leurs vertus sublimes sont un sûr garant de la sainteté, de l'inviolabilité de mes promesses.

Ce manifeste épouvanta les républicains, parce qu'ils savaient que Suwarow était homme à en faire plus qu'il ne disait. D'un autre côté, les populations excitées se soulevaient, et l'atrocité des actes répondit bientôt à la violence du langage. Les habitans de Carmagnole, cité voisine de Turin, prirent les armes

contre les Français et leurs partisans, qu'ils égorgeaient isolément sur les routes. Les républicains accoururent en force de Pinerolo, mirent Carmagnole à feu et à sang, et massacrèrent sans pitié les moines, fauteurs de l'insurrection. Ces événemens avaient lieu au sud de la ville; de plus terribles se passaient au nord. Les populations guerrières du Canavez devenaient chaque jour plus furieuses, et se livraient à des excès, tantôt ridicules, tantôt déplorables. Un nommé Branda-Lucioni, ancien officier autrichien retraité, trouvant l'occasion favorable, se mit à la tête de paysans armés; parcourut, révolutionna, pilla tout le Novarais et le pays de Verceil, après quoi il vint s'établir à Chivasso, dans le Canavez. Les masses qui le suivaient s'étaient grossies sur la route, il les appelait l'armée chrétienne. Lorsque ce Branda entrait dans une place avec sa troupe, il commençait par abattre l'arbre de la liberté, à la place duquel il plantait une croix : alors il s'agenouillait et restait quelque temps en prière; puis il allait trouver le curé, se confessait et communiait. Au milieu de tout cela, son corps n'était point oublié : après ses actes de piété, il se mettait à table, mangeait bien, et buvait avec une grande dévotion, au point que l'armée chrétienne voyait souvent chanceler le saint homme. Peu lui importait de recommencer plusieurs fois dans le même jour; autant de villages, autant de cérémo-

nies semblables. A son entrée, il s'informait s'il y avait des jacobins, et il arrivait toujours que les jacobins étaient les plus riches : Branda, de frapper sur eux des contributions; refusait-on de les acquitter? le pillage ou la prison y mettaient bon ordre; mais en payant, tout était dit. Deux capucins lui servaient de secrétaires; il avait pour gardes-du-corps des curés et des moines de toute espèce et de toutes couleurs, portant fourches, pioches, pistolets et crucifix. Un curé, avec une ceinture de pistolets énormes, gardait le passage de la Stura. Les paysans faisaient des gesticulations, poussaient des clameurs, partie risibles, partie effrayantes. Le Canavez était en proie à la terreur. Professait-on une opinion contraire à celle de ces effrénés? avait-on seulement avec eux une discussion d'intérêt? il fallait s'attendre à la dévastation, à l'emprisonnement et à la mort. L'âge, la vertu, l'innocence n'étaient point une sauvegarde; le fanatisme implacable trouvait partout des victimes. On vit alors des femmes, pour une opinion réelle ou supposée, réduites par ces scélérats aux derniers outrages. On vit des magistrats respectables, liés avec des cordes, et abreuvés, en cet état, des injures les plus dégoûtantes, par des malfaiteurs qu'ils avaient anciennement cités en justice, pour crimes commis sous le gouvernement royal. On vit des vieillards infirmes, massacrés impitoyablement, ou fuyant, avec de

pénibles efforts, la rage aveugle qui les poursuivait. Les absurdités dont ce Branda nourrissait sa troupe sont à peine imaginables : il disait qu'avec des pieux et des bâtons il prendrait la citadelle de Turin, et ils le croyaient; qu'il ne tenait qu'à lui de conquérir la France, et ils le croyaient; que Jésus-Christ lui apparaissait, et ils le croyaient; puis les prêtres d'applaudir, les moines de faire chorus, mais beaucoup plus après midi que le matin. Je ne sache pas que pareille scène se soit jamais vue. Cependant le saint homme levait toujours des contributions, et s'appliquait à bien boire. Enfin les prêtres conçurent des inquiétudes, les paysans des soupçons; les uns et les autres commencèrent à réfléchir et à murmurer. Branda se voyant découvert s'esquiva, et, craignant que les généraux russes ou autrichiens, qui n'aimaient pas les malfaiteurs, ne le récompensassent comme il le méritait, il alla mendier des attestations de bons services, tantôt à l'un, tantôt à l'autre, et surtout aux prêtres. Quelques uns lui en donnèrent, par compassion ou par faiblesse; le plus grand nombre, et notamment l'évêque et la ville de Novare, les lui refusèrent avec indignation. Cette conduite lui valut trois mois de prison à Milan. Le souvenir de Branda vivra long-temps dans le Canavez; son nom y déterminera l'époque d'une crédulité imbécille et d'une fureur aveugle. Lorsque, par la suite, les républicains revinrent en

Piémont, tout partisan du gouvernement royal fut appelé par eux Branda, du nom de ce plaisant capitaine. Malgré tout, les masses insurgées se maintenaient, et elles ne furent licenciées que quand les confédérés, pleinement rassurés par leurs victoires, crurent devoir préférer les opérations régulières de leurs troupes, aux mouvemens désordonnés de la multitude.

Suwarow attachait beaucoup de prix à la possession de Turin; il lui semblait que l'occupation de la capitale devait en quelque sorte reconstituer le royaume, et décider le peuple à rentrer sous l'obéissance. La position militaire de cette ville, sa nombreuse artillerie, ses immenses magasins appelaient aussi l'attention des alliés. Trop affaibli par les derniers revers, Moreau n'avait pu laisser à Turin les troupes nécessaires pour le défendre, et, si l'on excepte la garnison de la citadelle, il n'y avait point, à l'intérieur, de forces capables de préserver la ville, encore bien qu'elle fût entourée de bonnes murailles, garnies comme il convenait pour la résistance. L'armée que le général français avait conduite au-delà des monts aurait à peine suffi pour protéger une aussi vaste enceinte. Turin ne possédait qu'une garde bourgeoise, appelée d'abord garde urbaine, puis garde nationale. Ennuyée de tant de mutations, dégoûtée de la guerre et des clameurs de tous les partis, cette garde ne s'occupait plus que de veiller

sur les propriétés et les personnes. Wukassowich se présente avec des troupes de ligne et des masses de paysans; il somme la place de se rendre : Fiorella refuse. L'Autrichien fait occuper la montagne des Capucins, qui, de l'autre rive du Pô, domine la cité, établit sur la hauteur quelques pièces d'artillerie légère, et commence à battre la ville. Le canon des remparts ne répondit que faiblement au feu de Wukassowich. S'apercevant que le boulet ne réussissait pas, ce général voulut essayer des bombes : il savait d'ailleurs que si la place résistait, ce n'était pas qu'elle eût assez de forces pour se défendre, mais parce qu'il en manquait lui-même pour la réduire. Quelques maisons prirent feu près la porte du Pô. Cet événement, joint au fracas de l'artillerie, augmenta beaucoup la terreur. Les habitans éperdus se croyaient à leur dernier jour. En ce moment la garde urbaine ouvre la porte, les coureurs de Wukassowich s'y précipitent, accompagnés, pour l'effroi général, des bandes tumultueuses de Branda-Luccioni. Le peu de soldats républicains qui se trouvaient dans la ville se sauvèrent à la hâte dans la citadelle. Les uns furent pris, quelques autres furent tués. Déjà Turin n'était plus au pouvoir de la France : il n'était pas non plus tout-à-fait au pouvoir de l'Autriche, parce qu'au premier abord les paysans faisaient la loi. Ils commencèrent par égorger un officier d'artillerie nommé Ghiliossi et fort estimé, qui, mal-

gré sa réputation de républicanisme, s'était imprudemment mêlé dans la foule, pour voir passer cette troupe de forcenés. *Voilà un jacobin!* s'écrièrent-ils, et ils le tuèrent sur-le-champ. Son cadavre sanglant demeura long-temps exposé aux outrages de ces barbares. Ivres de rage et de vin, les bandes féroces couraient par les rues de la malheureuse ville, en demandant le pillage avec des hurlemens horribles. Un certain chevalier Derossi marchait l'épée nue à leur tête, criant et leur faisant crier : Vive le roi! Vive la maison de Savoie! Meurent les jacobins! En même temps, cette multitude effrénée dévastait les maisons Ferrero et Miroglio, sous le prétexte qu'elles appartenaient à des jacobins, et le café de Scanz, à cause de je ne sais quelle enseigne républicaine. Tout ceux qui se mettaient aux fenêtres, et ne criaient pas vive le roi, étaient menacés de mort par Derossi. De toutes les croisées descendaient continuellement des vivres et des bouteilles de vin. Je dirai même que les habitans montraient beaucoup d'empressement à le faire, attendu que ce n'était pas le moment de montrer de l'indifférence; et les paysans de vociférer sans relâche : *Meurent les jacobins! Où sont-ils ces jacobins? Qu'on nous les livre! Nous voulons les tuer tous!* Chacun se cachait, jacobin ou non jacobin, parce qu'on savait à quoi s'en tenir sur le discernement de la populace en pareille circonstance. En un mot,

Turin épouvanté s'attendait à quelque grande catastrophe, et si les confédérés n'eussent promptement réprimé ces fureurs, il aurait fallu peut-être gémir sur des malheurs plus affreux encore que ceux qu'on redoutait.

L'effervescence apaisée, le généralissime Suwarow fit son entrée triomphale dans Turin, et se rendit d'abord à l'église métropolitaine de Saint-Jean, pour remercier Dieu de la victoire. Il fut admis de fort bonne grâce au baiser de paix, et à la célébration des saints mystères, par l'archevêque Buronzo, qui peu de jours auparavant préconisait la république, et publiait maintenant des pastorales, où il appelait le général russe l'envoyé du Seigneur et le nouveau Cyrus. Il permit même que l'on vendît, sous ses yeux, certaines images exposées à l'admiration du stupide vulgaire; images où la Russie, l'Autriche et la Turquie étaient représentées avec les attributs de la sainte Trinité. C'est malgré moi que j'entre dans le détail de semblables misères; mais l'amour de la vérité m'y force, et il faut bien aussi que la postérité connaisse toutes nos folies.

Cependant l'artillerie de la citadelle foudroyait la ville ; les confédérés tiraient contre la citadelle; de nouveaux désastres paraissaient inévitables. Placés entre les Français, les Russes, les Autrichiens, les républicains et les royalistes, les infortunés habitans n'apercevaient la fin ni de

leur effroi ni de leurs souffrances. Enfin, pour ne pas anéantir le siége du gouvernement royal, il fut convenu entre les deux partis, que le feu cesserait réciproquement du côté de la ville. Les nobles faisaient une cour assidue à Suwarow, et cherchaient à le circonvenir. Les plus sages lui conseillaient la modération, les autres voulaient qu'il fît main basse sur les républicains. Le Russe, malgré son caractère violent et acerbe, écouta les premiers de préférence aux seconds, parce qu'il se réglait sur la raison, et non sur l'esprit de parti ou de vengeance des localités. Quoique arrivé des régions polaires, il pensa qu'il valait mieux calmer les esprits par le retour de l'ordre, que de les aigrir par une sévérité qui eût enfanté de nouvelles haines et de nouveaux déchiremens. Il chargea donc le marquis Thaon de Saint-André de réorganiser l'armée royale. Celui-ci fit une proclamation pour exhorter les soldats piémontais à se rallier sous leurs antiques drapeaux, promettant l'oubli du passé à quiconque, ayant été forcé par les circonstances de servir les gouvernemens nouveaux, rentrerait promptement sous l'obéissance du roi. Ensuite, de l'avis du marquis et des autres chefs du gouvernement royal, Suwarow créa, sous le nom de conseil suprême, une administration provisoire qui devait exercer ses pouvoirs jusqu'au retour du monarque. Il y appela le marquis Thaon, les chefs des trois secrétaireries, les

premiers présidens du sénat, et de la chambre des comptes, l'avocat et le procureur-général, l'intendant-général des finances, le ministre de la guerre et le directeur du contrôle général; ordonna aux anciens magistrats de reprendre leurs fonctions, et voulut que le conseil suprême choisît, parmi les lois rendues pendant l'absence du roi, celles qui seraient reconnues bonnes à conserver. Le désordre général des affaires, surtout le chaos des finances, rendait la tâche du conseil des plus difficiles à remplir. Sans parler du gouffre creusé par la guerre, des vexations, des fraudes et des rapines commises par les administrateurs des armées russe et autrichienne, non moins avides que ceux des armées de la république : cette peste du papier-monnaie rongeait continuellement le Piémont. Pour s'en défaire, le conseil décida que ce papier aurait cours, non pas à sa valeur nominale, ni même au taux fixé par les lois précédentes; mais bien à sa valeur de change, c'est-à-dire qu'il ne serait plus considéré que comme marchandise; mesure juste en elle-même, à ne considérer que les rapports des particuliers entre eux; mais condamnable, de la part du gouvernement. Ce décret parut exorbitant; et si le dernier gouvernement avait excité de vives réclamations en réduisant le papier au tiers de sa valeur primitive, la loi nouvelle, qui en ordonnait l'acceptation à la valeur de change, trouva sans contredit une opposition

beaucoup plus violente encore. Cette loi fut rendue, dit-on, à la sollicitation du comte Balbo, surintendant des finances. Laissons de côté la perte qui résultait pour les individus, de la différence entre la valeur primitive des billets, et la valeur de change; il est évident que la loi promulguée sous le gouvernement établi par les Français, ne blessait que les intérêts privés, tandis que la loi nouvelle compromettait à la fois, et les intérêts privés, et la morale publique, en ouvrant une porte à l'agiotage, fléau corrupteur des états. D'un autre côté, il devenait presque impossible de trouver des vivres pour cette multitude de paysans, et pour tant de soldats étrangers. Une saison rigoureuse ajoutait encore aux difficultés du moment; et comme tout l'avantage était du côté des plus forts, les vainqueurs, qui venaient, à les entendre, comme alliés et amis, vivaient dans l'abondance, pendant que les Piémontais éprouvaient toutes les horreurs du besoin; jusque-là que plusieurs moururent faute d'alimens. Les chevaux de l'armée mangeaient le blé de Turquie, principale nourriture des campagnes, et les habitans affamés tendaient vainement la main, et n'en obtenaient pas. On vit alors, spectacle affreux et inaccoutumé en Piémont, on vit des hommes, en proie au tourment de la faim, chercher, dans la litière des chevaux, les grains échappés à l'animal, et se repaître de ces misé-

rables restes. Ajoutez à cela que si les paysans, réprimés par les chefs, avaient cessé, du moins en partie, le pillage et la persécution, les cosaques, les pandours, et je ne sais quelle autre peste de cette sorte, commençaient à voler pour leur propre compte. L'attachement aux Français était le prétexte, l'avidité le véritable motif, la violence le moyen, la rapine le résultat. Insultés en public, les Piémontais ne trouvaient pas plus de sûreté dans leurs domiciles. Au défaut de la force, les pillards avaient recours à la ruse. Dans les rues et dans les environs de Turin, le brigandage se multipliait sous toutes les formes. Les uns enlevaient les montres en criant : Jacob! jacob! c'est-à-dire, jacobin; mais qu'on fût ou non jacobin, la montre n'en était pas moins enlevée. D'autres tâtaient les cheveux, persuadés que tous les jacobins devaient les avoir coupés : s'il arrivait qu'on les portât courts, ils criaient : Jacob! jacob! et faisaient à l'homme un mauvais parti. Se trouvait-on sur la grande route pour ses affaires? ils couraient après vous en criant : Jacob! et il fallait se racheter par de l'argent, quand on ne pouvait se soustraire par la fuite. Un républicain de ma connaissance fut poursuivi de cette manière par une bande de pandours qui criaient: *Arrête, jacob; arrête! nous sommes les soldats de l'empereur!* Ils s'imaginaient, ces gens grossiers, que parce qu'ils étaient soldats de l'empe-

reur, le républicain devait les attendre; mais il n'en courut que plus vite et leur échappa. En un mot, la guerre est toujours la guerre; les vainqueurs sont toujours les vainqueurs; et le ciel préserve les états faibles, d'alliés puissans! Le Piémont ne fut jamais aussi malheureux que sous les Autrichiens et les Russes.

Il n'y eut de sang répandu par des condamnations judiciaires, ni sous le gouvernement provisoire créé par Joubert, ni sous le conseil suprême établi par Suwarow; mais pendant la domination russe, beaucoup de partisans du nouveau régime furent arrêtés : on remarquait parmi eux un grand nombre d'hommes estimés par leurs vertus. On en vint à cette détermination rigoureuse, soit par haine, soit parce que les républicains avaient emmené avec eux, en partant, comme ôtages pour la sûreté de leurs amis, les chefs des premières familles nobles du Piémont.

Le collége des nobles, à Turin, était rempli de ces victimes, au nombre desquelles on distinguait le comte San-Martino, le comte Galli, le comte Avogadro, l'avocat Colla, le juge Braida, et, parmi beaucoup d'autres, ce même Ranza, qui, au bruit de la révolution de Piémont, sa patrie, était vite accouru de Milan, où, bravant toutes les règles, blâmant tous les actes, attaquant toutes les personnes, il écrivait, plein de

sincérité néanmoins, tout ce que lui suggérait son esprit inquiet et brouillon. Les détenus étaient l'objet de graves insultes, de menaces plus graves encore. Des arrestations de même nature avaient lieu dans les provinces.

Le conseil sentit que, pour consolider la puissance du roi, surtout dans la capitale, il fallait se rendre maître de la citadelle. Il n'était d'ailleurs ni sûr ni honorable de rester, pour ainsi dire, sous le joug, dans le siége même du gouvernement. Voulant donc hâter l'exécution de ce projet, il offrit de pourvoir aux frais du siége. Le 13 juin, les confédérés travaillèrent au fossé, et à la première ligne de circonvallation, depuis la route de San-Salvario jusqu'à celle de Suze, et à trois cents pas seulement du chemin couvert. Les assiégés ne se manquèrent pas à eux-mêmes, et mirent en jeu toute leur artillerie contre les travailleurs; mais avec le secours des paysans, qui ne connaissaient ni danger ni fatigues, les ingénieurs des confédérés parvinrent enfin à établir leurs batteries qui, le 18 au matin, commencèrent à foudroyer la forteresse. Cent bouches à feu, environ, tiraient contre la place; les unes de but en blanc, le plus grand nombre en ricochet. Celles-ci causèrent d'immenses ravages parmi les assiégés. La citadelle présentant peu de surface, les boulets pleuvaient presque tous sur un seul point; et dans leurs bonds, renvois et contre-coups, em-

portaient les palissades, brisaient les affûts, écrasaient les canonniers, labouraient le sol sur tous les sens. Les Piémontais, tireurs fort adroits, ajustaient les artilleurs républicains avec de grosses carabines, et les atteignaient par l'embrasure même des canonnières; déjà les parapets étaient à moitié rompus. Chargé par Suwarow des opérations du siége, Keim somma une seconde fois la place; Fiorella refusa une seconde fois. Le bombardement recommença donc plus vivement que jamais, et dura jusqu'au 19, à midi. Un dépôt de poudre, en sautant, avait mis le feu à la caserne, aux magasins, et à la maison même de Fiorella. Point de refuge possible dans les casemates inondées par les infiltrations; presque tous les canonniers morts; les batteries démontées; les parapets détruits; pas une pièce de canon en état. Les assiégeans creusaient la seconde ligne de circonvallation, à portée de pistolet du chemin couvert, et déjà, au moyen de la sape, ils étaient près de déboucher dans le fossé. Il y aurait eu plus de témérité que de valeur à vouloir se défendre davantage. Fiorella demanda donc à capituler. La convention eut lieu le 20. Conformément au traité, la garnison, forte d'environ trois mille hommes, sortit avec les honneurs de la guerre, déposa les armes, promit de ne point servir contre les confédérés, jusqu'aux échanges, et partit pour la France, avec ses chevaux et ses bagages. Fiorella et les officiers supérieurs furent

conduits en Allemagne comme prisonniers de guerre, également jusqu'aux échanges. Les vainqueurs entrèrent, le 22, dans la citadelle. Ils y trouvèrent trois cent soixante-quatorze pièces de canon, cent quarante-trois mortiers, quarante obusiers, trente mille fusils, de la poudre et des munitions en grande quantité. Riches dépouilles, conquises en huit jours! En si peu de temps fut réduite une forteresse qui, dans une guerre antérieure, avait résisté quatre mois à une puissante armée de Français. Les officiers d'artillerie et les canonniers piémontais, qui venaient de combattre contre les républicains, firent preuve d'une rare valeur. Le capitaine Ruffini surtout, plein de dévouement pour le roi, se fit remarquer par son courage et son habileté. Maître de la citadelle, Keim rejoignit, sur la Bormida, le maréchal Suwarow, à qui la fortune préparait de nouvelles fatigues et de nouveaux triomphes. Il y eut à Turin, pour la reprise de la forteresse, de grandes réjouissances civiles, militaires et religieuses. Les royalistes se livraient aux plus douces espérances. Suwarow fit même prier le roi de revenir dans sa capitale; mais l'Autriche ne l'entendait pas ainsi; elle n'avait point pardonné au monarque son obstination à suivre, jusqu'à la fin, le parti de la France, et elle traversa les projets de la Russie. Étrange destinée de Charles Emmanuel! il est détrôné par la France, malgré sa fidélité envers elle, et n'est

pas relevé par l'Autriche, quoiqu'il soit victime de la France.

L'occupation, par les alliés, de la Lombardie, du Piémont et des trois légations, décida une multitude, pour ainsi dire innombrable, de républicains italiens de tout âge, de tout rang et de tout sexe, à s'enfuir sur le territoire français. Les plus nécessiteux s'arrêtèrent dans les départemens limitrophes, comme ceux du Mont-Blanc, de l'Isère, des Hautes et Basses-Alpes, des Alpes-Maritimes, et des Bouches-du-Rhône; espérant que la France se releverait bientôt de ses malheurs, et ne tarderait pas à rouvrir pour eux le chemin de l'Italie. Les plus riches, ou les plus ambitieux, allèrent à Paris, chercher des plaisirs et des honneurs. Ces fugitifs étaient animés de divers sentimens. Il y en avait de timides qui, ne pouvant supporter leur exil, et croyant la France pour jamais déchue, d'après les nouvelles sinistres qui se multipliaient incessamment, désiraient rentrer en grâce auprès des vainqueurs. Il y en avait de patiens qui voulaient attendre, et observer le cours du torrent. Enfin il y avait des esprits courageux qui ne doutaient nullement de la possibilité de nouvelles victoires pour la France, et mettaient tout en œuvre pour déterminer cette puissance à ne point abandonner la partie. Ils faisaient valoir la richesse du pays, l'intérêt que la république avait à s'y maintenir, la gloire dont elle s'y était couverte, les

excès des confédérés, l'indignation qui en était la suite, le retour de l'opinion en faveur des Français. Ils s'épuisaient en promesses, offraient leurs services, exagéraient leurs moyens. Mais le temps passait, l'exil durait toujours, l'espoir s'évanouissait, les besoins devenaient plus pressans, le ciel étranger plus accablant et plus insupportable. Cependant, la France tendit les bras au malheur. Indépendamment de quelques secours accordés par le gouvernement, les exilés trouvèrent dans l'humanité française tous les soulagemens que peut offrir une hospitalité généreuse. La patrie seule manquait à leurs vœux. L'opinion n'avait aucune part dans ces actes de bienfaisance. Beaucoup de Français, ennemis des doctrines républicaines, ne s'en montrèrent pas moins sensibles à l'infortune des émigrés, leur donnèrent chez eux un asile, et leur prodiguèrent les consolations les plus touchantes. Partout où les exilés avaient cherché un refuge, c'était un combat de zèle et de bienfaisance, où triomphèrent particulièrement les villes de Grenoble, de Chambéry et de Marseille. Je me complaisais dans cet éloge de la générosité française; et voilà qu'une circonstance horrible se présente à mon souvenir. Je la rapporterai pour que le siècle soit connu. Qu'on sache donc que la plupart de ceux qui s'étaient enrichis des dépouilles de la péninsule, ne réservèrent à ces malheureux Italiens que duretés, refus et humilia-

tions; qu'on sache qu'ils n'accueillaient, parmi les exilés, que ceux qui avaient prêté la main à leurs déprédations; qu'on sache enfin, qu'au milieu d'orgies scandaleuses, ils riaient avec eux et de l'Italie et de la France. Ils auraient vu avec indifférence le bouleversement du monde, si ce monde n'eût pas été nécessaire à leurs plaisirs mal acquis. Ainsi, le riche et le pauvre, le royaliste et le républicain, le partisan et l'ennemi de la guerre d'Italie, tous, dans cette France hospitalière, soulageaient, autant qu'il était en eux, la souffrance des exilés; et ceux qui avaient précipité les Italiens dans l'abîme, ceux qui ne devaient qu'à l'Italie leurs moyens actuels de réparer des misères, ces hommes seuls refusaient à leurs victimes un pain trempé d'amertume! Ah! s'ils s'étaient contentés de ne point les admettre à leurs tables splendides, de les oublier dans leurs fêtes! mais non, le foyer même était interdit aux supplians, et plus d'une fois la porte fut brutalement refermée sur le malheur éconduit. Là, tout ce que l'humanité a de plus tendre et de plus généreux; ici, tout ce que l'avarice a de plus dur et d'impitoyable. Tant il est vrai que d'un seul vice et d'une seule vertu, peuvent naître toutes les vertus et tous les vices.

Les Italiens réfugiés, je dis ceux qui s'occupaient le plus des affaires publiques, s'étaient imaginé que le meilleur moyen de relever l'Italie, et d'aider la France à la reconquérir, c'était

de mettre en avant le projet de réunir tous les états de la péninsule en un seul état homogène : persuadés que ce mot d'unité allait agir comme un talisman sur l'esprit de leurs compatriotes. Indépendamment des pétitions qu'ils présentèrent, à cet effet, aux conseils législatifs de France, ils firent imprimer un mémoire particulièrement adressé au peuple français et à ses représentans. Ce mémoire commençait ainsi : « Des hordes d'ennemis « barbares et assassins, ne pouvaient devoir le suc-« cès momentané de leurs armes qu'à la trahison « et à la perfidie. Leurs agens les plus puissans « étaient, à cette *époque désastreuse*, à la tête de « votre gouvernement français ! Vous avez été « trompés, horriblement trahis comme nous, par « ceux qui, tenant les rênes de l'état pendant un « trop long despotisme, vous conduisaient au bord « de l'abîme que leurs mains impies avaient creusé « pour la liberté des peuples. Quelques jours en-« core, et leurs projets infernaux auraient étonné « le monde par de plus grands crimes ; et, comme « nous, *vous n'aviez plus de patrie, ni les lois que* « *vous vous étiez données*. Qui pourrait nombrer « les actes arbitraires dans lesquels, violant le « code sacré de vos droits, ils ont trafiqué de « votre liberté et de celle de vos alliés, comme « de vils satrapes le feraient de leurs derniers « esclaves ?

« *Mais l'espoir renaît*.... Combien nous a été

« sensible l'hospitalité franche et amicale que nous « avons trouvée dans l'intérieur de la France! com- « bien elle diffère des vexations cupides des agens, « des fournisseurs, des compagnies, etc., qui ont « dépouillé l'Italie! Ce n'est point de ces âmes « viles que nous sont venus des secours, nous les « aurions dédaignés.....

« Tourner nos regards, toujours libres, vers « notre patrie; chercher à oublier, s'il est possible, « la grandeur des maux que nous avons soufferts « *de toutes les tyrannies*; méditer sur leurs causes, « indiquer des moyens réparateurs; mettre notre « espérance dans la justice, dans la loyauté des « Français et dans les principes qu'ils ont procla- « més; prouver que les peuples d'Italie doivent « être leurs amis et leurs alliés naturels; montrer « qu'ils veulent être libres, et faire voir enfin que « *l'unité de l'Italie* est nécessaire au bonheur et à « la prospérité des deux peuples : tel est le but, « telles sont les réflexions de cet écrit, dicté par « l'amour du bien public et de la vérité. »

Après de longs raisonnemens, partie judicieux, partie peu fondés, touchant l'unité de l'Italie, ils terminaient ainsi :

« Si la république française, enfin, ne déclare « pas l'unité de l'Italie, elle ne détruira jamais « l'injuste opinion que les *quadrumvirs*, par le « moyen de leurs agens, aussi perfides que cor- « rompus, ont donnée à l'Europe entière de son

« immoralité politique et de sa despotique diplo-
« matie. »

« C'est au nom de la république française qu'ils
« osèrent, la baïonnette en main, chasser le peuple
« des assemblées primaires. C'est en son nom qu'ils
« refusèrent l'entrée dans la salle des conseils aux
« représentans fidèles, pour y substituer les agens
« de l'aristocratie et les meneurs des tyrans, et
« que, d'accord avec eux, ils emprisonnèrent ceux
« qui avaient eu le courage d'annoncer les mal-
« heurs prochains de la liberté.

« C'est au nom de la république française qu'on
« força de recevoir des traités injustes, et qu'on
« les viola; c'est aussi en son nom que l'on com-
« prima la liberté de la parole et de la presse,
« qu'on ordonna des destitutions arbitraires, ne
« respectant pas même, pendant la nuit, l'asile
« sacré des citoyens; c'est en son nom qu'on ravit
« leurs propriétés par la force, qu'on cumula les
« pouvoirs des autorités civiles et des tribunaux
« criminels, qu'on déclara anarchistes et ennemis
« de la liberté tous ceux qui avaient encore le cou-
« rage d'aimer la vertu et de s'opposer aux dilapi-
« dations et au brigandage. C'est encore en son
« nom qu'on refusa des armes aux patriotes, et
« qu'on déclara rebelles ceux qui voulaient dé-
« fendre leurs foyers après la trahison de *Scherer*.
« C'est enfin au nom de la république française
« qu'ils établirent l'oligarchie, qu'ils détruisirent

« la morale publique, par un système de corrup-
« tion, et qu'ainsi ils préparèrent l'insurrection du
« peuple, lassé de l'oppression, par tous les moyens
« désorganisateurs.

« La république française, toujours digne de ses
« hautes destinées, doit désavouer, par des faits,
« tant de crimes et tant de maux commis en son
« nom. Les adresses du peuple français au corps
« législatif, et les discours de ses représentans,
« prononcés avec autant d'énergie que d'indigna-
« tion, sur les malheurs de l'Italie, ne permettent
« pas de douter de l'intérêt qui lui est dû. Les
« républicains de l'Italie, dans leur espoir légi-
« time, ne pouvant conserver ni des souvenirs, ni
« des doutes injurieux, ne s'occupent, dans leur
« asile, qu'à relever l'Italie de ses ruines.

« Ils ont prouvé que la raison éternelle de la
« liberté et de l'unité de l'Italie existe gravée par la
« nature; elle l'est sans doute aussi dans la justice
« et le cœur de tous les Français. »

Ces considérations étaient graves, souvent justes et élevées; mais entachées d'une exagération insoutenable. Demander à la France la liberté et l'unité de l'Italie, il n'y avait rien là que de louable et de généreux; mais s'ériger en juges du gouvernement français, prétendre s'immiscer dans ses affaires domestiques, charger du nom de traître un général qui manqua plutôt de bonheur, et, si l'on veut, de résolution dans un seul moment, que

de droiture et de fidélité envers sa patrie; voilà ce qui mérite d'être sévèrement censuré. Le directoire mettait de côté toutes ces réclamations, parce que l'unité de l'Italie en eût fait une puissance rivale, et qu'il n'aimait pas les rivaux. Les représentans, ceux même qui montraient le plus d'inclination pour les Italiens, n'aimaient pas davantage l'unité de la péninsule; mais ils saisissaient avidement cette occasion, pour déclamer contre le directoire qu'ils haïssaient.

Pendant ce temps, les armées du Nord obtenaient chaque jour de nouveaux succès; et le ciel ne réservait ni aux orateurs de Paris, ni aux généraux qui commandaient alors pour la France en Europe, la gloire de disperser ces phalanges, et de replacer l'Italie sous la domination des Français.

FIN DU LIVRE SEIZIÈME.

LIVRE DIX-SEPTIÈME.

Guerre en Grèce, et cruautés qui l'accompagnent. — Corfou et les autres possessions ioniennes tombent au pouvoir des Russes et des Turcs. — Continuation de la guerre en Italie. — Desseins de Moreau pour résister aux alliés. — Macdonald quitte Naples pour venir se joindre à lui dans l'Italie supérieure. — Vicissitudes sanglantes de Rome et de la Toscane. — Premiers combats entre Macdonald et les alliés dans le pays de Modène. — Les trois batailles de la Trebbia entre Macdonald et Suwarow. — Moreau, après s'être montré dans la plaine, se retire de nouveau dans les montagnes. — Les alliés s'emparent d'Alexandrie, de Mantoue et de Serravalle. — Bataille de Novi; le général en chef Joubert y est tué. — Tortone se rend aux Impériaux. — Combats dans le Piémont; prise de Coni.

La guerre qui désolait l'Italie, ensanglantait aussi la Grèce. Les îles de la mer Ionienne, que la France, sous prétexte d'amitié, avait enlevées à Venise, devinrent bientôt la proie de la Russie et de la Porte. Maîtresses de ces parages, les flottes alliées s'étaient facilement emparées de Cérigo, Zante, Céphalonie et Itaque : puissamment secondées dans la conquête des trois premières, par la coopération des insulaires, que la noblesse avait soulevés contre les Français. Itaque, au contraire, ne se soumit que malgré elle à ses nouveaux maîtres, et prodigua, jusqu'au dernier moment, aux républicains, les marques du plus sincère attache-

ment. Le général Chabot, à qui la France avait confié le gouvernement suprême de ces îles, aurait dû, sans doute, à la vue d'un ennemi supérieur, abandonner tout le reste du pays, et concentrer ses forces dans Corfou. Il ne le fit pas, et mérita ainsi les reproches des hommes instruits dans l'art de la guerre. En effet, à la possession de Corfou était attachée la possession définitive de toutes les autres îles. De la dissémination de ses forces dans des lieux peu en état de se défendre, il résulta, non seulement que plus de mille hommes de bonnes troupes tombèrent au pouvoir des confédérés, mais encore que Corfou manqua du nombre de soldats nécessaire pour garder la vaste enceinte de ses fortifications. Le château de Sainte-Maure seul, résista vigoureusement et long-temps: encore la brave garnison fut-elle obligée de capituler et de se rendre. Ce fut par la même erreur que Chabot laissa des troupes dans les places de Terre-Ferme, autrefois du domaine de Venise, alors sous la domination française. Personne ne conçoit qu'il espérât s'y maintenir contre toute la puissance d'Ali, pacha de Janina, déjà déterminé à tomber sur les Français, bien moins il est vrai pour obéir à la Porte, que pour s'agrandir lui-même au milieu de ce bouleversement des états. Perfide et cruel, Ali caressa les Français tant qu'il crut pouvoir tirer parti de leur supériorité; il les voyait dans la détresse, et s'apprêtait maintenant

à leur porter le dernier coup. Que ce fût par ruse ou par force, peu lui importait, pourvu qu'il réussît. Riche, et jugeant des autres par lui-même, il s'était imaginé que les Français, dans leur premier effroi, lui auraient vendu Corfou sans balancer. Il avait même fait, à cet égard, certaines ouvertures à Chabot, dont l'intégrité et le patriotisme s'étaient révoltés aux propositions du barbare. S'apercevant que l'artifice ne pouvait rien, Ali s'était déterminé à marcher avec toutes ses forces contre les républicains qui occupaient, sur le continent, Butrintò, Parga, Prevesa et Nicopoli. A cette époque, le siége de Corfou était commencé. Vivement attaqué à Butrintò par les Albanais et les Turcs d'Ali, Chabot évacua la ville, avec perte de plusieurs vaillans soldats. Le brave colonel Petit fut blessé pendant l'action. Parga céda également bientôt après : événement douloureux pour les Parganiotes, à qui les Français avaient inspiré autant d'attachement, que le féroce Ali leur causait d'épouvante. Corfou, Prevesa et Nicopoli se voyaient réduites à l'extrémité. Maîtres du bras de mer qui sépare l'île de l'Épire, les confédérés empêchaient les républicains d'Ancône de faire passer des secours. Déjà, ils avaient opéré des débarquemens dans l'île, planté des canons sur le mont Oliveto d'un côté, de l'autre sur le mont San-Pantaleone et aux Castrates, d'où ils commençaient à battre la forteresse. En même

temps, plusieurs soulèvemens se manifestaient parmi les insulaires, surtout aux Bénizzes, lieu célèbre par l'abondance, la douceur et la limpidité de ses eaux; soulèvemens aussi favorables aux confédérés que funestes à leurs ennemis. Excités par la noblesse, peu amis des Français, grands partisans des Russes, les Corfiotes se mêlaient volontiers dans ces émeutes, provoquées surtout par la famille des Capo d'Istria, et le comte Bulgari, homme vertueux, riche, et très influent dans l'île. Des motifs de religion agissaient puissamment encore sur ces esprits grecs si légers et si vifs. Leur rite est celui des Russes, et le triomphe de leur coréligionnaires leur semblait devoir être un signal d'émancipation pour eux-mêmes. La plus grave insurrection contre les Français eut lieu dans le Mandruccio, faubourg de la ville au pied du mont Oliveto. Les républicains ne l'apaisèrent qu'après de pénibles efforts et beaucoup de sang répandu.

L'armée d'Ali passait onze mille hommes, la plupart de cavalerie. Il en rassemble les différens corps pour l'assaut de Prevesa, et surtout de Nicopoli, où se trouvaient réunies les plus grandes forces des républicains, c'est-à-dire cinq cents Français environ, soixante Suliotes, et deux cents Prévésans, campés derrière quelques tranchées imparfaites. Le général La Salçette les commandait; La Salcette, qui, à la nouvelle du danger de Ni-

copoli, était accouru de Sainte-Maure pour animer les siens par sa présence et son exemple. Il fallait donc que tant de valeureux Français perdissent la vie sur des bords étrangers; il fallait qu'ils y tombassent, non sous le glaive des héros, mais par le cimeterre des barbares, et pour satisfaire une politique ambitieuse, que l'empire du monde n'eût pas assouvie! Mouktar, fils d'Ali, attaqua vigoureusement le camp républicain; il en fut repoussé plus vigoureusement encore par les Français. Les infidèles se mirent à pousser d'effroyables hurlemens; ils s'excitaient l'un l'autre à venger leurs compagnons écrasés par la mitraille républicaine. Ces clameurs, ces imprécations atroces, ces menaces, cette impétuosité nouvelle des Albanais et des Turcs, leurs épais bataillons, épouvantèrent les officiers prévésans placés au centre. Ils prirent la fuite, et entraînèrent avec eux presque tous leurs soldats. Cet accident imprévu laissa un vide entre les deux ailes de l'armée française, qui se trouvèrent ainsi séparées. Mouktar, et le pacha lui-même qui venait d'arriver, ne donnèrent pas à La Salcette le temps de les rapprocher. Saisissant rapidement l'avantage que leur offrait la fortune, ils se jetèrent entre ces deux ailes, et inondèrent le camp républicain. Par cette manœuvre, ils ôtèrent à leurs ennemis tout espoir de salut. Ces contrées, déjà si fameuses par les batailles d'Auguste et d'Antoine, revirent les mêmes prodiges de va-

leur du côté des Français ; de celui des infidèles, les raffinemens d'une barbarie plus horrible. Si le courage des uns se surpassa dans cette mêlée, les autres ne déployèrent jamais, contre de braves et malheureux guerriers, plus de scélératesse et de cruauté. Les républicains étaient donc désorganisés et rompus ; les musulmans débordaient sur tous les points, et la bataille avait dégénéré en une multitude de combats partiels de vingt contre un. Les Français succombaient à la fin ; mais sur des monceaux de cadavres ennemis, et ce qu'ils n'obtenaient plus d'une force épuisée, ils le retrouvaient encore dans une valeur inépuisable. La Salcette lui-même, et Hotte, colonel de la sixième, se battirent comme le dernier de leurs soldats ; mais plus tôt ou plus tard, il fallait toujours céder la victoire et la vie. Les Français ne combattaient donc désormais que pour mourir avec honneur, et comme il convenait à des Français ; d'autant plus magnanimes sous ce rapport, qu'il était au moins incertain qu'une voix s'élevât, dans ces contrées, pour redire leurs exploits à la postérité ; ils combattaient, non pour acquérir de la gloire, mais pour satisfaire à la vertu. Enfin, après des efforts au-dessus de l'humanité, cent Français environ, échappés au carnage, tombèrent, de lassitude, aux mains des vainqueurs. La Salcette et Hotte éprouvèrent le même sort, et ils savaient que les infidèles n'avaient pas deux ma-

nières de traiter leurs captifs, qu'ils fussent officiers ou soldats.

Pendant qu'on se battait avec cet acharnement sous Nicopoli, une action non moins prodigieuse avait lieu à Prevesa. Même cruauté d'une part, même valeur de l'autre. Un capitaine de la sixième, nommé Tissot, commandait à Prevesa. Quatre-vingts Français étaient avec lui. Informé du combat qui se livrait à Nicopoli, il avait laissé quelques uns des siens à la garde de Prevesa, et s'était acheminé, avec le reste, au secours de la division en péril; mais le drame sanglant de Nicopoli était terminé, et déjà La Salcette se trouvait au pouvoir des barbares. Tissot en reçut la nouvelle, et n'en douta plus quand il vit la cavalerie musulmane partout répandue dans la campagne; il reprit donc la route de Prevesa, continuellement attaqué par des bandes innombrables d'Albanais, contre lesquels sa faible troupe, qu'il avait formé en bataillon, se défendait, de position en position, avec une bravoure admirable. Cependant les coureurs ennemis s'étaient portés en force à Prevesa, et, à la suite d'un engagement très vif avec le peu de soldats laissés par Tissot, avaient emporté les premiers faubourgs. Arrivé sous les murs de la place, le capitaine français fit si bien, avec sa poignée de braves, qu'après avoir écrasé autant d'Albanais qu'il s'en présenta pour l'attaquer, il gagna le port de la ville, d'où il

aperçut une bombarde républicaine et plusieurs barques venant de Sainte-Maure, avec quelques secours d'hommes et de munitions. Un nouvel espoir brilla pour ceux qui n'espéraient plus rien qu'une mort honorable; et en effet les Albanais envahissaient en ce moment Prevesa, inondaient la campagne voisine, coupaient toutes les routes. Mais la joie de Tissot ne fut pas de longue durée, et le désespoir qui la suivit fut d'autant plus cruel, que l'espérance avait été plus vive et plus inattendue. Un Prévésan, son ami, lui offrit de se rendre sur la bombarde, et d'informer le capitaine du danger de ses compatriotes, afin qu'il accourût promptement à leur secours, non pour vaincre avec eux, c'était la chose impossible, mais pour les sauver avec lui. Sans s'arrêter au péril qui le menace, le Prévesan traverse les hordes barbares, et marche à l'exécution de son projet. Mais un Français, l'histoire se tait sur le nom de ce monstre, un Français s'embarque avec cet homme généreux, arrive en même temps que lui sur la bombarde, et affirme avoir été le témoin oculaire du massacre général des Français, déclarant au capitaine qu'il n'a d'autre parti à prendre, que de s'éloigner au plus tôt de ce théâtre de sang et d'horreur. Le piége infâme réussit : la bombarde et les autres barques reprirent le large, et retournèrent dans les ports d'où elles étaient parties. Où trouver des expressions pour rendre ce qui se

passa dans le cœur de Tissot et de ses soldats, quand ils virent s'éloigner les barques? C'était pour eux un arrêt de mort; mais le capitaine français, s'élevant au-dessus de lui-même : « Compa-« gnons, s'écria-t-il, aurons-nous fait de vains « sermens? Lâches soldats, insulterons-nous aux « mânes de nos braves camarades immolés sous « nos yeux? Non; le trépas nous reste au défaut « de la victoire. Servons notre patrie jusqu'au der-« nier moment, et descendons glorieux dans la « tombe. Laissons des gages terribles de notre va-« leur. Qu'au récit des batailles de Nicopoli et de « Prevesa, nos ennemis soient frappés d'admira-« tion; qu'ils tremblent d'épouvante au seul nom « de la France. » Il dit, et se précipite avec fureur au milieu des infidèles. Ses compagnons volent sur ses pas : combat sans exemple, où une poignée d'hommes attaquait, repoussait, culbutait une multitude innombrable, effrayée de tant d'audace. Les rues, les places, l'entrée des maisons étaient encombrées de cadavres et ruisselaient de sang. La valeur avait fait tout ce qu'elle pouvait faire; mais la vigueur corporelle n'avait plus rien à donner. Les esprits n'étaient point abattus, quand les forces étaient déjà consumées. Exténués de faim, de soif et de lassitude, les Français ne combattaient plus avec la même ardeur. Les barbares s'en aperçurent. Avides de butin, altérés de vengeance, ils revinrent à la charge en pous-

sant d'horribles clameurs. Cette multitude, sans cesse renouvelée, l'emporta enfin sur un petit nombre d'hommes accablés de fatigue. Les uns furent tués, les autres pris. Plusieurs, n'écoutant qu'un courage indomptable, échappèrent à l'ennemi en se précipitant dans la mer, ou en se perçant eux-mêmes de leurs épées encore teintes du sang de leurs adversaires. Des quatre-vingts hommes qui composaient la garnison, il n'en resta que huit, y compris le capitaine Tissot. Le vainqueur inhumain les condamna tous à une existence plus affreuse que la mort. Après avoir essuyé les regards foudroyans d'Ali, ils furent entassés dans une étroite prison, avec quatre cents Prévésans hommes et femmes, arrachés à leur malheureuse patrie. Pour comble de douleur et d'effroi, on les conduisit le long du golfe, à travers le champ de bataille, où ils purent voir encore les déplorables restes de leurs compagnons égorgés, des corps mutilés, des membres épars, des têtes défigurées roulant dans le sang et la fange. Parens et amis reconnaissaient, parmi les victimes, les objets de leurs plus chères affections. A cet horrible spectacle, les infortunés fondaient en larmes et poussaient des sanglots déchirans, pendant que les barbares, l'insulte et la menace à la bouche, se riaient des gémissemens de leurs captifs, leur promettaient une fin plus cruelle, leur montraient du doigt les chairs palpitantes et leur disaient :

Voilà comme vous serez tout à l'heure. Ali fit tourmenter et mettre à mort, en présence des Français prisonniers, un grand nombre de Prévésans. Ses yeux brillaient d'une joie féroce à ce tableau de tortures et de massacres. Les captifs ayant été amenés sur la place de Prevesa, un Albanais, par ordre du tyran, prit un rasoir, dépouilla plusieurs têtes et les sala; puis Ali commanda aux Français d'en faire autant : ils refusèrent d'abord, par honneur et par dégoût; mais une douloureuse bastonnade les y contraignit bientôt, et ils se virent réduits eux-mêmes à l'affreuse nécessité de dépouiller et de saler les têtes de leurs compagnons morts. C'était peu, les quatre cents Prévésans, garottés et meurtris, furent conduits dans l'île de Salagora, et là, égorgés sans pitié, hommes, femmes, vieillards et enfans. Les prières, les supplications des malheureux dont on déchirait les membres, ne faisaient que redoubler la férocité des cannibales, et la victime qui se taisait était la dernière immolée. Des rivières de sang coulaient dans Salagora, et peut-être est-elle encore aujourd'hui jonchée d'ossemens et de crânes blanchis. Les prisonniers de Nicopoli et de Prevesa furent dirigés sur Loru, gros bourg dans les environs, d'où on leur fit prendre la route de Janina, en passant par l'Arta. Chemin faisant, les bourreaux obligeaient les prisonniers à porter, tour à tour, les têtes sanglantes de leurs amis, et le refus

d'obéir était puni par d'épouvantables tourmens. Pour charmer l'ennui du voyage, les Albanais, ayant attaché à la queue d'un cheval le Prévesan Caravella, le faisaient courir jusqu'à ce qu'il tombât faute d'haleine, le laissaient alors respirer un moment, puis remettaient le cheval au galop, et recommencèrent la manœuvre jusqu'à ce que le malheureux expirât dans les douleurs de ce nouveau supplice; et les infidèles de pousser des cris de joie dans les airs. On arriva enfin à Janina, où les prisonniers virent clouer, aux portes du palais d'Ali, les têtes de leurs compagnons. De Janina, on se mit en route pour Constantinople, par la Grèce et la Romanie. Dans les chemins les plus difficiles et les plus raboteux, les barbares forçaient leurs captifs de marcher pieds nus; passait-on devant une source claire et limpide? ils les empêchaient d'étancher la soif ardente qui les dévorait. Tous ceux à qui la fatigue, la faim, la soif ou leurs blessures ne permettaient plus de suivre la troupe, étaient violemment traînés sur le bord des fossés, décapités sans miséricorde, et leurs têtes chargées sur les épaules de leurs infortunés amis. Les malheureux Français, je dis ceux qui survécurent, car le plus grand nombre succomba, les Français, surtout La Salcette et Hotte, supportèrent, avec une constance indicible, des traitemens qui paraissaient insupportables. Quand je réfléchis à la sensibilité naturelle à l'homme, à la tendresse dont

il environne le berceau de ses enfans, aux difficultés de tout genre qu'il éprouve à les élever; quand je ramène ensuite ma pensée sur les barbaries que les hommes exercent envers leurs semblables, presque toujours pour de misérables motifs, souvent pour rien, quelquefois avec plaisir, jamais avec regret; je ne sais plus si je dois les appeler hommes ou bêtes féroces. J'ai tort : ce n'est point le nom de bêtes féroces, c'est celui d'homme, qui leur convient; car je ne vois pas que les tigres s'égorgent entre eux comme font les hommes. Brisez leurs épées, ils demanderont des poignards à la calomnie. La raison et la pitié, que l'homme seul reçut en partage, seraient-elles donc un présent inutile?

Arrivés à Constantinople, La Salcette et Hotte furent enfermés aux Sept-Tours; les officiers et les soldats, répartis comme rameurs sur les galères turques.

Cependant le siége de Corfou continuait avec vigueur de la part des Russes et des Ottomans. Les forces des confédérés augmentaient continuellement; Ali envoyait ses Albanais, et chaque jour voyait arriver des Turcs. Maîtres des hauteurs d'Oliveto et de San-Pantaleone, les alliés tenaient les républicains bloqués dans les forts. Le Mandruccio était tombé au pouvoir des Russes; les Turcs et les Albanais descendaient souvent de San-Pantaleone et infestaient les Castrates; on se

battait fréquemment et avec opiniâtreté à San-Salvatore. Le siége traînait en longueur et dégénérait en blocus; la place était forte, les républicains s'y défendaient vigoureusement, et les Ottomans, tout courageux qu'ils sont, n'entendent rien à l'attaque d'une ville. L'amiral russe Ucsacow, qui commandait en chef les flottes confédérées, conçut alors un projet, d'exécution facile, et dont le succès probable devait lui livrer la place. Sur le flanc de la ville et de la principale forteresse de Corfou, s'élève au nord un îlot, ou plutôt un rocher, que les gens du pays nomment Vido, et que les Français appelaient l'île de la Paix. Tout planté d'arbres verts, ce rocher offre d'aimables retraites à qui veut se délasser des travaux de la ville, et aux habitans de Corfou un point de vue délicieux. Ces doux et paisibles ombrages allaient devenir un champ de carnage et de fureur. Il n'était point échappé aux Français que, de cet îlot, on pouvait battre la courtine de la forteresse, et y faire brèche en peu d'instans. C'est pourquoi, après avoir abattu les arbres, ils avaient pratiqué, sur les cinq points les plus importans, des esplanades garnies d'artillerie, en forme de bastions avancés. Plus de quatre cents braves soldats, commandés par le général Piveron, gardaient ce rempart de Corfou. Mais, malgré ces préparatifs, le lieu n'était pas de nature à être long-temps défendu. Point de redoutes fortifiées

derrière lesquelles la garnison pût combattre avec avantage, si l'ennemi venait à débarquer; point de terrasses qui couvrissent les batteries; peu de parapets qui protégeassent le soldat, exposé ainsi, et sur plusieurs points, au feu des assaillans. Les canons n'avaient que des affûts de marine, plus bas par conséquent, et plus difficiles à manœuvrer. L'écueil de Vido pouvait être bon à garder par une puissance maritime, comme celle de Venise, qui avait les moyens d'en défendre l'approche, et c'était le motif qui avait permis aux Vénitiens de n'y point faire élever de fortifications; mais pour un état privé de marine, comme l'était alors la république française, Vido ne présentait aucune garantie.

Le 1er mars, au signal de deux coups de canon, donné par le vaisseau amiral russe, les flottes confédérées se réunirent pour l'assaut de Vido. En même temps, pour empêcher Chabot d'envoyer des renforts à la garnison, les batteries de San-Pantaleone et du mont Oliveto eurent ordre de foudroyer la place. Cependant, le général français réussit à faire passer dans l'île un secours de deux cents hommes. Vingt-cinq navires, tant vaisseaux de haut bord que caravelles turques et frégates, s'alignèrent contre l'île, par leur stribord, du couchant au nord-est, et commencèrent un feu terrible. Huit cents pièces de canon étaient en jeu sur la flotte. Leurs éclats, confondus à ceux de

l'artillerie de Vido, de la place, de San-Pantaleone et du mont Oliveto, produisaient un fracas dont Corfou était ébranlée, et que les échos des rochers d'Épire renvoyaient plus épouvantable. L'artillerie des confédérés faisait un grand ravage parmi la garnison. Exposés sans parapets, comme nous l'avons dit, aux boulets ennemis, les canonniers de France souffraient beaucoup; les affûts étaient brisés, les pièces démontées. La perte des républicains fut immense, celle des alliés considérable, parce que les Français tiraient contre eux à point fixe. Enfin, après trois heures d'une sanglante canonnade, les Impériaux, jugeant que le désordre opéré dans les rangs et l'artillerie des Français permettait de tenter une descente, mirent promptement leurs canots à la mer, et les remplirent de soldats. Quinze cents russes débarquèrent sur le rivage de droite, du côté de la ville; les Turcs et les Albanais, réunis en beaucoup plus grand nombre, sur le rivage de gauche qui regarde l'entrée septentrionale du port. A peine avaient-ils pris terre, qu'ils s'emparèrent de deux batteries voisines, après avoir égorgé ceux qui les défendaient. Voyant l'ennemi débarqué, les Français se retirèrent sur quelques éminences, non pour disputer une victoire dont l'ennemi était déjà en possession; mais pour laisser refroidir cette première fureur des Albanais. Autant de Français qui tombaient dans leurs mains

et dans celles des Turcs, autant de têtes coupées et jetées dans des sacs, pour être portées en présent à Cadir-Bey, vice-amiral ottoman. Les Russes, au contraire, se conduisirent avec la plus grande humanité. Non seulement ils épargnèrent tous ceux qui se rendirent; mais ils arrachèrent à une mort certaine un grand nombre de Français que les Turcs allaient égorger. Après la victoire, les Russes s'étaient formés en bataillon carré au milieu de l'île; tous les républicains qui se réfugièrent de ce côté, furent recueillis par eux et sauvés. On vit des officiers russes racheter, de leurs propres deniers, des Français à qui les barbares allaient trancher la tête, si l'avarice n'eût fait taire un moment chez eux la férocité. Un lieutenant-colonel, dont l'histoire n'a malheureusement pas transmis le nom, avait donné tout ce qu'il possédait d'argent, pour préserver deux Français sur le point d'être décapités; les barbares trouvent la rançon trop modique : le Russe tire sa montre, la leur donne, et dérobe ainsi les deux victimes à une mort inévitable. Les officiers ne se montrèrent pas seuls bienfaisans et sensibles; les simples soldats et les marins disputèrent avec eux de zèle et de générosité pour les Français. En un mot, les Russes firent voir autant de civilisation que les Ottomans étalèrent de barbarie; et puisqu'il fallait qu'on se battît, il est du moins consolant de penser que l'humanité n'était pas

méconnue de tous les combattans. Le général Piveron, prisonnier des Russes, fut amené devant Ucsacow, qui lui fit un accueil distingué. Presque toute la garnison républicaine fut prise ou tuée.

La conquête de Vido décidait celle de Corfou. Battue de deux côtés à la fois, la place ne pouvait résister plus long-temps. Chabot demanda enfin à capituler. Sous une taille exiguë, Chabot cachait une grande âme, et avait donné, dans tout le cours de cette campagne, des preuves d'une valeur peu commune. Il fut donc stipulé entre lui, Ucsacow et Cadir-Bey : que Corfou serait remise aux confédérés, avec toutes ses armes et ses munitions; que la garnison sortirait avec les honneurs de la guerre, serait transportée à Toulon, aux frais et par l'entremise des confédérés, et s'engagerait à ne point servir contre eux avant dix-huit mois révolus; que le vaisseau de ligne *le Léandre* et la frégate *la Brune* seraient également remis aux alliés; enfin que Chabot et ses officiers pourraient, à leur choix, être transportés à Toulon ou à Ancône, pourvu qu'ils se décidassent dans l'espace d'un mois. Les Russes firent leur entrée, en belle tenue, par la porte Saint-Nicolas, traversèrent la rue principale de Corfou, et allèrent se ranger en bataille sur l'esplanade, entre la ville et la citadelle. Pendant ce temps, les Corfiotes ne cessaient de crier : Vive Paul Ier ! et agitaient en l'air le dra-

peau moscovite. Les Russes prirent possession des forts, les Turcs s'établirent dans la ville. Le pillage eut lieu dans quelques maisons de jacobins; mais le bon ordre fut promptement rétabli par les confédérés.

Il y avait alors dans l'île, entre beaucoup d'autres individus de cette espèce, un homme singulier qui vivait en odeur de sainteté, et à la manière des ermites, dans une petite cellule près l'église de Saint-Spiridion, protecteur vénéré de Corfou. Au temps des plus grands succès de la France, cet homme avait prédit plus d'une fois que les Français ne seraient pas long-temps maîtres du pays. L'événement justifia la prédiction; on cria au miracle, et l'ermite fut révéré comme un prophète.

Le conseil-général de Corfou, convoqué dans les anciennes formes, décréta des actions de grâces et une procession annuelle en l'honneur de saint Spiridion, des remercîmens aux amiraux russe et ottoman, à l'amiral anglais Horace Nelson, à Paul 1er, à George III et à Sélim III. Une commission de six nobles fut chargée de l'administration suprême de Corfou, des îles et autres possessions ioniennes. Cet état de choses dura jusqu'à ce que les confédérés eussent définitivement organisé à Corfou une république, sous la protection du grand-seigneur. Ainsi, grâce aux Français d'abord, aux confédérés ensuite, la domination de la mer Ionienne

fut enlevée pour toujours à l'Italie, domination que Venise avait su conserver pendant tant de siècles, contre toutes les forces de l'empire ottoman. Cela soit dit pour ces Italiens inconsidérés, qui firent éclater tant de joie à la chute de l'antique Venise. Corfou, au pouvoir des alliés, devint un abri pour tous ceux que la présence des républicains chassait de l'Italie. On y vit arriver les princesses exilées de France, les cardinaux Braschi et Pignatelli, le prince Borghèse, les marquis Gabrielli et Massimi, le chevalier Ricci, et beaucoup d'autres personnages qui préféraient un repos assuré en Grèce, aux fatigues et aux dangers du cardinal Ruffo dans la péninsule. Après la victoire, les flottes combinées firent voile pour d'autres expéditions, dans l'Adriatique et la Méditerranée.

Le bruit des armes et les gémissemens des peuples nous rappellent en Italie. Aussitôt que Moreau eut pris le commandement suprême de l'armée, il s'occupa de réunir à lui les troupes qui gardaient le royaume de Naples sous Macdonald. Il ordonna donc à ce général de laisser des garnisons dans les châteaux, et dans les villes les plus fortes, et de le rejoindre avec tout le reste de son armée. Quant au point où devait s'opérer la jonction, Moreau ne fut pas long-temps indécis. Trop faible, à la vérité, depuis les derniers revers, pour se maintenir en Piémont, il espérait néanmoins, en conservant les principales forteresses,

et au moyen des secours qu'il attendait de France, reparaître bientôt avec avantage dans les plaines piémontaises. Les environs des citadelles d'Alexandrie et de Tortone, encore au pouvoir des Français, lui paraissaient le lieu le plus favorable à de nouveaux combats. En effet, indépendamment de l'appui des deux places fortes, le pays offrait la double facilité de rallier les troupes qui viendraient de la Bocchetta, et de recevoir les renforts arrivant par les vallées de la Trebbia et du Taro. Par ces motifs, dès son passage à Turin, et quand il se disposait à porter son quartier-général dans Alexandrie, et de là dans Coni, Moreau avait définitivement pensé que la jonction des deux armées devait s'effectuer aux environs de Voghera. Dans ce but, voulant donner le plus tôt possible la main aux troupes victorieuses de Macdonald; considérant que l'impossibilité de faire marcher de l'artillerie par les chemins de la rivière du levant, obligerait ce général à prendre sa route entre l'Apennin et la rive droite du Pô; craignant aussi que Macdonald ne fût pas assez fort pour résister aux différens corps des alliés, dont la cavalerie nombreuse inondait les plaines de Bologne et de Modène; Moreau avait envoyé la division de Victor à sa rencontre, sur les frontières de la Toscane et du Génovésat. Macdonald partit de Naples avec Abrial, ne laissant que de faibles garnisons dans les châteaux de Naples, les forteresses de

Gaëte, de Capoue et de Pescara. Plus la tâche de Macdonald était difficile, plus le succès devait en être glorieux. Dans tous les pays qu'il avait à traverser, les populations étaient sous les armes, et prêtes à lui disputer le passage. L'insurrection avait éclaté sur les rives du Garigliano, dans l'état de Rome, surtout dans la Toscane, jadis séjour de paix et de bonheur; et, si l'on excepte Rome elle-même, il n'y avait nulle part sûreté pour les Français. Les routes qui communiquaient d'un côté à l'autre de l'Apennin, celle de Pontremoli particulièrement, étaient occupées par les confédérés. Macdonald n'avait pas assez de cavalerie pour battre le pays, faire des reconnaissances, escorter des convois, et se défendre contre les attaques imprévues. Nul doute que sa mission ne fût une des plus épineuses dont général d'armée ait jamais été chargé. D'un autre côté, il avait en perspective la gloire d'être appelé libérateur de l'Italie et vainqueur de ces Moscovites, jusque-là réputés invincibles. Macdonald ne manquait, pour réussir, ni de courage, ni de génie; le désir de rendre son nom immortel électrisait sa pensée; ses trophées de Rome et de Naples se représentaient continuellement à son esprit; et il espérait trouver la fortune aussi favorable sur les rives du Pô, que sur les bords du Tibre et du Volturne.

Macdonald partagea son armée en deux corps. Celui de droite, sous la conduite d'Olivier, longea

l'Apennin, et se dirigea sur Rome par San-Germano, Isola, Ferentino, Valmontone et Frascati. Celui de gauche, guidé par le général en chef, prit également le chemin de Rome, par la route plus facile du littoral. Celui-ci emmenait la grosse artillerie et les principaux bagages. Avant d'arriver à sa destination, Olivier eut à soutenir plusieurs batailles sanglantes. San-Germano voulut résister à main armée; il fut emporté de vive force et pillé. Isola se persuada aussi pouvoir arrêter, avec des bandes tumultueuses, des troupes régulières et aguerries. Après avoir en vain demandé le passage, les Français attaquèrent la place. Les habitans se défendirent vigoureusement; et ce ne fut qu'après six heures d'un combat opiniâtre, que les insurgés, chassés de maisons en maisons, abandonnèrent enfin la ville aux assiégeans. Irrités au souvenir de l'ancienne inimitié d'Isola, des violences exercées sur le parlementaire qui était venu demander le passage, et d'une résistance acharnée qui venait de coûter la vie à un grand nombre des leurs, les républicains dévastèrent les maisons, passèrent au fil de l'épée tous les habitans qui tombèrent entre leurs mains, s'enivrèrent ensuite avec le vin généreux de ces contrées, devinrent plus furieux que jamais, et commirent des actions abominables. Vainement les officiers et les généraux voulurent contenir le soldat; il était sourd à leur voix, comme à celle de la raison et

de l'humanité. La nuit survint, l'obscurité était profonde, la pluie tombait par torrens : les républicains, hors d'eux-mêmes, saisirent des torches et mirent le feu à la ville, qui, en peu d'heures, ne présenta plus qu'un amas épouvantable de sang, de boue et de décombres. Ainsi périt Isola, victime de sa propre fureur et de la rage de l'étranger. Les Français traversèrent sans obstacles Veroli, Ferentino et Valmontone, rejoignirent enfin la division de Macdonald, et, le 16 mai, firent leur entrée dans Rome. Là, le général en chef exhorta de nouveau ses soldats, les encouragea par des promesses, leur rappela les exploits de la république, plaça des garnisons dans Civita-Vecchia, Ancône et Pérouse, et prit la route de Toscane, laissant à Rome sa grosse artillerie et les bagages les plus embarrassans, afin de marcher avec plus de célérité.

Une grande révolution s'était opérée en Toscane. Excepté les villes occupées par des garnisons françaises, toutes les autres s'étaient soulevées en faveur des confédérés, aux cris de vive Ferdinand; mais avec un enthousiasme, un emportement, une frénésie qu'on n'eût jamais attendu de ces paisibles Toscans. Les principaux foyers de l'insurrection étaient les deux villes d'Arezzo et de Cortone. Situées sur des hauteurs escarpées, voisines de l'état de Rome, encouragées par les soulèvemens qui venaient de s'y manifester, elles

avaient aussi levé l'étendard de la révolte. Arezzo n'avait négligé aucun moyen de fortification, praticable dans le désordre d'une insurrection tumultueuse. Chaque maison, chaque édifice était devenu forteresse; tous les murs étaient crénelés, la plus grande partie des toits enlevée, et les sommités des habitations autant de plates-formes d'où l'ennemi pouvait être écrasé. Toutes les rues étaient fermées, barricadées et munies de canons. De nombreux paysans gardaient soigneusement les portes, et ne laissaient entrer ni sortir personne qu'après un minutieux examen. L'évêque célébrait chaque jour pontificalement l'office divin dans la cathédrale, en actions de grâces des victoires obtenues sur les Français par les alliés et les Toscans. On avait suspendu aux voûtes de l'église, comme un trophée, le chapeau, galonné d'or, d'un adjudant-général polonais, assassiné par un prêtre qui l'avait appelé en pour-parler. C'était à chaque instant de nouvelles alertes parmi ces paysans exaspérés, qu'on étourdissait continuellement, à tort ou à raison, du nom de jacobin. Malheur à qui ne portait pas les cheveux longs, et ceux qui n'en avaient pas se hâtaient d'en mettre de postiches. Dans les accès de leur délire, ils s'adressaient au premier venu en criant : *Si je savais que tu sois un jacobin, je t'enfoncerais ce poignard dans le cœur.* Et ils agitaient le fer avec les gestes d'un homme qui en poignarde un autre. Le domicile n'offrait

plus un abri; voyager, c'était pis encore. Et cependant ces hommes, si furieux contre les Français et leurs adhérens, se montraient pleins de soumission au nom de Ferdinand. Au milieu de ces désordres, s'était formée, sous le titre de suprême commission royale, une administration composée d'ecclésiastiques, de nobles, de notables, et présidée par le chevalier Angelo Guilichini. Tous ses membres étaient modérés et humains; mais il leur fut impossible de contenir le peuple, et ils se bornèrent à régulariser ses mouvemens. Ils siégeaient jour et nuit, afin de pourvoir aux cas imprévus, organisaient de nouvelles insurrections en faveur du grand-duc, nommaient tous les magistrats en son nom, correspondaient avec les villes révoltées, amalgamaient les paysans avec la garde urbaine, la garde urbaine aux troupes de ligne, qui avaient déjà repris l'habit et le drapeau du gouvernement ducal; et, comme leur intention était de soutenir une guerre en règles, ils avaient destiné un certain nombre de cloches à être converties en canons. Je ne parle pas des cocardes et des couleurs. Au milieu de ces masses incohérentes, on apercevait mille emblèmes: c'étaient ceux de tel ou tel autre saint, de la madone, du pape, des Russes, des Autrichiens, du grand-duc; il y en avait même qui les portaient tous ensemble, et celui qui avait pris part aux événemens précédens, s'en montrait bigarré d'un plus

grand nombre, pour échapper au danger qu'il craignait. Telle fut l'insurrection d'Arezzo et de Cortone : insurrection dangereuse pour elles-mêmes, parce que les affaires des Français n'étaient pas désespérées, qu'elles pouvaient se relever au premier moment, et que Macdonald s'apprêtait à traverser la Toscane. Quoi qu'il en soit, il résulta du soulèvement de ces deux villes, que l'autorité de Ferdinand fut rétablie dans le duché, avant l'arrivée des alliés; projet louable sans doute, mais accompagné d'actions criminelles. Arezzo s'en retira saine et sauve. Cortone fut mise à une dure épreuve. Un détachement de Polonais, qui se trouvait à Pérouse, accourut pour replacer la ville sous la domination française. Ceux de Cortone se portèrent à leur rencontre jusqu'à Terontola. Un vif engagement eut lieu en cet endroit, puis à Campaccio, au pied de la montagne, parce que les Polonais, plus aguerris, avaient gagné du terrain, et enfin sous les murs même de la ville. Les républicains voulurent forcer les portes Saint-Dominique et Saint-Augustin, et escalader les remparts; mais les habitans se défendirent avec tant de résolution, que les assaillans abandonnèrent leur projet, et se retirèrent à Florence. Parut ensuite une forte colonne française, formant l'avant-garde de Macdonald. La ville se rendit, à la condition que les propriétés et les personnes

seraient respectées, ce qui fut accordé et observé. C'était vers la fin de mai; Macdonald arrivait à Sienne. Ce général désirait soumettre Arezzo, et lui fit une sommation. Il déclara même aux habitans, s'ils ne se rendaient, qu'il les passerait au fil de l'épée, mettrait la ville à feu et à sang, et ferait élever sur la place publique une pyramide avec cette inscription : *La ville d'Arezzo punie de sa révolte.* Paroles sans effet : Arezzo n'en fut pas effrayée, et Macdonald n'essaya point de la réduire, parce que c'était une place forte, hors de sa route, et qu'il lui tardait d'arriver.

A l'instigation d'un certain André Doria, Albiano, ville située aux environs du Génovésat, s'était également insurgée contre les Français. Les actes ordinaires de cruauté n'y furent point épargnés. Les républicains s'y rendirent, pillèrent la ville et y mirent le feu. Partout, en Toscane, la terreur, la confusion et le sang.

Macdonald marchait toujours à grands pas; mais ses troupes n'étaient point payées; le soldat pouvait se mutiner. Pour prévenir ce contre-temps, Bertolio et Reinhard, qui régnaient dans Rome et en Toscane, le premier comme ambassadeur, le second en sa qualité de commissaire, eurent recours aux moyens extrêmes. D'accord avec le gouvernement asservi de Rome, Bertolio frappa une contribution sur les domestiques, les chevaux, les

boutiques et les portes; et une autre, de deux pour cent, sur les capitaux appartenant à des fidéicommis qui avaient été rendus libres : les deux impôts devaient être acquittés dans le délai de dix jours. Le moyen qu'il en fut ainsi, j'en fais juge ceux qui ont vu l'état déplorable où l'on avait réduit ces infortunés Romains. Quant à Reinhard, il fit enlever de l'intérieur des églises, des monastères, des couvens, des synagogues, et des autres temples, à quelque religion qu'ils appartinssent, tout l'argent supposé inutile, et en appliqua le produit au payement de l'armée. Déjà on avait dépouillé les monts-de-piété, et ce ne fut qu'au moment des revers, quand la restitution ne pouvait plus être attribuée qu'à la peur, qu'on rendit les gages au-dessous de 10 francs.

A cette époque, les troupes impériales étaient fort disséminées. Une grosse division assiégeait Mantoue; Klenau courait le Ferrarais et le Bolonais; le prince Hohenzollern le Modenais; Otto gardait les Apennins à Pontremoli; Bellegarde, dernièrement arrivé du pays des Grisons, bloquait Alexandrie et Tortone; Suwarow et Keim restaient en Piémont pour consolider le gouvernement, soumettre quelques vallées des Alpes, et observer les mouvemens de Moreau, soit dans les environs de Coni, soit dans la rivière de Ponant. C'était une faute, surtout au moment où Macdonald arrivait avec son armée, où Moreau atten-

dait de France des renforts. On pourrait même affirmer que, si les deux généraux républicains se fussent mieux entendus pour l'exécution du projet de Moreau, les alliés eussent éprouvé quelque grande mésaventure; et nous voyons plutôt, dans Suwarow, le courage qui fait les bons soldats, que la prévoyance qui fait les habiles capitaines. En effet, il ne prit aucune mesure importante pour arrêter Macdonald au passage de l'Apennin. Tout le succès de la campagne était cependant là; et il suffit que la légion polonaise se montrât dans les environs de Pontremoli, pour faire évacuer ce poste par les alliés. Sûr de la population, à la tête d'une cavalerie formidable, le général russe était à l'abri de toute entreprise sérieuse de la part des forteresses, encore occupées par les Français. Rien ne l'empêchait donc de tenir ses forces réunies et concentrées, pour accabler à l'occasion Moreau et Macdonald. Une victoire en bataille rangée lui livrait tous les forts. La suite des faits mettra au grand jour l'imprudence de Suwarow.

Après avoir informé les siens que de puissans secours lui étaient arrivés de France, qu'il en attendait de plus considérables encore, et qu'une escadre républicaine, partie de Brest, venait de paraître dans la Méditerranée avec des troupes de débarquement, Moreau alla prendre position près Savone, comme s'il eût voulu s'opposer à Suwarow; puis, doublant le pas, il avait gagné Gênes,

où l'armée entière avait ordre de le rejoindre sans délai. Ces mouvemens indiquaient clairement, dans Moreau, le projet d'opérer sa jonction avec Macdonald, qui déjà se trouvait en Toscane, et Suwarow ne pouvait s'y tromper. Néanmoins, il perdait son temps autour des forteresses et dans les montagnes du Piémont. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir que s'il possédait le courage de ses adversaires, il n'était pas doué de leur habileté, et qu'il avait en tête des capitaines, placés avec raison au premier rang dans les annales militaires. Victor, qui s'acheminait par la rivière du Levant, allait bientôt donner la main à Macdonald; encore quelques instans, et le but des généraux français était rempli. Macdonald, ayant appelé auprès de lui toutes les troupes réparties en Toscane, excepté les garnisons de Florence, de Livourne, et de quelques autres places fortes du littoral, prenait ses mesures pour l'expédition dont il se promettait la délivrance de l'Italie. Son aile droite, aux ordres de Montrichard, franchissait le pas de Loiano, demeuré au pouvoir des Français, et se portait sur Bologne; l'aile gauche, après l'occupation de Pontremoli par la légion polonaise, s'avançait dans la vallée du Taro. Victor prenait position à Fornuovo, lieu célèbre par la victoire du roi de France Charles VIII, sur l'armée italienne au commandement du marquis de Mantoue. Dambrouski manœuvrait dans la direction de Reggio. Après

avoir passé l'Apennin, à Pieve de Pelago, par la route de Pistoie à Modène, Macdonald traversait la vallée du Panaró, s'emparait de Venanzio, de Sassuolo, et des autres places situées sur le fleuve; laissait derrière lui Casinalbo, Salicetta, et arrivait au Casino Brunetti, dans les environs de Modène. Dé son côté, Moreau concentrait ses forces à la Bocchetta, dans le dessein de dégager Tortone et Alexandrie. De plus, il envoyait au devant de Macdonald, à Bobbio, vers le plat pays, un renfort provisoire composé de Liguriens, aux ordres du général Lapoype.

Ces mouvemens ouvrirent les yeux aux généraux alliés. Ils virent qu'ils n'avaient pas un instant à perdre, et que, s'ils voulaient conserver l'Italie, ils devaient rapprocher en toute hâte leurs divisions éparses. Telle était l'urgence du moment, qu'un seul jour de retard pouvait donner une victoire complète aux Français. C'est pourquoi le général Kray, qui pressait Mantoue, convertit le siége en blocus, et alla prendre position avec dix mille hommes, à Borgoforte, sur les rives du Pô, ayant soin de rompre tous les ponts, dans la crainte que Macdonald ne passât le fleuve avec des forces supérieures, ne détruisît les ouvrages élevés contre la place, et ne fît lever le blocus. Une partie de ces dix mille hommes traversa aussi le Pô, pour aller soutenir Klenau et Hohenzollern, menacés par Macdonald; et comme

Hohenzollern se trouvait le plus exposé, Klenau se réunit à lui sur la gauche, et Otto sur la droite. De cette manière, Montrichard, avec la droite des républicains, marchait contre Klenau; le corps de bataille, contre Hohenzollern; Victor, avec la gauche, contre Otto; tout le poids de la guerre retombait sur les duchés de Parme et de Modène, contrées naguère florissantes, aujourd'hui théâtre de misère, de famine et de désolation. Le duché de Parme surtout était épuisé par les exactions d'Otto. Cependant, ces mesures des confédérés ne suffisaient pas contre le péril. Klenau, Hohenzollern et Otto réunis, n'étaient pas aussi forts que Macdonald, et Bellegarde l'était beaucoup moins que Moreau. L'armée de Suwarow, stationnée en Piémont, pouvait donc seule rétablir l'équilibre. Le général russe s'en aperçut, et voulut réparer, au moyen d'une grande célérité, l'erreur qu'il avait commise en disséminant ses forces. Il prit donc sans délai, et à grands pas, la route de Plaisance, espérant pouvoir attaquer Macdonald avant sa jonction avec Moreau, et arriver assez à temps pour empêcher la déroute entière des trois généraux autrichiens. Après avoir longé la rive droite du Pô, Suwarow approchait de ces plaines illustrées par de précédentes batailles, non moins fameuses bientôt par les nouveaux exploits dont elles allaient devenir le théâtre. Déjà le sang coulait sur les rives du Panaro. Le 10 mai,

les troupes légères des deux partis se heurtèrent avec violence. Les républicains chargèrent d'abord avec tant de vigueur, qu'ils chassèrent les Impériaux jusqu'au-delà de Casino-Brunetti; mais, emportés trop loin par leur impétuosité, ils furent eux-mêmes si vivement assaillis sur les flancs, par la cavalerie autrichienne, qu'après une perte considérable, ils dûrent chercher un asile dans les montagnes. Le lendemain, Olivier et Rusca tentèrent de rompre le front de l'ennemi, pour séparer Hohenzollern d'Otto. La valeur fut égale des deux côtés. Déjà les Impériaux cédaient aux efforts de la cavalerie républicaine, commandée par le général Forest, lorsque le général autrichien fit avancer le régiment d'infanterie de Preiss, à la tête duquel était le brave colonel Wedenfels. Ce régiment chargea aussitôt à la baïonnette, et telle fut la violence du choc, que les républicains dispersés, se retirèrent dans les montagnes, laissant la place de Sassuolo au pouvoir de leurs adversaires. Toutefois ces mouvemens étaient d'une faible importance, et démontraient seulement l'ardeur extraordinaire des deux partis, sans amener de résultat définitif. Le 12, Macdonald ordonna un engagement plus sérieux, afin de se débarrasser de ces corps ennemis qui, malgré leur infériorité numérique, le tenaient en échec, et l'empêchaient d'accomplir ses projets ultérieurs. Son but était, non seulement de culbuter, mais

encore de prendre toute la division de Hohenzollern. Pour y parvenir, il donna l'ordre à sa gauche d'avancer dans la direction de Reggio, de tomber sur l'ennemi, et de se jeter entre Hohenzollern et Ott : opération facile, attendu la dissémination des troupes de ce dernier. Macdonald lui-même, avec le centre, marchait rapidement sur Modène, pendant que sa droite, après avoir passé le Panaro, s'efforcerait de déloger l'aile gauche autrichienne de cette position, et de séparer ainsi Hohenzollern de Klenau. De plus, pour empêcher celui-ci de porter secours au premier, il envoyait contre lui Montrichard, qui venait de débloquer le fort Urbain. En conséquence, Montrichard fit partir deux colonnes, l'une de Bologne, l'autre du fort Urbain, et attaqua Klenau, campé à Castel-San-Giovanni. Les Français secondèrent, par une bravoure éclatante, les combinaisons aussi savantes que hardies de leur général. Les Allemands ne déployèrent pas moins de courage. La bataille fut longue, l'infanterie se mesura plus d'une fois à la baïonnette, la cavalerie surtout exécuta de nombreuses charges, également sanglantes pour les uns et les autres. Enfin les républicains, plus nombreux, l'emportèrent, et si l'espoir de Macdonald eût été complètement réalisé, l'Italie échappait dès ce moment aux confédérés : tant il est vrai que Suwarow avait commis une grande faute en

divisant ses troupes. L'aile gauche des Français remplit sa mission, dispersa les Allemands, occupa la route de Reggio, et se plaça entre Hohenzollern et Ott. Le centre des confédérés, commandé par le général autrichien en personne, fut lui-même rompu, mis en fuite, et obligé de céder Modène au vainqueur. D'après les dispositions du général français, ce corps autrichien tout entier eût été cerné et pris, si Montrichard eût vaincu à droite, comme Macdonald au centre et sur la gauche. Mais Klenau, sans attendre l'ennemi, s'était porté à sa rencontre, avait battu, et repoussé sur la rive droite de la Samoggia, la colonne sortie de Bologne; attaqué, et défait à Sainte-Agathe, celle qui venait du fort Urbain. Elle aurait été plus maltraitée encore, si Macdonald, victorieux de son côté, n'eût envoyé des troupes à son secours. La résistance de Klenau fut le salut d'Hohenzollern. Ce général, trouvant la route libre, se replia d'abord sur la Mirandolle, puis, pour plus de sûreté, poussa jusqu'à San-Benedetto, y laissa une faible garnison, passa le fleuve sur un pont de bateaux, à Saint-Nicolas, et vint sur la rive gauche attendre le résultat des événemens. Victorieux d'abord, vaincu ensuite, Klenau regagna précipitamment ses positions de Cento, d'où il se porta sur Vigarano de la Maïnerba, dans le voisinage de Ferrare. Cette ville était en proie à la terreur; déjà Klenau y faisait

des provisions d'armes et de munitions, comme si l'ennemi eût été sur le point d'y entrer. Les Autrichiens perdirent, dans ces divers engagemens, quinze cents prisonniers, et à peu près autant de morts et de blessés. Du côté des Français, la perte en morts et blessés fut de mille hommes environ, et quelques prisonniers. Le général Forest fut tué en chargeant bravement à la tête de sa cavalerie. Macdonald lui-même fut blessé, non par les Allemands, ni pendant la mêlée; mais par des Français, après la victoire. Un régiment composé d'émigrés français, faisait partie de l'armée autrichienne, sous le nom de chasseurs de Bussy. Cinquante hommes de ce régiment, après avoir vaillamment combattu, se trouvant séparés des leurs et cernés de toutes parts, prirent la résolution hardie de s'ouvrir un passage de vive force à travers l'ennemi. Ils se jettent avec fureur sur leurs adversaires, renversent tout ce qu'ils rencontrent, et arrivent ainsi au quartier de Macdonald, qui s'occupait tranquillement avec ses officiers, des moyens de faire fructifier sa victoire. Il n'avait à ses côtés que très peu de soldats. Cette petite troupe, et Macdonald lui-même, n'eut que le temps de mettre l'épée à la main, pour se défendre contre une attaque si imprévue. Ce fut dans cette bagarre, que le général en chef reçut une blessure. Les émigrés, qui cherchaient moins à vaincre qu'à se

sauver, parvinrent, après des prodiges de valeur, à traverser le camp des Français, la ville de Modène, qui venait d'être occupée par les républicains, et, de cinquante qu'ils étaient d'abord, arrivèrent au nombre de sept au quartier autrichien de La Mirandolle. Parmi les Impériaux, les régimens de Preiss et de Klebeck furent ceux qui prirent le plus de part au combat, essuyèrent les plus grandes pertes, et déployèrent le plus de courage.

Macdonald a été blâmé, même par des militaires expérimentés, de n'avoir pas, aussitôt après la victoire, passé le Pô, couru à Mantoue, enlevé l'artillerie des alliés, ruiné leurs ouvrages, et fait lever le siége de la place. Cette expédition était facile à la vérité, et le général Kray, qui en jugeait ainsi lui-même, avait déjà dirigé sur Vérone la plus grosse artillerie du camp de Mantoue. Mais le succès ne consistait pas, pour la France, dans la levée du siége de cette place; c'était dans la défaite de Suwarow; et pour l'obtenir il fallait nécessairement insister sur la rive droite du Pô, et se réunir à l'armée de Moreau. Des opérations partielles auraient été la ruine des Français, comme il s'en fallut peu qu'elles ne fussent la ruine des alliés. Il nous semble donc que Macdonald, bien loin de mériter des reproches, a droit à des éloges pour avoir pris, après sa victoire, la route de Parme de préférence à celle de Mantoue.

Le sort de l'Italie redevenait douteux. Encore quelques jours, et il allait être décidé qui devait l'emporter, ou des légions républicaines, guidées par Moreau et Macdonald, ou des puissantes armées d'Autriche et de Russie, commandées par Suwarow. Macdonald marchait rapidement à la rencontre de Moreau; ce dernier, ainsi que nous l'avons dit plus haut, avait envoyé Lapoype à Bobbio, pour servir de premier anneau à la chaîne; Moreau lui-même allait déboucher, de la Bocchetta, avec toute son armée, au-devant de Macdonald. Suwarow, de son côté, s'avançait à grands pas, de Turin, pour trouver Macdonald ou Moreau, avant qu'ils eussent opéré leur jonction.

A la suite du combat livré à Hohenzollern, passant par Reggio et Parme, d'où le duc, dans la crainte des républicains, s'était retiré sur la rive gauche du Pô, Macdonald avait pris la route de Plaisance, où il était entré le 15 juin. Il y fut rejoint par la division de Victor, qui, conformément aux ordres de Moreau, arrivait à sa destination par Borgo de Taro et Fornuovo, après avoir passé les monts Liguriens à Sarzana et Pontremoli. Voulant prévenir son ennemi avant qu'il eût rassemblé de plus grandes forces, ignorant peut-être aussi que Suwarow se trouvait déjà sur le champ de bataille, avec toute son armée, Macdonald commença les hostilités. Le général autrichien Ott, qui formait l'avant-garde, avait ses

positions entre la Trebbia et le Tidone. Attaqué par Macdonald, il se vit obligé de repasser le Tidone, et de s'enfuir jusqu'à San-Giovanni, vivement poursuivi par la cavalerie légère française, aux ordres du général Salm. Mais cette retraite même du capitaine autrichien, avait donné aux premières colonnes de Suwarow, la facilité d'arriver plus tôt à son secours. En effet, Mélas, informé du danger que courait Ott, avait fait prendre les devants à la division Frœlich, qui contînt d'abord l'impétuosité des Français. Arriva ensuite fort à propos l'avant-garde russe. Tous ces corps réunis déployèrent tant de vigueur, le prince Bagration avec ses cosaques, sur la droite; le prince Korsakow avec d'autres cosaques et les troupes légères autrichiennes, sur la gauche; Ott et Frœlich au centre; que les républicains, malgré l'opiniâtreté de leur résistance, furent repoussés sur la rive droite du Tidone. La nuit survint; les hostilités cessèrent pendant quelques heures; le Tidone séparait seul les deux armées. Ici commence à paraître l'erreur de Macdonald. Erreur manifeste pour qui voudra réfléchir un moment à ce que Suwarow avait intérêt d'entreprendre. Il importait beaucoup au général russe d'en venir promptement aux mains avec les Français, et de les rompre avant que Moreau, qui descendait les vallées de la Trebbia et de la Scrivia, pût l'attaquer sur son flanc droit et sur ses derrières. S'il

n'y parvenait pas avant l'arrivée de Moreau, la retraite devenait une nécessité pour Suwarow, et la jonction des deux généraux français s'opérait sans obstacle. Le Russe persistait-il à combattre sous Plaisance, ayant Macdonald en tête et Moreau en queue, ce dernier appuyé, en outre, par les forteresses d'Alexandrie et de Tortone? Les confédérés pouvaient alors éprouver quelque grande catastrophe. Si donc il importait à Suwarow d'attaquer sans délai Macdonald, il n'importait pas moins à Macdonald de temporiser avec Suwarow, parce qu'il est impossible, à la guerre, que ce qui est utile à l'un des partis, ne soit pas nuisible à l'autre. Macdonald fit très bien, sans doute, d'attaquer au premier abord le général Ott; il ne savait pas alors que Suwarow fût si près, et il devait s'ouvrir le passage vers Moreau; mais une fois instruit par ses coureurs, et surtout par la violence du dernier choc, qu'il avait à faire, non plus à une faible partie de l'armée, mais à l'armée ennemie tout entière; le parti le plus sage, le parti nécessaire était de se tenir sur la réserve, de gagner du temps, de se retirer lentement et avec précaution, jusqu'à ce qu'il eût été informé des événemens entre Novi et Tortone, et de l'arrivée de Moreau sur les derrières de l'ennemi. Néanmoins, soit qu'il s'aveuglât sur la certitude de la victoire, soit qu'il eût l'ambition d'être seul appelé le libérateur de l'Italie, soit enfin répugnance de se réunir à

Moreau, à qui l'ancienneté du grade aurait donné le commandement suprême; Macdonald résolut de livrer bataille; mais il nous semble qu'il y avait, dans cette détermination, plus de bravoure que de prudence.

Les deux vaillans adversaires se préparèrent, pendant la nuit, au combat du lendemain. Suwarow donna ordre à ses soldats d'en venir subitement à l'arme blanche, en criant : *Houra! houra!* et de ne faire quartier à personne : commandement barbare, et digne d'une réprobation éternelle. Les soldats se montrèrent plus humains que leur général. L'armée républicaine était rangée sur la rive gauche de la Trebbia, plus près de ce fleuve que du Tidone. La droite, sous Olivier, s'étendait vers le Pô, soutenue par la cavalerie de Salm. A la gauche se trouvaient les Polonais de Dambrouski et la division Rusca. Montrichard et Victor guidaient le centre. Suwarow avait divisé ses troupes en quatre corps. Ott à gauche, vers le Pô; puis successivement, Frœlich, Forster, Rosemberg, Bagration, et enfin Schweicouski, général russe. Les deux premiers corps, composés presque entièrement d'Autrichiens, obéissaient à Melas; les deux derniers, composés pour la plus grande partie de Russes, à Suwarow. Le 18 juin, les alliés passèrent le Tidone à gué, et avancèrent sur les républicains, qui les attendaient de pied ferme. Leur intention était de s'attacher principa-

lement à la gauche des Français. Bagration conduisait l'avant-garde ; mais il fut retardé dans sa marche par les fossés et les haies qui coupaient la plaine. Les Français, l'ayant aperçu, n'eurent pas la patience de l'attendre, et se précipitèrent sur lui avec une telle fureur, que ses soldats, pliant au premier choc, allaient se débander, s'il n'avait ordonné au même instant, pour les soutenir, une grande charge de cavalerie. Non seulement alors la bataille se rétablit du côté des confédérés ; mais les Français furent repoussés jusque dans leurs positions. Macdonald le vit, et détacha quelques régimens de la division Victor, qui firent de nouveau pencher la fortune en faveur des républicains. Rosemberg envoya aussitôt Schweicouski au secours de Bagration ; la bataille devint terrible sur ce point, et se prolongea pendant plusieurs heures. En même temps Forster, avec son avant-garde, composée principalement de cosaques et d'un escadron de cavalerie autrichienne, chargea l'avant-garde républicaine, et la fit plier après un vif engagement. Survint le colonel Lawarow avec quelques troupes fraîches, qui chargèrent cette avant-garde déjà en retraite et achevèrent sa défaite. Repoussés sur le centre de l'armée française, les fuyards y portèrent le désordre, et l'obligèrent lui-même à reculer, vigoureusement poursuivi par les Impériaux, sur la rive opposée de la Trebbia. Il y allait, pour Macdonald, de sa réputation

personnelle et du destin de la bataille ; il le sentit, rallia ses soldats avec autant d'habileté que de valeur, les fit soutenir par quelques compagnies de la division Olivier, et les ramena de nouveau contre l'ennemi, sur la rive gauche du fleuve. Malgré la douleur que lui cause encore sa blessure, il anime les siens de la voix, du geste et par son exemple ; fait occuper avec un art admirable, par de petits corps de cavalerie, les espaces vides entre ses divisions d'infanterie ; ménage de cette manière à ses colonnes, les moyens de s'étendre sans danger ; empêche l'ennemi de se jeter au milieu ; s'enflamme lui-même d'une nouvelle espérance, et court essayer de ressaisir la victoire. La bataille s'engage avec fureur. Forster était serré de près, et allait céder, si Frœlich n'eût envoyé à son secours. Sur la droite des Français, c'est-à-dire vers le Pô, on se battait avec une valeur égale, pour la république et pour l'empire. Olivier et Macdonald d'un côté ; Ott, Frœlich et Melas de l'autre ; tous braves et habiles généraux, animaient leurs soldats par leur présence. Les souvenirs d'une haine invétérée, joints à ceux des batailles récentes, excitaient chez les deux armées une opiniâtreté, un acharnement inexprimables. La bataille fut longue et meurtrière pour les deux partis. Enfin les confédérés l'emportèrent, grâce à la supériorité numérique de leur cavalerie et de leur artillerie. Dambrouski fut rompu sur la gau-

che, Macdonald au centre, Olivier sur la droite, et obligés tous trois de regagner en désordre la rive droite de la Trebbia. Le champ de bataille offrait un spectacle horrible et douloureux. Partout des hommes et des chevaux morts ou mourans, des cris plaintifs, des armes brisées, des munitions abandonnées. Les buissons dégouttaient de sang, la Trebbia roulait des cadavres. En couvrant de ses ombres ce tableau de carnage et d'effroi, la nuit suspendit les massacres, et donna quelque relâche à cette soif, non encore assouvie, de sang humain.

L'intention de Suwarow était de recommencer la bataille dès le lendemain, afin de dissiper entièrement l'armée républicaine, avant que Moreau parût sur les derrières. Macdonald lui-même méditait, pour le matin, une nouvelle attaque contre cet ennemi, deux fois combattu avec tant de perte et si peu de succès. Il serait difficile d'excuser ici Macdonald. Faut-il admirer sa valeur? Oui, sans doute. Peut-on louer sa prudence? Nous ne le pensons pas. S'il y avait eu pour lui, le 18, peu de chances pour la victoire, il y en avait bien moins encore le 19, en raison des événemens de la veille; et la déroute de son armée entraînait, non seulement la déroute de l'armée de Moreau, mais encore la ruine des Français en Italie. La coopération de Moreau pouvait seule légitimer ses espérances; mais que ce géné-

ral arrivât sur le champ de bataille, précisément pendant l'action, c'était une circonstance fort douteuse, et ce que Macdonald ne pouvait pas savoir. Moreau arrivait-il après le combat? Sa présence devenait inutile, et ne réparait pas des malheurs accomplis. Il nous semble donc que l'obstination de Macdonald à combattre, n'est point un de ses titres de gloire; et quelque reproche qu'on puisse adresser à Moreau pour n'être pas venu à temps, Macdonald ne peut éviter celui de ne l'avoir pas attendu. De là, les revers que la France essuya depuis en Italie. Résolu de prévenir les attaques de l'ennemi, Macdonald s'ébranla le 19 juin, vers onze heures du matin. L'ordonnance des deux armées était la même que les jours précédens. Le plan du général français consistait, le fleuve une fois passé, à tenir ferme au centre, pendant que ses deux ailes tourneraient l'ennemi, et le déborderaient, en même temps, du côté des montagnes et vers le Pô. Les républicains franchirent la Trebbia avec une rare intrépidité, malgré les boulets et la mitraille des confédérés. Rusca et Dambrouski en vinrent aux mains avec Bagration sur la gauche. Français, Polonais, Russes et Autrichiens ne déployèrent jamais plus de valeur qu'en cette rencontre terrible. Assailli plusieurs fois impétueusement par ses deux adversaires, Bagration les repoussa autant de fois avec la même vigueur. Les soldats de Dambrouski commençaient à se rebuter;

Rusca paraît à leur secours avec un corps d'élite, tombe avec fureur sur le Russe et le fait plier. Animés d'une ardeur nouvelle, les Français attaquent la division Schweicouski avec tant d'énergie, qu'ils l'enfoncent, taillent en pièces un régiment entier, la poursuivent sur un long espace de chemin, et la chassent de Casaliggio dont ils s'emparent. La bataille paraissait perdue de ce côté pour les confédérés; elle l'eût été réellement sans l'arrivée du général autrichien Dalheim, à la tête d'un gros corps d'Allemands, puissamment secondé par la cavalerie russe qui venait de se rallier. La mêlée recommença plus épouvantable qu'auparavant; personne ne lâchait pied. Dambrouski se battit en désespéré. Repoussé deux fois, il revint deux fois à la charge, et toujours avec plus d'impétuosité. Il ne céda qu'au moment où Rosemberg amena une batterie considérable d'artillerie légère. Foudroyés de toutes parts, les Français et les Polonais se retirèrent, mais sans cesser de combattre, sur la rive droite du fleuve. Il y eut beaucoup de sang de répandu des deux côtés. La légion polonaise fut presque entièrement anéantie; néanmoins la perte des Impériaux égala celle des républicains.

Dans les plaines voisines du Pô, l'action n'avait pas été moins terrible. En vain Melas dirigea-t-il un feu meurtrier contre les Français; ils parvinrent sur la rive gauche du fleuve, et se mirent

en devoir de réaliser le plan de Macdonald. Une colonne heurta de front la division d'Ott, pendant qu'un gros de cavalerie, longeant le Pô, cherchait à tourner l'extrême droite des Impériaux. Déjà l'infanterie allemande reculait devant l'infanterie française, lorsque le prince de Lichtenstein accourut à son aide avec un fort escadron de cavalerie. Il tombe sur l'infanterie républicaine et la repousse. La cavalerie française se présente; elle est elle-même chargée et rompue. En ce moment critique, Olivier paraît avec une seconde colonne d'infanterie, fait mitrailler par son artillerie légère la cavalerie de Lichtenstein, y met le désordre, et la contraint à la fuite. Violemment refoulée sur les grenadiers de Wowmermann, elle les culbute malgré elle, et, si l'infanterie française eût profité de l'avantage que venait de lui donner l'artillerie légère, quelque grand échec pouvait frapper la division impériale; mais les républicains s'arrêtèrent, j'ignore par quel motif. Lichtenstein était homme de cœur, les grenadiers de Wowmermann, soldats aguerris et vaillans; ils se rallièrent et revinrent au combat, renforcés du brave régiment de Lobkowits. Telle fut la vigueur de cette nouvelle attaque, dirigée par Melas, Frœlich et Ott, qu'Olivier, désespérant de la victoire, l'abandonna aux Impériaux et regagna la rive droite de la Trebbia. Salm, qui filait avec sa cavalerie le long du Pô, pour déborder

Ott, se voyant, par la retraite d'Olivier, exposé seul à toute l'impétuosité de la division victorieuse, se réfugia lui-même à grands pas dans ses premières positions au-delà du fleuve.

On voit, par le récit qui précède, que les deux ailes de l'armée française, d'abord triomphantes, finirent par être vaincues et furent obligées de revenir, quoiqu'en bon ordre, derrière la Trebbia. Le centre y revint aussi; mais désorganisé, rompu et poursuivi. Après le passage du fleuve, l'avant-garde de ce corps avait attaqué l'ennemi sans succès. Une seconde colonne républicaine étant arrivée, la bataille devint horrible. Impatiens de se joindre, les deux partis se chargèrent à la baïonnette. Ce choc épouvantable fut soutenu de part et d'autre avec une bravoure incroyable. La chute des morts et des blessés laissait-elle quelques vides au milieu des rangs, d'autres soldats les remplissaient aussitôt le sabre à la main, et, à défaut du sabre, se déchiraient avec les dents et les ongles. Ce ne fut point une bataille générale, mais une multitude de duels corps à corps, entre des ennemis acharnés. Le résultat de la lutte était encore indécis, lorsque le colonel Lowneher arrive au pas de course avec un régiment autrichien, charge et culbute la cavalerie qui flanquait la division Montrichard, double ainsi le courage des Russes, et ralentit l'ardeur des Français. Ef-

frayé de cet accident, un régiment d'infanterie légère prit la fuite et entraîna toute la division de Montrichard, qui, malgré ses efforts, ne put jamais parvenir à la rallier. La déroute de Montrichard obligea Victor à la retraite; en effet, Suwarow, saisissant l'occasion que lui offrait la fortune et la bravoure de ses soldats, faisait avancer son corps de réserve sur le champ de bataille abandonné, et prenait le général français en écharpe. Victor opéra son mouvement rétrograde sur la rive droite, avec autant d'ordre que le comportait l'événement. C'est ainsi que tout le centre des républicains, plus ou moins désorganisé, et toujours chargé par la cavalerie ennemie, chercha un abri derrière ce même fleuve que, peu d'heures auparavant, il avait franchi avec une si grande confiance de la victoire. Tant de batailles successives avaient fait, de la Trebbia, une rivière de sang. Son lit était obstrué par des monceaux de cadavres, surtout à l'endroit où elle se jette dans le Pô, attendu le carnage effroyable opéré par l'artillerie de Melas au milieu des républicains, pendant qu'ils traversaient le fleuve. Environ six mille hommes, tués ou blessés, et trois mille prisonniers, telle fut la perte des Français dans ces trois journées. Le nombre des morts fut égal du côté des Impériaux, celui des prisonniers presque nul. Les vainqueurs emportèrent quelques drapeaux, mais peu

de canons, parce que Macdonald, pour marcher plus vite, avait laissé dans l'état de Rome son artillerie de gros calibre.

La nuit tomba. Les soldats étaient exténués de lassitude, et si le calme ne rentra pas dans les esprits, les membres du moins se reposèrent. Suwarow n'attendait que le point du jour pour recommencer le combat. Macdonald faisait ses dispositions pour l'éviter. C'était malgré lui cependant qu'il s'y déterminait, et seulement par l'avis des autres généraux. Son désir particulier, étrange obstination de sa part, était d'en venir à une quatrième épreuve. Ayant donc laissé sur la rive quelques compagnies de troupes légères, pour donner le change à l'ennemi, le général français leva le camp pendant la nuit, et s'achemina rapidement vers Parme. De son côté, Suwarow passa le fleuve au point du jour, avec le dessein de forcer les républicains dans leurs positions. S'apercevant alors de la retraite des Français, il se mit sans délai sur leurs traces par la route voisine des montagnes, en chargeant Melas de les poursuivre par les rives du Pô. Les Russes atteignirent à Zena l'arrière-garde républicaine au commandement de Victor. Attaqués avec vigueur, les Français se défendirent avec une vigueur égale : chose merveilleuse après les revers qu'ils venaient d'essuyer. La dix-septième, qui s'était emparée d'une forte position, protégea leur

retraite; mais, cernée bientôt par des forces centuples, elle se vit obligée de poser les armes et de se rendre. Sur l'autre route, les Autrichiens joignirent les Français dans les environs de Plaisance, et leur firent beaucoup de prisonniers, surtout en blessés, parmi lesquels on remarquait Rusca, Olivier, Salm et Cambray. Ce dernier mourut peu de temps après de ses blessures. Rusca et Olivier, tous deux braves soldats, beaux hommes de guerre, demeurèrent estropiés : le premier par une blessure à la jambe, le second par une jambe emportée. Suwarow aurait bien voulu donner plus long-temps la chasse aux républicains, mais il apprit tout à coup que Moreau, sorti de Gênes, avait débouché de la Bocchetta, descendait des montagnes, et menaçait sérieusement les corps de Seckendorf sous Tortone, et de Bellegarde sous Alexandrie. Il réfléchit surtout que son arrière-garde pouvait se trouver gravement compromise, et résolut de se replier, laissant Ott, Hohenzolern et Klenau à la poursuite de Macdonald, avec ordre de lui faire le plus de mal qu'il se pourrait. Avant tout néanmoins il envoya, contre le corps de Liguriens entré dans Bobbio avec Lapoype, un gros de cosaques qui l'en délogea facilement. Plusieurs écrivains se demandent pourquoi Lapoype, au lieu de se porter rapidement au secours de Macdonald, resta dans l'inaction au moment où il eût fallu déployer la

plus grande activité. Les uns l'accusent d'avoir manqué de résolution, les autres de s'être laissé amolir par les plaisirs de Gênes. Mais Lapoype était aux ordres de Moreau, non de Macdonald, et il ne pouvait prendre sur lui de quitter son poste, si le général en chef ne lui en avait pas donné le commandement. Que Moreau lui eût transmis cet ordre, c'est ce qui paraît au moins invraisemblable, puisque Moreau n'avait pas dû supposer chez Macdonald cette audace, si l'on ne veut pas dire cette témérité, qu'il se chargeât seul d'une entreprise qui, deux jours plus tard, pouvait être exécutée par les deux armées réunies. Il semble donc évident que, si Suwarow et Macdonald eussent différé de deux jours seulement, l'un à se présenter, l'autre à livrer bataille, toutes les chances de la victoire étaient pour la France. Certains historiens accusent encore Macdonald d'être arrivé trop tard. Entré à Florence le 26 mai, il n'en partit que le 8 juin. On s'est étonné d'une pareille lenteur après tant de célérité. On a dit encore, qu'en ne laissant reposer ses troupes à Florence que le temps nécessaire, il aurait devancé Suwarow à Voghera, et que la jonction des deux armées se fût opérée sans obstacle. Très peu au fait de la marche des armées et de l'immense attirail dont on les embarrasse aujourd'hui, nous déclarons ici notre incompétence à juger; mais, si le reproche était fondé, les annales militaires

de France auraient à signaler une grande faute de Macdonald.

Il restait à ce général une tâche difficile à remplir; c'était de se retirer sain et sauf en Toscane, puis de longer la rivière du Levant, et d'aller rejoindre Moreau dans Gênes. Il en vint à bout avec autant d'habileté que de bonheur. Il ordonna donc à Victor de remonter la vallée du Taro, de franchir les hauteurs de l'Apennin, et de redescendre par la vallée de la Magra sur le territoire de Gênes. Macdonald lui-même, continuellement harcelé sur ses derrières, sur son flanc gauche ou sur son front, et combattant toujours avec plus de vigueur et de succès qu'on n'aurait pu l'attendre d'une armée vaincue, Macdonald prit la route de Bologne, pour rentrer de nouveau dans Pistoie. Il culbuta, chemin faisant, les troupes légères de Hohenzollern et de Klenau, qui voulaient lui disputer le passage, traversa Reggio, Rubiera et Modène; leva une forte contribution sur cette ville, mit des garnisons à Bologne et au fort Urbain; puis, se jetant dans la vallée du Panaro, arriva enfin à Pistoie, où il prit position. Bologne et le fort ne tardèrent pas à se rendre aux confédérés. Il n'entrait pas non plus dans les vues ultérieures du général français, surtout à cause des soulèvemens populaires, de s'arrêter long-temps en Toscane. C'est pourquoi, après avoir rappelé à lui les garnisons de Livourne et de l'île d'Elbe,

qui venaient de capituler, la première avec un chef de Toscans insurgés nommé Inghirami, la seconde avec un corps de Napolitains, de Toscans et d'Anglais réunis, après avoir embarqué, pour Gênes, son artillerie et ses bagages, Macdonald prit la route de Lucques et arriva sur les terres de la république ligurienne, où ses soldats purent se reposer de leurs longues fatigues. Exténué lui-même et encore souffrant de sa blessure, il se rendit à Paris, moins en vaincu qu'en triomphateur, en raison du courage prodigieux dont il venait de multiplier les preuves. Macdonald se fit remarquer en Italie, par la noblesse de son caractère et même par son humanité, malgré ses proclamations de Naples et de Toscane. Plein de désintéressement, il avait la rapine en horreur, aimait la gloire plus que la république, la liberté comme l'aime ordinairement un militaire, et préférait, dans le gouvernement, la modération à l'arbitraire. Au total, Macdonald laissa en Italie les souvenirs les plus honorables, qui l'auraient été davantage encore, si un amour excessif de la gloire ne l'avait entraîné dans quelques erreurs. Ses défauts mêmes ne vinrent que de la grandeur et de la générosité de son âme, circonstance remarquable, au milieu de tant d'exemples de bassesse et de corruption.

La garnison de Florence suivit l'armée de Macdonald dans sa retraite; toute la Toscane rentra ainsi sous l'obéissance de Ferdinand.

Pendant que Macdonald était aux prises sur les bords du Tidone, Moreau, à la tête de vingt-cinq mille hommes environ, descendait de la Bocchetta, traversait Gavi et Novi, en s'appuyant à la forteresse de Serravalle, toujours au pouvoir des Français, et marchait au secours de Tortone, sur le point de céder, à la suite d'un bombardement qu'elle venait d'éprouver.

Le 18, et à l'heure même où Macdonald se battait entre le Tidone et la Trebbia, Moreau attaquait les Autrichiens sous Tortone. Après une vigoureuse résistance, Seckendorf et Bellegarde dûrent céder à des forces supérieures et abandonnèrent Saint-Julien. Vivement poursuivis par les républicains, dans la plaine de Marengo, ils se retirèrent en désordre derrière la Bormida. Tortone ainsi dégagée fut ravitaillée par Moreau; nouvelle preuve que si Macdonald, comme il le pouvait probablement, eût pressé sa marche ou différé la bataille, l'avantage eût retourné aux républicains. Un intervalle de vingt-quatre heures déplaçait le siége de la victoire, et l'Italie restait française, au lieu de russe ou d'allemande qu'elle allait devenir. Le 19 et le 20, il y eut des escarmouches sur les rives de la Bormida. Le 21, Bellegarde se trouvait renforcé d'une partie des troupes formant le blocus d'Alexandrie, et des garnisons de plusieurs autres villes. Persuadé qu'il importait beaucoup d'empêcher Moreau de pren-

dre position de ce côté, il envoya Seckendorf, avec une grosse avant-garde, attaquer les républicains sur la rive droite du fleuve. Seckendorf tomba sur Grouchy à Saint-Julien, et parvint à l'en déloger, à la suite d'un vif engagement. Grenier accourut avec des troupes fraîches au secours de Grouchy, et rétablit le combat. Le général autrichien fut à son tour repoussé. Sur ces entrefaites, Bellegarde arrive avec de nouveaux bataillons, entre dans la bataille, et fait plier les Français. Déjà Saint-Julien et la Spinetta étaient au pouvoir des Impériaux, qui gagnaient continuellement du terrain. Moreau vit le danger des siens, et fut obligé de prendre part à l'action. Le combat devint plus rude que jamais; les deux partis s'épuisaient en efforts pour en sortir victorieux. Enfin, Grouchy, qui donna dans cette journée des preuves d'une rare valeur, rallie ses soldats dispersés, se précipite impétueusement sur les Autrichiens, les rompt, et les contraint de regagner en toute hâte la rive gauche de la Bormida. Leur arrière-garde, qui était restée à Bosco, se trouvant cernée par les Français, se fit jour à la baïonnette et se sauva; mais l'extrême queue, accablée par le nombre, posa les armes et se rendit aux républicains. La perte des Impériaux dans cette action fut considérable; ils en dissimulèrent une partie. De leur côté, les républicains l'exagérèrent. On peut l'évaluer à deux ou trois mille hommes tués, blessés

ou pris. Nul doute, d'ailleurs, que les Français n'aient remporté la victoire. Ce fut alors que Moreau apprit les funestes événemens de la Trebbia. Il comprit que toute espérance était pour le moment évanouie, et qu'il ne pouvait sauver son armée qu'en la ramenant dans les positions d'où il venait de la tirer. Il reprit donc, à grands pas, la route de Novi et Gavi, rentra dans Gênes où il mit une forte garnison, et distribua le reste de ses troupes dans Voltri, Savone, Vado et Loano; la faculté de déboucher encore, au besoin, dans les plaines du Tortonais lui restant toujours, au moyen des forteresses de Gavi et de Serravalle. Pour plus de sûreté, il établit entre cette dernière et la Bocchetta, un camp retranché, dont il confia la garde au marquis de Colli, nouvellement promu au grade de général, et son ami particulier. Des postes suffisans furent également répartis dans les autres vallées de l'Apennin qui conduisent dans les plaines baignées par le Pô. Ce fut dans cette forte position, et après avoir placé entre lui et l'ennemi la chaîne redoutable des Apennins, que Moreau attendit les résolutions ultérieures de la France, qui, malgré tant de revers, ne relâchait rien de ses prétentions sur l'Italie. De retour des champs glorieux du Tidone et de la Trebbia, Suwarow vint camper sur les rives de l'Orba, pour empêcher les Français de porter secours aux forteresses de Tortone et d'Alexandrie, serrées

de plus près depuis son arrivée, et qu'il espérait voir bientôt en sa puissance.

Étrange et rapide succession de revers pour les Français en Italie! Quatre mois ne s'étaient pas encore écoulés depuis le renouvellement des hostilités, et ils avaient perdu sept batailles rangées, les forts de Peschiera et de Pizzighettone, le château de Milan, la citadelle de Turin, toute l'Italie depuis Naples jusqu'au Piémont. Ils n'avaient plus d'appui que les monts liguriens et quelques forteresses, dont les principales étaient les châteaux de Naples, le château Saint-Ange, Ancône, Mantoue, et, en Piémont, Tortone, Alexandrie et Coni. Les alliés n'ignoraient pas qu'ils ne seraient véritablement maîtres de l'Italie qu'après la reddition de tous ces forts. Mais ce qu'ils convoitaient particulièrement, c'était Mantoue, réputée, peut-être à tort, le plus puissant boulevard de la péninsule, et les forteresses du Piémont. En effet, la garnison de Mantoue, qui se composait d'environ dix mille hommes, pouvait favoriser une nouvelle descente de Français, si la fortune leur redevenait propice; et les forts du Piémont, en raison de leur proximité avec la France, offraient encore aux républicains de grandes ressources pour l'exécution de nouveaux desseins. Tant de victoires signalées, l'insurrection générale des peuples; l'occupation, déjà effectuée ou prochaine, de la Basse-Italie par les troupes russes, anglaises et

ottomanes, facilitaient aux alliés la conquête de toutes ces forteresses. Aussi, Moreau était à peine rentré dans Gênes, que les confédérés multiplièrent leurs préparatifs contre la citadelle d'Alexandrie, ne doutant pas que cette place, malgré ses nombreux moyens de défense, ne cédât bientôt à leur artillerie. La citadelle d'Alexandrie est assise sur la rive gauche du Tanaro. Le fleuve seul la sépare de la ville, avec laquelle elle communique par un pont couvert, comme celui de Pavie. Gardanne en commandait la garnison, forte d'environ trois mille hommes : Gardanne, naguère encore caché dans les rangs obscurs du soldat, et que sa valeur avait tout à coup élevé aux plus hauts grades militaires. Les derniers malheurs de ses compatriotes lui laissaient peu d'espoir d'être secouru, et il le savait; mais, ne prenant conseil que de son courage, il avait résolu de combattre jusqu'à l'extrémité, sinon pour l'utilité de son pays, au moins pour l'honneur de ses soldats et pour sa propre gloire. Constamment au milieu des siens, il les animait du geste et de la voix, surveillait tout, pensait à tout, ordonnait lui-même toutes les mesures nécessaires à la défense. De son côté, Bellegarde ne négligeait aucun soin, ne s'épargnait aucune fatigue pour que le siége réussît. Vingt mille soldats, Russes ou Autrichiens, plus de cent trente pièces de canon de gros calibre, partie venant du parc de l'armée, partie récem-

ment arrivée des arsenaux de Turin, des obusiers et des mortiers en proportion, tels étaient les moyens d'attaque de Bellegarde. Le généralissime des armées combinées vint en personne examiner les travaux, et encourager les assiégeans par sa présence. Là, une forteresse construite selon toutes les règles du génie militaire, et abondamment pourvue de casemates à l'épreuve de la bombe; ici, une puissance formidable armée pour la détruire. Qui devait triompher dans la lutte? Voilà ce qui éveillait la curiosité des peuples, excitait toutes les conjectures, tenait tous les esprits en suspens. Il fut réciproquement convenu, entre les deux partis, que ni l'attaque, ni par conséquent la défense, n'auraient lieu du côté de la ville. La première ligne de circonvallation terminée, Bellegarde fit une sommation à Gardanne. Il répondit qu'il avait ordre de défendre, et qu'il défendrait la forteresse. Elle fut aussitôt foudroyée par cent trente-neuf pièces de canon, quarante-cinq obusiers et cinquante-quatre mortiers. Gardanne ne se tint pas non plus oisif, et fit jouer lui-même toute son artillerie. Mais le feu des alliés fut si terrible, qu'au bout de quelques heures la plus grande partie des canons du fort étaient démontés, un grand nombre de canonniers hors de combat, et une caserne embrasée par l'explosion d'un magasin à poudre. La place rallentit sa défense; les assiégeans en profitèrent, se mirent à la sape, et,

ayant achevé leurs traverses, parvinrent jusqu'au pied du talus, d'où ils s'étendirent à droite et à gauche, se couvrant de chaque côté par des tranchées pour la seconde parallèle. Vainement Gardanne, du chemin couvert, et à défaut d'artillerie, dirigea sur les travailleurs une fusillade meurtrière; la seconde ligne fut établie, et les batteries dressées sans délai, à la faveur de l'obscurité. Les canonniers piémontais, rentrés sous l'obéissance du roi, se distinguèrent dans le bombardement. Le feu de la citadelle ne fut pas non plus sans effet. Les Impériaux eurent un grand nombre de morts et de blessés. Un neveu du marquis de Chasteler fut tué; le marquis lui-même reçut une blessure profonde, sujet de douleur pour Suwarow, qui appréciait le mérite de ce brave officier.

Il s'agissait maintenant, pour les Impériaux, de chasser les républicains du chemin couvert. Ils y jetèrent une multitude de bombes et de grenades, pendant que l'artillerie battait les bastions avec fureur, et firent si bien, que les Français, pour éviter une mort certaine, se retirèrent dans le corps de la place. Les Impériaux se logèrent dans le poste abandonné, puis, travaillant sans relâche à la sape, ils masquèrent les angles saillans du chemin couvert, et parvinrent ainsi jusque sous les bastions. Il était évident que la citadelle ne pouvait tarder à se rendre. De sa nombreuse ar-

tillerie, quatre canons seuls restaient encore en état. Plus de projectiles d'ailleurs dans les magasins. Du côté des alliés tout était disposé pour battre en brèche, et les échelles préparées pour l'assaut du lendemain. Une troupe de soldats, choisis parmi les plus déterminés, n'attendaient qu'un ordre pour voler à cette périlleuse entreprise. Vouloir prolonger la résistance, c'eût été de la part de Gardanne un défi téméraire donné à la fortune, et un acte de cruauté envers ses soldats. Il devait donc capituler; il le fit le 21 juillet, et obtint les plus honorables conditions. Il fut convenu : que la garnison sortirait avec tous les honneurs de la guerre; qu'elle serait dirigée sur les états héréditaires, où elle demeurerait jusqu'aux échanges; enfin, que Gardanne aurait la faculté de revenir en France, sous parole de ne point servir contre les alliés avant la même époque. Malgré la vigueur que le général républicain déploya dans sa défense, on lui fit un crime de s'être rendu avant l'ouverture de la brèche; mais l'accusation n'eut pas de suite, attendu les nombreuses redditions dont on apprit bientôt la nouvelle; et il fut démontré que Gardanne n'avait cédé qu'à la force, non à la peur ou à la corruption. Les républicains perdirent dans cette affaire huit cents hommes, c'est-à-dire six cents Français et deux cents Cisalpins. Le nombre des morts fut égal du côté des confédérés. Les vainqueurs trouvèrent

dans la citadelle sept mille fusils, plus de cent pièces de canon, la majeure partie démontées, de la poudre en abondance et beaucoup de munitions de bouche. La prise d'Alexandrie fut l'objet de grandes fêtes; puis, on fit arrêter les jacobins ou réputés tels, ce qui modéra tout à coup l'allégresse publique, attendu que ces hommes appartenaient, pour la plupart, aux premières familles du pays. Mais Suwarow voulait ce qu'il voulait, et le conseil suprême entrait volontiers dans ses vues.

Les confédérés et leurs partisans d'Italie se réjouissaient encore pour la conquête d'Alexandrie, lorsque celle de Mantoue vint redoubler leurs transports. Buonaparte s'était emparé de cette place deux ans auparavant, par blocus et par famine plutôt que de vive force : Kray l'emporta de vive force plutôt qu'à la suite d'un blocus. En effet, quand les républicains se rendirent, ils avaient encore en magasin des vivres pour longtemps; mais le dégât opéré dans les murailles, et la ruine des défenses extérieures, ne permirent pas aux assiégés de différer davantage une résolution à laquelle se rattachaient des intérêts si différens. Dès le moment où Suwarow avait pris le commandement suprême de l'armée, Kray s'était porté sous Mantoue; mais il n'avait pas poussé la tranchée fort avant, ayant alors trop peu de monde pour entourer une place d'aussi

vaste enceinte, et en expulser une garnison de dix mille hommes. C'est pourquoi il s'était contenté de garder les passages, afin d'empêcher tout secours d'hommes ou de munitions d'entrer dans la ville. En outre, Peschiera et Ferrare étant tombées au pouvoir de la Confédération, Kray avait fait en sorte que les barques impériales, maîtresses désormais du lac de Garda, arrivassent, en suivant le cours du Mincio, à l'appui de ses opérations devant Mantoue, pendant qu'une autre flottille remontait le Pô pour le même objet. A la vérité, la possession de Peschiera et de Ferrare qui sont, à droite et à gauche, comme des ouvrages avancés de la place, facilite à l'ennemi, qui tient aussi la campagne, les moyens d'emporter, soit par famine, soit par force, ce premier boulevard de l'Italie. Mais lorsqu'après ses victoires sur Macdonald, Suwarow, plus tranquille, eut dirigé de nouvelles troupes sous Mantoue, l'armée assiégeante se trouva de quarante mille hommes au moins, et son général, en qui l'on ne pouvait désirer ni plus de courage ni plus d'habileté, se mit en devoir de réaliser ce qui, jusqu'alors, n'avait été que démonstration de sa part. Pour ajouter aux chances du succès, Suwarow envoya quelques pièces d'artillerie du plus gros calibre, trouvées dans l'arsenal de Turin. Avec ce renfort, Kray se vit en état de faire jouer contre la place, plus de six cents bouches à

feu. Le principal corps des assiégeans, composé en grande partie d'Autrichiens, avait sa droite à la Chartreuse, son centre à la Madone, et sa gauche à Capilupo. Une autre division autrichienne menaçait Saint-George. Les Russes se tenaient au-delà du canal de Saint-Antoine à droite, et sur la route de Vérone à gauche : ils étaient chargés de battre la citadelle. Néanmoins, les corps campés devant la citadelle et Saint-George n'avaient pas ordre de les emporter d'assaut ; ils devaient seulement empêcher les sorties de l'ennemi, l'inquiéter sur ces deux points, et l'affaiblir, par conséquent, du côté où Kray méditait de faire brêche pour s'introduire dans la place, si l'ennemi s'obstinait témérairement à la défendre. Quant au point sur lequel il devait insister, Kray ne fut pas long-temps indécis. Commandée par l'éminence de Bellefleur, la porte Pradelle n'avait d'autres fortifications extérieures qu'un ouvrage à corne; sur ses flancs, que le bastion, fort éloigné, de Saint-Alexis ; une demi-lune à gauche, et le bastion de Luterana à droite. Étroits et resserrés, incapables de recevoir une nombreuse artillerie et d'entretenir un feu bien nourri, tous ces ouvrages, au contraire, pouvaient être sans peine foudroyés par l'ennemi. Enfin le terrain, moins marécageux en cet endroit, rendait les approches plus faciles. C'était donc là le côté faible, et celui que le général autrichien dût choisir. Mais il fal-

lait, avant tout, que les assiégeans s'emparassent de la tour et du moulin de Ceresa. Ils firent un feu terrible contre ces deux ouvrages, obligèrent les républicains à les abandonner, s'y portèrent eux-mêmes à la hâte, et levèrent sans retard les écluses du Pajolo. A ce moyen, les eaux du canal s'abaissèrent dans la partie supérieure, et permirent à Kray de serrer la place de plus près. Cependant les Russes tiraient toujours contre la citadelle, et les Autrichiens contre Saint-George. Mais le bombardement principal avait lieu d'Osterìa Alta, des positions voisines du chemin de Montanara, de Bellefleur, de Casa-Rossa, de Pajolo, de Valle et de Spanavera. De ce côté se trouvait une immense artillerie et les pièces de plus gros calibre, pour battre en front et de flanc l'ouvrage à corne de la porte Pradelle, les bastions qui la protégeaient, celui de Saint-Alexis et les fortifications de l'île du T et du Migliaret. Au milieu de ce fracas épouvantable, auquel l'artillerie de la place répondait elle-même avec fureur, le général autrichien établissait une tranchée près l'ouvrage à corne de la porte Pradelle. Un nombre considérable de pionniers, de sapeurs et de terrassiers venus de la campagne, étaient occupés à creuser la terre et à élever des cavaliers. Trop faibles, comparativement, pour tenter une sortie, les assiégés cherchèrent à rebuter les travailleurs au moyen d'un feu vif et soutenu : ce fut en vain;

peu d'heures suffirent pour tracer la première parallèle, qui s'étendait depuis la route vers Bozzolo, jusque vis-à-vis le bastion de Saint-Alexis. Six batteries furent aussitôt dressées : la première contre le bastion de Luterana près la porte Pradelle; les trois suivantes contre l'ouvrage à corne et la demi-lune de cette porte; la cinquième contre la courtine, entre cette même porte et le bastion de Saint-Alexis; la sixième, enfin, contre ce bastion. Déjà les confédérés avaient atteint la seconde parallèle, et tiraient avec plus d'acharnement sur la place, à boulet pendant le jour, à bombe pendant la nuit. Une terreur profonde régnait dans la ville. A la suite de cet affreux bombardement, presque tous les canons de la place se trouvèrent démontés, l'ouvrage à corne et les fortifications de la porte Pradelle rompus, et, pour ainsi dire, entièrement détruits. Les assiégeans pouvaient dès ce moment s'attacher à la ville, et y pénétrer sans beaucoup de dangers. En même temps, un autre corps autrichien attaquait la digue de Pajolo, vis-à-vis la porte Ceresa, et s'en emparait après un vif engagement. Devant Saint-George, le général Esnitz déploya tant de vigueur dans ses mouvemens, que les républicains, craignant un assaut qui n'était pourtant que simulé, abandonnèrent aux Autrichiens cette partie des fortifications qui se trouve séparée de la ville par les eaux du lac moyen et du lac infé-

rieur. Tous ces avantages donnèrent au corps principal la facilité d'arriver jusque sous l'ouvrage à corne, où les confédérés tracèrent leur troisième parallèle, au pied même du talus. Les approches successives de l'ennemi, la ruine de toutes les fortifications ôtèrent aux Français l'espoir de se maintenir dans l'ouvrage à corne, et, quoique renforcés sur ce point, par les troupes qui venaient d'évacuer Saint-George, ils pensèrent à se retirer, ce qu'ils firent après avoir encloué les canons qu'ils ne purent transporter. Les Impériaux prirent aussitôt la place des républicains, tirèrent à bout portant contre la porte Pradelle, et achevèrent de détruire ce qui pouvait encore y rester de fortifications. Déjà ils battaient en brèche. Le bombardement général continuait. Plus de dix mille bombes ou boulets étaient lancés chaque jour sur l'infortunée Mantoue. Jamais siége ne fut plus vigoureux ni plus terrible. La porte Pradelle était enfoncée, les maisons voisines s'écroulaient ou disparaissaient dans les flammes; d'autres incendies jetaient l'alarme en différens quartiers de la ville; le feu dévorait les magasins français à San-Giovanni, le bastion de Saint-Alexis était détruit, ses batteries renversées; celles du T gisaient inutiles sur la terre, à côté de leurs affûts brisés. Le Migliaret fracassé ne se défendait plus. Sur le front de la place opposé aux Autrichiens, impossibilité de manœuvrer l'artillerie : ou

les pièces étaient démontées, ou les canonniers étaient morts ou bien disparus. Point de parapet entier, point de muraille intacte. Les travailleurs du dedans refusaient le service, et reculaient d'effroi devant l'horrible tempête. La ville démantelée et ouverte de ce côté, n'avait plus ni artillerie, ni remparts, ni moyens de les rétablir. Affaiblie par le nombre de ses morts et de ses malades, accablée de fatigue, réduite à moins de cinq mille hommes en état de combattre, la garnison était devenue impuissante pour une lutte plus rapprochée sur la brèche. Toutefois elle ne songeait point à capituler et continuait à se défendre, lorsque le général autrichien, ému à la vue de si grands désastres, députa le colonel Orlandini près Latour-Foissac, commandant républicain, pour lui offrir des conditions honorables, l'informer de la déroute des Français sur la Trebbia, et de la retraite de Moreau, avec son armée entière, au-delà des Apennins. Latour-Foissac assembla un conseil militaire; tous, à l'exception de l'officier Bonthou, commandant l'artillerie, reconnurent la nécessité de rendre la place. La convention eut lieu le 28 juillet. Il fut stipulé, entre autres articles, que la garnison sortirait avec tous les honneurs de la guerre; que les soldats pourraient retourner en France, sur parole de ne point servir jusqu'aux échanges; que le commandant et les officiers, après un séjour

de trois mois dans les états héréditaires, auraient la faculté de revenir dans leur pays ; que les Cisalpins, Suisses, Piémontais et Polonais, seraient considérés et traités comme les Français ; que les Autrichiens prendraient soin des malades et des blessés; qu'il serait accordé au commandant trois chariots couverts, et deux aux officiers ; enfin, qu'il serait fait grâce de la vie aux déserteurs autrichiens. Les confédérés prirent possession de la place le 29, et il resta démontré que Mantoue pouvait être enlevée de force en peu de jours. Le vainqueur y trouva plus de six cents pièces de canon, d'autres armes en abondance et des magasins pleins de vivres. A l'entrée des Autrichiens, le peuple de Mantoue renouvela les réjouissances qu'il avait faites à l'arrivée des républicains. Parmi ces derniers, ceux à qui leur état de souffrance ou de faiblesse le permettaient encore, se traînèrent ou se firent transporter hors la place par leurs compagnons, aimant mieux mourir au milieu des Français que guérir avec les Russes ou les Allemands. Douze cents soldats alités restèrent néanmoins dans la forteresse. Il en était mort deux mille environ, soit de maladie pendant le blocus, soit de leurs blessures dans les différens assauts. Du côté des confédérés, le nombre des tués ou blessés n'arriva pas à cinq cents hommes. Quelques uns ont prétendu que Latour-Foissac s'était mollement défendu ;

d'autres l'ont accusé de haine envers la république, d'aristocratie, de secrète correspondance avec la comtesse d'Artois qu'il aurait soigneusement informée de tout ce qui se passait; d'autres enfin, et le reproche devient plus grave, de n'avoir pu résister au présent ou à la promesse de dix-huit cent mille francs que lui aurait faite le général autrichien. Qu'on réfléchisse à l'état où se trouvait la porte Pradelle, et l'on se convaincra que le général autrichien pouvait s'introduire dans la place autrement qu'à prix d'or, et que le général français n'avait pas non plus besoin de se laisser corrompre pour lui en permettre l'entrée. Il fut néanmoins accusé par le directoire, puis par Buonaparte devenu consul. Mais les hommes justes, sincères, exempts de cette vanité qui se plaît à flétrir un rival, ont pensé que Latour-Foissac, dans la défense de Mantoue, avait rempli tous les devoirs d'un brave et loyal guerrier, et que sa capitulation fut le résultat de la nécessité, non de la faiblesse ou de l'avarice.

Serravalle se rendit presque aussitôt que Mantoue. Cette petite forteresse de l'état piémontais est située sur la Scrivia, au pied de cet amphithéâtre de montagnes, formé par les Apennins, et au sommet duquel s'élève la Bocchetta. Surprise, comme nous l'avons dit plus haut, par les Piémontais insurgés contre le gouvernement royal, Serravalle avait reçu garnison française, et de-

puis ce temps était restée au pouvoir de la république. Il importait à Suwarow, pour l'exécution de ses desseins contre Gênes, de s'emparer de cette forteresse, puis de celle de Gavi, qui par sa position plus élevée, sur une roche escarpée, couvre la capitale de la Ligurie. Suwarow prit donc ses mesures. Schweiscouscki tint l'ennemi en échec; Dalheim passa la Scrivia, près Cassano-Spinola; Mitrouscki se posta entre Novi et Gavi, afin de couper la route aux assiégés. La tranchée fut ouverte, les batteries plantées. En peu de temps l'artillerie de la place est mise hors d'état. Sommé de capituler, le commandant refuse; le feu recommence, la muraille s'écroule, la brèche est formée; la place se rend à discrétion le 7 août. Dix canons, un mortier, quelques munitions de guerre et de bouche tombèrent aux mains du vainqueur.

Tant de revers, la prise d'un si grand nombre de forteresses, celle de Mantoue principalement, qui avait coûté à Buonaparte quatre mois de travaux pénibles, avaient opéré en France une grande commotion dans les esprits. Encore pleins du souvenir de leurs victoires, les républicains ne pouvaient concevoir que des soldats, si souvent et si complètement battus par eux, eussent acquis tout à coup une supériorité telle, qu'ils vinssent facilement à bout des entreprises les plus difficiles. Celui-ci s'en prenait à l'or corrupteur, celui-là

aux trahisons politiques. On entendit même un orateur déclarer solennellement à la tribune, que des balles de bois, artificieusement recouvertes de lames de plomb, avaient été délivrées aux républicains sur le champ de bataille. Scherer, Latour-Foissac, Fiorella, Béchaud, commandant du château de Milan, le valeureux Gardanne lui-même, comme nous l'avons déjà dit, furent enveloppés dans une accusation pareille. Ne pouvant attaquer l'intégrité reconnue de Moreau, on lui fit du moins un crime de la tiédeur de ses opinions, et de n'avoir point poussé la guerre avec l'énergie qui convient au général d'une république. Prétendus amis de la liberté, les ambitieux accusèrent le directoire des calamités présentes, et mirent tout en œuvre pour le renverser. La plupart de ces ardens patriotes ne connaissaient pas d'autre moyen de fonder la liberté des peuples, que de détruire les gouvernemens pour se mettre à leur place. Ambition funeste qui corrompt tout, jusqu'au bien, et inspire au pouvoir des idées qu'il n'aurait peut-être pas eues, vers lesquelles d'ailleurs il n'est que trop porté par sa propre nature. En un mot, ils firent tant par leurs discours, leurs écrits, leurs intrigues de toute espèce, que trois directeurs furent changés, et remplacés par trois autres dont le républicanisme était réputé de meilleur aloi. Les réformateurs parurent satifaits pendant un mois environ, puis se mirent à déclamer contre

les nouveaux venus, avec plus d'acharnement que jamais, s'écriant qu'ils ne valaient pas mieux que leurs prédécesseurs : tant il était impossible de fonder un gouvernement libre, avec ces cerveaux ambitieux et fanatiques. Le résultat de ces nouvelles clameurs fut un nouveau changement dans l'autorité suprême ; mais cette fois ils y portèrent un homme qui trouva le moyen de les réduire tous au silence. Cependant l'élévation des trois derniers directeurs avait, au premier abord, rendu l'espérance aux esprits. Il semblait que des opinions républicaines, plus fortement prononcées, devaient communiquer leur énergie aux armées de la république ; et comme la nation française, plus qu'aucune autre, est capable d'accomplir des entreprises extraordinaires, quand on sait profiter de ses momens d'enthousiasme, les directeurs se hâtèrent d'étaler aux yeux du monde toutes les ressources de la France, et de faire voir quelle était sa puissance et sa force, quand la vigueur du gouvernement secondait la vivacité du peuple. Ils s'appliquèrent donc à réchauffer l'amour pour la république, l'orgueil national, et le souvenir des exploits passés. L'opinion se montrait chaque jour plus favorable ; ils s'en prévalurent, dirigèrent sur les frontières, en Suisse, en Savoie, dans le Dauphiné, les Alpes maritimes et la Ligurie, autant de troupes régulières qu'ils purent en retirer des garnisons de l'intérieur, ordon-

nant en outre et partout de nouvelles levées. Les jeunes soldats accouraient avec empressement, enflammés qu'ils étaient par les journaux, les orateurs et les magistrats qui leur représentaient, sous les plus vives couleurs, les désastres récens, les victoires précédentes, la nécessité de maintenir l'honneur du nom français, la barbarie des Russes, la haine des Autrichiens et les charmes de l'Italie. Ces germes fructifièrent dans l'esprit d'un peuple vif et belliqueux. Déjà la France se levait en masse contre la ligue européenne : résolution généreuse après d'immenses revers. Ils n'étaient point pusillanimes les hommes qui bravaient ainsi le malheur, et méditaient encore l'invasion simultanée de la Suisse, du Piémont et de l'Italie tout entière. Cette expédition colossale réclamait des généraux d'une haute valeur, d'une réputation consommée. Dès cette époque, le bouillant Masséna balançait en Suisse, abaissait même quelquefois la fortune de l'archiduc Charles. Il ne restait plus qu'à donner aux armées du Piémont et d'Italie d'illustres généraux, aimés du soldat, et agréables aux populations italiennes. Le choix du directoire ne fut pas long-temps douteux. Buonaparte absent, aucun autre ne réunissait à un plus haut degré les conditions requises, que Championnet et Joubert : tous deux accoutumés à la guerre dans la péninsule; tous deux désintéressés et ennemis de la rapine, qualités essentielles pour

ranimer l'esprit des peuples ; tous deux républicains sincères, et favorables par caractère comme par principes à l'indépendance des nations; tous deux enfin réputés protecteurs particuliers du nom italien. Joubert, en effet, avait formellement désapprouvé les mesures de Trouvé et de Rivaud envers le gouvernement cisalpin, comme Championnet s'était révolté contre l'insolence et la rapacité des commissaires à Naples. Le principal espoir des républicains de la péninsule reposait sur Joubert. Ils connaissaient son projet, que le directoire l'approuvât ou non, d'organiser l'Italie en une seule république indépendante, mais unie à la France par des liens indissolubles. Ils savaient encore que Joubert réunissait le courage à la délicatesse, l'énergie à la modération; ils savaient qu'ayant été sollicité, par différens partis, de renverser le gouvernement français et de s'emparer du pouvoir, il avait dédaigneusement rejeté ces propositions; et ils ne craignaient pas que la victoire devînt en ses mains un instrument de despotisme contre eux-mêmes. Jamais, en un mot, général d'armée ne fut l'objet de plus de vœux et d'espérances que Joubert en ce moment. Ceux des patriotes italiens qui s'étaient réfugiés en France, s'épuisaient en paroles, en écrits et en démarches pour obtenir l'indépendance et l'unité italique. Ils se flattaient que ce mot, comme un talisman, de-

vait rallier à leur cause les Français, leurs partisans, et toutes les populations de la péninsule.

Joubert secondait franchement ces efforts. Le directoire lui-même s'y montrait favorable, jugeant que cette noble et généreuse idée pouvait l'aider efficacement à ressaisir la domination en Italie; mais les démonstrations du directoire n'étaient point sincères : il n'aimait réellement ni ne voulait l'indépendance ou l'unité de la péninsule.

Nous avons dit que la France envoyait deux armées en Italie : la première, aux ordres de Championnet, devait menacer le Piémont supérieur et couvrir les forteresses de Coni et de Fenestrelles; la seconde, plus considérable, se dirigeait par les routes de Cairo et de la Bocchetta, vers le bas Piémont, afin de débloquer Tortone et de prendre en flanc les confédérés. Une victoire sur ce point ouvrait aux républicains la route jusqu'à Milan, et les armes françaises, par ce coup d'éclat, réveillaient l'admiration du monde en frappant les alliés d'un nouvel effroi. Le directoire aurait voulu que ces deux armées se fussent ébranlées en même temps pour leur destination respective; mais Championnet n'avait encore pu organiser la sienne, et ses troupes ne se composaient guère en ce moment que de recrues inexpérimentées. Il lui était donc impossible de commencer ses

opérations aussi promptement qu'il aurait été avantageux de le faire. D'un autre côté, l'armée de Joubert était toute prête à combattre. Il avait sous lui les vétérans de Moreau, ceux de Macdonald et quelques régimens nouvellement arrivés des départemens de l'Ouest, dans la Méditerranée, sur la flotte de Brest. Cette armée se montait à quarante mille soldats aguerris, pleins d'ardeur pour le combat et la victoire, abondamment pourvus d'artillerie et de munitions de toute espèce : sa cavalerie seule laissait à désirer sous le rapport numérique. Il était à craindre que Tortone, le seul fort désormais qui facilitât aux républicains la route de Milan, ne cédât bientôt, comme Alexandrie, aux efforts des confédérés; c'est pourquoi Joubert, sans attendre Championnet, avait résolu de se montrer sur la pente de l'Apennin, vers Tortone, pour livrer une bataille rangée à l'ennemi; espérant du moins, dans le cas où il ne pourrait effectuer ce projet, qu'il se présenterait pour lui une occasion de secourir la forteresse. Arrivé au camp, Joubert y trouve Moreau sur le point de partir pour son commandement du Rhin : « Général, lui dit-il, je viens prendre « la direction suprême de l'armée républicaine « d'Italie : le premier usage que je prétends faire « de mon autorité, c'est de vous ordonner de rester avec moi et de garder le commandement « en chef, vous m'obligerez beaucoup en le fai-

« sant : je donnerai l'exemple de l'obéissance en-
« vers vous, et je ne veux être que votre premier
« lieutenant. » Telle était la modestie de Joubert et le respect dont il faisait profession pour un général plus ancien que lui. Moreau consentit donc à rester, et offrit le tribut de son expérience pour les graves événemens qui se préparaient. Les troupes venues de Naples avec Macdonald, et l'ancienne armée de Moreau, descendaient, pour le plus grand nombre, par la Bocchetta; les renforts dernièrement arrivés de France s'acheminaient sur Acqui, par Dego et Spigno. Après quelque résistance dans ces roches, Bellegarde fut contraint de céder les hauteurs, abandonnant ensuite les positions moins élevées, par ordre exprès de Suwarow, qui, connaissant la supériorité de sa cavalerie, préférait attendre l'ennemi en rase campagne. Les républicains entrèrent dans Acqui et livrèrent la ville au pillage, pour venger leurs compatriotes cruellement mis à mort par les insurgés, au moment où Victor se retirait vers les monts Liguriens. Ce général avait dû laisser alors ces excès impunis et presser son mouvement rétrograde. Maîtres d'Acqui, les paysans soulevés attribuèrent leur succès au miracle de San-Guido, protecteur de la ville. Ce saint, disaient-ils, était apparu sur les remparts, et les Français épouvantés avaient pris la fuite à son aspect. Voulant faire oublier son ancienne partialité, sincère ou simulée,

en faveur des républicains, l'évêque de la Tour ordonna une enquête, entendit des témoins, fit rédiger l'acte en forme, et l'apparition du saint demeura un fait avéré, hautement proclamé par les gens de bonne foi, avec plus d'emphase encore par ceux qui n'y croyaient pas.

Quand l'aile gauche de l'armée française, aux ordres des généraux Pérignon, Grouchy, Lemoine et Colli, eut rejoint le centre et l'aile droite, Joubert disposa ses troupes et prit ses mesures. Le corps de bataille obéissait à Joubert; la droite, au brave général Saint-Cyr, qui avait sous lui Vatrin, Laboissière et Dambrouski. Cette dernière, descendue de la Bocchetta, traversait Voltaggio et Gavi, et chassait les Autrichiens de Novi. Chemin faisant, le général polonais se rendit maître, par un coup de main, de Serravalle, mais sans pouvoir entrer dans la citadelle. Le centre occupait la route de Gênes à Alexandrie, par Ovada, dans la vallée d'Orba, et s'étendait jusques à Capriata. La gauche avait ses positions à Badaluzzo, de sorte que le front de l'armée française se prolongeait depuis la Bormida jusqu'au delà de la Scrivia, dominant ainsi les trois vallées de la Bormida, de l'Erro et de l'Orba, du Lemmo et de la Scrivia. Appréciant la nécessité de secourir Tortone, Joubert envoya un corps de troupes légères, par Cassano-Spinola, sur la rive droite de la Scrivia; et, pour ajouter à la force naturelle de

ces positions escarpées, il fit, sur plusieurs points, pratiquer des redoutes, creuser des fossés et dresser des batteries. Dans cette attitude imposante, l'armée française menaçait toute la plaine, des hauteurs qui la couronnent.

De son côté, Suwarow avait pris les dispositions suivantes : son aile droite, au commandement de Kray, et formée principalement des corps autrichiens que ce général avait ramenés de Mantoue après la reddition de cette place, se développait dans les campagnes voisines de Fressonara ; le centre, aux ordres de Derfelden, sous la direction suprême de Suwarow, et composé presque entièrement de Russes, était campé à Pozzuolo, observant Novi ; la gauche, formée des grenadiers autrichiens, Melas à leur tête, avait ses positions à Rivalta, protégeant ainsi le siége de Tortone, et pouvant donner la main aux deux autres corps en cas de nécessité. Ces forces réunies se montaient à soixante mille hommes environ. Les deux armées étaient trop près l'une de l'autre pour que la bataille pût être long-temps différée. N'écoutant que sa bravoure naturelle, fort des instructions du directoire qui voulait voir cette grande question définitivement résolue, Joubert brûlait d'en venir aux mains sans délai. Mais il y allait des plus grands intérêts de la France : le général crut devoir en délibérer, et assembla un conseil de guerre à cet effet. Joubert et ses plus ardens officiers furent d'avis de livrer

sur-le-champ la bataille. Ils s'appuyaient des ordres du directoire et de la nécessité de rétablir l'honneur des armes françaises en Italie, par une victoire signalée. Voici, disaient-ils, le moment d'attaquer l'ennemi, fatigué par de longues marches, étonné de voir se relever plus terribles ces républicains qu'il se représentait épouvantés et anéantis. Profitons de l'ardeur des Français, et craignons de la laisser refroidir. Habile à se défendre, le Français sait encore mieux attaquer. Au feu qui brille dans les yeux du soldat, à l'impatience de ses mouvemens, ne reconnaissez-vous pas les signes assurés de la victoire? C'est pour combattre, non pour attendre qu'ils sont venus, les uns du fond des Calabres, les autres du fond de la Bretagne. C'est au milieu des dangers, non dans les langueurs du repos, qu'ils ont gagné ces batailles fameuses dont le théâtre est sous leurs yeux. Que ces Russes glacés temporisent, que ces lourds Allemands les imitent; mais que cette vivacité, que cette audace française ne soit pas comprimée dans ses élans généreux. Les confédérés ont l'avantage du nombre; soit. Combien de fois les soldats républicains n'ont-ils pas triomphé d'un ennemi plus nombreux! Les Impériaux, nous le savons, ont une cavalerie plus puissante; et ce serait pour eux de quelque secours en plat pays; mais l'effort de la cavalerie n'est-il pas venu mille fois se briser contre l'intrépidité des légions de la

république? Ce n'est plus la cavalerie, c'est l'infanterie qui décide aujourd'hui le succès des batailles; et les atteintes de la baïonnette sont plus sûres que le vain hennissement du cheval et les coups incertains du cavalier. Conduisons les Français au combat; c'est ici surtout que la fortune aura secondé la valeur; combattons, combattons, l'Italie est à nous!

Les plus sages opposaient à ces raisonnemens: que la prudence, non moins que l'audace, est nécessaire au jour du combat; que ce serait folie d'abandonner des garanties présentes, pour embrasser des chances éventuelles. La victoire est assurée, ajoutaient-ils, si l'on veut attendre l'ennemi dans des positions également fortes par l'art et par la nature, et pour ainsi dire inaccessibles; elle devient douteuse, si nous descendons dans la plaine, où une seule faute, une alarme imprévue serait la perte de l'armée devant des forces de beaucoup supérieures. Et nous aussi nous connaissons la valeur française; mais il ne faut pas l'exposer à de téméraires épreuves. Si quelques régimens ennemis sont fatigués, il n'en est pas ainsi des autres, et tous se composent de vieux soldats. Nous avons en face l'armée alliée tout entière; Bellegarde vient d'arriver avec les troupes victorieuses d'Alexandrie; Kray, avec les soldats vainqueurs de Mantoue. Les Français, au contraire, attendent toujours Championnet. Et par quelle

imprudence, par quel aveuglement combattrions-nous avec la moitié de nos forces, quand nous pouvons combattre, un peu plus tard, avec nos forces réunies? Qui osera se charger d'une responsabilité si pesante? Qui ne sera pas effrayé de cette idée que l'armée, vaincue aujourd'hui, pouvait triompher demain? Le directoire ne veut pas, dit-on, que la bataille se diffère; mais il n'en a pas marqué l'heure, et il ne saurait préférer notre défaite à nos succès. C'est vaincre à temps que de vaincre. Le directoire lui-même accorde quelque chose à la sagesse des généraux, quelque chose à l'occasion, quelque chose à la nécessité. Parce que l'infanterie française est redoutable, il ne faut pas mépriser la cavalerie des confédérés; et personne n'ignore de quel avantage est la cavalerie en plat pays. On se ménage les probabilités de la réussite, en se réglant sur le cours ordinaire des événemens, non d'après des idées d'héroïsme qui se réalisent quelquefois, mais qui peuvent ne pas se réaliser toujours. Si la cavalerie des rois a souvent fui devant l'infanterie de la république, souvent aussi l'infanterie de la république a reculé devant la cavalerie des rois. De prudens généraux ne manquent jamais non plus d'assurer la retraite avant de livrer la bataille. Eh bien, si nous descendons dans la plaine, et que nous soyons rompus, par quelle route nos soldats effectueront-ils leur retraite? Ne seront ils pas culbutés, foulés aux pieds,

enveloppés de tous côtés par la cavalerie impériale? Les confédérés sont maîtres de Serravalle; la rivière de Levant fourmille de soldats autrichiens; la rivière de Ponant ne présente que d'impraticables sentiers; les populations ennemies se lèvent en masse contre nous. Au milieu de tant de causes de naufrage, où est la planche de salut? Une extermination totale serait le prix d'une témérité si funeste. Nous ne refusons point le combat; nous ne tremblons point au bruit des armes; nous soutiendrons au besoin les regards de l'ennemi; mais nous sommes comptables envers la patrie, et notre imprudence ne serait pas pour nous une excuse. Ne rendons point inutiles ces rochers escarpés qui nous défendent, ces fossés qui nous entourent, ces tranchées qui nous protégent. Gardons-nous de tenter la fortune capricieuse; attendons l'ennemi dans nos positions, et n'allons pas le chercher dans les siennes. Que s'il osait nous attaquer dans nos retranchemens, faisons tomber sur lui tout le poids de nos forces et de notre courage, et qu'il apprenne alors qu'en nous maintenant sur ces hauteurs, nous ne cédions point aux inspirations de la crainte, mais aux calculs d'une habileté réfléchie.

Ce dernier sentiment prévalut; Joubert modéra son ardeur, et décida qu'on attendrait l'ennemi.

Les alliés n'étaient pas non plus d'accord sur ce qu'ils avaient à faire. Peu accoutumés à s'exposer

sans nécessité, les généraux autrichiens se prononçaient contre la bataille. Ils considéraient la force des positions républicaines, et blâmaient un assaut qui eût paralysé l'action de la cavalerie impériale. Selon eux, les Français avaient un double motif pour engager bientôt le combat dans la plaine; d'abord, parce qu'il leur importait de secourir Tortone, prête à céder; ensuite, parce que la mer étant fermée, la Ligurie stérile, les campagnes du Piémont perdues pour eux, ils ne pouvaient tarder à manquer de vivres. Les généraux de François pensaient encore qu'il fallait profiter de la supériorité du nombre et de la cavalerie, au lieu de rendre la partie égale pour les Français, en les attaquant dans des positions dont la force compenserait, en leur faveur, l'infériorité numérique; que le métier de la guerre n'offrait pas de certitudes telles qu'on dût renoncer, même avec une armée plus considérable, aux avantages résultant de la condition des choses. Ils représentaient que de longues marches venaient d'épuiser les troupes; qu'on n'avait rien à craindre en ce moment de Championnet, dont l'armée se recrutait difficilement dans les Alpes, au point que les soldats n'y arrivaient que liés et garrottés comme des voleurs; que ce combat devait décider de tous les domaines de l'empereur François en Italie, domaines reconquis après des efforts si pénibles; qu'on ne soutenait point de si grands intérêts avec des moyens partiels et isolés, mais par la

réunion de tous ceux dont on pouvait disposer; qu'il ne fallait pas jouer en aveugles le sort des empires; que de prudens capitaines n'abandonnaient point des certitudes pour des espérances; enfin que les Autrichiens bravaient, quand il le fallait, la fortune, et qu'ils en avaient donné d'éclatans témoignages dans les précédens combats, mais qu'ils ne savaient pas courir au-devant de dangers inutiles.

Au fond, les Autrichiens avaient peu de confiance dans l'ardeur aventureuse de Suwarow, et ils réfléchissaient que la Russie, par son éloignement, n'était pas aussi profondément intéressée aux résultats de la guerre que l'Autriche, qui s'en voyait pour ainsi dire le théâtre.

Suwarow, qui prenait conseil de l'audace plutôt que de la prudence, et dont les victoires de l'Adda et de la Trebbia avaient enflé l'amour-propre, Suwarow pensait autrement. Il ne pouvait endurer qu'on révoquât en doute, et qu'on différât la victoire. Attendre, disait-il, c'est donner à l'ennemi le temps de se grossir, de mieux combiner ses plans pour nous attaquer ensuite sur tous les points. Les Français ont l'avantage des lieux, c'est beaucoup; nous avons celui du nombre, c'est plus encore. L'armée républicaine est-elle comparable à la nôtre? Les Français sont braves, j'en conviens; mais leurs meilleurs soldats sont morts à Legnago, à Vérone, à Magnano, sur les bords de l'Adda et de la Trebbia, ou sont prisonniers en Allemagne.

Ils nous opposent quarante mille hommes; mais un tiers se compose de recrues qui trembleront au premier coup de canon. Nos soldats, au contraire, sont accoutumés au feu et au carnage. Il n'en est aucun parmi eux qui n'ait contribué à la prise d'une forteresse ou au gain d'une bataille. Tant de victoires ont doublé leur bravoure; tant de revers ont découragé notre ennemi. Nos légions n'ont-elles pas franchi de plus grands obstacles? Reculeront-ils devant ces montagnes, traversées par des routes larges et nombreuses, ceux que n'ont pu arrêter ni le profond Adige, ni l'impétueux Adda, ni les marais pestilentiels de Mantoue, ni les remparts de Turin, ni les bastions d'Alexandrie? La crainte, je l'avoue, n'est point le sentiment que m'inspirent tant d'exploits. J'y trouve, au contraire, l'espérance et le gage d'une victoire nouvelle. L'honneur, le devoir, notre intérêt, tout nous ordonne de marcher à l'ennemi sans délai. La force des républicains s'accroîtrait par notre lenteur; et ce qu'il faut craindre, c'est un mouvement imprévu sur Tortone.

Ainsi parla Suwarow. Les généraux autrichiens ne répliquèrent point au vieillard absolu, et il fut décidé qu'on livrerait cette bataille où était attaché le sort de l'Italie tout entière. Le 15 août à la pointe du jour, les confédérés montèrent à l'assaut. Kray en vint aux mains le premier, avec l'aile gauche des Français, où se trouvait Joubert lui-

même. Tel était l'enthousiasme qu'inspiraient aux soldats ses exhortations et sa présence, que les cris de vive la république! répétés avec fureur de file en file, dominaient en quelque sorte le fracas de l'artillerie prolongé par l'écho des montagnes. Si l'attaque fut vive, la défense ne le fut pas moins. Après les tirailleurs, les épais bataillons se rapprochèrent; déjà le sang coulait en abondance, déjà les chasseurs républicains allaient plier; Joubert le voit, se place à la tête de l'infanterie, et s'écrie, en montrant l'ennemi : *En avant! en avant!* lorsqu'une balle, lancée, dit-on, par un adroit chasseur tyrolien, vint terminer la plus belle vie, et renverser l'espoir des amis de l'indépendance italienne. Frappé au milieu du cœur, Joubert tomba mort sur-le-champ. Moreau, à qui le ciel semblait avoir confié le soin de retirer le soldat français des positions les plus critiques, prit aussitôt le commandement de l'armée, heureuse alors de trouver dans son général, non le courage qui rend téméraire, mais la prudence qui s'appuie sur le courage. Toutefois, ce funeste événement ne rallentit point l'ardeur des Français. La rage, au contraire, s'unit chez eux à la valeur, et le désir de la vengeance enfanta de leur part des exploits prodigieux et à jamais mémorables. Kray et Bellegarde redoublèrent d'efforts pour déloger l'ennemi; mais ils furent constamment repoussés avec une grande perte de morts et de blessés. De ce

côté, la bataille paraissait désespérée pour les Impériaux, qui ne combattaient pas, au centre, avec plus d'avantage. Vainement Suwarow avait ordonné au prince Bagration de chasser les républicains des hauteurs de Novi; le prince était revenu avec sa colonne ensanglantée et vaincue. Suwarow fit charger une seconde fois ces retranchemens par une colonne plus nombreuse, aux ordres de Derfelden et de Miloradowich. Le choc fut violent, mais inutile. A la première décharge de l'artillerie et de la mousqueterie républicaines, plus de mille Russes tombèrent morts ou blessés, et les deux généraux se virent, comme le prince, repoussés et battus : tant les positions des Français étaient redoutables, tant ils déployaient de valeur à les défendre. Mais Suwarow n'était pas homme à reculer, malgré la violence du coup, et il réfléchissait aussi que lui seul avait voulu la bataille. Il sortit donc en personne de Rivalta, avec le corps de réserve, et courut à Novi. La lutte recommença plus furieuse qu'auparavant. Le courage était égal des deux côtés; la perte, plus considérable de celui des Impériaux, parce que les Français combattaient à l'abri de leurs redoutes, et les Russes à découvert. Cependant ces derniers chargèrent, la baïonnette en avant, avec tant d'intrépidité qu'ils firent une trouée dans une légion républicaine; mais se ralliant soudain, avec leur habileté ordinaire, les Français parvinrent encore à chasser les

Russes, qui ne remportèrent de cette expédition hardie que plaies et massacres. Suwarow se jette lui-même au milieu de la mêlée, rend l'ardeur à ses soldats, et les ramène à l'assaut. Les Français le reçoivent sans s'étonner, et redoublent de vigueur à se défendre, à mesure que les alliés redoublent de vigueur à les attaquer. Pendant ce temps, Melas se trouvait engagé avec son aile gauche, et les républicains triomphaient aussi de ses efforts; la poitrine des soldats français formait sur toute la ligne un rempart inexpugnable. Mais plus l'obstacle se montrait difficile à vaincre, plus le général russe s'obstinait à le renverser. Il rassemble Kray, Bellegarde, Derfelden, Rosemberg, Bagration et Melas, leur ordonne de rallier leurs bataillons, et de fondre tête baissée sur l'ennemi. Ils obéissent; un épouvantable carnage de leurs soldats est tout ce qu'ils obtiennent. La bataille durait ainsi depuis plus de huit heures; le front de l'armée française était entier; le désordre régnait dans l'armée impériale. Il est assez vraisemblable, c'est même l'opinion des gens de l'art, que si les Français, sortant tout à coup de leurs positions, eussent attaqué l'ennemi dans la plaine, ils auraient remporté une victoire éclatante. Pourquoi ne le firent-ils pas? je l'ignore; et je ne prétends pas juger, encore moins blâmer les opérations d'un capitaine aussi expérimenté que l'était Moreau. Il demeurait évident, quoi qu'en eût pensé

le général russe, que les positions républicaines ne pouvaient être enlevées par la force. Déjà les Impériaux fuyaient cette horrible tempête, et entraînaient avec eux, malgré lui-même, le vieux et obstiné Suwarow.

Cependant, les généraux autrichiens, qui voyaient toutes les possessions de leur souverain compromises par le résultat de la bataille, s'étudiaient à imaginer quelque manœuvre habile qui, au défaut de la force, pût rétablir la fortune. Melas conçut alors un projet qui prouva tout ensemble son courage, son sang-froid, sa présence d'esprit et la perspicacité de son jugement. Suwarow l'approuva sans peine, espérant ressaisir par l'habileté d'un autre, ce qu'il avait perdu lui-même par excès d'imprudence ou de bravoure. Melas pensa donc que la possession du fort de Serravalle donnait le moyen de tourner l'aile droite des républicains, et de les prendre à dos. A cet effet, ne laissant en ligne que son premier front de bataille, il en retire tout le reste, le réunit à quelques troupes nouvellement arrivées de Rivalta, en forme huit bataillons de grenadiers, six bataillons de fantassins autrichiens, et remonte précipitamment, à leur tête, la rive gauche de la Scrivia. Chemin faisant, il débloque Serravalle, occupe Arcuata; et, pour prévenir les desseins de l'ennemi, qui, au milieu de ce conflit général, faisait déjà courir quelques troupes sur la rive droite du fleuve, dans

la direction de Tortone, Melas ordonna au comte Nobili d'aller se poster, avec sa troupe, à Stazzano, et de fermer le passage aux républicains. Arrivé entre Serravalle et Novi, Melas partagea les siens en trois colonnes. La première était commandée par Froelich ; Lusignan s'y trouvait à la tête de ses grenadiers, Lusignan, qui combattait depuis si long-temps en Italie avec plus de courage que de bonheur. Cette colonne devait attaquer l'extrême droite des Français ; Laudon, avec la seconde, déborder l'ennemi du même côté, en se prolongeant à gauche ; la troisième enfin, plus voisine de la Scrivia, commandée par le prince de Lichtenstein, et soutenue par quelque cavalerie, avait ordre d'arriver, par un plus long détour, sur les derrières de l'armée républicaine, et de lui couper la route entre Novi et Gavi. Pendant cette manœuvre de Melas, Suwarow ralliait ses soldats rompus, et recommençait le combat. Lusignan chargea donc l'extrême droite des Français, et, après un choc des plus rudes, la fit plier. Moreau arrive sur ces entrefaites, et repousse les Autrichiens. Ceux-ci reviennent à la charge, la baïonnette en avant ; Lusignan, blessé dans la mêlée, est fait prisonnier. La division de Froelich périclitait, lorsque Laudon survient, oblige les Français à rentrer dans leurs positions, les en chasse bientôt après, et détermine le succès de la journée. En vain Moreau s'épuisa-t-il en efforts ; les rangs

étaient perdus, l'ennemi gagnait du terrain, les Français en perdaient à chaque instant davantage, et se virent enfin obligés, malgré le carnage opéré parmi les Autrichiens, de leur céder les retranchemens sur les hauteurs en arrière et à droite de Novi, où ils cherchèrent un asile. Mais au même instant, le canon des Russes enfonçait les portes de la ville; les confédérés s'en emparèrent, y commirent des cruautés sans nombre, et firent main-basse de tous côtés, qu'on se rendît ou qu'on résistât. Pendant que les deux premières colonnes de Melas préparaient ainsi la victoire de Suwarow, le troisième corps du général autrichien, franchissant les sommets de Monterosso, d'où s'échappent les torrens de Fornaro et de Riasco, s'établissait sur la route de Novi à Gavi, et fermait aux Français le chemin de la Bocchetta. Il était alors six heures du soir, cette affreuse bataille durait donc depuis plus de dix heures. Vaincus à droite et au centre, les républicains ne pouvaient plus espérer de ressaisir l'avantage. Moreau fit sonner la retraite. Ce fut ainsi qu'une savante manœuvre du général autrichien enleva aux Français, quand ils s'en croyaient le plus assurés, le gain d'un combat aussi sanglant qu'opiniâtre et décisif.

Le passage vers Gavi occupé par le corps de Lichtenstein, les Français furent obligés de se retirer, en obliquant à gauche, par les routes moins faciles d'Ovada. Ils le firent d'abord en bon ordre,

poursuivis en queue par Karacsay, conformément aux ordres de Suwarow. Un accident imprévu changea la retraite en déroute. Un gros de coureurs allemands, commandés par le major Kees, étant arrivé à Pasturana, par où devaient passer les républicains, s'aperçut que le château de la place n'était rempli que de blessés, et s'en empara sans peine. Au moment où l'arrière-garde française et son artillerie allait traverser la ville, ces audacieux Autrichiens descendent du château, fondent sur les bagages, et y jettent un désordre incroyable. Au même instant, Karacsay charge sur les derrières et ajoute encore à cette épouvantable confusion. Les braves généraux Pérignon, Grouchy, Colli et Partouneaux, firent tout ce qu'il était humainement possible de faire pour rallier leurs soldats : vains efforts ! frappés de terreur, sourds à la voix de leurs chefs, les républicains fuyaient à droite, à gauche, de tous les côtés, sans autre guide que l'effroi qui les emportait : grièvement blessés, surtout Pérignon et Grouchy, ces quatre généraux restèrent prisonniers. Ceux des soldats qui n'échappèrent point par la fuite, furent tous égorgés sans pitié par un vainqueur irrité, et d'après l'ordre de Suwarow : massacre abominable, qui montre, comme celui de Novi, quels étaient les sentimens d'humanité et de religion de ces hommes venus du pôle arctique, pour rétablir, disaient-ils, la religion et

l'humanité. Plus de vingt pièces de canon, autant de caissons chargés, tel fut dans ce seul engagement de Pasturana, le butin des vainqueurs. La bataille générale, bataille livrée par le désespoir plus encore que par la valeur, coûta aux républicains six mille hommes tués ou blessés, quatre mille prisonniers, trente canons, des caissons et des bagages en proportion. Les Autrichiens eurent six mille hommes morts ou blessés, les Russes davantage encore : preuve terrible de l'acharnement des partis. Le peu de prisonniers que firent les républicains, furent employés par eux, à défaut de bêtes de somme, au transport des bagages et des blessés. Enfin les débris de l'armée française trouvèrent un asile dans les montagnes du Génovésat. Cette multitude de morts n'étaient pas tous tombés sous le fer de l'ennemi ; beaucoup de républicains et d'Impériaux périrent de fatigue, de suffocation, de soif ou de chaleur, à la suite d'un combat sous un ciel embrasé. Tous étaient blessés par devant, aucun par derrière. Les corps inanimés des Russes et des Allemands portaient dans leurs traits l'image du calme et de l'insensibilité ; ceux des Français, l'empreinte de la rage et de la menace. Jamais champ de bataille n'offrit un aspect plus terrible, par le sang, les membres déchirés et les monceaux de cadavres dont il était encombré. L'atmosphère des environs en fut long-temps infectée. Campagnes

horribles d'Alexandrie, de Tortone et de Novi, souillées d'abord par le meurtre et l'assassinat, inondées ensuite du sang des batailles. Mais quoi! le voyageur les parcourait et les traverse encore, en répétant peut-être le refrain qui abrége la route; et il ne se rappelle pas tout ce que la rage et la douleur ont exercé d'empire dans ces lieux funestes. Le temps entraînera ces souvenirs, ou, s'ils vivent, ce sera pour frapper légèrement nos esprits sans émouvoir nos âmes. Déplorable humanité, qui fait le mal avec fureur, et qui l'oublie par indifférence!

Selon quelques écrivains, cette journée n'eut pas les suites qu'elle semblait devoir produire. En effet, Gênes ne fut point inquiétée, et la Ligurie entière demeura au pouvoir des Français. Malgré tout, il est évident qu'elle conserva l'Italie aux confédérés, tandis qu'une victoire des républicains eût rendu la péninsule à la France. Du reste, si les Impériaux restèrent maîtres du terrain, le nombre de leurs morts et de leurs blessés fut au moins égal à celui des Français. Suwarow ne pouvait donc guère entreprendre rien d'important sur le Génovésat. D'ailleurs, Championnet commençait à déboucher des vallées qui conduisent dans les plaines du Piémont, et il convenait de l'arrêter, pour garantir les confédérés de quelque malheur en ce pays. Le général russe considérait encore qu'à l'exception de Tortone,

sur le point de céder, tous les états italiens du roi de Sardaigne à qui l'empereur Paul et Suwarow lui-même portaient une affection particulière, étaient rendus, sinon d'effet, au moins en apparence, au souverain légitime; et l'occupation du Génovésat ne lui semblait pas aussi utile que celle du Piémont. Il n'ignorait pas non plus qu'il serait bientôt appelé à d'autres opérations en Suisse, où l'impétueux Masséna obtenait des avantages sur les alliés; déjà même Lecourbe, descendant du Saint-Gothard, menaçait Bellinzona, Lugano et Domodossola, après avoir mis en déroute le colonel Strauch qui gardait ces passages. Suwarow ne voulait point consumer son armée dans les montagnes liguriennes, à la conquête desquelles suffisaient, selon lui, les forces autrichiennes par terre, et celles des Anglais par mer. D'un autre côté, Moreau, quoique obligé à la retraite, se montrait toujours redoutable, favorisé qu'il était par l'escarpement des lieux. Au moyen des plus habiles manœuvres, ce général avait su conserver l'importante position de la Bocchetta; et Saint-Cyr, reparaissant à la tête de nombreux bataillons, dans les environs de Gavi, s'était déjà emparé des hauteurs et des passages de Monterosso. Suwarow, pour être à portée de combattre Championnet, et garantir le haut Novarais contre les incursions de Lecourbe, avait pris position dans Asti, prolongeant son aile droite jusqu'à Turin, sa gauche

occupant toujours les rives de la Bormida et de la Scrivia, d'où il était parti pour venir attaquer les Français à Novi. Tortone était investie par un gros corps de confédérés qui poussaient le siége avec la plus grande vigueur. Kray avait été envoyé à Novare pour couvrir Domodossola; mais les progrès de Lecourbe, dans la Levantine, n'étant pas aussi considérables qu'on l'avait craint d'abord, le général autrichien laissa un poste d'observation à Novare, e revint, par ordre de Suwarow, à l'armée principale.

Jusque-là, Tortone avait été plus ou moins pressée, selon que les circonstances avaient permis aux confédérés d'employer plus ou moins de troupes aux opérations du siége. La victoire de Novi devait bientôt livrer cette place aux alliés. Construite par ordre de Victor-Amédée III, roi de Sardaigne, sur les plans du comte Pinto, la forteresse de Tortone est assise sur une éminence qui domine la ville de ce nom. Ses ouvrages d'art sont peu de chose, si l'on excepte des casemates très solides; mais avec son site escarpé, une bonne garnison et des magasins bien remplis, elle peut faire une longue résistance. Deux mille Français, commandés par le colonel Gast, s'y défendaient vigoureusement. Dès les premiers jours de juillet, le comte Alcaini, Vénitien au service d'Autriche, et chargé par Suwarow de la conduite du siége, avait fait commen-

cer la première tranchée; mais la vaillance des assiégés, la nature du sol, et les interruptions causées par les dernières batailles n'avaient pas permis d'avancer beaucoup les travaux. Ce ne fut qu'au commencement d'août, sous la direction de l'ingénieur Lopez, que la première ligne de circonvallation fut terminée : cependant le boulet ne portait qu'à peine, et l'emploi de la bombe devenait indispensable. Les assiégeans redoublèrent d'ardeur, et parvinrent à ouvrir une seconde tranchée qu'ils hérissèrent aussitôt de canons et de mortiers. Gast était homme de cœur, il ne perdit point courage; le triple mur de ses casemates résistait d'ailleurs au bombardement. Ses canonniers seuls en souffraient, et son artillerie éprouvait de grands dommages; mais les Français infatigables rétablissaient continuellement leurs batteries, et ne cessaient de foudroyer les assiégeans. Il était évident que la prise de Tortone pouvait encore coûter beaucoup de sang et d'efforts. Cependant la journée de Novi ayant ôté à Gast tout espoir d'être secouru, il écouta les propositions d'Alcaini. Il fut donc convenu entre les deux partis, que les hostilités cesseraient pendant vingt jours, à l'expiration desquels la garnison serait tenue de rendre la place, si, dans l'intervalle, l'armée française ne paraissait pour la délivrer ; que, dans ce cas, la garnison sortirait avec ses armes, ses bagages, tambours battans, en-

seignes déployées, et poserait les armes sur la place Saint-Bernardin, après quoi elle pourrait retourner sans délai en France, sous promesse de ne point servir avant quatre mois contre les alliés. Le 11 septembre, l'armée française n'ayant paru sur aucun point, les républicains évacuèrent la forteresse, et les Impériaux en prirent possession. Ils y trouvèrent plus de quatre-vingts bouches à feu, des munitions de guerre en abondance et peu de vivres. Les malades et les blessés reçurent du vainqueur tous les secours dus à leur état. Les Français retournèrent en France au nombre de douze cents. Les mémoires du temps rapportent qu'il se trouvait parmi eux beaucoup de soldats de la garnison de Peschiera, faits prisonniers dans cette forteresse par les Allemands, et renvoyés sur parole de ne point servir contre les alliés. Honteuse violation des traités, et dont les républicains ne furent pas seuls coupables.

La prise de Tortone fut un grand sujet de satisfaction pour Suwarow. Elle le rassurait sur les événemens de la Ligurie, et le mettait à même d'offrir au roi de Sardaigne ses domaines de Piémont, désormais affranchis du joug républicain. Il ne lui restait plus qu'à battre Championnet, et à s'emparer de Coni. Obligé de passer en Suisse, il abandonna ce soin à Melas et à Kray.

De tout ce que nous avons dit, concluons que Suwarow avait plus d'audace que de génie, et

qu'il triompha par la rapidité de ses mouvemens, plutôt que par l'habileté de ses manœuvres. Ce fut Kray qui prépara ses victoires, et Melas qui les décida. Cruel, inexorable dans les combats, sans excuse sous ce rapport, il fut cependant intègre, et ignora, par défaut même de civilisation, ces détours et ces artifices connus des hommes civilisés. Lequel vaut mieux? qu'on me dise si l'humanité doit gémir davantage des douleurs du corps ou des plaies de l'âme, on aura résolu la question.

Le départ de Suwarow affaiblit de beaucoup les forces de la confédération en Italie. C'est ce qui empêcha les généraux autrichiens de rien tenter de considérable avant l'arrivée des renforts qu'ils attendaient d'Allemagne. Ils se bornèrent à conserver leurs avantages, et à faire les dispositions préliminaires pour le siége de Coni, place très forte, voisine de la France, et pouvant être facilement secourue par les républicains. Quant à ceux-ci, leur but principal était, d'abord, de se maintenir en possession de Coni; puis de harceler tellement les Autrichiens en Piémont, qu'il en résultât une diversion puissante en faveur de Masséna, aux prises avec l'archiduc Charles, et qui allait encore avoir sur les bras, non seulement Suwarow et ses légions victorieuses d'Italie, mais de plus le général Korsakow, tout prêt d'arriver avec une nouvelle armée russe. Ce plan des généraux français était bien entendu; mais les

moyens d'exécution ne répondaient pas à la grandeur du projet, et ils perdirent tout, parce qu'ils voulurent tout conserver. On ne conçoit pas en effet que, voulant agir vigoureusement en Piémont, les républicains se soient obstinés à garder Gênes. Ils s'imposaient ainsi la nécessité de répartir des troupes dans la rivière du levant, et ces troupes, éloignées du théâtre des opérations, ne pouvaient servir à rien autre chose qu'à défendre les approches de la ville. Gênes elle-même, cité immense et populeuse, irritée contre les Français, et par impatience naturelle de la domination étrangère, et par l'insolence des agens du directoire, et par la pénurie des vivres résultant du blocus maritime, Gênes voulait être contenue par une forte garnison. Il fallait encore multiplier les postes dans la rivière de Ponant; et les Français auraient éludé toutes ces nécessités si, contens de défendre les rives de la Bormida et du Tanaro, ils se fussent concentrés dans les Apennins et les Alpes, autour de Coni. Mais avec peu de forces, ils persistèrent à garder une ligne considérable; et la guerre, qui aurait dû se faire entre les masses, dégénéra en une multitude d'escarmouches, qui ne décidaient rien, et ne pouvaient rien décider. Il serait trop fastidieux de tout raconter, nous rapporterons seulement les principaux faits. Klénau, aidé des Toscans, infestait la rivière de Levant. Il avait surtout en vue de

bloquer Gênes de ce côté, pour empêcher les approvisionnemens de la ville, et encourager les mécontens dont elle était remplie. La possession de Chiavari fut plus d'une fois disputée. Tantôt, c'était Klenau qui s'emparait de Rapallo, et s'avançait jusqu'à Recco, dans les environs de la capitale; tantôt, c'étaient les troupes de Saint-Cyr, au commandement de Miollis, qui chassaient Klenau, non seulement de Recco et de Rapallo, mais encore de Chiavari et de la Spezia, et le repoussaient jusqu'à Sarzana, sur l'extrême frontière de la Ligurie. Les plus grands coups se portaient au fort Sainte-Marie, qui défend le golfe de la Spezia. Après plusieurs engagemens, où les deux partis triomphèrent tour à tour, le fort resta aux Impériaux. En ouvrant cette baie magnifique à la flotte anglaise, cet événement délivrait les Autrichiens de toute crainte sur leurs derrières, et leur permit de reparaître dans le voisinage de Gênes, qui, à ce moyen, se trouvait déjà bloquée de ce côté, quand les Impériaux se montrèrent sous ses murs, à l'occident.

Le même genre de guerre avait lieu sur la Scrivia et la Bormida. Républicains et Impériaux se harcelaient sans relâche dans des engagemens partiels, et pour le malheur des populations qui se trouvaient sur leur passage. Novi changea de maîtres presque autant de fois qu'il

fut attaqué; point de résultat certain, si l'on excepte les excès de tous genres commis par les deux armées, qu'elles arrivassent comme ennemies ou se présentassent comme libératrices. Je puis néanmoins citer un fait de quelque importance. Saint-Cyr, par une manœuvre aussi habile que hardie, rompit un jour le corps autrichien de Kray, le poursuivit jusqu'à Tortone, et prit position à Bosco; mais les Impériaux étant revenus en force, obligèrent les Français à rebrousser chemin, et à chercher un asile sous la roche de Gavi. Dans le Piémont supérieur, les républicains descendirent par les vallées d'Argentière, de Pratogelato, de Suze et d'Aoste, occupèrent Demonte dans la première; Villars, Lapeyrouse et Pignerol dans la seconde; Oulx, Exiles et Suze dans la troisième; poussant des reconnaissances jusqu'à Rivoli, d'où ils apercevaient les tours de Turin, naguère encore leur conquête. Dans la quatrième, ils s'emparèrent des défilés de la Tuile et de la ville d'Aoste. Contraints de reculer, les Autrichiens se mirent à couvert dans le fort de Bard. Toutes choses mûrement considérées, Melas laissa le général Kray à la garde du pays, au confluent de la Scrivia et de la Bormida; et lui-même, à la tête d'environ trente mille hommes, alla camper dans les plaines voisines de Bra, où il pouvait se développer avec plus de facilité. Ces nouvelles positions n'étaient pas

sans force. Ainsi placé entre le Tanaro et la Stura, Melas observait tous les mouvemens que pouvaient faire les Français, et de Mondovi dont ils étaient en possession, et du col de Tende, et de la vallée de la Stura, et de Pratogelato qui paraissait être leur rendez-vous général. Son principal but était de couvrir le Piémont, et de se ménager une victoire pour aller mettre le siége devant Coni. De leur côté, et par les motifs que nous avons dits plus haut, les Français ne refusaient pas la bataille. Après le départ de Moreau pour l'armée du Rhin, Championnet, élevé au commandement en chef de toutes les troupes disséminées depuis la vallée de la Maïra, en suivant la chaîne des monts liguriens et des Alpes jusqu'à la Doire Balthée, Championnet, dis-je, avait rappelé sur sa droite, vers Mondovi, la division de Victor. En même temps il faisait venir, sur sa gauche, par Pignerol et Saluces, une autre division que le général Duhesme amenait des Alpes cotiennes. La réunion de toutes ces troupes composait une armée à peu près égale en nombre à celle de Melas. Cette guerre de parti allait donc se terminer par une bataille générale dans les plaines de Fossano et de Savigliano. C'était sur les bords de la Stura que devait être vidée cette grande querelle et se décider le sort de Coni. Les deux généraux ennemis firent leurs dispositions; Championnet pour se réunir à Duhesme, qui venait de Saluces dans l'intention de rompre

l'aile droite des Autrichiens et leur couper la route sur Turin; Melas, pour enfoncer le centre des Français avant l'arrivée de Duhesme. Le 9 novembre au matin, la position des deux armées était celle-ci : la division Duhesme, qui formait la gauche des Français, s'avançait dans la direction de Savigliano, pour se porter ensuite sur Marene contre l'aile droite autrichienne. Le centre, commandé par Grenier et Victor, était à Savigliano et à Genola, ayant une forte arrière-garde à Lavaldigi. La droite, aux ordres de Lemoine, s'appuyait à Morozzo. Ainsi, Duhesme manœuvrait sur la rive gauche de la Grana; Grenier et Victor, entre la Grana et la Stura, le premier à Savigliano, le second à Genola; Lemoine, sur la droite de la Stura. Melas avait sa droite à Marene, son centre à Fossano, sa gauche, partie à Fossano, partie dans les environs de la Trinité. Le premier corps obéissait à Ott, et devait être soutenu par Mitrouscki, posté à San-Lorenzo; le second était commandé par Esnitz; le troisième par Gottesheim. Les deux adversaires brûlaient d'en venir aux mains, ce qui était fort juste quant à Melas, qui avait le plus grand intérêt à prévenir l'arrivée de Duhesme; mais peu sage de la part de Championnet, qui aurait dû temporiser jusqu'à son entière jonction avec ce général. Cependant, les deux armées s'ébranlèrent ce même jour, 9 novembre. Grenier et Ott se joignirent les pre-

miers entre Savigliano et Marene, et combattirent l'un et l'autre avec autant d'habileté que de valeur. Les républicains s'efforçaient de déborder l'extrême droite des Impériaux; les Impériaux, de tourner la gauche des républicains; les premiers, pour n'être point séparés de Duhesme; les seconds, au contraire, pour les en séparer. La lutte fut sanglante et long-temps indécise; plus d'une charge eut lieu à la baïonnette; mais Melas, ayant attiré son ennemi dans la plaine, parvint enfin, au moyen d'une cavalerie plus nombreuse, à refouler les Français sur Savigliano, y arriva en même temps qu'eux, et sans leur donner le temps de respirer, livra l'assaut à la place. Les Français y firent néanmoins une forte résistance, et Ott ne les en eût peut-être pas délogés, si Mitrouscki, paraissant avec tout son corps d'armée, n'eût attaqué la ville d'un autre côté. Trop faible pour ce double combat, Grenier fut obligé de céder Savigliano, et de se retirer sur Genola. Il n'en était pas ainsi entre Esnitz et Victor. L'Autrichien, sorti de Fossano, avait joint le Français à Genola; mais celui-ci riposta si vigoureusement, que son adversaire, après trois charges inutiles où il perdit beaucoup de monde, crut devoir appeler Gottesheim à son aide; Victor les battit tous les deux. Pendant ce temps, le général français Richepanse, à la tête d'un faible corps de cavalerie, heurtait brusquement la cavalerie allemande,

et faisait fuir Esnitz dans les murs de Fossano. Ne s'y croyant pas encore en sûreté, le général autrichien allait abandonner la place et continuer son mouvement rétrogade, tant il avait souffert de la violence du choc, lorsqu'il reçut la nouvelle des avantages remportés sur la droite par Ott. Il se décida donc à tenir ferme dans Fossano, persuadé que Victor penserait à tout autre chose qu'à l'y attaquer. En effet, après l'échec de Grenier, Championnet avait ordonné à Victor de se replier sur Lavaldigi, où se trouvait concentrée la plus grande partie de l'armée française. Esnitz saisit l'occasion, sort de Fossano, s'empare de Genola, et se met à la poursuite de Victor. Melas voulant profiter de ce premier succès, marcha sur-le-champ contre les Français à Lavaldigi; et après un combat opiniâtre se rendit maître de la ville. Les républicains se retirèrent, partie à Castello, partie à Morozzo. En ce moment, Duhesme arrivait sur le premier champ de bataille, chassait un faible poste autrichien laissé à Savigliano, et se dirigeait sur Marene. Opéré quelques heures plus tôt, ce mouvement eût été fatal aux confédérés; mais alors leur succès n'était plus douteux, et il leur fut aisé de remédier à cet accident. Melas envoya le général Sommariva contre Duhesme. Il l'atteignit à la fin du jour et le chargea sans délai. Informé de la défaite des siens, le général français résista peu, et reprit le chemin de Saluces. Les Autrichiens étaient

donc vainqueurs; il leur restait à profiter de la victoire. Le lendemain, ils enveloppèrent une colonne de républicains laissée par Championnet à Ronchi, et la firent prisonnière. Un autre corps plus considérable, établi à Murazzo, et coupé de la route de Coni, fut lui-même obligé de se rendre. Pour comble de malheur, un grand nombre de républicains se noyèrent dans la Stura, en voulant passer ce fleuve à la nage. L'intention de Melas était de se porter rapidement sur la rive droite de la Stura, pour tomber sur la division Lemoine; mais ayant appris que les Français avaient établi deux camps, l'un à la madone de l'Olmo, l'autre à Caraglio, dans le but de couvrir Coni; il abandonna ce projet, partagea ses troupes en deux colonnes, et marcha sur les nouvelles positions de l'ennemi. Les Français ne l'y attendirent pas, et se retirèrent dans les montagnes, poursuivis dans toutes les directions par le général autrichien, qui sentait la nécessité d'isoler Coni pour assurer les opérations du siége. Esnitz repoussa Grenier par la route du Vernante jusqu'à Limone. Attaqué dans cette ville par Melas, le général français n'avait plus de refuge que le sommet escarpé des montagnes; il y gravit avec les débris de sa division. Ott chassa devant lui les républicains par les vallées de la Stura et de Grana, occupant successivement Demonte, les Barricades et l'Argentière. Sur la Maïra, Latterman dépassant le bourg de Busca,

remonta jusqu'à Dronero. Keim, à qui la garde des environs de Turin était spécialement confiée, contraignit Duhesme à retourner dans la vallée d'Exiles, au pied du mont Genève, d'où il était venu; il restait aux Impériaux à s'emparer de Mondovi, où s'étaient réunis Victor, Lemoine et Championnet; ils y réussirent. Attaqués en même temps dans les deux faubourgs, par Mitrouscki d'un côté, de l'autre par Lichtenstein qui s'était assuré des éminences voisines, les républicains abandonnèrent la ville, et continuèrent à remonter la vallée du Tanaro. Il y eut à Bagnasco un vif engagement entre l'arrière-garde française et l'avant-garde autrichienne; ce ne fut qu'après mille efforts, à travers mille dangers que les républicains parvinrent à opérer leur retraite. Les Autrichiens, poursuivant leurs avantages, prirent possession de Garessio, d'Ormea, et s'avancèrent jusqu'au pont de Nava, passage le plus difficile, et la clef, pour ainsi dire, de la route qui conduit par ces hauteurs d'un côté à l'autre, dirai-je des Alpes ou des Apennins, puisque là précisément se joignent les deux chaînes de montagnes, que l'on désigne par ces deux noms? C'est ainsi que tous les corps de l'armée française, rappelés par Championnet des différens points d'un cercle immense, et réunis dans les environs de Fossano et de Savigliano, comme à un centre commun, séparés de nouveau les uns des

autres après la bataille de Fossano, ou de Genola, comme on voudra la nommer, regagnèrent chacun de leur côté les divers points de cette vaste circonférence. Il en résulta, pour les Impériaux, la faculté de mettre le siége devant Coni, objet principal de tant de mouvemens, de tant de combats acharnés. La perte de Championnet dans toutes ces rencontres, en morts, blessés et prisonniers, s'éleva au tiers de son armée, c'est-à-dire à huit mille hommes environ. Celle des Allemands passa deux mille. Le général français revint à Nice, où il mourut de l'épidémie qui désolait cette ville, désespéré de sa défaite, pleurant la décadence de la république, et indigné de voir la France soumise au joug de Buonaparte, nommé consul après son retour d'Égypte. Général d'un mérite ordinaire, Championnet fut homme de bien; il aima la république pour elle-même, lorsque tant d'autres ne l'aimaient que pour eux seuls.

Les généraux de l'empereur appréciaient tous les avantages attachés à la possession de Coni, et, quoique la saison fût contraire aux opérations d'un siége, ils les commencèrent néanmoins sans délai, pleins de confiance dans la supériorité de leurs forces. Melas prit position, avec le gros de l'armée, à Borgo-San-Dalmazzo, afin d'empêcher les Français d'arriver par le col de Tende au secours de la place. Le prince de Lichtenstein, chargé spécialement du siége, enferma la ville de

tous les côtés, et se plaça lui-même entre le Gesso et la Stura, qui coulent l'un à droite, l'autre à gauche de Coni. Son intention était de battre la forteresse du côté qui regarde la madone de l'Olmo. A cet effet, la nuit du 26 novembre, il fit commencer la tranchée vis-à-vis le chemin couvert qui règne autour du bastion Saint-Ange. La garnison, commandée par le général Clément, s'élevait à deux mille cinq cents hommes, mais découragés par les derniers revers, n'espérant plus rien de la guerre d'Italie, et tourmentés du désir de rentrer en France. Il se trouvait d'ailleurs dans la place peu de munitions de guerre et de bouche, soit par l'effet des rapines accoutumées, soit à cause de la nécessité des temps. Ajoutons que l'armée elle-même, pendant la dernière campagne, avait été obligée de consommer une partie des approvisionnemens de la place. Clément n'en fit pas moins tout ce qu'on devait attendre d'un brave capitaine, pour détruire les ouvrages de l'ennemi, tantôt par des sorties, tantôt en faisant jouer toute son artillerie contre les travailleurs. Mais tel était le nombre des soldats autrichiens, et la foule des paysans venus, ceux-ci de bonne volonté, ceux-là par force, les autres dans l'espoir de participer aux largesses de Lichtenstein, qu'en très peu de temps la première parallèle fut achevée, et dix-neuf batteries pointées contre la ville. Le 2 décembre elles ouvrirent un feu si terrible que la garnison se vit

contrainte d'abandonner les ouvrages extérieurs, et de se confiner dans le corps de la place. On entendit alors un fracas horrible; c'était un magasin à poudre qui sautait, et renversait un bastion tout entier. Les assiégeans saisirent le moment, se logèrent la nuit suivante dans les ruines de ce bastion, et travaillèrent à la seconde tranchée. Un autre magasin à poudre vint à sauter, le feu dévorait déjà les maisons voisines, la ville était menacée d'un incendie général que les soldats ne pouvaient éteindre, parce qu'ils étaient occupés à combattre sur les remparts, et que les habitans laissaient s'accroître, parce que l'effroi leur avait ôté la réflexion. Cependant Lichtenstein jetait dans la ville tant de boulets, de bombes et de grenades, que le feu redoublait aux endroits déjà enflammés, et se déclarait à chaque instant sur d'autres points. Les habitans firent prier le général autrichien d'avoir pitié d'eux, ou du moins d'épargner leurs maisons, puisqu'ils ne prenaient point part au combat. Lichtenstein répondit que les usages de la guerre n'admettaient pas ces distinctions : que les Français capitulent, ajouta-t-il, le bombardement va cesser. Clément vit enfin la nécessité de se rendre. Dégâts immenses à la forteresse, ouverture prochaine de la brèche, aucune apparence de secours : il fit des propositions, on l'écouta. En conséquence, il fut stipulé, le 5 décembre, que la garnison sortirait

avec les honneurs de la guerre, et déposerait les armes sur le glacis; qu'elle serait conduite sous bonne escorte dans les états héréditaires, et que les Autrichiens prendraient soin des malades et des blessés, au nombre de huit cents. Clément demanda encore que les Piémontais compromis ne pussent être inquiétés pour leurs opinions et leur conduite politique; mais on lui répondit que cette décision sortait des attributions militaires, et que le gouvernement seul avait le droit de prononcer à cet égard. C'est ainsi qu'en moins de dix jours fut obligé de se rendre Coni, que n'avaient pu réduire les armées françaises en 1691 et en 1744. Ici deux réflexions se présentent : la première, qu'il n'est point de place forte qui puisse opposer une longue résistance, quand les assiégeans ont la facilité d'élever contre elle des ouvrages, et si elle n'est soutenue par une armée en campagne; la seconde, que l'art des siéges et celui de l'artillerie sont parvenus à un degré de perfection tel, que les moyens d'attaque sont aujourd'hui de beaucoup supérieurs aux moyens de défense.

La prise de Coni et les rigueurs de la saison mirent fin à la guerre dans le haut Piémont. Malgré tout, quoique le royaume fût administré au nom d'Emmanuel, il n'en était pas moins de fait au pouvoir de l'Autriche. Cette puissance ne voulut jamais consentir au retour du monarque, pas

même à celui du duc d'Aoste, réputé pour ses connaissances militaires et fort aimé du soldat piémontais.

Pendant ce temps la famille royale de Sardaigne sentait redoubler ses angoisses : trompée dans toutes ses espérances pour l'avenir, il lui fallut encore pleurer sur des malheurs présens. Le fils unique du duc d'Aoste, héritier de la couronne après son père, mourut cette année à Cagliari. Le duc de Montferrat, frère du roi, jeune homme, comme nous l'avons déjà dit, d'un naturel excellent et de mœurs fort douces, mourut également à Algheri en Sardaigne.

FIN DU LIVRE DIX-SEPTIÈME.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

Événemens tragiques dans le royaume de Naples; courage extrême des deux partis. — Le cardinal Ruffo se rend maître de Naples; massacre horrible. — Les châteaux se rendent au cardinal et aux alliés, à condition que la vie et les propriétés des républicains seront garanties. — Nelson ne veut point reconnaître la capitulation, et viole la foi donnée. — Supplices. — L'autorité royale est rétablie dans tout le royaume. — Les confédérés occupent tout l'état romain, à l'exception d'Ancône. — Détermination singulière de Lahoz, général italien, et sa mort. — Belle défense du général Monnier dans Ancône; il cède enfin la place à des conditions très honorables. — Toute l'Italie est réduite sous l'obéissance des alliés.

L'ordre des faits nous ramène à des événemens plus considérables. Des ruisseaux de sang coulant sous le sabre du soldat ou la hache des bourreaux; les Italiens écrasés par l'étranger ou s'égorgeant entre eux; excès affreux de tous côtés; la cruauté sous le nom de la justice; des prodiges de courage opérés par le désespoir; la valeur se déshonorant par la perfidie; amas hétérogène et confus de Russes, d'Allemands, de Turcs, d'Anglais, de Napolitains, de Romains et de Toscans; réunion bizarre de drapeaux pêle-mêle confondus; ici l'aigle blanche à une tête, là l'aigle noire à tête double, plus loin les léopards grimpans, puis la déesse de la république, et l'image de Marie, et le crois-

sant des infidèles, et la croix des chrétiens; toute l'Italie inférieure pleine de haines, de fureurs, de bouleversemens et de massacres; le langage de la civilisation et les actes de la barbarie; protestations d'humanité à une époque digne des Vandales : voilà ce que nous avons maintenant à décrire. Vantez les temps modernes, enthousiastes du jour; j'admire en vérité votre courage.

Ferdinand, Caroline et Acton s'étaient retirés en Sicile. Les Français, restés à Naples, s'occupaient soigneusement de leurs intérêts, pendant que les libéraux napolitains rêvaient doucement la république. Malgré tout, le gouvernement royal nourrissait l'espoir de se relever. Il savait que l'Europe se soulevait de nouveau contre la France, et n'ignorait pas non plus que la domination française en pays étranger, et surtout en Italie, n'avait jamais été de longue durée. Ferdinand lui-même était entré dans la nouvelle coalition. Dès la fin de l'année précédente, il avait été stipulé avec l'Autriche, qu'en cas de guerre et d'invasion des territoires respectifs, Naples fournirait quarante mille hommes à l'empereur, l'Autriche quatre-vingt mille hommes à Ferdinand. Si l'empereur n'était pas venu au secours du roi lorsque celui-ci marchait sur Rome, contre les républicains, c'est que Ferdinand étant lui-même l'agresseur, ne se trouvait point dans le cas prévu par le traité. D'ailleurs, les préparatifs de l'Autriche n'étaient

pas encore terminés. Le roi avait aussi conclu avec la Grande-Bretagne une convention, par laquelle George III s'obligeait à envoyer dans la Méditerranée une grosse escadre destinée à protéger les états napolitains. De son côté, Ferdinand prenait l'engagement d'ouvrir tous ses ports à l'Angleterre, et de fournir à cette puissance trois mille marins, et douze vaisseaux de guerre, dont quatre de ligne et quatre frégates. La cour de Naples espérait beaucoup aussi de la présence du victorieux Nelson. Par un troisième traité passé avec la Russie, l'empereur Paul s'obligeait à soutenir Ferdinand avec neuf bataillons d'infanterie et deux cents cosaques, sauf à mettre sur pied des troupes plus nombreuses, en cas de péril imminent. Le roi promettait, en retour, de payer à la Russie cent quatre-vingt mille roubles pour les frais de route, et de nourrir ses nouveaux auxiliaires pendant leur séjour dans le royaume. Enfin, pour qu'il ne fût pas dit que cette république française, phénomène si étrange par elle-même, n'eût pas donné lieu à tous les événemens extraordinaires, Ferdinand fit alliance avec les Turcs, et le grand-seigneur prit l'engagement d'envoyer au secours du roi, sans autre condition onéreuse, une armée de dix mille Albanais. Telles furent les capitulations de l'Europe civilisée et de l'Europe barbare, en faveur de Ferdinand, et les écorcheurs des têtes françaises allaient venir exercer leur férocité sous

le beau climat napolitain. Rien ne s'opposait plus, en effet, à leur arrivée, depuis la prise de Corfou par les flottes russes et ottomanes combinées; prise effectuée à l'instant même où les secours des alliés pouvaient être le plus utiles à Ferdinand. Le moment était favorable; Macdonald venait de partir; le nouveau système n'avait poussé que de faibles racines, entre les excès des républicains de France, les abstractions des républicains de Naples, et la mobilité du caractère napolitain. Le roi avait donc un double motif d'espérance : l'appui de ses alliés et la disposition des peuples. C'était pour conserver la faveur des premiers, qu'à son arrivée en Sicile il avait maintenu Acton au ministère; pour soulever les seconds, qu'il avait envoyé le cardinal Ruffo dans les Calabres. Nous avons déjà dit que le cardinal, d'abord à la tête d'un petit nombre de partisans, et secondé bientôt par les ennemis de la république, était parvenu à replacer sous l'obéissance du roi les deux Calabres presque tout entières, la ville d'Otrante, le pays de Bari et le comté de Molise. Troupe féroce à laquelle se réunissaient chaque jour des hommes non moins cruels; les uns, pour assouvir leur vengeance par le meurtre; les autres, leur avidité par le pillage; le plus petit nombre par amour de la royauté. Des hommes couverts de crimes marchaient sous l'étendard de Jésus-Christ, substituaient partout, à l'arbre de liberté, cette croix, signe vénérable et

sacré, planté au milieu des débris et du sang, par des brigands et des bourreaux. L'armée du cardinal s'était grossie des bandes de Proni, de Mammone, de Sciarpa, de Fra Diavolo, de Decesari; dont je ne saurais plus rien dire, si ce n'est qu'il faut plaindre la cause royale de les avoir eus pour défenseurs. D'autres masses soulevées contre le gouvernement républicain, par l'évêque de Polycarpe, favorisaient puissamment les opérations du cardinal, en infestant les bords de la Méditerranée, et menaçant à la fois Salerne et la capitale du royaume. Le comte Roger de Damas lui-même courait la campagne à la tête de troupes légères, et semait partout le feu de l'insurrection parmi ces populations déjà si ardentes de leur nature. Le cardinal se trouvant en force, éleva ses pensées vers de plus hautes entreprises. Il résolut donc d'affamer Naples, en interceptant toutes communications entre elle et la Pouille, qui en est comme le grenier; il voulut encore faciliter sur ces plages le débarquement des Russes et des Turcs; et, d'abord, marcha contre Altamura, pour ne pas laisser derrière lui une place devenue le rendez-vous des plus braves républicains. Arrivé sous les murs, il somma la ville de se rendre; ses adversaires répondirent audacieusement qu'ils ne traiteraient avec lui que les armes à la main. C'étaient tous hommes de cœur et amis sincères de la république. D'ailleurs, il n'eût pas été pour eux moins

périlleux de se rendre que de combattre, attendu le caractère féroce de leurs ennemis. Le cardinal foudroya donc la ville avec fureur; la brèche fut bientôt ouverte, et quoi que purent faire ses valeureux défenseurs, les soldats de Ruffo entrèrent de vive force dans la place et s'en emparèrent. Je répugne à rapporter les abominations qui se commirent alors, après toutes celles que j'ai déjà été forcé de décrire; je dirai seulement que l'inhumanité des vainqueurs d'Altamura, égala celle des vainqueurs de Trani et d'Andria. La malheureuse ville fut mise à feu et à sang. Plus le soldat déployait de barbarie, plus il était réputé avoir bien rempli son devoir; répondre aux supplications des femmes par les derniers outrages à la pudeur, aux gémissemens des victimes de tout sexe, par des railleries et des injures, c'était avoir bien mérité de ces tigres farouches. Tout cela se passait sous les yeux d'un cardinal de l'Église, soit qu'il l'ordonnât, le permît, ou ne pût l'empêcher; à jamais condamnable dans les deux premiers cas, par le fait seul; répréhensible même dans la dernière supposition, pour n'avoir pas eu horreur de commander plus long-temps à des hommes qui se faisaient un affreux plaisir du viol, de la rapine et de l'assassinat. Telles furent les cruautés dont l'Éternel, ou plutôt les effrénés qui abusaient de son nom, voulurent accompagner la restauration de la monarchie et de la religion dans Naples :

telle fut la conduite d'une armée qui se proclamait chrétienne. Le sort d'Altamura fut aussi celui de Gravina, cité voisine, sur la route de la Pouille.

Après sa victoire, le cardinal vint prendre position à Ariano, dans la Calabre ultérieure. Il y reçut les députés des principales villes de la Pouille, qui, pour éviter d'être traitées comme Altamura et Gravina, venaient de remplacer les enseignes républicaines par les bannières royales, et promettaient obéissance à Ferdinand. Ces villes étaient Lucera, Manfredonia, Andria, Bari, Ascoli, Venosa, Bitonto, Barletta et Trani. Les royalistes triomphaient partout. Foggia, capitale de la province, cité riche, populeuse, et remplie de démocrates, Foggia seule tenait encore. Mais la soumission de toutes les autres donnait aux Russes, aux Anglais et aux Turcs la facilité d'opérer des débarquemens; ils débarquèrent en effet sur la rive du golfe de Manfredonia, au nombre d'environ quatorze cents hommes, commandés par le chevalier Micheroux; marchèrent sur Foggia, et en prirent possession. C'était un jour de foire. A la vue de ces soldats étranges, réputés aussi féroces que vaillans, la population effrayée se sépare, semant partout à la ronde la nouvelle du sinistre événement; et si quelque ville était restée fidèle à la république, elle se hâtait d'imiter les autres en reconnaissant l'autorité du vainqueur.

Une partie des troupes étrangères se réunit au cardinal dans Ariano ; le reste alla rejoindre, sur les bords de la Méditerranée, l'évêque de Polycarpe qui venait d'éprouver des revers contre les républicains. Cette seconde colonne fut amenée par Micheroux lui-même, qui, tout en combattant courageusement pour son prince, détestait les fureurs de ces masses indisciplinées, et s'efforçait, quoique en vain, de les réprimer. Au moyen de ces secours, les royalistes reprirent l'avantage, et en profitèrent si bien que, malgré tous les efforts des républicains, ils enlevèrent les importans passages d'Eboli et de Campistrina, et arrivèrent sous les murs de Salerne, dont ils se rendirent maîtres. La guerre se rapprochait de Naples. Le cardinal avait transféré son quartier-général d'Ariano à Nola ; Micheroux s'établissait en même temps à Cardinale. La tour du Grec était aussi au pouvoir des royalistes. Sur un autre point, la défection d'Aversa en leur faveur, interdisait les communications entre Naples et Capoue, où Macdonald avait laissé en partant une garnison de deux mille hommes. Les républicains n'étaient pas plus heureux dans l'Abruzze. Proni avait soulevé la partie supérieure de la province, et à l'exception de Pescara, où le comte Hector de Ruvo s'était retiré, toutes les villes se déclaraient en sa faveur. Dans la partie basse, Proni avait su employer si à propos les exhortations et la force, que l'autorité du roi

y était également déjà reconnue jusque sous les murs de Gaète, occupée par une garnison française. De cette manière, il n'existait plus de relations possibles entre Rome et Naples. Sur ces entrefaites, la flotte anglaise parut. Les républicains virent bien alors que la route de la mer leur était interdite aussi bien que celle de terre, et que leur unique espérance résidait maintenant dans le désespoir, puisqu'ils ne devaient rien attendre de la clémence du vainqueur. En effet, l'île de Procida était devenue, sous leurs yeux, le théâtre de plus d'affreux supplices, que l'autre île voisine, de Caprée, n'avait vu jadis d'infâmes débauches. Un nommé Spéciale, homme cruel, exerçait le pouvoir sous les ordres du comte de Thurn dans l'île de Procida. Autant de prisonniers républicains qu'on lui adressait du continent, autant de soumis aux tortures, la plupart même étaient envoyés à la mort. Pour comble d'effroi, on avait découvert à Naples une conspiration royaliste, organisée par les frères allemands Bacher, qui avaient formé un établissement commercial en cette ville. Signalés par une dame libérale, nommée Saint-Felix, ils furent sur-le-champ jetés en prison. On trouva chez eux beaucoup de cocardes rouges et de bannières aux armes du roi. Ce fut un grand sujet d'inquiétude pour les républicains, qui craignaient que cette conjuration n'eût des ramifications nombreuses et de puissans affiliés. Ils n'avaient donc plus qu'une

alternative : vaincre, ou mourir. Dans cette extrémité, ils adoptèrent des mesures, tantôt exagérées, tantôt insuffisantes. Non seulement, comme nous l'avons déjà dit, le gouvernement avait aboli les droits féodaux ; il obligea encore les barons à produire les titres en vertu desquels ils possédaient les bois et les priviléges de chasse et de pêche, à défaut de quoi leurs biens devaient être répartis entre ceux qui auraient eu à souffrir de l'exercice de ces priviléges. Il ordonna en outre la suppression du droit de mouture, et la vente des biens nationaux : remèdes sans efficacité par l'emploi tardif qu'on en faisait ; inutiles d'ailleurs, parce que la fureur n'admet ni l'influence de la raison, ni les calculs de l'intérêt. Ajoutez à cela que les méfiances réciproques qui s'étaient introduites, comme il arrive toujours dans les disgrâces, jusque parmi les hommes de la même opinion, achevaient de pousser le gouvernement à sa perte. Les soupçons avaient surtout pour objet les individus chargés des affaires publiques, attendu qu'ils tenaient l'autorité de la main des Français : les plus chauds partisans du nouveau système ne pensant pas qu'un homme qui avait été sous la dépendance des étrangers, quels qu'ils fussent, présentât les garanties nécessaires, dans la position désespérée où se trouvait la république de Parthénope.

Nous avons dit qu'il s'était formé à Naples

plusieurs sociétés politiques, où, selon la coutume, les plus fougueux démagogues passaient pour les meilleurs patriotes. Telle fut bientôt l'audace et la puissance de ces clubs, que l'un d'eux requit le gouvernement d'annuler tous les pouvoirs concédés par les Français, et de les transférer à de loyaux et indépendans Napolitains : demandant aussi, pour plus de garantie, qu'une commission de censure fût créée avec faculté et même obligation de scruter la conduite des membres du directoire et du corps législatif, de destituer les suspects, et de proposer à leur place des citoyens purs et incorruptibles. Déjà esclave, le gouvernement accepta une proposition qui le rendait plus esclave encore, et la dissolution de l'état était commencée par ces excès, avant d'être consommée par la force. La commission de censure fut établie, et présidée par un chanoine d'Ariano, nommé Luparelli; les emplois, les destitutions, le gouvernement tout entier était dans sa main. On créa encore un tribunal pour juger les crimes de haute trahison; il se composa, sous la présidence de Vincent Lupo, l'un des républicains les plus ardens. Le directoire décréta que tout individu n'appartenant pas à la garde nationale, ou à l'une des sociétés populaires, et qui, après trois coups de canon tirés des châteaux, ne serait pas rentré dans son domicile, et n'en aurait pas fermé les fenêtres, serait sur-le-champ dés-

armé, arrêté, et mis à mort comme traître à la patrie; qu'au même signal, les gardes nationaux et les membres des sociétés populaires devraient accourir au quartier-général; les directeurs, les législateurs et les ministres se rendre à leur poste; à défaut de quoi les contrevenans seraient punis de mort. Ces mesures jetaient l'effroi dans la ville; mais les républicains les plus exaltés, et ceux qui ne pouvaient souffrir aucun joug, admettre aucune espèce de gouvernement; ceux-là, dis-je, montraient chaque jour plus de violence. Il s'était formé, avec le consentement du gouvernement, dans le palais de l'académie des nobles, un club où s'assemblaient des républicains plus modérés. Leur but était de se concerter sur les moyens de sauver la patrie, eux-mêmes, et tous ceux qui, pour avoir les mêmes opinions qu'eux, se trouvaient en danger. Les chefs de cette assemblée étaient des hommes de bien, leurs intentions n'avaient rien que de louable; mais les membres des autres clubs répandus dans la ville, hommes plus ardens et plus effrénés, vinrent se joindre à eux. Ils consentirent volontiers à cette union, parce qu'ils espéraient sauver ainsi un plus grand nombre de républicains. Il en résulta au contraire, que les derniers devinrent les maîtres de l'assemblée, et la poussèrent à des excès condamnables. Pour leur début, ils dénoncèrent au corps législatif deux de ses membres, Pignatelli de Monteleone et Bruno de Foggia. Ce sont des aris-

tocrates, disaient-ils, qui se sont opposés à l'abolition de la féodalité; qu'ils donnent leur démission et se retirent, sinon leur mort est certaine. Louis Serio et Gaetan Rossi s'étaient chargés de cette ambassade auprès du corps législatif; et, pour qu'on ne s'imaginât point qu'ils ne voulaient qu'effrayer par de vaines menaces, cinq cents furieux, armés de poignards, s'écrièrent qu'ils venaient tuer Pignatelli et Bruno, s'ils ne s'en allaient pas de bonne volonté. Grande agitation dans la salle : les uns voulaient céder, les autres faire résistance. L'assemblée allait se dissoudre sans avoir rien décidé; mais les sicaires, agitant leurs poignards, lui intimèrent l'ordre de continuer la séance. Non contens de la destitution de Pignatelli et de Bruno, ils exigèrent que le ministre de la marine Doria, pour avoir, disaient-ils, demandé lâchement des passeports, fût lui-même expulsé de la chambre, sinon qu'ils le tueraient. Il n'y avait point à balancer : les trois accusés se retirèrent pour échapper à de plus grands malheurs. D'autres accusations furent portées : autant de destitutions les suivirent. Le club de l'académie des nobles dominait; c'était le règne d'une affreuse anarchie. Puis, pour montrer que leur despotisme n'était pas l'effet de la peur, les clubistes imaginèrent d'ouvrir un registre, où chacun d'eux inscrirait son nom. L'opération eut lieu; tous les membres signèrent. Les plus sages consentirent à cette mesure, espérant

qu'elle leur fournirait, au besoin, le moyen d'avertir les démocrates, et de les soustraire ainsi au ressentiment des royalistes. Mais au retour de ces derniers dans Naples, ce registre fut découvert, et devint un livre de mort pour tous ceux qui l'avaient signé.

Cependant on n'épargnait rien pour enflammer les passions du peuple. Tous ceux qui portaient le nom de Ferdinand se débaptisèrent, disant qu'ils ne voulaient rien avoir de commun avec un tyran. On n'entendait plus parler que de Cassius, de Brutus, de Timoléon, d'Armodion, de Caton, et autres noms semblables. L'un invoquait Masaniel, l'autre le géant Palazzo. Dans les nombreuses pièces de vers que chaque jour voyait éclore, on faisait parler le Sébéto, et il ne manquait jamais de prédire de grands destins à la république de Parthénope. Au théâtre, la foule avide courait entendre les tragédies les plus violentes d'Alfieri, telles que Brutus, Virginie ou Timoléon. De temps en temps, un orateur interrompait la représentation; c'était souvent un ignorant, souvent aussi un érudit, prêtre, moine ou laïque: Remarquez, disait-il à l'assemblée attentive, remarquez, citoyens, que cette position est la nôtre! Et tous les spectateurs d'applaudir; puis la tragédie continuait. Mais bientôt un autre orateur prenait la parole, déclarant qu'il fallait immoler jusqu'au dernier des tyrans, et les acclamations

des Napolitains montaient aux nues. C'était dans ces alternatives de harangues populaires et de déclamation théâtrale qu'on arrivait à la fin de la pièce. Ajoutons que, si de ridicules discours se tenaient au théâtre, de plus ridicules encore se débitaient par la ville. Le moindre avantage sur les royalistes était représenté comme une victoire décisive; quant aux revers, on n'en parlait pas. La république allait périr, et beaucoup de gens la proclamaient, quelques uns même la croyaient impérissable. Éléonore Fonsèca rédigeait un journal qui ne publiait que victoires de républicains, défaites de royalistes, apparitions de flottes auxiliaires françaises. Sur le marché, une société qui se décorait du nom de philanthropique, avait ouvert, en plein vent, une école où les lazzaroni venaient se pénétrer des bienfaits et de la majesté d'un gouvernement républicain. Pour mieux réussir, les professeurs descendaient au niveau de leurs disciples, et couraient avec eux les tavernes. La religion même était mise en jeu par les philanthropes. Ils ne cessaient de répéter que l'évêque d'Imola Chiaramonti avait solennellement déclaré dans ses pastorales, que les maximes de la démocratie étaient précisément les maximes de l'Évangile, et qu'un bon démocrate ne pouvait être qu'un bon chrétien. Ce fut à leur invitation, que le moine Michel Agnolo Ciccone traduisit l'Évangile en napolitain vulgaire, avec des notes

sur les passages démocratiques ; à leur invitation encore, que les curés et les prêtres faisaient ressortir ces passages dans leurs sermons. Un moine franciscain, nommé Benoni, qui ne manquait ni d'instruction ni d'éloquence, se rendait chaque jour sur la place royale, et là, au pied de l'arbre de la liberté, un crucifix à la main, il se répandait en invectives contre le roi, la famille royale, la monarchie et tous les royalistes; invoquait Jésus-Christ et les saints, affirmait hautement qu'ils avaient tous été démocrates; qu'ils avaient tous prêché l'égalité et la fraternité parmi les hommes; que sur l'égalité et la fraternité reposaient les fondemens de tous les ordres monastiques, particulièrement celui du bienheureux saint François. Puis, entraîné lui-même par l'ardeur de son discours, il élevait son crucifix et l'étendait sur les assistans en signe de bénédiction. L'archevêque de Naples ordonna de prier pour la république; défendit de donner l'absolution, sauf le cas de mort imminente, à quiconque aurait tramé la perte du gouvernement; flétrit publiquement le cardinal Ruffo, des titres de scélérat, d'imposteur, d'ennemi de Dieu et des hommes. On était alors au mois de mai. La procession annuelle de saint Janvier eut lieu avec beaucoup de pompe. Les démocrates invitèrent les prêtres à supplier le saint de vouloir bien faire le miracle; les prêtres l'en prièrent avec ferveur, et en moins de deux

minutes le sang fut liquéfié. Puis les lazzaroni de s'écrier que saint Janvier était devenu démocrate.

Toutefois, ces mesures ne pouvaient rien produire sans une armée à l'appui. Sous ce dernier rapport, les républicains avaient la plus grande confiance dans le ministre de la guerre Mantoné, homme plein de résolution, démocrate chaleureux, et que son courage même aveugla. Chargé par le gouvernement d'organiser la force militaire, et de pourvoir à tout ce qui intéressait la défense de la république chancelante, il fit un appel à tous les officiers et soldats de l'ancienne armée royale, leur offrant solde et nourriture, jusqu'à la formation définitive des cadres. Mais le trésor ne pouvait suffire à cette dépense. C'est pourquoi, indépendamment des impôts, que l'on modérait autant que possible pour ne pas mécontenter le peuple, Mantoné eut recours à des moyens extraordinaires. Sur sa demande, le gouvernement invita les amis du nouveau système à contribuer au salut de la république par des offres volontaires d'or ou d'argent, monnoyé ou en lingots. Deux dames nobles, aussi distinguées par leur vertu que par leur beauté, se mirent à la tête de l'entreprise, et allèrent, par les maisons, quêtant pour la république. L'histoire a conservé leurs noms; c'étaient les duchesses de Cassano et de Popoli. Elles recueillirent une somme suffisante pour for-

mer trois légions de vétérans, parmi lesquels, pour plus de sûreté, on incorpora quelques démocrates prononcés. La première de ces légions fut donnée à Schipani, la seconde à Hector de Ruvo, la troisième à un certain Belpuzzi, qui avait fait la guerre sous Buonaparte. Schipani sortit à la rencontre de Sciarpa, Hector contre Proni, Belpuzzi contre Ruffo. De plus, Mantoné réorganisa la garde urbaine, réchauffa son zèle pour la république, lui délivra solennellement des armes et des drapeaux, lui donna trois commandans : Basset en chef, Janvier Serra en second, François Grimaldi et Antoine Pineda en troisième, hommes braves, et qui possédaient toute sa confiance; la fit manœuvrer tous les jours pour l'aguerrir; confia la garde de la ville au général Federici, le fort de Castel-Nuovo à Massa, le château de l'OEuf au prince de Sainte-Sévérine. C'étaient là de bonnes précautions et de faibles ressources. Mais Mantoné crut devoir se borner à ces dispositions, soit qu'il s'aveuglât lui-même, par excès de courage, sur les dangers du moment, soit qu'il craignît de donner l'alarme en prenant des mesures plus vigoureuses. D'un autre côté, il était parvenu jusqu'ici à étouffer toutes les insurrections contre la république, et s'effrayait peu de celle du cardinal, persuadé qu'elle aurait bientôt le sort des précédentes. Il se trompait; assailli de tous côtés par les royalistes embusqués dans les bois et dans

les montagnes, Belpuzzi reconnut l'impossibilité du succès, et revint à Naples. Hector lui-même, après avoir vaillamment combattu dans les Abruzzes, avait dû céder à des forces infiniment supérieures, et s'était mis à couvert dans Pescara. Enfin Schipani, mis en déroute par Sciarpa, avait ramené dans la capitale les débris de sa légion. Victorieuses sur tous les points, les troupes de Ruffo inondaient déjà les environs de Naples; le cardinal marchait en personne sur la ville. Mantoné vit alors tout le danger, et l'insuffisance des mesures adoptées. Il résolut de sortir lui-même, à la tête de six mille hommes, et avant tout, créa, pour la sûreté de la ville, une légion d'émigrés calabrois, chassés violemment de leur province par les soldats de Ruffo, à cause de leurs opinions républicaines. Braves, belliqueux, altérés de vengeance, ils se montraient disposés à commettre, en faveur de la république, tous les excès que leurs compatriotes, rangés sous les étendards de Ruffo, se montraient prêts à commettre pour la royauté. Ils étaient deux mille dans Naples. Et afin que personne ne doutât de leurs dispositions, ils publièrent un manifeste où se trouvaient ces paroles : « C'est du sang qu'il « nous faut; c'est la mort que nous cherchons. « La donner ou la recevoir est pour nous la même « chose. Nous ne voulons que la liberté pour notre « patrie, et la vengeance pour nous-mêmes. » Mantoné leur répondit : « Je vois avec plaisir ces

« mouvemens généreux ; la république ne saurait « périr, défendue par des héros tels que vous. » Cette troupe se composait d'individus de toutes les classes : prêtres, laïques, nobles, plébéiens ; les uns ayant toujours été pauvres, les autres l'étant devenus par l'exil. Aucun d'eux ne voulait de grâce, aucun d'eux aussi n'en voulait faire. Mantoné les distribua dans le quartier de Château-Neuf, chargeant en outre le prince de Roccaromana, en apparence fort dévoué au nouveau gouvernement, de lever un régiment de cavalerie dans les environs de Naples ; ce que le prince ne manqua pas d'exécuter.

Mantoné partit, et n'oublia point d'étaler en partant cet appareil fastueux si propre à enflammer l'ardente imagination des Napolitains. La rue de Tolède, par où les troupes devaient défiler, était ornée comme en un jour de fête. La garde nationale à pied longeait les maisons sur deux lignes, la garde à cheval était en bataille sur la place, les corps réguliers vis-à-vis le fort de Château-Neuf. On amène les prisonniers faits à la victoire de Castellamare, qui, après avoir été délivrés, à une époque antérieure, par un coup de main des royalistes et des Anglais, avaient été repris, avec une célérité admirable, par Macdonald. Devant eux flottaient les bannières poudreuses et mutilées, qu'en des jours plus heureux ces captifs avaient portées dans les batailles. La musique exécutait

des fanfares où se mêlait le son bruyant des tambours. Les enseignes royales furent dédaigneusement jetées au pied de l'arbre de la liberté. Les mains liées derrière le dos, pâles et tremblans, les prisonniers s'apprêtaient à mourir. La pitié remplissait tous les cœurs; on croyait déjà voir la tête des malheureux rouler sur la poussière ensanglantée : tout à coup retentit un cri général : Grâce! grâce! Citoyens et soldats rivalisent de compassion et de générosité. Échappés à une mort qui paraissait inévitable, les captifs se précipitent aux genoux des assistans, couvrent l'arbre de baisers, et s'écrient à leur tour : Vive la liberté! Au même instant, des dames sensibles font une quête en faveur des prisonniers. Redevables de la vie aux républicains, ils en reçoivent encore les moyens de regagner leur pays. Cet acte d'humanité semblait un heureux présage pour la république, parce qu'une bonne action porte toujours son charme avec elle, et que l'espoir de la récompense s'attache naturellement à l'idée du bienfait. Il ne restait plus qu'à mettre le feu aux enseignes royales; l'impatience des démocrates n'en donna pas le temps. Ils se jetèrent sur les drapeaux, les mirent en pièces, et en répartirent les lambeaux entre les soldats, qui les attachèrent au bout de leurs baïonnettes, en répétant mille et mille fois avec fureur : Meurent les tyrans! vive la république!

Mantoné rompit et dispersa sans peine les cou-

reurs de l'armée royale; mais, après quelques heures de marche, il ne tarda pas à s'apercevoir qu'un prompt retour à Naples pouvait seul le sauver lui et les siens. Sa rentrée fut un sujet de consternation pour la ville. On n'espérait plus que dans la valeur de Schipani; quand on sut que ce général, qui, par suite de la retraite de Mantoné, s'était replié sur la tour de l'Annunziata, venait d'être attaqué dans cette position par les Russes, les royalistes, une partie de ses propres soldats révoltés, et fait prisonnier lui-même après l'anéantissement presque entier de son corps d'armée. On apprit encore en ce moment que Roccaromana avait bien levé un régiment de cavalerie, conformément aux ordres du ministre; mais qu'au lieu d'amener ce régiment au secours des républicains, il l'avait conduit au cardinal, dont il avait reçu l'accueil le plus gracieux. La catastrophe était imminente. Les troupes victorieuses de Ruffo inondaient les environs. La république n'existait plus que dans Naples. Là devaient se résoudre ses destinées et celles de ses nombreux partisans; mais à Naples même, point d'unité dans les opinions, point de garnison assez forte pour opposer une longue résistance. Il ne s'agissait plus d'organiser des victoires, il fallait maintenant obtenir la permission de vivre, et la faveur de s'exiler. Le directoire déclare la patrie en danger; il se retire avec le corps législatif dans le Château-Neuf et dans le

château de l'OEuf. Le château Saint-Elme, plus fort que les deux autres, et qui domine la cité, était occupé par la garnison française que Macdonald y avait laissée en partant. Une terreur profonde agitait les esprits. La seule légion calabroise se montrait inaccessible à l'effroi. Sans attachement à la vie, sans crainte de la mort, elle n'avait qu'un but, la vengeance. Une partie de cette légion était logée dans la ville, le reste dans le château de Viviena, par où devait passer le cardinal pour donner l'assaut à la place vers le pont de la Madelène. Les républicains firent serment de mourir en braves; ils voulaient imiter les Spartiates et ils les imitèrent; mais les Spartiates avaient un gouvernement, une patrie : les Calabrois n'avaient plus ni l'un ni l'autre. Plus admirables que leurs modèles, parce qu'ils mouraient avec la certitude que leur courage indomptable, bien loin d'exciter l'enthousiasme dans leur pays, n'obtiendrait que blâme et réprobation. Tout à coup on ressentit avec effroi dans Naples une commotion semblable à celle que produit un violent coup de tonnerre; le sol trembla; cependant le Vésuve était en repos. Le bruit venait du fort de Viviena. Le cardinal l'avait fait attaquer sur tous les points et par son armée toute entière. Les Calabrois s'y défendirent comme des lions; mais déjà l'artillerie des royalistes avait fait brèche en plusieurs endroits, ou plutôt, les murailles

écroulées donnaient partout passage aux vainqueurs. Ils s'y précipitent en masse. C'était la fureur aux prises avec le désespoir. Pas un républicain ne se rendit, tous furent tués, mais sur des monceaux de cadavres ennemis. Réduits à une poignée d'hommes, ils se battaient encore avec rage, rendaient blessures pour blessures, frappaient indistinctement et l'adversaire qui les menaçait et celui qui les invitait à céder. Cependant l'heure suprême était arrivée : il fallait périr sur le champ de bataille ou sur l'échafaud ; leur choix ne fut pas douteux, et ils reculaient à la seule idée de tomber vivans au pouvoir d'un ennemi détesté. Antoine Toscano, leur commandant, près d'expirer lui-même de ses blessures, saisit une mèche allumée, se traîne avec effort jusqu'au magasin des poudres, y met le feu, et fait sauter à la fois les vainqueurs, les vaincus, et les débris du château écroulé : action vraiment admirable et digne de vivre éternellement dans la postérité. L'explosion du fort avait produit l'effrayante secousse ressentie à Naples. Le fort de Viviena détruit, Ruffo vint donner un triple assaut à la capitale : au pont de la Madelène, du côté de Forìa, et à Capodimonte. C'était à la Madelène que devaient se porter les plus grands coups. Les républicains emprisonnèrent quelques suspects en qualité d'otages, et enfermèrent dans le Château-Neuf et dans le château de l'OEuf, un frère du cardinal

et les parens des officiers de l'armée royale : ils fusillèrent les frères Bacher avec quatre lazzaroni leurs complices, et marchèrent ensuite sur trois colonnes au devant de Ruffo. Writz les conduisit à la Madelène, Basset à Forìa, Serra à Capodimonte. Caracciolo s'était rapproché du rivage avec ses bâtimens légers, et battait en flanc les royalistes. Il fallait entendre les républicains s'encourager les uns les autres : C'est là notre dernière épreuve, disaient-ils, la victoire ou la mort; donnons au monde un exemple de ce que peut la vertu combattant pour la liberté; ce n'est point vivre que de vivre esclave; échapper à l'esclavage par la mort, ce n'est pas non plus mourir, et si nos efforts ne doivent sauver ni la liberté ni la patrie, ils sauveront du moins notre gloire dans la postérité. En s'exhortant de la sorte, ils chargèrent leurs ennemis. Un engagement des plus meurtriers eut lieu à la Madelène : républicains et royalistes aimaient mieux mourir que de reculer. Parmi les premiers on remarquait Louis Serio, sexagénaire, combattant au premier rang avec son neveu, et à la tête d'une jeunesse indomptable, qu'il animait par son exemple et par ses discours : il fut tué, lui, son neveu, et toute sa troupe. Writz, Suisse de nation, multipliait les preuves de valeur pour sa patrie adoptive ; tantôt commandait en général, tantôt se battait en soldat, et disputait vivement la vic-

toire, lorsque, frappé d'un coup mortel, il fut transporté dans le Château-Neuf où il expira. Les républicains apprirent sans effroi la mort de leur vaillant et fidèle capitaine. Les Calabrois semblaient même redoubler d'acharnement à repousser les attaques des royalistes. Basset et Serra se distinguaient entre tous par leur intrépidité. Le succès ne se décidait encore pour aucun parti. Si les royalistes l'emportaient par le nombre et la discipline, les républicains avaient pour eux plus de fureur et l'avantage des positions. Tout à coup des cris de vive le roi se font entendre sur les derrières des démocrates; c'était une multitude de lazzaroni soulevée par les amis du gouvernement royal. Les républicains se retournèrent contre eux et les tuèrent presque tous; mais la défense en avait souffert; l'occasion était offerte; Ruffo la saisit, et pénétra de vive force dans la ville, en écrasant les Calabrois, qui seuls lui résistaient encore. Que le lecteur ne s'attende pas à trouver ici le détail complet des excès qui suivirent; ce serait une tâche impossible, et il le sentira lui-même s'il veut considérer, et les haines profondes, et les outrages réciproques, et le sang répandu, et le caractère inflammable de ces peuples, et la barbarie de la plupart des combattans, étrangers à toute espèce de civilisation. Le château du Carmine demandait à capituler : on aima mieux le prendre de force et passer la garnison au fil de

l'épée. De plus affreux massacres avaient lieu dans les rues de Naples : on y tuait les hommes à la course comme des bêtes féroces qu'on aurait chassées devant soi. Point de quartier, ni pour l'âge, ni pour le sexe, ni pour le rang. Républicains ou non républicains étaient égorgés pêle-mêle, parce que les ressentimens individuels s'assouvissaient à l'ombre de la haine publique. C'était peu d'égorger, on s'étudiait encore à torturer les victimes, et toutes ne mouraient pas du même supplice. Les riches étaient immolés sous le vestibule de leurs hôtels, les pauvres sur les degrés et à la porte des églises. Celui-ci était déchiré vivant, par lambeaux, celui-là étranglé, cet autre brûlé vif. D'horribles bûchers dévoraient çà et là les malheureux entassés dans les flammes; et les bourreaux, à l'exemple des cannibales, riaient, chantaient, dansaient autour des bûchers. Un prêtre de l'armée de Ruffo se vantait d'avoir mangé de la chair de républicain rôtie. Pour prolonger à plaisir les tourmens des victimes, on avait artificieusement répandu le bruit qu'ils portaient empreinte sur leur corps l'image de la liberté : c'est pourquoi, avant de les égorger, les moins empressés de voir couler du sang les mettaient à nu et, ainsi dépouillés, les promenaient par la ville en les accablant de coups et d'injures. La pudeur des femmes ne fut pas même respectée, et l'on vit de nobles et vertueuses dames, soumises à ce

traitement infâme, au milieu des huées d'une ignoble populace. Ruffo voyait tout cela sans vouloir ou pouvoir l'empêcher. Démocrate ou non, chacun cherchait à se soustraire à tant de barbarie. L'un fuyait déguisé en femme, et ne se sauvait pas; l'autre, sous les haillons d'un lazzaroni, et n'échappait point à la mort. Ceux qui parvenaient à s'évader de leurs habitations trouvaient rarement un asile chez les autres, parce que l'abri donné à un fugitif eût été le signal du pillage et de l'incendie de la maison, comme de la mort du propriétaire. C'est ainsi que des frères furent repoussés par leurs frères, des époux par leurs épouses, des enfans par les auteurs de leurs jours. Un père se trouva, qui, pour montrer son attachement au roi, livra son propre fils aux fureurs du peuple, achetant ainsi la vie au prix de la mort de son enfant. Repoussés des maisons, les infortunés se cachaient dans les égouts, d'où ils sortaient silencieusement la nuit, chassés par la faim et la fétidité. Les lazzaroni s'en aperçurent, et se mirent à l'affût auprès de ces égouts, massacrant sans pitié tout ce qui en sortait. Heureux encore qui mourait sans tortures! Comme si la férocité de cette populace effrénée eût eu besoin d'un nouvel aiguillon, on fit croire aux lazzaroni que les républicains devaient les pendre tous dans la soirée de la veille, et que le temps seul leur avait manqué. C'était verser de l'huile sur la

flamme. Les lazzaroni se répandirent par les maisons, en visitèrent les coins les plus obscurs, et malheur à celle où il se trouvait une corde, une ficelle, ou toute autre chose de même nature! C'était pour nous, s'écriaient-ils, et ils tuaient, pillaient et brûlaient. Un boucher, nommé Cristoforo, avait chez lui les cordes nécessaires pour l'exercice de sa profession : ils le soumirent d'abord au traitement le plus horrible, après quoi, lui ayant tranché la tête, ils la couronnèrent de cordes, la plantèrent au bout d'une baïonnette, et coururent l'exposer aux railleries du peuple, dans tous les carrefours, en proclamant le miracle de saint Antoine : c'était précisément la fête du saint, et on avait persuadé aux lazzaroni qu'ils lui devaient la révélation de la prétendue conspiration des lacets. Saint Antoine fut déclaré protecteur de Naples, saint Janvier dégradé comme jacobin, et protecteur des jacobins. Je laisse à penser au lecteur quel tableau devait présenter une ville où la populace inondait de sang les maisons et les rues, où l'insulte se mêlait à la barbarie, où l'on entassait les hommes sur les bûchers, où l'on mangeait leurs chairs palpitantes. Si quelque chose pouvait me consoler d'avoir une origine commune avec ces bêtes féroces, ce serait de penser que l'humanité ne fut pas entièrement méconnue au milieu de ces abominables excès, et que plusieurs habitans généreux sauvèrent, au péril de leurs biens

et de leur vie même, un assez grand nombre de victimes désignées pour la mort. Après deux jours d'affreux massacres, le cardinal, soit qu'il connût enfin la pitié, soit qu'il voulût commencer le siége des châteaux, ce qu'il ne pouvait entreprendre pendant cet épouvantable désordre, le cardinal, dis-je, résolut de mettre un terme aux fureurs de ses partisans. A la terreur des supplices succédèrent les gémissemens pour les suppliciés.

Le cardinal prit donc ses mesures, dressa une batterie dans la rue de Tolède, contre Saint-Ferdinand, occupé par les républicains; une autre à l'Immacolata contre le Château-Neuf, une troisième à la pointe de Pausilippe contre le château de l'OEuf, vieille maison fortifiée plutôt que forteresse véritable, mais très importante par sa position, d'où l'on peut facilement foudroyer le Château-Neuf et s'en emparer. A la vue du péril, les trois garnisons du château de l'OEuf, du Château-Neuf et du fort Saint-Elme convinrent de se réunir pour une expédition nocturne contre la batterie de Pausilippe. Les deux colonnes du Château-Neuf et du château de l'OEuf opérèrent d'abord leur jonction; mais, étant arrivées à la route qui monte au fort Saint-Elme, elles prirent, dans l'obscurité, la garnison républicaine qui en descendait pour un parti de royalistes. On en vint aux mains sur-le-champ. Plusieurs officiers de marque périrent des deux parts. Mais enfin l'erreur

fut reconnue, les trois colonnes se rapprochèrent, reprirent un nouveau courage, et marchèrent audacieusement à leur but. Égorger les sentinelles, sauter sur la batterie et s'en emparer, brûler les affûts, enclouer les canons, rentrer saines et sauves dans leurs positions respectives, tout cela fut pour elles l'affaire d'un instant. Surprises et déconcertées, les troupes de Ruffo prirent la fuite. Déjà le cardinal avait donné l'ordre de faire partir les bagages, et il était prêt lui-même à monter en voiture, lorsque, s'apercevant du petit nombre et de la retraite de ses adversaires, il persévéra dans ses projets d'attaque. De leur côté, les républicains ne se dissimulaient pas que les forces immenses qu'ils avaient en tête, et les dispositions hostiles de la population, ne leur laissaient aucune chance pour la victoire. Ils se consultèrent donc pour savoir s'ils ne devaient pas chercher leur salut dans la fuite en s'ouvrant un passage, l'épée à la main, au travers des ennemis. Deux officiers, Renzi et le prince de Gennaro, le premier déjà vieux, l'un et l'autre pleins de bravoure, opinèrent pour cette entreprise hasardeuse. D'autres combattirent la proposition, soit qu'ils ne jugeassent pas la réussite probable, soit qu'ils augurassent mieux de la clémence du vainqueur. Cet avis fut surtout appuyé par Ignace Ciaja, dont l'imagination douce et pure, accoutumée à tout embellir, embellissait jusqu'à l'horreur d'une position dés-

espérée. Ces derniers ne pouvaient supporter l'idée d'abandonner aux mains d'un ennemi cruel les vieillards, les femmes et les enfans qui avaient embrassé leur détresse. Cette opinion prévalut; il ne fut plus question de s'échapper, et l'on prit des mesures pour se maintenir dans les châteaux aussi long-temps qu'il se pourrait.

Le coup de main effectué à la pointe de Pausilippe, l'exaspération des républicains calabrois, l'action terrible du commandant de Viviena, la valeur prodigieuse dont les démocrates avaient fait preuve dans les derniers engagemens, tout cela était devenu pour le cardinal un sujet de sérieuses réflexions. Il était maintenant convaincu que le succès complet de son entreprise demanderait encore beaucoup de sang, et entraînerait peut-être la ruine de Naples; le château de Saint-Elme, qui dominait la ville, pouvait la foudroyer avec son artillerie, et l'écraser tout entière. A la vérité, ce château était occupé par les Français, et commandé par Méjean, avec qui Ruffo avait entretenu quelques relations; sous ce rapport, le cardinal ne craignait rien; mais il se trouvait aussi dans le fort beaucoup de démocrates napolitains, n'espérant plus rien que de leur désespoir, pouvant facilement se défaire de Méjean, et réduire la ville à une extrémité déplorable. En outre, les proches parens du cardinal étaient soigneusement gardés dans les châteaux; la fureur des démocrates, la

haine mortelle qui régnait entre les deux partis, ne permettaient pas de douter que les prisonniers ne fussent immolés par les républicains, aussitôt que les républicains se verraient perdus eux-mêmes. Enfin, ceux des alliés qui se trouvaient devant Naples, les Anglais particulièrement, considérèrent qu'une flotte française sortie de Brest, venait de paraître à la hauteur de Gibraltar, d'où elle pouvait sans peine entrer dans les eaux de Naples, et maltraiter les stations anglaises devant l'île de Procida et dans les parages voisins. D'après toutes ces considérations, voulant conserver les châteaux, sauver la ville et garantir la flotte anglaise, les confédérés se décidèrent à entamer des négociations avec les démocrates. En conséquence, le cardinal leur fit savoir, par l'organe de Méjean, qu'il était prêt à écouter leurs propositions, s'ils étaient dans l'intention de lui en adresser. Méjean leur fit observer, et il disait vrai, que la résistance était désormais inutile; qu'il serait plus sage à eux de se conserver à la république pour des temps meilleurs, que de mourir en ce moment sans fruit pour elle-même; et qu'il les exhortait, quant à lui, à profiter des offres qui leur étaient faites. Les républicains prirent le parti le plus raisonnable, consentirent à traiter, et envoyèrent des conditions écrites, après l'acceptation desquelles ils promettaient d'évacuer le Château-Neuf et le château de l'OEuf; ne stipulant rien à l'égard du fort Saint-

Elme, puisqu'il était occupé par les Français. Au premier abord, les prétentions des démocrates parurent au cardinal exagérées et superbes; il ne pouvait se décider à les accepter. Mais le temps pressait, la vie de ses parens était menacée, les nouvelles de l'apparition de la flotte française se confirmaient à chaque instant, c'était d'ailleurs l'avis des alliés; il ratifia le traité suivant:

Le Château-Neuf, le château de l'Œuf, l'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, enfin tous les approvisionnemens des deux forts seront remis aux fondés de pouvoir du roi des Deux-Siciles et de ses alliés le roi d'Angleterre, l'empereur de toutes les Russies et la Porte. Les garnisons sortiront avec les honneurs de la guerre. Tout individu appartenant à l'une ou l'autre garnison sera inviolable, aussi-bien que ses propriétés, de quelque nature qu'elles puissent être. Les républicains pourront, à leur choix, ou s'embarquer pour Toulon sur des bâtimens parlementaires qui leur seront fournis, ou rester à Naples sans qu'on puisse, en aucune manière, les y inquiéter eux ou leurs familles. Seront admis aux mêmes avantages tous républicains faits prisonniers dans les précédens combats, soit par les troupes royales, soit par les troupes alliées. L'archevêque de Salerne, les chevaliers Micheroux et Dillon, et l'évêque d'Avellino, détenus dans les châteaux, seront remis au commandant du fort

Saint-Elme, où ils resteront comme otages jusqu'à l'avis certain de l'arrivée des républicains à Toulon. Tous les autres otages, ou prisonniers pour cause politique, seront mis en liberté aussitôt après la signature du traité. Les républicains ne sortiront des châteaux qu'au moment où tout sera prêt pour leur départ.

La capitulation fut approuvée et signée pour le roi des Deux-Siciles, par le cardinal Ruffo, en sa qualité de lieutenant général du royaume; pour l'empereur de toutes les Russies, par Kerandy; pour le Grand-Turc, par Bonieu; pour l'Angleterre, par Foote. Les deux partis se mirent aussitôt en devoir d'exécuter la convention. Les républicains déposèrent au fort Saint-Elme les otages mentionnés. Les troupes royales prirent possession des châteaux. Le cardinal, toujours au nom du roi, et comme lieutenant-général du royaume en-deçà du phare, publia une amnistie générale pour les républicains, promit sûreté pleine et entière à ceux qui voudraient rester, et faculté de s'embarquer pour Marseille à quiconque préférerait se fixer en pays étranger. Il envoya même, par exprès, la capitulation à Pescara, où le comte Hector de Ruvo se maintenait toujours, invitant ce dernier à remettre la place à Proni, et à revenir à Naples avec tous les siens, en se faisant escorter, pour sa garantie personnelle, par un détachement de troupes royales.

Pendant ce temps, les républicains s'embarquaient. Déjà deux navires chargés de ceux de Castellamare étaient arrivés sans obstacle à Marseille. Les autres n'attendaient pour sortir qu'un vent favorable, lorsque Nelson parut tout à coup dans la rade. Informé que la flotte française était rentrée dans les ports de la république, affranchi de toute crainte à cet égard, il avait aussitôt cinglé vers Palerme, d'où il ramenait le roi, le ministre Acton, Hamilton, ambassadeur d'Angleterre, et Emma Liona, femme de ce dernier; je dis sa femme, pour ne pas dire la femme d'un autre. A peine la flotte anglaise fut-elle signalée, que le cardinal députa vers Nelson, pour l'informer de la capitulation qu'il venait d'accorder. L'amiral britannique répondit que le traité conclu avec les rebelles, ne pouvait avoir d'exécution qu'après la ratification du roi. Réponse tout-à-fait intolérable. Les républicains étaient coupables, sans doute, des plus grands outrages envers le roi; mais ils avaient traité avec les fondés de pouvoir du roi lui-même, avec les agens de l'Europe presque tout entière; et bien certainement l'acte ne contenait aucune réserve qui le soumît à la sanction royale : il était définitif et absolu. De plus, les républicains n'avaient point demandé à traiter; c'était le cardinal et les confédérés qui le leur avaient offert; l'infraction du traité donnait à cette offre l'apparence d'une embûche. La déclaration de Nelson affligea sincère-

ment le cardinal. Il se rendit lui-même à bord du vaisseau de l'amiral, et le supplia, dans les termes les plus persuasifs, de consentir à l'exécution du traité. Ce fut en vain; on eût dit que l'amiral craignait de déshonorer ses victoires, en y mêlant un peu de bonne foi et d'humanité. Que dis-je? ne trouvant point de réponse aux argumens irrésistibles du cardinal, il s'excusa sur ce qu'il n'entendait pas la langue italienne, prit une plume, et rédigea lui-même la cruelle sentence. Mais il faut que la postérité sache combien de honte se joignait à tant de barbarie, et je dirai, parce que c'est mon devoir, qu'Emma Liona était présente au moment où Nelson refusait le cardinal et ordonnait des massacres. Quelque lecteur me reprochera peut-être de révéler des faits qu'il aurait fallu passer sous silence; que celui-là sache bien que je ne veux, ni ne dois, ni ne puis les taire. Si le vice est blâmable chez les faibles, je ne conçois pas qu'il soit excusable chez les puissans. Les grands prétendront peut-être qu'il serait bien de dissimuler leurs fautes. N'en commettez pas, leur répondrai-je, cela vaudra beaucoup mieux encore. Je sais que l'adulation a été portée si loin de nos jours, que l'on ne cesse d'attribuer toutes les vertus à la richesse, à la puissance ou à la gloire, et qu'on se plaît à déverser le poison de la calomnie sur l'homme pauvre et modeste. Quant à moi, je pense qu'il ne faut rien dissimuler de ce qui est

vrai, et que la conduite des grands doit être d'autant plus sévèrement jugée, qu'étant plus exposée à tous les regards, elle influe davantage sur la morale publique.

Nelson ne s'en tint pas aux paroles. Il entre dans le port, déclare prisonniers les républicains sortis des châteaux en vertu de la capitulation, soit qu'ils fussent déjà embarqués et prêts à partir, soit qu'ils ne se trouvassent pas encore sur les vaisseaux; et pour qu'ils ne doutent pas du sort qui les attend, les fait enchaîner deux à deux, et jeter à fond de cale. C'était peu; il ordonne de réduire leur nourriture, et permet qu'on les abreuve de mille outrages. Cependant, à part les opinions et la conduite politique, qui les constituait criminels de lèse-majesté, il se trouvait parmi les prisonniers des hommes fort recommandables par le savoir, la naissance ou les vertus; et c'était bien assez de les mettre à mort, sans les traiter comme des assassins de grande route. Voilà pourtant ce que fit un amiral d'Angleterre. Tous les hommes éclairés, tous les honnêtes gens ont condamné cette conduite de Nelson. Ne voulait-on pas traiter avec les rebelles? il fallait le déclarer avant la capitulation. L'amiral savait, d'ailleurs, que la reddition des châteaux n'était pas sans utilité pour le roi, les confédérés, et particulièrement pour l'Angleterre; puisqu'à ce moyen, comme nous l'avons dit, on conservait les forts, on sau-

vait la ville, et que Nelson lui-même ne craignait plus de voir la flotte française arriver tout à coup dans ces parages, et porter un coup funeste aux intérêts de la coalition. Les républicains avaient donc acheté la vie en échange de ces concessions. Leurs conditions avaient été acceptées par les confédérés, et c'était à ces conditions seules que les troupes royales occupaient actuellement les châteaux. Procédé indigne de reconnaître, d'exécuter les clauses avantageuses d'une convention bilatérale, et de refuser d'en accomplir les charges : indigne surtout quand ce refus entraîne l'effusion du sang humain. Encense qui voudra le vainqueur d'Aboukir et de Trafalgar; pour nous, qui préférons l'équité à l'injustice, l'humanité à la gloire, nous ne pouvons voir en lui que l'homme qui viola des traités afin de pouvoir ordonner des supplices. Le roi, qui se trouvait sur le vaisseau *le Foudroyant*, avait trop de bonté dans le cœur pour assister à ces exécutions; il retourna en Sicile. Le champ demeura libre à qui voulait du sang.

Maîtres du Château-Neuf et du château de l'OEuf, les confédérés assiégèrent vigoureusement le fort Saint-Elme, et contraignirent bientôt Méjean à capituler. Il fut convenu entre les deux partis que la garnison serait prisonnière du roi et de ses alliés, et reconduite en France sur les vaisseaux du roi, après avoir prêté serment de ne point servir contre les confédérés avant les échanges.

Quant aux sujets du roi qui se trouvaient dans le fort, il fut arrêté qu'ils seraient remis aux mains des alliés. Mejean consentit à cette clause, et c'est une tache sur sa vie. Le salut des Français, j'en conviens, devait être sa première pensée; mais s'il lui était impossible de sauver aussi les républicains qui lui avaient confié leurs destinées, il devait au moins, imitant les commandans de Turin, d'Alexandrie et de Coni, laisser les alliés s'emparer de ces victimes dévouées à la mort, et ne pas souscrire l'obligation de les livrer lui-même. Blâmons surtout Thomas Trowbrige, capitaine du vaisseau anglais *le Culloden*, et le capitaine russe Baillie, pour avoir requis et stipulé la remise des républicains au pouvoir des alliés. Il était tout-à-fait indigne d'officiers russes et anglais, de se faire donner des hommes pour les remettre au bourreau. Il suffisait de stipuler que les prisonniers seraient livrés aux agens napolitains. L'exécution du traité fut plus cruelle que le traité lui-même. Les républicains s'étaient déguisés en soldats français : reconnus, indiqués par ceux dont ils attendaient leur salut, ils tombèrent tous au pouvoir de leurs ennemis.

Pendant ce temps, Capoue et Gaëte se soumettaient presque sans résistance. Le royaume entier était ainsi rentré sous l'autorité royale, mais déchiré, mais sanglant, mais portant partout les traces de l'incendie, du pillage, de la fureur et de

la vengeance. Les supplices commencèrent. Aux exécutions juridiques se joignaient les assassinats de l'anarchie; l'âge, le sexe, le rang, rien n'était épargné. Les femmes et les hommes, des enfans de seize ans et des septuagénaires furent suspendus aux fourches patibulaires; des enfans de douze ans condamnés à l'exil; et l'arbitraire, au besoin, suppléait au silence de la loi. Un Fiori, un Guidobaldi déjà nommé, un Damiani, un Sambuci et surtout un Speciale, qui avait fait ses preuves dans les exécutions de Procida, tels étaient les instrumens employés par la barbarie. Naples gémit, et gémira long-temps encore, sur les affreux résultats de ces fureurs. Les hommes les plus célèbres et les plus vertueux étaient immolés les premiers. A tant de cruautés, les républicains opposaient le courage du désespoir, et leurs derniers accens méritent de vivre éternellement dans le souvenir de la postérité. Il serait trop long, trop affligeant de raconter tous les supplices, nous nous bornerons aux plus remarquables; l'avenir jugera combien de vertus furent enlevées à Naples par les discordes civiles. Mario Pagano, l'amour et le respect de ses contemporains, marcha l'un des premiers à la mort. Il n'avait jamais fait le mal; il avait toujours voulu le bien. Jamais philosophe plus subtil, jamais plus sensible philanthrope n'entreprit de rendre les hommes meilleurs et plus heureux. Parce qu'il s'égara sur les traces d'une vaine chimère,

sa tête vénérée fut attachée à l'infâme poteau réservé aux scélérats et aux assassins. Il ne donna aucun signe de crainte, aucun signe de haine, et mourut comme il avait vécu, avec sa tranquillité, sa candeur et son innocence. Son trépas devint d'un bout de l'Italie à l'autre une source de larmes amères, et pour ses disciples qui perdaient en lui leur père plus encore que leur maître, et pour tous ceux qui faisaient consister la vertu à travailler au bonheur des hommes, le vice à fouler aux pieds toute humanité. Honte au siècle qui vit Mario Pagano suspendu au gibet! Dominique Cirillo, médecin et naturaliste dont la réputation était européenne, ne put échapper au sort de la philanthropie vertueuse, dans ces temps de perversité. Sollicité d'accepter des emplois sous la république, il refusa d'abord, ne voulant dérober aucun de ses instans à des études pleines de charmes pour lui-même et d'utilité pour les autres. On le pressa une seconde fois au nom de la patrie et des dangers qu'elle courait. Bon citoyen, il se laissa fléchir. Appelé au corps législatif, il n'y dit rien, n'y fit rien que de grand et de généreux. Crier par manie contre les rois et les aristocrates, lui semblait indigne de sa raison; proposer des mesures préjudiciables à autrui, répugnait à sa délicatesse. Vertueux, savant, blanchi par les années, il inspirait à la fois l'estime, l'admiration et le respect: titres sans pouvoir à une époque où le dernier

supplice punissait une erreur dont le principe même était généreux; à une époque où la vertu véritable avait elle-même perdu tous ses priviléges. On offrit à Cirillo sa grâce, pourvu qu'il la demandât; on la lui offrit, non parce que le monde entier rendait hommage à ses vertus et à ses lumières, mais parce que ses talens avaient été utiles à Emma Liona et à Nelson. Il répondit, indigné, qu'il ne demanderait point grâce à ses tyrans; qu'il voulait mourir avec ses infortunés compagnons, et qu'il abandonnait sans regret un monde où triomphaient l'adultère, le parjure et la perversité. La fermeté de sa conduite ne démentit point l'énergie de son langage. Il périt par la main du bourreau, et, comme sa vie avait été pure, ses derniers momens furent sereins. Différence énorme entre Cirillo et Nelson : le premier montait au ciel escorté de ses vertus, le second restait sur la terre avec son déshonneur. François Conforti, sans supérieur, sans rival peut-être dans les sciences morale et canonique, après avoir consacré une longue existence, soit à l'étude dans la retraite, soit à l'enseignement dans la chaire, François Conforti, par sa fin déplorable, fournit une preuve nouvelle que rien n'est plus impitoyable que la discorde civile, plus ingrat que la fureur politique. Défenseur ardent des franchises du royaume contre les prétentions de la cour de Rome, il avait publié, par ordre et à la satisfaction du gouvernement,

beaucoup de mémoires sur la matière ; mais nous oublions un service, et nous nous souvenons d'une injure. Saisi par les sbires à Capoue, il fut livré au bourreau à Naples. Speciale lui fit savoir qu'il obtiendrait son pardon, en écrivant pour les franchises du royaume ; il écrivit, et fut envoyé au gibet. Le savoir, dans les autres, était un aiguillon à la barbarie de ce Speciale, altéré de sang humain. Vincent Russo, jeune homme aussi distingué par l'élévation de son âme que par son éloquence et son humanité, fut puni, comme tant d'autres, pour avoir pensé qu'un nouveau système de gouvernement pouvait rendre les hommes plus heureux. Il fut puni pour avoir cherché, par ses discours et par sa valeur, à établir ce système, qu'une philanthropie bienveillante lui faisait croire nécessaire au bonheur de ses semblables. Pris les armes à la main au combat de la Madelène, il s'était rendu coupable de lèse-majesté, et méritait la mort ; mais son illusion réclamait l'indulgence, et la capitulation des châteaux exigeait impérieusement son salut. On préféra le parti le plus cruel. Après l'avoir abreuvé, dans sa prison, de dégoûts et d'outrages qui ne purent ébranler sa constance, on le livra au bourreau. Il ne changea point de visage, conserva jusqu'à la fin sa dignité, l'égalité, la sérénité même de son âme. On eût dit qu'il marchait, non pas à la mort, mais au-devant d'une meilleure vie, et je le crois. Arrivé au lieu du

supplice, il se tourna vers la multitude féroce qui l'insultait par des cris sauvages, et lui dit : « Ce « n'est point ici le théâtre de mes douleurs, c'est « celui de ma gloire. Cet échafaud fera place « quelque jour au marbre expiatoire destiné à ven- « ger la mémoire de l'homme vertueux. Peuple, « la tyrannie t'aveugle et t'égare. Elle te fait crier « vive le mal, meure le bien ; mais, instruit bien- « tôt à l'école du malheur, tu connaîtras alors tes « amis et tes ennemis. Sache encore que le sang « des républicains est une semence de république ; « et que tôt ou tard, demain peut-être, la répu- « blique, nouveau phénix, renaîtra de ses cendres, « plus puissante et plus belle. » Comme il achevait ces derniers mots, le bourreau l'étrangla. Pascal Baffi, de quoi t'ont servi la douceur évangélique de ton caractère, ton érudition vaste et profonde? En vain tu fus l'un des plus savans hellénistes de ton siècle, en vain tu publias une traduction, avec le texte, des manuscrits de Philodème, retrouvés dans les débris d'Herculanum. Littérateur du premier ordre, tu te vis condamné à mort par ceux dont les connaissances littéraires se bornaient à savoir signer une sentence de mort. L'arrêt prononcé, un de ses amis voulut lui fournir les moyens d'échapper à cette mort violente, et lui offrit de l'opium. Baffi refusa sans hésiter : L'homme, dit-il, n'a pas le droit de disposer de sa vie. Je subirai mon sort, quelque cruel qu'il puisse être. La mort

n'a rien qui m'effraie, le supplice rien qui puisse me déshonorer. Dieu ne laisse jamais les bonnes œuvres sans récompense; et le premier titre à sa miséricorde, est une soumission aveugle à sa volonté. Il ne règle point ses décrets sur les fureurs et la haine des tyrans. Dieu est juste, bon, charitable. Il accueille de préférence les hommes justes, bons et sensibles. Le bourreau peut venir, me voilà prêt à le suivre. Ce fut dans ces sentimens d'une douce philosophie que mourut Pascal Baffi.

Amené devant Speciale, l'ancien ministre de la guerre, Mantoné, ne répondit à toutes les demandes qui lui furent adressées que par ces mots : *J'ai capitulé*. Requis de produire ses moyens de défense, il répondit encore : *La capitulation doit me défendre; tout autre moyen serait honteux, et je rougirais de l'employer*. Condamné à mort, il marcha au supplice, la corde au cou, la tête haute, le front serein. Plusieurs compagnons d'infortune le suivaient. N'apercevant point Basset parmi eux : *Où est Basset?* leur demanda-t-il; *pourquoi n'est-il pas avec nous?* Ils lui répondirent que Basset avait obtenu sa grâce, en dénonçant des républicains cachés. *Vil assassin de tes frères!* s'écria Mantoné. *Vous le savez, j'avais prévu sa bassesse, et je voulais, il y a peu de jours, qu'on le mît à mort. Il ne jouira pas long-temps du fruit de sa trahison; je le lui prédis; et il mourra dans l'infamie, puisqu'il n'a pas su mourir avec honneur.*

L'indignation se mêlait à la fierté dans les traits de Mantoné. Ses compagnons admiraient et imitaient sa constance. Il monte enfin à l'horrible échelle, sans changer de visage, et prouve que l'aspect de la mort ne peut rien sur une âme vraiment généreuse. Ces exécutions frappèrent de stupeur et de pitié ceux qui avaient conservé quelque sentiment d'humanité. Toutefois, il y avait moins de pitié que de stupeur, parce que le supplice n'avait encore atteint que des hommes; mais une femme va monter à l'échafaud, et déjà la compassion domine dans tous les cœurs, quel que soit l'effroi qui les agite. Moins recommandable encore par l'ornement de son esprit que par les vertus de son âme, objet des louanges et de l'amour de Métastase, Éléonore Fonsèca Pimentel fut elle-même condamnée à perdre la vie sur un gibet, au milieu de la place publique. Avant de marcher au supplice, elle demanda et prit du café; puis, elle s'achemina dans l'attitude d'une femme au-dessus de son malheur. Arrivée au pied de l'échafaud, elle voulut parler au peuple; mais les bourreaux, craignant une émeute en sa faveur, se hâtèrent de serrer le nœud fatal, et la privèrent en même temps de la parole et de la vie.

Tous les condamnés ne périrent point par la corde. Le nommé Velasco, menacé du gibet par Speciale, lui répondit : *Lâche bourreau, tu n'auras pas ma vie;* et il sauta par la fenêtre, et se fra-

cassa les membres sur le pavé. On rapporte d'un certain Nicolas Fiani, qu'étant sur le point de monter à l'échafaud, des barbares se jetèrent sur lui, le mirent en pièces, lui arrachèrent le cœur et les entrailles, et portèrent en triomphe par la ville ces entrailles, ce cœur et ces membres déchirés. Pascal Battistessa, après avoir été pendu, fut porté à l'église; là il donne encore quelques signes de vie; on court informer Speciale de l'accident: il ordonne que le malheureux soit achevé dans l'église même, et l'on obéit. Est-ce une histoire d'hommes ou de bêtes féroces que j'écris? Je n'en sais plus rien.

Moururent encore du dernier supplice, et tous avec un courage inébranlable: Ignace Ciaja, Hercule d'Agnèse, citoyen français, mais Napolitain d'origine; le savant et vertueux Joseph Luogoteta, Joseph Albanèse, Marcello Scotti, littérateur plein d'érudition, auteur du *Catéchisme des Marins*, Troisi, ecclésiastique aussi distingué par sa piété que par son savoir, et beaucoup d'autres personnages, la fleur et l'orgueil du royaume. Hector de Ruvo, conduit de Pescara à Naples, sous la sauvegarde du cardinal, subit aussi le dernier supplice. Il mourut comme il avait vécu, avec un courage imperturbable; en sa qualité de noble, il fut condamné à la décapitation. Il voulut subir son supplice, la face tournée vers le ciel, pour voir le glaive fatal qui devait lui trancher la tête. Le sol de Naples était jonché de cadavres; le sang humain

rougit aussi les flots de la Méditerranée. Le prince François Caraccioli était l'honneur et l'orgueil de la marine napolitaine. Huit lustres d'éclatans services lui avaient mérité l'amitié de son roi et l'estime du monde. Caraccioli, en cela très coupable, attendu l'affection que le roi lui portait, Caraccioli, disons-nous, s'était vivement prononcé en faveur du nouveau système. Voyant la capitulation des châteaux rompue, il s'était retiré à Calvirano, priant le duc de ce nom de protéger sa vie contre les royalistes, en se rendant médiateur entre lui et le cardinal : il espérait, disait-il, qu'une soumission de quelques jours, et forcée envers la république française, ne prévaudrait pas contre quarante ans de fidélité. N'ayant point obtenu de réponse favorable, il se réfugia dans les montagnes. Trahi par un de ses domestiques, il fut saisi et amené par les paysans devant Nelson, qui se trouvait toujours dans le port de Naples. Le prince avait les mains liées derrière le dos, et son corps meurtri accusait la barbarie de ses farouches conducteurs. Déplorables vicissitudes, mais ordinaires dans les révolutions ! L'amiral anglais convoqua sans délai, à bord de son vaisseau *le Foudroyant*, un conseil militaire, composé d'officiers de marine napolitains, et présidé par le comte de Thurn ; donnant à ce conseil le pouvoir et l'ordre même de se prononcer sur cette question : François Caraccioli est-il coupable de

rébellion envers le roi, pour avoir combattu la frégate napolitaine *la Minerve ?* L'accusé affirma qu'il y avait été contraint; mais ne pouvant en fournir la preuve, il fut condamné à mort. Nelson décida qu'il serait pendu au grand mât de *la Minerve*, et son cadavre jeté à la mer. Hélas! s'écria le malheureux prince, je suis vieux, sans enfans pour pleurer sur ma tombe, et je ne demande point à vivre; mais mourir du supplice des malfaiteurs, voilà ce qui m'accable, et je supplie, je conjure l'amiral anglais de permettre que je meure en soldat. Nelson rejeta brutalement cette prière douloureuse, et déclara que le condamné serait pendu. Caraccioli voulut intéresser en sa faveur la dame qui était à bord du *Foudroyant*. Emma Liona fut constamment invisible. Au désir de l'Anglais, François Caraccioli mourut par la corde, et son corps fut jeté à la mer. C'est ainsi que Nelson fit périr un prince napolitain, d'abord son compagnon d'armes, depuis son émule, et l'arrêt de mort partit d'un vaisseau britannique! Que signifie cette précipitation dans le jugement, cet empressement à exécuter la sentence? Le roi n'était-il pas dans le voisinage? Pourquoi ravir au condamné les moyens de se pourvoir en grâce? Pourquoi? Le voici: On craignait de réveiller dans le cœur du monarque un souvenir qui eût sauvé son ancien ami. Je le demande encore, pourquoi jeter le cadavre à

la mer ? N'était-on pas tout près du rivage ? Les parens, les amis n'étaient-ils pas là pour recueillir ces dépouilles chéries ? Ainsi donc un prince Caraccioli, un homme qui servait depuis quarante années sa patrie, un amiral napolitain, à qui sa vieillesse et ses services avaient mérité l'estime et le respect de l'Europe, ne trouva de sépulture que dans le corps des monstres marins ! Ne suffisait-il donc pas de l'immoler ? Fallait-il encore outrager ces restes vénérables, s'acharner sur ces membres inanimés ? Voilà les exploits de Nelson dans le golfe de Naples.

Si le massacre fut immense dans la capitale, il ne le fut pas moins dans les provinces. Une mort, toujours violente, souvent cruelle, y enleva quatre mille individus, distingués presque tous, par leur savoir, leur naissance ou leurs vertus. C'était un épouvantable carnage. A tant de récits, consolans ou terribles, de bonté et de barbarie, de fidélité et de trahison, de vertu et de scélératesse, le lecteur me pardonnera-t-il d'en ajouter encore un ? Pourquoi non, si je puis ainsi exciter à la fois la pitié et l'indignation de l'avenir ? Dominique Cimarosa, nouvel Orphée, l'amour de ses contemporains, à qui les âmes sensibles sont redevables de tant d'émotions délicieuses, de tant d'adoucissemens à leurs peines, Cimarosa ne trouva point grâce auprès des bourreaux effrénés de Naples. Il avait consenti à composer un hymne ré-

publicain, composé par un certain Louis Rossi; ce fut un crime aux yeux des sicaires de Ruffo, qui pillèrent sa maison, jetèrent par les fenêtres, sur le pavé où il se brisa, son piano, source de grâce et de mélodie enchanteresse. Précipité lui-même dans les cachots, il y fut retenu quatre mois entiers; il y eût gémi plus long-temps encore, sans l'arrivée de l'armée auxiliaire russe. Informés de l'événement, le général et les officiers coururent à la prison, et délivrèrent le cygne italien. C'était donc à Naples, au sein de sa patrie, que Cimarosa trouvait des ennemis, et c'était du Nord que lui venaient des protecteurs. Honte à l'Italie, honneur aux Russes! L'infortuné Dominique ne jouit pas long-temps de la liberté. Son âme était ulcérée; sa santé avait souffert dans la prison; il mourut peu de temps après à Venise, où il avait été appelé pour la composition d'un opéra.

Naples reconquise, le roi récompensa magnifiquement ceux qui la lui avaient rendue. Il donna au cardinal Ruffo l'abbaye de Saint-Étienne, d'un revenu annuel de cinq mille ducats napolitains; plus, et en toute propriété, un autre apanage d'un revenu à peu près égal. Toutefois les faveurs du roi n'eurent pour objet que les intérêts du cardinal, et il ne lui accorda point d'honneurs. Il lui retira même le gouvernement des affaires, à l'instigation d'Acton, à qui la présence de Ruffo donnait de l'ombrage, et à celle de Nelson, qui ne

pardonnait point au cardinal d'avoir insisté pour le maintien de la capitulation. Un temple fut élevé à la Gloire dans Palerme ; Nelson y fit son entrée au milieu des applaudissemens d'une foule innombrable. Le prince Léopold lui plaça sur la tête une couronne de laurier ; le monarque en personne lui offrit une épée enrichie de pierres précieuses, et le nomma duc de Bronte, en lui assignant un revenu de six mille onces de Naples. Du reste, les présens ne manquèrent ni pour l'ambassadeur Hamilton, ni pour Emma Liona.

Les Français ainsi dépossédés aux deux extrémités de l'Italie, il ne leur restait plus que la république romaine, sur le point elle-même de leur échapper. Les confédérés inondaient l'intérieur et les environs; partout les masses tumultueuses se réunissaient, contre les républicains, aux troupes régulières. Toujours animés contre les Français, oubliant en cette grave circonstance leur ancienne rivalité, les habitans d'Arezzo et de Cortone, à la suite d'opérations importantes sur les bords du Trasimène, s'étaient emparés de Pérouse et de sa citadelle. De cette manière, ils interceptaient toute communication entre les républicains laissés à la garde de Rome et des places voisines, et ceux qui se trouvaient assiégés dans Ancône. L'insurrection dans l'état de Rome devenait, pour ainsi dire, universelle en faveur de l'autorité pontificale. A la tête des révoltés étaient d'anciens officiers du

pape, des prêtres, des moines, des chanoines, qui par leurs discours et leurs exemples, ajoutaient à la fureur d'une population exaspérée, dont les excès égalèrent au moins ceux des républicains dans ces contrées. On ne se contentait pas de mettre en pièces les enseignes de la république, on maltraitait les partisans du nouveau système. Puis, comme à l'ordinaire, vinrent le meurtre, le pillage, le viol, et tous les fléaux qui accompagnent un soulèvement populaire. Les Français se virent donc obligés de se retirer dans les forteresses, et d'abandonner la campagne à leurs ennemis. D'un autre côté, le général autrichien Frœlich, qui avait ses cantonnemens dans la Romagne, et le roi de Naples qui venait de reconquérir ses états, n'oubliaient ni l'un ni l'autre les affaires de l'état de Rome. Ils étaient soutenus par quelques troupes de terre, anglaises, et une flottille de la même nation, que le capitaine Trowbrige avait amenée dans les eaux de Civita-Vecchia. Chacune de ces puissances agissait suivant son caractère et ses intérêts particuliers. L'Autriche pensait à gagner des provinces, le roi de Naples à s'agrandir lui-même, et à s'affranchir des prétentions de la cour de Rome. Quant aux Anglais, ils tenaient à honneur singulier de rétablir un pape sur le trône de la catholicité. La république romaine se trouvait donc seule contre tous, et il était impossible que le général Garnier, chargé du soin de la dé-

fendre, s'acquittât d'une tâche si difficile, sans troupes, pour ainsi dire, et sans espoir de renforts. Frœlich s'ébranla le premier, donna l'assaut à Civita-Castellana, s'en empara facilement, et s'achemina sur Rome. Les Napolitains arrivaient du côté opposé, sous la conduite du suisse Burcard, et soulevaient tout le pays sur la rive gauche du Tibre. Ils amenaient avec eux les Anglais de Trowbrige, qui, après avoir soumis Capoue et Gaëte, marchaient eux-mêmes à la conquête de Rome. Garnier se mit en campagne, moins dans l'espérance de vaincre, que pour ne pas capituler sans avoir combattu. Il y eut à Monterotondo, entre les républicains français et romains, d'une part, et les Napolitains de l'autre, un engagement long et meurtrier, à la suite duquel ces derniers furent contraints de gagner les hauteurs. Garnier, sans laisser reposer ses soldats, les mena contre Frœlich; mais, malgré toute la valeur qu'il déploya dans cette seconde affaire, il se vit forcé de rentrer dans Rome, n'ayant plus en son pouvoir que les forteresses du château Saint-Ange, Corneto, Tolfa et Civita-Vecchia. L'avantage de Frœlich donna aux Napolitains le temps de se reconnaître. Ils se rallièrent et reprirent la route de la capitale. Les Autrichiens posèrent leurs premières sentinelles à la Storta; les Napolitains, à la porte Romaine et à Pontemolle. Dans cette extrémité, Garnier réfléchit que des propositions

faites à temps pouvaient encore sauver, non seulement ses soldats, mais aussi les républicains de Rome, qui avaient embrassé le parti des Français. Il ouvrit à cet effet des négociations avec Trowbrige; il en résulta, le 25 septembre, un traité définitif dont les principaux articles portaient: que les Français sortiraient de Rome, de Civita-Vecchia, de Corneto et de Tolfa, avec tous les honneurs militaires; qu'ils conserveraient leurs armes, ne seraient point prisonniers de guerre, et pourraient se retirer, à leur choix, en France ou en Corse; que le château Saint-Ange et la Tolfa seraient remis aux Napolitains; Corneto et Civita-Vecchia, aux Anglais; que les sujets romains qui voudraient s'embarquer avec la garnison française, pourraient le faire en toute liberté, et emporter avec eux leurs effets; enfin, que ceux des républicains romains qui voudraient rester, ne pourraient être recherchés ni pour écrits, ni pour discours, ni pour actions antérieures au traité, à la charge par eux de respecter, à l'avenir, l'ordre public et les lois. Frœlich montra quelque répugnance à reconnaître la convention, par dépit de ce que Garnier avait mieux aimé traiter avec les Anglais et les Napolitains qu'avec lui, et surtout parce que cette capitulation renversait tous ses projets de conquêtes. Cependant, après quelques nouvelles hostilités, le général autrichien, réfléchissant qu'il serait impolitique de résister plus long-

temps, consentit lui-même à l'accord, fit faire volte-face à ses troupes, et les conduisit au siége d'Ancône, seule ville de l'état romain qui tînt encore pour la république. Les Français s'embarquèrent à Civita-Vecchia, et avec eux tous les sujets romains qui trouvaient plus de sûreté dans l'exil que dans les promesses d'un gouvernement si grièvement offensé. Burcard fut le premier à occuper la ville; arriva ensuite don Diegue Naselli, des princes d'Aragon, envoyés par Ferdinand, avec pleins pouvoirs, militaires et politiques, pour remédier autant que possible aux désordres nés de la révolution, jusqu'au moment où le gouvernement pontifical pourrait être rétabli. Naselli créa une magistrature supérieure, avec le titre de junte suprême du gouvernement. Elle se composait des princes Aldobrandini et Gabrielli, des marquis Massimi et Ricci. Il institua aussi une cour de justice, sous le nom de junte d'état, lui donna pour président le chevalier don Jacques Giustiniani, et pour avocat fiscal monsignor Joseph Barberi. Veiller au maintien de la tranquillité publique, punir les perturbateurs, telles étaient les attributions de cette cour. La junte suprême fit un état des biens, dits nationaux, vendus par la république, et annula les ventes, en réservant aux acquéreurs dépossédés un recours en dédommagement. Elle réprima les abus de la presse, et la licence des modes pour les deux sexes; restitua au Vatican et

aux églises les ornemens dont on les avait dépouillés, en remboursant la valeur de ceux qui avaient été achetés; interdit l'entrée et le séjour de Rome à tous les individus ayant occupé des emplois sous la république; enfin, bannit de l'état romain les cinq notaires qui avaient rédigé l'acte de la souveraineté du peuple et de la déposition du souverain pontife. En outre, les propriétés des républicains furent généralement frappées de séquestre, puis de confiscation, et les possesseurs réduits, pour la plupart, à une affreuse misère. Beaucoup de membres du dernier gouvernement furent jetés en prison, après avoir essuyé mille et mille vexations. Je mentionnerai particulièrement le comte Torriglioni de Fano, ministre de l'intérieur, homme d'un rare mérite et de mœurs irréprochables; les consuls Zaccaleoni et Dematteis, personnages respectables sous tous les rapports, et qui furent conduits à dos d'âne, sur le cours, au milieu des insultes d'une populace déchaînée. C'étaient là des excès impardonnables, parce qu'ils violaient la capitulation; et si l'impunité des coupables paraissait un scandale au gouvernement de Rome, manquer à la foi promise était un scandale bien plus grand encore, un exemple bien plus dangereux. Du reste, il n'y eut point, comme à Naples, de condamnations sanglantes, et c'est une modération digne de beaucoup d'éloges; mais la soldatesque napolitaine y suppléa, en pillant les

magasins, en volant publiquement dans les rues, le jour comme la nuit; en mettant à mort ceux qui tentaient de réprimer son indiscipline et son brigandage. Tous ces délits demeuraient impunis. Pour avoir voulu puiser de l'eau à une fontaine du palais Farnèse, en vertu d'un droit légalement acquis, mais malgré la défense de quelques officiers napolitains, un pauvre menuisier périt sous le bâton par leur ordre; sa malheureuse femme en mourut de douleur. Une terreur profonde régnait à Rome sous la tyrannie des Napolitains.

Les victoires de Kray et de Suwarow avaient rendu les alliés maîtres de la vallée du Pô. Les succès de Ruffo, l'insurrection des Toscans avaient enlevé aux Français, et aux républicains leurs adhérens, le royaume de Naples, l'état de Rome et la Toscane. A droite des Apennins, il ne restait aux Français que Gênes et la rivière de Ponant; à gauche, que la ville et la forteresse d'Ancône. Les républicains attachaient beaucoup de prix à la possession du Génovésat, contigu à leur territoire, et qu'ils regardaient comme une porte sur le Piémont et l'Italie. Mais Ancône, en raison de l'éloignement, ne pouvait être pour eux d'une grande importance, et, en cherchant à s'y maintenir, ils songeaient plutôt à conserver leur honneur et leur réputation militaire, qu'à opérer une diversion avantageuse. Cependant le général Monnier, qui commandait dans la place, ne perdit

point courage, quoiqu'il n'eût avec lui tout au plus que trois mille hommes, Français, Cisalpins et Romains. Sur ce point de l'Italie la situation respective des partis était la suivante : Monnier occupait Ancône, sans y être tellement resserré qu'il ne pût effectuer de fréquentes sorties, au sud jusqu'à Ripatransone et Ascoli, au nord jusqu'à Fano et Pesaro ; mais, comme il trouvait dans Ancône plus de garanties que dans aucune autre ville, il avait mis tous ses soins à en réparer, à en augmenter les fortifications. A ce moyen le mamelon qui domine la route, vers Sinigaglia, fut bientôt environné de tranchées et garni d'artillerie. Plus près de la ville, le mont Gardetto reçut une redoute, avec fossés, palissades, et batteries composées de vingt-quatre pièces de canon. Cette position, qui commande la citadelle et le fort des Capucins, était de la plus grande importance, et le premier rempart de la place : une fois au pouvoir de l'ennemi, elle rendait toute résistance des assiégés impossible. Monnier avait aussi fortifié le mont Saint-Étienne, plus voisin encore de la citadelle que le Gardetto, et, pour défendre l'approche de ces deux montagnes, à la possession desquelles était attachée celle de la place, il munit de tranchées et d'artillerie les hauteurs du Pelago et du Galeazzo, boulevards naturels et en quelque sorte ouvrages avancés du Gardetto et du Saint-Étienne. Certain d'être atta-

qué en même temps du côté de la mer, et voulant se mettre en état de résister partout aux confédérés, le général français multiplia les batteries sur le mont Ciriaco qui protége le Môle, sur le Môle lui-même, le fanal, et enfin le Lazaret, monument admirable du pontificat de Pie VI. Ce fut ainsi que la place d'Ancône, dominée par les hauteurs voisines, peu forte par conséquent, quoique munie d'une bonne citadelle, devint tout à coup, par l'activité de Monnier, une position militaire des plus redoutables, puisqu'on ne pouvait approcher de la ville qu'après avoir enlevé les fortifications extérieures : entreprise difficile en raison de la nature des lieux.

Cependant les moyens de réussite ne manquaient pas aux confédérés. Une escadre turco-russe était entrée dans les eaux d'Ancône, bloquait le port, interceptait les convois et opérait des débarquemens dans les environs : c'était la flotte victorieuse de Corfou, qui apportait en Italie, non seulement des Ottomans et des Russes, mais encore les bandes sanguinaires de l'Épire. A cette flotte s'était jointe une escadrille légère autrichienne, pour serrer de plus près le rivage et infester le littoral avec plus de succès. Du côté du royaume de Naples, vers le Tronto, la population avait pris les armes. Conduite par un certain Donato de Donatis, animée par des prêtres et des moines, soutenue par quelques troupes régulières, elle

courait toute la contrée, et faisait craindre à la garnison d'Ancône de se voir bientôt confinée dans l'intérieur de la place. La Romagne se soulevait aussi contre les républicains. L'insurrection de Pesaro et de Fano pouvait déterminer sur ce point les plus funestes résultats. Sinigaglia elle-même était prête d'éclater, malgré sa proximité d'Ancône : cette ville exceptée, tout le pays échappait aux républicains. Spontanée d'abord, encouragée ensuite par la noblesse et le clergé, la révolte de Pesaro et de Fano avait trouvé un appui formidable dans la coopération du général cisalpin Lahoz, l'un des partisans les plus actifs des Français, à l'époque de la première invasion de l'Italie. Ami du général La Harpe, il avait combattu à ses côtés. C'était alors, dans les deux généraux, le même amour pour la liberté, la même horreur pour le pillage; mais la vertu de Lahoz se démentit singulièrement par la suite, surtout lorsqu'il fit la guerre aux gouvernemens et aux hommes qu'on insultait du nom d'aristocrates. Dévoué à Buonaparte, il avait puissamment secondé ses projets désastreux contre la république vénitienne, en excitant les peuples de la Terre-Ferme à la rébellion, par la violence de ses proclamations et de ses actes. Il avait encore fortement insisté pour que la Cisalpine se créât une armée nombreuse et disciplinée, persuadé que les armes seules pouvaient protéger l'indépendance et la

liberté, contre l'Europe étroitement liguée pour les détruire. Mais ici, presque tous ses efforts avaient échoué contre le caractère pacifique des peuples, et leur répugnance à servir les nouveaux maîtres qui en usaient si mal envers eux. Plein de fierté et de patriotisme, il s'indignait à la vue des rapines et des excès commis en Italie par ceux-là mêmes qui se disaient ses libérateurs, et se crut délié de ses sermens envers des hommes qui avaient oublié leurs promesses. Tout entier à son ressentiment, il conçut contre la France de sinistres projets, et, s'il était resté fidèle à la république au moment de ses revers, c'est qu'il n'avait pas trouvé l'occasion favorable de déserter ses drapeaux. Mais la violence de son langage trahissait malgré lui sa colère. Il devint suspect aux Français, qui restreignirent peu à peu son crédit et ses pouvoirs. Lahoz commandait alors, en Cisalpine, le département du Rubicon. A cette époque les populations se révoltaient de tous côtés. Il jugea le moment propice et ne chercha plus à dissimuler. Il se répandit en invectives contre la France et ses lois; s'arrogea l'administration civile de la province; étendit à tout son autorité, sans attendre les instructions de Montrichard, son supérieur; s'emporta contre Montrichard lui-même, et sembla prendre à tâche de censurer continuellement sa conduite; permit les processions à l'extérieur des églises, ce qui était défendu par les lois

de l'état; enfin se lia étroitement avec les ecclésiastiques et les nobles, qu'il n'entretenait que de l'indépendance nationale. Informé de ces manœuvres, qui pouvaient avoir des suites importantes, Montrichard destitua Lahoz de son commandement dans le Rubicon, et chargea Hullin d'aller arrêter le général, aussi bien que Pino, autre général cisalpin, ami de Lahoz, et qui paraissait d'intelligence avec lui. Pino se disculpa sans peine, rentra en faveur auprès de Montrichard et de Monnier, donna de nouvelles preuves de bravoure et de fidélité sous les drapeaux de la république, et se distingua particulièrement à la défense d'Ancône. Quant à Lahoz, ayant eu avis des ordres donnés pour son arrestation, il prit la fuite, jeta tout-à-fait le masque, et se joignit aux populations soulevées contre la France. Bientôt il fit des propositions à l'Autriche; celle-ci, appréciant l'utilité de la coopération du général, s'empressa d'accepter ses services, encore bien qu'il fût déserteur du régiment de Belgiojoso, et malgré tous ses torts envers l'Empire. C'est ainsi que Lahoz, après avoir poursuivi, sous les Français, une vaine idole de liberté, poursuivait maintenant, sous les Autrichiens, une vaine idole d'indépendance. Non, l'Autriche ne voulait pas plus l'indépendance de l'Italie, que la France n'en voulait la liberté, et il faut attribuer cette étrange détermination de Lahoz à son courroux et à sa fierté, bien plus qu'à son amour

pour une liberté, pour une indépendance, qui, après tout, s'annonçaient mal, escortées de Russes, d'Allemands, d'Albanais et de peuples en état de guerre civile. Quoi qu'il en soit, que ce fût trahison envers les Français, ou dévouement à sa patrie, Lahoz se mêla aux populations d'Urbin et de Fossombrone, armées pour la ruine de la France et la mort de ses partisans.

A toutes ces masses, que la faible garnison de Monnier allait avoir à combattre, se réunirent à propos les troupes que Frœlich ramenait de l'état de Rome. Après avoir encouragé, organisé les insurgés des bords du Metauro et de l'Egino, Lahoz, prenant sa route à droite des hauteurs de la Sibille, se porta sur les rives du Tronto. Il y trouva Donato de Donatis, dont les bandes s'étaient accrues par la réunion de plusieurs autres, notamment de celles des nobles Scaboloni, Cellini et Vanni. Il ne faut pas demander si l'arrivée d'un général, aussi réputé pour son expérience que pour sa bravoure, fut un sujet de joie pour tous ces chefs. Ils espéraient que leurs masses tumultueuses, indisciplinées, allaient se métamorphoser, à sa voix, en armée régulière et soumise. En effet, Lahoz les distribua en compagnies et en régimens, leur donna des drapeaux et des uniformes, les soumit à l'exercice, à la manœuvre, et les rendit habiles au combat. Au nom de Lahoz étaient aussi accourus les peuples des Abruzzes; de sorte que cette

multitude, devenue innombrable, formait autour d'Ancône une chaîne immense et non interrompue depuis Ascoli, passant par Calderola, Belforte, Camerino, Tolentino et Fabriano, jusqu'à Fossombrone et Pesaro.

Monnier, ne voulant pas se laisser enfermer dans la place, faisait des sorties qui ne pouvaient lui être que nuisibles, attendu le petit nombre de ses soldats et l'impossibilité de réparer ses pertes; tandis que les confédérés, maîtres de la mer, et disposant des populations soulevées en leur faveur, avaient la facilité de recruter à chaque instant leur armée. Quelque jugement qu'on doive porter de cette résolution de Monnier, il en résulta une guerre minutieuse aussi meurtrière que dévastatrice. Ascoli, Macerata, Tolentino, Belforte, Fano, Pesaro, plusieurs autres belles et magnifiques cités de la Marche furent prises et reprises, tantôt par les confédérés, tantôt par les républicains, et subirent toutes les horreurs que peuvent enfanter les excès du soldat. Mais enfin, il arriva ce qui devait nécessairement arriver, c'est-à-dire que les masses de Lahoz et les troupes régulières des confédérés, devenant chaque jour plus nombreuses, Iesi, Fiume, Fiumegino, Sinigaglia, Montesicuro, Osimo, Castel-Fidardo, Camurano elle-même, ville située dans le voisinage d'Ancône, tombèrent bientôt au pouvoir de la coalition, et que Monnier fut obligé de borner sa défense aux murailles

de la place. Les Turco-Russes commencèrent par s'emparer du mamelon sur la route de Sinigaglia; puis, gagnant du terrain du côté d'Ancône, firent jouer une batterie de dix-sept pièces contre le fort des Capucins, le mont Gardetto et la citadelle, dont ils ne tardèrent pas à ruiner les édifices et les casernes. En même temps, et sur un autre point, vingt-deux chaloupes canonnières foudroyaient le Lazaret, le môle, le fort des Capucins et les trois navires, autrefois vénitiens, *le Beyrand*, *le Laharpe* et *le Stengel*, que Monnier avait fait embosser à l'entrée du port. Lahoz enlevait successivement aux républicains les hauteurs de Pelago et de Galeazzo; repoussé lui-même par Monnier, il se repliait dans les tranchées pratiquées entre les deux montagnes. Tel était le sort de la guerre sous Ancône, et il ne paraissait pas que les confédérés dussent remporter sitôt la victoire, attendu la bravoure des assiégés, le petit nombre des Russes, l'inexpérience des Turcs et des insurgés; lorsque Frœlich parut avec ses Allemands, et fit pencher la fortune du côté des assiégeans. Il prit position à Varano, dans l'intention de tenter une attaque vigoureuse sur le mont Galeazzo, espérant beaucoup, pour la réussite, dans la coopération des masses de Lahoz. Maître de ces hauteurs, il eût rapproché ses batteries du mont Gardetto, de la possession duquel dépendait principalement le succès définitif de l'entreprise. Deux fois Lahoz

avait attaqué ce poste avec une rare intrépidité; deux fois il s'était vu repoussé avec perte. Monnier reconnut cependant que si les alliés se maintenaient plus long-temps sur les hauteurs du Pelago, et dans les tranchées qui, de cette montagne, se prolongeaient jusqu'à celle du Galeazzo, il lui serait bientôt impossible à lui-même de conserver cette dernière position. Il sortit donc en forces, le 9 octobre à neuf heures du soir, et attaqua brusquement l'ennemi. Le combat dura toute la nuit. Les républicains s'emparèrent de la redoute principale, enclouèrent les canons, et emportèrent les drapeaux. Mais une seconde redoute résistait à tous les efforts de Monnier; déjà le jour commençait à paraître, et chacun pouvait distinguer les traits de son ennemi. Impatient de terminer la bataille, le bouillant Lahoz sort de ses retranchemens, et charge bravement à la tête de ses soldats. Il rencontre Pino, naguère son meilleur ami, aujourd'hui son ennemi mortel. Les deux adversaires se mesurent des yeux, se menacent de la voix, et se défient en combat singulier. Spectacle déplorable pour des Italiens! En ce moment, un soldat cisalpin reconnaît Lahoz, le met en joue, et le frappe mortellement d'un coup de mousquet. Par ordre de Pino, les républicains se jettent sur Lahoz, lui font de nouvelles blessures, enlèvent ses armes et son plumet, qu'ils promenèrent en triomphe dans Ancône. Ils allaient em-

porter le corps lui-même, qu'ils croyaient privé de vie, si des forces supérieures ne les en eussent empêchés. La division autrichienne tout entière, s'ébranlant alors contre Monnier, le général français rentra dans la place à la tête des siens, laissant les confédérés en admiration de sa valeur. Lahoz fut porté au quartier de Frœlich; là, sur le point d'expirer, il fit entendre ces derniers mots: « Je « souffre beaucoup de mes blessures; mais je « souffre bien davantage de cette pensée, qu'on « va peut-être m'accuser de trahison envers ma « patrie, et de haine pour la liberté. Je ne suis « point l'ennemi de la liberté, je n'ai point trahi « ma patrie. Celui-là préférerait de vaines paroles « à des actions positives, qui concevrait de moi « cette affreuse idée. Quand les Français péné- « trèrent en Piémont, je crus voir en eux les libé- « rateurs de l'Italie; j'abandonnai les aigles impé- « riales, et me rangeai sous le drapeau tricolore; « mais je n'ai vendu aux Français ni mon bras, « ni mon cœur, ni ma volonté. Je me suis réuni « librement à eux, parce qu'ils se disaient les dé- « fenseurs de l'humanité, les protecteurs de notre « indépendance. Je croyais que le camp des Fran- « çais devait être le rendez-vous de tous ceux qui « préféraient la liberté à l'esclavage. La Harpe « m'accorda son amitié, parce qu'il me savait loyal « et généreux. Je fus considéré de Buonaparte, je « le fus de Joubert, à qui les hommes ne donne-

« ront jamais tant de larmes, qu'ils ne lui en doi-
« vent encore davantage. J'ai joui de l'affection
« et de l'estime de Moreau; Moreau, plus illustre
« par ses revers que par ses victoires même. J'ai
« combattu Pino et Monnier; Pino ne m'a point
« méprisé, Monnier ne m'a point haï. Le trafic
« des peuples consacré dans le traité de Campo-
« Formio, la tyrannie de Trouvé et de Rivaud en
« Cisalpine, m'ont appris qu'on voulait vendre et
« non délivrer l'Italie. Des outrages non mérités
« vinrent encore m'aigrir en secret; on m'abreuva
« de dégoûts cruels. Ce fut alors que je conçus le
« projet de délivrer ma noble patrie, et des Fran-
« çais et des Autrichiens tout ensemble. Je savais
« que ce généreux dessein existait depuis long-
« temps dans le cœur des Italiens, et je me croyais
« appelé au bonheur de le réaliser. Je n'espérais
« plus rien des Français, et par l'expérience qui
« les avait fait connaître, et à cause du soulève-
« ment général qui se manifestait contre eux en
« Italie. J'ai voulu d'abord encourager cette insur-
« rection de mes compatriotes, la modérer en-
« suite, la diriger enfin vers le grand but de l'affran-
« chissement complet de mon pays. Mais je vois
« trop à présent qu'une république italienne peut
« être l'objet de nos désirs bien plus que de notre
« espérance. Des obstacles insurmontables naî-
« traient de la multiplicité des états, de la diffé-
« rence des lois, des mœurs et des opinions. Ac-

« coutumés au joug depuis tant de siècles, les Ita-
« liens n'ont point conservé l'énergie de leurs an-
« cêtres. Ils sont de feu pour la superstition, de
« glace pour la liberté. Le peuple ne pense qu'au
« pillage et à la vengeance; les grands, qu'à l'in-
« térêt et à l'oisiveté; la dégénération est partout.
« Quiconque ne s'abaisse pas à flatter le despotisme,
« vit dans l'humiliation ou meurt assassiné : j'en
« suis la preuve en ce moment. Mais toi, Decoquel
« (capitaine cisalpin, ancien ami du général, fait
« prisonnier dans le dernier combat, et qui écou-
« tait Lahoz mourant), tu diras si j'en ai moins
« aimé mon pays pendant ma vie, si je l'aimais
« moins à l'heure de ma mort. » Cela dit, il expira.

Cependant, à la suite d'une vive canonnade, Frœlich s'emparait des hauteurs de Galeazzo et de Saint-Étienne; établissait des tranchées sous le mont Gardetto, et, profitant de sa victoire, chargeait avec fureur cette dernière position le 2 novembre; donnait en même temps l'assaut à la porte Farina, pendant que les Russes et les Albanais attaquaient la porte de France. Monnier soutint le choc avec la plus grande bravoure, et fit voir ce que peut une poignée de soldats épuisés par la fatigue, mais soutenus par leur courage, et l'habileté d'un valeureux capitaine. Les confédérés suspendirent alors les assauts, et se contentèrent de battre la place. Les bastions de la citadelle s'écroulèrent; déjà l'artillerie des assiégés était rompue

et démontée; les vivres commençaient à manquer dans la ville; et Frœlich, avec toutes ses forces, menaçait le mont Gardetto. L'Autrichien fit faire à Monnier une dernière sommation par le général Skal, chargé de lui apprendre en même temps les revers des républicains dans toute l'Italie, et principalement les contre-révolutions de Naples, de Rome et de Toscane. Monnier avait fait tout ce que l'honneur militaire et la dignité de sa patrie pouvaient exiger de lui; il consentit à traiter, déclarant néanmoins qu'il ne voulait négocier qu'avec les Autrichiens, nullement avec les Russes, les Turcs ou les insurgés. D'honorables conditions furent le prix d'une défense magnanime. Il fut convenu : que la garnison sortirait tambours battans, enseignes déployées, et retournerait en France par la route qu'elle jugerait la plus commode, sous promesse de ne point servir contre les alliés jusqu'au moment des échanges; que Monnier aurait une garde d'honneur de quinze cavaliers montés et de trente carabiniers; que nul individu, de quelque nation ou religion qu'il fût, notamment les juifs, soit à l'intérieur de la ville, soit au dehors, dans les départemens du Tronto, du Musone et du Metauro, ne pourrait être troublé, molesté, recherché pour sa conduite, ses écrits ou ses discours en faveur de la république; enfin, que quiconque voudrait suivre la garnison, avec sa famille et ses biens, aurait à cet égard

pleine et entière liberté. Cette capitulation restera comme un témoignage immortel de la valeur et de la générosité de Monnier. Ainsi, de tous les commandans français des forteresses en Italie, Mejean seul, dans le château Saint-Elme, abandonna les républicains. Tous les autres obtinrent, ou demandèrent du moins, la sûreté de ceux qui, en combattant pour les Français, ou en adoptant leurs opinions, avaient encouru la colère de leurs anciens maîtres. La garnison d'Ancône retourna en France par la route de la Bocchetta, recueillant partout sur son passage le tribut d'admiration et de respect qu'elle avait si bien mérité.

Ancône une fois au pouvoir des confédérés, les Russes et les Turcs se mirent à piller. C'était peu qu'une guerre désastreuse eût pesé depuis si longtemps sur ce malheureux pays; il fallait encore que la cessation des hostilités devînt pour lui le signal d'une dévastation plus horrible. Juste et sévère, Frœlich fit punir sans pitié l'avarice et la rapine; mais en cela il ne fit qu'ajouter à la mésintelligence qui déjà régnait entre la Russie et l'Autriche.

FIN DU LIVRE DIX-HUITIÈME.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

État de la France après les désastres d'Italie. — Mécontentement et plaintes des peuples contre le gouvernement; vœu général pour le retour de Buonaparte. — Il revient d'Égypte; renverse le directoire, et s'empare du pouvoir sous le titre de premier consul. — Il médite la conquête de l'Italie; se réconcilie avec Paul, empereur de Russie; mais ne peut s'accorder ni avec l'Autriche, ni avec l'Angleterre. — Grandeur de ses conceptions. — Masséna déploie la plus grande bravoure dans la défense de Gênes; prise de cette ville par les alliés.

L'Europe épouvantée, bouleversée par cette licence effroyable qu'on appelait liberté, va bientôt passer sous ce joug despotique qu'on nomma l'empire : siècle turbulent, ambitieux et superbe, qui tourmenta les hommes par les deux extrêmes les plus funestes, et les rendit incapables d'apprécier, par la suite, des institutions bienveillantes et sagement libérales. La position du directoire était des plus difficiles. De nombreux partis s'agitaient en France, et tous contre lui. Naturellement impatiente des revers, plus impatiente encore en raison de ses premiers succès, la nation française se dédommageait en accusant ses gouvernans des dernières défaites, et de la perte de l'Italie. Un cri général s'était élevé contre le directoire. Les plus modérés lui reprochaient de

ne savoir pas administrer. Celui-ci l'accusait de trahison, celui-là de favoriser les hommes dont les rapines avaient ruiné l'armée, et interrompu ses victoires. L'élan imprimé par les trois nouveaux directeurs n'existait déjà plus. Les conseils législatifs étaient toujours dominés par cette manie de renverser le gouvernement dont on voulait prendre les rênes. Qu'il fît bien, qu'il fît mal, le directoire ne trouvait que des contradicteurs opiniâtres. Refus de marcher de la part des conscrits; désertion parmi les vétérans; résistance chez les contribuables; tous les ressorts du gouvernement étaient paralysés à la fois. La guerre civile ensanglantait les provinces de l'Ouest; la discorde régnait dans le Midi; c'était un combat perpétuel entre les opinions extrêmes et les opinions modérées. Tout le monde voulait un changement; ceux qui connaissaient le fond des choses comme ceux qui l'ignoraient. Ce changement d'ailleurs était inévitable. En France, que les armées éprouvent des revers, et que la presse soit libre, la chute du gouvernement est certaine. La faction militaire qui s'arrangeait mal du régime civil, et qui n'en aime aucun hors le régime militaire, regardait autour d'elle, si quelque bannière provocatrice ne lui offrait pas un point de ralliement; se proposant de soumettre, d'abord le gouvernement en invoquant la liberté, puis le peuple au nom de la gloire. Cet état de choses n'échappait

ni aux hommes sages, ennemis de la licence, ni aux factieux, amis du despotisme; et les deux partis cherchaient à s'en prévaloir pour l'exécution de leurs desseins. Les uns et les autres se souvinrent alors, et de la réputation de Buonaparte, et de l'effroi qu'il inspirait aux étrangers. Lui seul, disaient-ils, peut guérir les plaies de l'état, relever les trophées de la république, reconquérir les précieuses contrées d'Italie. Que ce soit trahison ou incapacité, la gloire française a reçu de déplorables atteintes, et déjà l'Europe, tant de fois vaincue, s'apprête à envahir le territoire de ses vainqueurs. Buonaparte lui seul, toujours semblable à lui-même, a forcé la victoire à suivre les enseignes républicaines sur de barbares et lointains rivages; et nos triomphes en Égypte nous consolent en partie de nos revers en Europe. Voyons ce que peut un seul homme pour le salut des états prêts à succomber sous la force. Joubert n'est plus; Moreau et Masséna ne suffisent point à notre délivrance : pourquoi ne pas appeler au secours de la patrie chancelante Buonaparte, l'homme unique? D'autres peuvent posséder le courage et le génie; mais cette âme qui maîtrise la fortune, cette pensée qui commande à toutes les volontés, qui les enchaîne, les réunit pour un dessein généreux et sublime, Buonaparte seul en est doué. Lui seul peut modérer les esprits, rapprocher les opinions, dissiper les défiances. Retranchons-nous

donc derrière son immense génie; invoquons le bonheur attaché à ses pas. Buonaparte en Italie fut le soutien de la république; à sa retraite de la péninsule ont commencé nos malheurs. C'est au vainqueur de l'Italie et de l'Égypte à relever nos destins. Tous les regards en France se tournaient donc vers le capitaine invincible. Il se vit recherché à la fois, des amis de la gloire militaire qui le jugeaient capable de la rétablir; de ces gens avides de pouvoir et de richesses, qui espéraient satisfaire encore avec lui leur ambition et leur avarice; des ennemis de la licence, parce qu'il ne l'aimait pas lui-même, et qu'ils le savaient homme à la réprimer; des ennemis de la guerre civile, qui se flattaient de la voir cesser à son approche; des républicains exaltés, qui ne doutaient pas que l'élévation de Buonaparte ne déterminât la chute du directoire; des républicains modérés, parce qu'ils se promettaient sous lui une liberté sage et paisible; des savans et des hommes de lettres, qui en espéraient protection et récompense; des philosophes, qui le connaissaient peu rigide en matière de religion et le croyaient ami de la liberté civile; des partisans secrets de l'autorité royale, persuadés, comme le bruit en avait couru, et d'après les pourparlers qui avaient eu lieu, que son projet était de replacer sur le trône de France l'antique famille des Bourbons. Tous voyaient en lui un rédempteur, tous l'appelaient de leurs vœux au

secours de la patrie en alarmes. Cet amour des peuples, Buonaparte le devait aux derniers revers, à l'éclat de ses victoires, à son adresse et à celle de ses partisans. C'était au point que chacun des partis voyait en lui l'homme qui devait réaliser leur espoir. Tel est l'effet de la dissimulation dans les discordes civiles; les différens partis, ou ne communiquent point entre eux, ou refusent réciproquement de se croire, et celui qui les domine tous, peut aisément les flatter, les séduire et les tromper tous sans danger. Si la sagesse a tant d'avantages sur l'inexpérience, qu'on juge du pouvoir de la ruse, qui n'est rien qu'un raffinement de la sagesse, et Buonaparte fut le plus rusé de tous les hommes. Enfin, tout était bien disposé; Buonaparte n'avait plus qu'à vouloir. A la première nouvelle des désastres d'Italie, les novateurs avaient eu l'idée de le faire revenir d'Égypte. Ils la réalisèrent, quand ils apprirent la mort de Joubert à la bataille de Novi. Le projet fut adopté par le directeur Sieyes, politique des plus habiles qui apercevait la nécessité d'une réforme dans l'état; par le directeur Barras, attendu d'anciennes liaisons avec Buonaparte, et les espérances qu'il avait conçues du côté des Bourbons; par les généraux de l'armée d'Italie, excepté Masséna, qui n'était rien moins qu'affectionné à Buonaparte; enfin, par les frères Joseph et Lucien Buonaparte, qui avaient aussi leur ambition à satisfaire. Lucien sur-

tout secondait parfaitement ses desseins. Lui et ses amis affirmaient que l'état ne pouvait plus se soutenir avec la constitution actuelle, et qu'il fallait en créer une autre; il représentait au peuple, sous de vives couleurs, les victoires et les désastres d'Italie; déplorait le sort de la Cisalpine, opprimée par Trouvé et Rivaud; plaidait, non sans éloquence, pour la liberté et l'indépendance de l'Italie; s'affligeait de voir la France asservie, disait-il, par un directoire arbitraire et despote. Ces déclamations de Lucien, le nom de son frère, ramenaient à lui, comme à un centre commun, les amis de la liberté et de la gloire nationale, les partisans de l'indépendance italienne, et tous ceux qui méditaient déjà de nouvelles spoliations dans la péninsule.

On était alors en été; un bâtiment grec fut chargé de porter en Égypte l'expression du vœu général; l'avis fut bien reçu, et venait à propos. Buonaparte avait l'esprit vif, un génie vaste, une grande habileté politique, une connaissance profonde du cœur humain: il mesure d'un coup d'œil l'avenir qui s'ouvrait pour lui, et apprécie, dans son ambition immense, toute l'opportunité du moment. C'était d'ailleurs une occasion favorable de quitter l'Égypte, où ses affaires commençaient à décliner: il s'élance avec ardeur au devant de ses nouvelles destinées. Buonaparte ramène avec lui ses compagnons d'armes les plus affidés; il avait

besoin de leur bras et de leur courage ; les savans et les hommes de lettres les plus distingués ; comptant beaucoup sur leur influence, leurs discours et leurs écrits. Il arrive inopinément à Fréjus, viole les règlemens sanitaires pour ne pas laisser refroidir l'enthousiasme, et gagne sans délai le volage Paris, où il était impatiemment attendu. Je ne m'arrêterai point à raconter les réjouissances qui signalèrent son retour. Il suffira de dire que le peuple accourait en foule sur ses pas, et voyait en lui son idole, son libérateur, son messie. Buonaparte était encore simple particulier, général sans armée, et déjà la France obéissait à ses lois. Lyon, surtout, qui portait encore les marques sanglantes de la tyrannie des jacobins, indigné du joug militaire qui n'avait point cessé de peser sur lui, Lyon se livrait aux transports d'une joie sans exemple. Buonaparte, à son passage par cette ville, t entendre aux habitans le langage qui devait particulièrement les intéresser ; parla de paix, de prospérité commerciale, de blessures civiles à guérir par un gouvernement équitable et doux. Les Lyonnais, contens, s'abandonnaient à l'espoir et à la reconnaissance. Dans Paris, tous les partis s'adressaient à Buonaparte. Il donnait à tous de bonnes espérances ; mais penchait néanmoins pour la modération, persuadé que tel était le désir universel. Les hommes de lettres principalement, poètes ou prosateurs, imaginaient mille moyens

de lui plaire, et portaient son nom jusqu'aux nues. La flatterie devenait une mode; la France entière ne retentissait plus que de louanges et de panégyriques; la liberté était perdue, qu'elle n'avait pas encore pris naissance.

Les conseils législatifs et le directoire s'enfuirent devant les baïonnettes de Buonaparte. Les soldats se tournèrent contre le gouvernement qui les payait. Buonaparte eut peur d'abord, et fit bientôt peur aux autres; traita de fou quiconque pensait que la monarchie dût prévaloir en Europe sur le système républicain, puis il supprima toutes les républiques et leur substitua autant de monarchies. L'Europe se souvient du 9 novembre: ce jour pouvait voir éclore un régime doux et modéré; il n'enfanta qu'un régime dur, violent, tyrannique et militaire. Sieyes ne tarda pas à s'apercevoir qu'il avait rencontré un maître au lieu d'un collègue, Barras un despote ombrageux au lieu d'un ami reconnaissant.

Ici commencent quinze années de déception. Craignant de trouver les Français mal disposés à recevoir le grand changement qu'il méditait, persuadé en outre qu'il fallait à son ambition immense des appuis extraordinaires, Buonaparte eut recours aux séductions les plus puissantes. Étonnant dans l'art de gagner des batailles, il le fut davantage encore dans l'art de tromper les hommes. Il les attirait, à leur insu, pour ainsi dire, sous le joug

de fer qu'il leur destinait. Agréablement séduits par l'apparence et l'espoir d'un heureux avenir, ils se précipitaient en foule vers le but par lui indiqué; jamais écorce plus aimable ne couvrit de fruits plus amers. Fatigués, accablés depuis si long-temps par la guerre, les Français désiraient surtout le repos. Fonder la paix au dedans, l'obtenir au dehors, paraissait à Buonaparte le plus sûr moyen d'établir sa puissance; tous ses efforts eurent ce résultat pour objet. A ses yeux, et il voyait juste, le plus grand obstacle à la concorde intérieure, c'étaient ces esprits exagérés, ennemis ambitieux de tous les pouvoirs, qui ne savent même pas conserver l'autorité suprême quand ils y sont parvenus, parce qu'alors ils commencent par écraser les peuples, et deviennent bientôt les instrumens de leur propre ruine. Buonaparte n'ignorait pas que ces individus étaient odieux à la France. Il réfléchit que le rétablissement de la bonne harmonie était attaché à l'expulsion de ces artisans de scandales, de désordres et de meurtres. Sans s'arrêter aux formes lentes de la justice, il confina les uns dans les places frontières, envoya les autres en exil, purgea la France de ces hommes turbulens, et rappela ceux qui s'étaient expatriés, soit par amour pour le roi, soit par horreur des excès commis aux époques les plus désastreuses de la révolution. L'édit comprenait quelques exceptions à la vérité, mais peu nombreuses, et plutôt

pour laisser la voie ouverte à de nouvelles faveurs, que dans toute autre intention. Les émigrés rentrèrent, non sous le toit paternel, non dans le patrimoine de leurs aïeux, l'état s'en était emparé; mais ils revirent du moins les montagnes, les fleuves, les vallées de la patrie; mais du moins ils respirèrent l'air natal, et c'était toujours là du bonheur. Ces mesures plaisaient infiniment aux royalistes, qui en espéraient de plus favorables encore. Leur joie souriait au consul lui-même, qui voulait se faire porter au suprême pouvoir, et par les royalistes, et par les républicains tout ensemble. Il persistait d'autant plus volontiers dans ce nouveau système, qu'il le jugeait de nature à satisfaire les gouvernemens européens. Ils devaient y voir, en effet, l'intention par lui manifestée à Léoben et à Campo-Formio de replacer les Bourbons sur le trône de leurs ancêtres, et c'était là le plus ardent désir des princes, mais surtout de l'empereur Paul. Au moyen de cette profonde dissimulation, Buonaparte espérait acquérir la paix en Europe, et assez d'autorité en France pour pouvoir enfin déclarer, hautement et sans danger, la résolution où il était de conserver pour lui seul la souveraine puissance. Le sénat et le corps législatif, créés par lui en France, lui inspiraient peu d'inquiétude; l'intérêt lui répondait de l'un, l'ambition lui soumettait l'autre. Remarquons aussi qu'en réunissant en une seule les diffé-

rentes administrations provinciales, il avait rétabli la régularité dans le service, la prospérité dans les finances. Tout tendait à la monarchie. Les magistrats bien rétribués obéissaient en silence; les troupes, exactement payées, marchaient avec ardeur. Le consul ne recueillait que des bénédictions et des vœux. S'imaginer que des principes abstraits puissent prévaloir contre l'or, c'est folie.

Buonaparte était puissamment secondé par les savans et les hommes de lettres, très influens auprès du peuple, surtout en France, où ils étaient réunis comme en congrégation, sinon en conformité d'une loi, du moins sous l'autorité de l'usage. Aussi le consul les caressait, les enrichissait, les appelait aux honneurs. C'était, entre lui et l'Institut, un échange continuel de congratulations réciproques. Tous n'agissaient pas d'après le même principe : les uns s'attachaient à lui par intérêt, les autres par amour du bien, persuadés, ou que le consul voulait la liberté publique, ou qu'ils le détermineraient à la vouloir. J'aime à nommer ici Cabanis, chez qui je ne sais si je dois louer davantage, ou la pureté de la pensée, ou l'élégance du langage, ou l'éloquence du style, ou la noblesse du caractère. Assurément il brillait par l'ensemble de ces qualités réunies. Cette faveur accordée aux savans et aux hommes de lettres, devenait infiniment profitable à Buonaparte; chacun se persuadait que l'ami des hommes

civilisés protégerait aussi la civilisation et la liberté, qui serait elle-même le complément et comme la fleur de la civilisation, si l'avarice et l'ambition ne s'attachaient pas aux racines.

L'un des plus grands fléaux de la révolution, c'était la guerre de la Vendée. Des populations entières exterminées, les contrées les plus fertiles transformées en désert, des atrocités inconnues, même aux discordes civiles, avaient signalé la fureur des républicains et des royalistes; guerre interminable, qui s'irritait par la force, et renaissait plus terrible après d'astucieuses négociations. Le consul apprécia les droits qu'il aurait à la reconnaissance des peuples, s'il parvenait à pacifier un pays, depuis si long-temps abreuvé du sang des Français. Il l'entreprit et en vint à bout. Soit la terreur inspirée par ses armes, ses préparatifs militaires, ses promesses de respecter les traités, ou l'espérance par lui secrètement donnée de faire plus encore, les chefs vendéens consentirent à d'honorables propositions. La concorde reparut sur les rives sanglantes de la Loire. Paris étonné reçut dans ses murs les généraux de la Vendée. Le peuple admirait ce consul, arbitre de la paix aussi bien que de la guerre.

Les ecclésiastiques avaient été tourmentés par le directoire; Buonaparte pensa qu'ils n'en seconderaient que mieux ses propres desseins : il essaya de les attirer à lui, et réussit encore. Il rendit aux

prêtres émigrés une patrie; aux détenus la liberté; à ceux qui s'étaient cachés, l'assurance d'une vie paisible, soutenant toujours ces actes publics par les espérances qu'il donnait en secret. Les prêtres sans exception, ceux-là même qui, le crucifix en main, avaient soulevé les populations vendéennes contre les républicains, tous les prêtres, dis-je, se déclaraient pour lui et travaillaient à sa grandeur. Il avait persécuté Pie VI vivant, il lui rendit de pieux devoirs après sa mort; fit célébrer solennellement à Valence, en Dauphiné, les obsèques du défunt pontife, le nomma juste, vertueux, saint, et affirma que si ce pape avait fait la guerre à la France, il fallait en accuser la perfidie des conseillers de Rome. Ce langage plaisait merveilleusement aux amis de la religion, et surtout à ses ministres. A leurs yeux, Buonaparte n'était plus seulement le héros cher à la victoire, le réformateur généreux du gouvernement, c'était encore le pieux restaurateur de l'antique religion des Français. Le trône pontifical se trouvant vacant par la mort de Pie VI, les cardinaux se réunirent en conclave, à Venise, pour l'élection d'un nouveau pape. L'opération devant avoir lieu dans une ville sujette de l'Autriche, le consul craignit de voir nommer un pape dévoué à cette puissance, peu favorable, par conséquent, à la France et à lui-même. Nouvelle raison pour lui de multiplier les marques d'affection envers la religion et le

clergé. Ces démonstrations portaient naturellement à croire que Buonaparte était résolu à rétablir définitivement l'ancien ordre légitime dans les affaires de l'Église. Aussi les cardinaux réunis à Venise ne désespérèrent-ils point de la France, et refusèrent d'élever au pontificat, un cardinal trop contraire à cette république. D'un autre côté, et c'était un incident heureux pour la France, comme pour Buonaparte, le sacré collége suspectait fortement les intentions de l'Autriche à l'égard du patrimoine de l'Église. Le projet qu'avait eu cette puissance de faire marcher Frœlich contre Rome, les délais apportés par ce général à ratifier la convention conclue entre Garnier, les Anglais et les Napolitains, surtout le désir et même la volonté ouvertement manifestée par l'Autriche, de garder pour elle les légations : tout cela inspirait aux cardinaux de graves défiances ; et ils pensaient à se mettre en garde contre l'Autriche, en se ménageant l'amitié de la France. Le consul entretenait adroitement cette mésintelligence. Il voyait qu'au lieu de combattre l'Europe et le saint siége, il pouvait désormais se servir du saint siége pour combattre l'Europe ; et comme il savait, par sa propre expérience, que l'oubli de la religion avait rendues vaines toutes les déclamations en faveur de la liberté, il résolut d'associer l'esprit de liberté aux sentimens de la religion, sauf, quand sa domination serait solidement établie,

à étouffer l'une, et à faire servir l'autre à ses desseins.

Cependant la paix était devenue le premier désir, comme le besoin général de la France. Buonaparte favorisait cette inclination, non qu'il espérât obtenir la paix de tous les princes; mais la leur offrir à tous lui semblait un coup de maître. Aussi ne cessait-il de répéter que son retour d'Égypte n'avait point eu d'autre objet; qu'il détestait la guerre et les conquérans; qu'il priait Dieu de prolonger son existence seulement jusqu'à ce qu'il eût rendu le repos à la France et à l'Europe affligées; qu'il était dégoûté de la gloire des guerriers, et n'ambitionnait plus que celle des pacificateurs. Tel était le ton persuasif de son langage, et l'air de vérité qu'il savait donner à ses paroles, que chacun croyait à leur sincérité.

La paix avec l'Angleterre, ou du moins l'offre de la paix à cette puissance, lui paraissait surtout devoir seconder puissamment ses vues; il écrivit au roi George une lettre fort travaillée que voici:

Appelé par les vœux de la nation française à occuper la première magistrature de la république, je juge convenable, en entrant en fonction, d'en donner une communication directe à votre majesté.

La guerre qui, depuis huit années, a ravagé les quatre parties du monde, doit-elle être éternelle? n'y a-t-il pas de moyens de parvenir à s'entendre?

Comment les deux nations les plus éclairées de l'Europe, dont la puissance et la force sont plus grandes que l'exigent leur sûreté et leur indépendance, peuvent-elles sacrifier à l'idée d'une vaine grandeur les bienfaits du commerce, de la prospérité intérieure, et du bonheur des familles? comment ne sentent-elles point que la paix est aussi glorieuse que nécessaire?

Ces sentimens ne peuvent être étrangers au cœur de votre majesté qui règne sur une nation libre, et dans la seule vue de la rendre heureuse.

Votre majesté ne verra, dans cette ouverture, que mon sincère désir de contribuer efficacement à une pacification générale, par une démarche prompte, franche, et débarrassée de ces formes qui, nécessaires peut-être pour déguiser la dépendance des états faibles, ne prouvent, dans ceux qui sont forts, que le désir mutuel de se tromper.

La France et l'Angleterre, par l'abus de leurs forces, peuvent long-temps encore, pour le malheur des nations, retarder le moment de leur épuisement absolu; mais, j'oserai le dire, le sort de toutes les nations civilisées est attaché à la fin d'une guerre qui enveloppe le monde entier.

Le roi George répondit sévèrement, par l'organe de son ministre Grenville:

La France a désolé le monde; les mêmes principes, les mêmes causes amèneront les mêmes

résultats. La France a fait servir les traités de paix et d'alliance à la destruction de ses amis et de ses alliés. Le nouveau gouvernement, sorti d'une révolution nouvelle, changera-t-il de maximes? offrira-t-il plus de sécurité aux puissances qui traiteront avec lui? Sa majesté ne peut se fier à une profession vague de dispositions pacifiques. L'expérience seule, non de vaines paroles, convaincront le roi que la France renonce à son système dévastateur. Le roi désire la paix; mais il la veut sûre pour lui et pour ses alliés. Le gage le plus certain de la paix, sera le rétablissement de cette dynastie qui, depuis tant de siècles, maintenait le bonheur à l'intérieur de la France, et la faisait respecter au-dehors. Toutefois, sa majesté indique ce moyen, et ne prétend pas l'imposer. Elle n'entend point prescrire à la France quelle sera la forme de son gouvernement, ni dans quelles mains elle déposera l'autorité nécessaire pour conduire les affaires d'une grande et puissante nation. Sa majesté ne s'occupe que de la sécurité de ses domaines et de ceux de ses alliés. Quand elle jugera que cette sécurité peut être obtenue, elle consentira volontiers à traiter; mais jusqu'à présent, les principes du nouveau gouvernement ne sont pas suffisamment connus, et il n'existe point de motif raisonnable pour juger de sa stabilité.

Il y avait, entre la France et l'Angleterre, ri-

valité haineuse, opposition d'intérêts, jaloux voisinage, difficulté extrême de s'entendre. Le contraire avait lieu entre la France et la Russie. L'Autriche était l'alliée naturelle, la Russie l'alliée fortuite de l'Angleterre. Buonaparte le savait, et n'ignorait pas non plus la mésintelligence survenue entre Paul et François. Les démonstrations de l'Autriche contre Rome; son refus de réintégrer le roi de Sardaigne; les mauvais traitemens réservés aux soldats de ce prince par Frœlich; la démarche de l'archiduc Charles, qui s'était tout à coup porté sur le Rhin, en abandonnant Suwarow, alors en danger dans la Suisse; l'intention, sans cesse manifestée, de régner en maîtresse absolue sur l'Italie : tout cela indisposait l'empereur Paul contre son allié. Disons cependant que Paul aurait désiré aussi posséder un comptoir, ou, si l'on veut, un marchepied dans le royaume de Naples, et qu'il avait récemment entamé des négociations, à cet égard, avec le roi Ferdinand. Le consul fomentait soigneusement cette désunion des deux empereurs, et représentait avec force au premier l'ambition du second. L'Autriche, disait-il, indépendamment des domaines vénitiens, à elle cédés en compensation des Pays-Bas, veut encore l'état de Milan et Mantoue, reconquis en grande partie au prix des efforts et du sang des soldats russes. C'est peu, elle ambitionne les trois légations pontificales, élève des prétentions sur le Piémont, et

voilà pourquoi elle empêcha Suwarow de replacer Charles Emmanuel sur le trône de ses aïeux. Quant à lui, Buonaparte, il n'avait, ajoutait-il, d'autres projets sur l'Italie, que d'y faire exécuter le traité de Campo-Formio, d'assurer l'indépendance du pontife et du roi de Naples, de donner à la Cisalpine une organisation moins démocratique, de rendre le Piémont au roi de Sardaigne, ou du moins un équivalent de ses états. Puis il rappelait l'insolence de la domination anglaise sur les mers, la noble résolution de Catherine, qui voulut y mettre un terme, parlant aussi avec emphase de la liberté de la Baltique, et de la franchise des neutres en temps de guerre. A toutes ces insinuations, il mêlait certaines phrases qui laissaient espérer à Paul le rétablissement des Bourbons en France, ainsi que l'avait d'abord annoncé le comte d'Entraigues. L'empereur se laissa séduire par ces promesses. Pour lui donner tout-à-fait le change, le consul payait, équippait, et renvoyait à leur maître les soldats faits prisonniers en Suisse et en Hollande. Cette générosité apparente semblait un gage de sa conduite pour l'avenir. Toujours prompt à se décider, s'aveuglant par sa sincérité même, sur le langage doucereux du consul et sur ses projets ultérieurs, le monarque russe reporta subitement à l'Angleterre l'inimitié qu'il avait jusqu'alors montrée à la France; déclara qu'il ne faisait plus partie de la ligue; et rappela dans ses

états, les troupes russes cantonnées en Allemagne. De plus, il remit en vigueur, contre la puissance maritime de l'Angleterre, les articles de la ligue du Nord, et congédia les agens du roi George; imputant ouvertement à l'Angleterre la malheureuse issue de l'expédition de Hollande. C'est ainsi que Paul renonçait à l'amitié de l'Angleterre et de l'Autriche, pour se jeter dans les bras de la France. Un événement de cette importance ne pouvait manquer de produire une forte sensation en Europe. Le consul lui dut en grande partie son élévation.

En paix avec l'empereur de Russie, Buonaparte se tourna vers le roi de Prusse, dont il voulait conserver l'amitié. Il y réussit sans beaucoup d'efforts. Toujours dissimulé, toujours astucieux, tantôt il répétait qu'il pourrait un jour réintégrer les Bourbons; tantôt il déclamait contre l'ambition de l'Autriche, et il obtint de Frédéric-Guillaume, que ce prince confirmât le traité de paix signé à Basle, reconnût le nouveau gouvernement de France, et Buonaparte pour le chef suprême de la république.

L'Autriche restait seule sur le continent contre la France. Le consul fit des démarches auprès de l'empereur François, lui offrant l'exécution du traité de Campo-Formio, sauf à y ajouter les clauses qui seraient jugées nécessaires pour la sécurité des monarchies, et des possessions autri-

chiennes dans la péninsule. L'Autriche répugnait à renoncer au fruit de ses dernières victoires, et ne pouvait se décider, conservant les états vénitiens qu'elle avait reçus en échange du Brabant, à laisser échapper l'état de Milan, son antique propriété, et reconquis principalement par la valeur et au prix du sang de ses soldats. Elle n'accordait d'ailleurs aucune confiance aux promesses de Buonaparte, avec qui elle s'était souvent trouvée en négociation, et dont elle avait appris à connaître le caractère. Elle savait encore qu'en restituant le Milanais à Buonaparte, elle rendait incertaine et douteuse pour elle-même la possession des états vénitiens, et qu'elle ne pouvait, sans péril, partager la domination de l'Italie avec un homme aussi entreprenant, aussi enorgueilli de ses victoires que l'était en effet le consul. A toutes ces réflexions se joignirent les instigations de l'Angleterre. Cette puissance, qui voyait sa ruine dans la pacification de l'Europe, offrit de l'argent et la coopération de ses flottes sur les côtes de France. Par ces motifs, considérant, en outre, que les vétérans de Buonaparte étaient morts, ou de la peste en Égypte, ou par le fer en Italie, l'Autriche rejeta les propositions du consul, et résolut de tenter le sort des armes. Buonaparte, qui ne désirait pas réellement traiter avec l'Autriche, se félicitait également, et de l'offre qu'il avait faite, et du refus qu'il venait d'éprouver. Ainsi assuré

que la plus grande partie de l'Europe lui était favorable, il redoubla le zèle de ses partisans en France, réprima les mécontens, et vint à bout, soit par ses actes, soit par ses promesses, de faire aimer son gouvernement à l'universalité des Français, de leur faire désirer son élévation personnelle, et de les disposer à seconder en tout ses desseins. La France entière embrassait avec ardeur ses nouvelles destinées; et si Buonaparte, général, l'avait rendue glorieuse par les armes, personne ne doutait que Buonaparte, consul, ne la rendît à la fois glorieuse par la guerre, et fortunée par la paix.

Quant à la guerre, son plan fut parfait. Il envoya des renforts, composés presque entièrement de vétérans, à Moreau, qu'il avait maintenu au commandement de l'armée du Rhin, et qui devait soutenir tout le poids des armées impériales en Autriche. Comme il pensait aussi chaque jour davantage à reprendre l'Italie, il envoya Masséna en Ligurie, avec ordre d'y tenir l'ennemi en échec, et de conserver Gênes, jusqu'à ce qu'il pût lui-même se présenter avec une grosse armée dans les plaines de la péninsule. Il rassembla un nombre considérable de troupes, vieilles et nouvelles, à Dijon, d'où il comptait se porter, soit en Allemagne, si Moreau avait besoin de son secours, soit en Italie, dans le cas contraire. Mais il fondait de grandes espérances sur l'habileté de Moreau, sur

la force de l'armée au commandement de ce général; et l'intention du consul était surtout de conduire les troupes réunies à Dijon, sous le nom d'armée de réserve, dans les champs de l'Italie, théâtre récent de ses triomphes. Masséna commandait l'extrême droite, Moreau la gauche, et Berthier le centre, dont il prit bientôt lui-même la direction. On demanderait vainement aux annales militaires des noms plus illustres, des généraux plus braves, plus expérimentés; le monde s'attendait à de nouveaux prodiges.

Les hostilités étant sur le point d'éclater, Buonaparte, avec cet accent qui présage la victoire, parla ainsi aux soldats :

« Lorsque j'ai promis la paix, j'ai été votre « organe. Vous êtes les mêmes hommes qui con- « quirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et don- « nèrent la paix sous les murs de Vienne effrayée. « Soldats, ce ne sont plus vos frontières qu'il faut « défendre, ce sont des états ennemis qu'il faut « envahir. Il n'est aucun de vous qui n'ait fait plu- « sieurs campagnes, qui ne sache que la qualité la « plus essentielle du soldat est de savoir supporter « les privations avec constance. Plusieurs années « d'une mauvaise administration ne peuvent être « réparées en un jour. Premier magistrat de la « république, il me sera doux de faire connaître à « la nation entière les corps qui mériteront, par « leur discipline et leur valeur, d'être déclarés les

« soutiens de la patrie. Soldats! lorsqu'il en sera « temps je serai au milieu de vous, et l'Europe se « souviendra que vous êtes de la race des héros qui « l'ont déjà étonnée. »

C'était ainsi que le consul aiguillonnait l'ardeur des républicains, et doublait leur valeur dans les combats.

Accablée sous le poids de ses malheurs, l'armée d'Italie commençait à se démoraliser; Buonaparte lui adressa la proclamation suivante :

« Soldats! les circonstances qui me retiennent à « la tête du gouvernement m'empêchent de me « trouver au milieu de vous.

« Vos besoins sont grands; toutes les mesures « sont prises pour y pourvoir.

« Les premières qualités du soldat sont la con- « stance et la discipline; la valeur n'est que la « seconde.

« Soldats! plusieurs corps ont quitté leurs posi- « tions; ils ont été sourds à la voix de leurs offi- « ciers; la dix-septième légère est de ce nombre.

« Sont-ils donc tous morts, les braves de Casti- « glione, de Rivoli, de Newmark? Ils eussent péri « plutôt que de quitter leurs drapeaux, et ils eus- « sent ramené leurs jeunes camarades à l'honneur « et au devoir.

« Soldats! vos distributions ne vous sont pas « régulièrement faites, dites-vous? qu'eussiez- « vous fait, si, comme les quatrième et vingt-

« deuxième légères, les dix-huitième et trente-« deuxième de ligne, vous vous fussiez trouvés « au milieu du désert, sans pain ni eau, mangeant « du cheval et du mulet? La victoire nous don-« nera du pain, disaient-elles; et vous, vous quit-« tez vos drapeaux!

« Soldats d'Italie! un nouveau général vous « commande; il fut toujours à l'avant-garde dans « les plus beaux jours de votre gloire. Entourez-le « de votre confiance; il ramenera la victoire dans « vos rangs.

« Je me ferai rendre un compte journalier de « la conduite de tous les corps, et spécialement « de la dix-septième légère et de la soixante-troi-« sième de ligne. Elles se ressouviendront de la « confiance que j'avais en elles. »

Ce langage rendit soudain l'espoir à ces braves soldats. L'armée d'Italie, qui ne comptait pas alors plus de vingt-cinq mille hommes, était ainsi distribuée : le corps de droite, aux ordres du général Soult, s'étendait depuis Recco, dans la rivière de Levant, par Monte-Cornua et Toriglio, et depuis la Bocchetta par Campo-Freddo, Stella, Montelegino, dans la rivière de Ponant, jusques à Cadibona et Savone. Ce corps couvrait Gavi et Gênes, où se trouvait Masséna. La gauche, commandée par le général Suchet, gardait la rivière de Ponant depuis Vado jusqu'au Var, au moyen de détachemens répartis dans Monte-Sangiacomo,

Settepani, Saint-Étienne, Notre-Dame de la Neve, Monte-Calvo, Monte-Grosso, et sur les sommets des Alpes maritimes. Cette ligne était trop étendue sans doute, si l'on considère le petit nombre de troupes qui la formait; mais la possession de Gênes importait beaucoup à Buonaparte pour l'exécution de ses projets ultérieurs, et Masséna voulait ouvrir une large voie à l'arrivage des subsistances dont il manquait. Voilà ce qui le fit résoudre à ne céder les rivières que quand il y serait contraint par la nécessité.

D'un autre côté, malgré son expérience et sa sagesse, peut-être même parce qu'il était sage et expérimenté, Melas ne pouvait se persuader que les troupes rassemblées à Dijon fussent destinées à fondre sur l'Italie. Il lui semblait impossible qu'après tant de revers, les républicains eussent réuni en si peu de temps des forces proportionnées à la grandeur d'une telle entreprise, et dussent reparaître si tôt dans ces plaines, d'où lui-même venait tout récemment de les expulser. Melas ne s'était point fait une juste idée de l'activité de Buonaparte, ni de la docilité des Français envers lui. Il ne s'inquiéta point assez de ce qui pouvait arriver sur ses derrières et sur son flanc droit; s'appliqua uniquement à chasser l'ennemi des deux rivières; se consuma en efforts contre l'extrême droite des Français, dans des passages difficiles, sur de stériles rochers, et fournit ainsi lui-même

à son adversaire les moyens de descendre, avec tout le centre de son armée, dans les plaines fertiles du Milanais. Ce fut une grande faute de la part de ce général, les événemens qui vont suivre en sont la preuve. Il fit précisément ce que voulait Buonaparte; au point que la présence d'une si faible armée pour garder les deux rivières, le prolongement extrême de la ligne, et cette obstination à se maintenir dans la capitale de la Ligurie, semblent moins l'effet de l'erreur ou de l'impuissance, qu'une ruse de Buonaparte pour engager Melas à porter la guerre sur un point où elle paraissait offrir tant de facilités. Dans aucun cas, on cherche vainement de quelle utilité devait être pour l'Autriche la prise de Gênes, qu'elle ne pouvait, qu'elle ne voulait peut-être pas garder, encore moins des deux rivières, que bien certainement elle ne pouvait ni ne voulait conserver. Espérer que l'apparition des enseignes autrichiennes ferait soulever les peuples contre Buonaparte, c'était étrangement se méprendre; et il suffira, pour s'en convaincre, de réfléchir au caractère de l'époque. C'était dans les riches plaines du Piémont et de la Lombardie, non sur le territoire français ni sur les roches liguriennes, que devait se décider la question de savoir à qui, de la France ou de l'Autriche, resterait l'empire de la péninsule. Les Autrichiens devaient donc s'attacher à garder les passages dont ils étaient maîtres, et en

même temps occuper la plaine avec des forces considérables, au lieu de s'aller confiner à l'une des extrémités du théâtre des événemens. En se portant d'un côté sur Gênes, de l'autre sur Nice, Mélas tournait le dos à Buonaparte, qui venait de Dijon : position étrange qui annonçait, ou que le général comptait trop sur lui-même, ou qu'il ignorait encore les desseins publiquement avoués par son adversaire, ou qu'il n'avait calculé ni la célérité de Buonaparte, ni la confiance qu'il inspirait aux Français, ni l'ardeur de ces derniers, ni leur impatience de venger des défaites, ni leur amour de la gloire militaire.

De beaucoup supérieure en nombre à l'armée de Masséna, celle de Melas s'étendait depuis Sestri, au levant, par les hauteurs des Apennins, vis-à-vis les positions des Français, jusqu'au col de Tende. Ott commandait la gauche; plus à droite, à Novi, dans les environs de Gavi et à la Bocchetta, se trouvait Hohenzollern; Melas était avec son quartier-général à Cairo; Esnitz à Ceva, en face de Suchet; Morzin, avec l'extrême droite, entre Coni et le col de Tende. Sur le point d'envahir le Génovésat, Melas préluda par de douces paroles à de sanglans combats. « Génois, disait-il, « j'entre sur votre territoire, non pour m'en em- « parer ou pour vous soumettre; mais pour com- « battre un ennemi qui, en vous promettant l'éga- « lité et la liberté, vous a réduits à la misère et

« au désespoir. L'empereur mon maître ne pré-
« tend point à des conquêtes; il ne veut que vous
« affranchir du joug d'un ambitieux conquérant;
« il veut que vos propriétés, votre religion et vos
« personnes soient respectées; il le veut, et je suis
« là pour faire exécuter ses ordres. Voyez les pro-
« vinces rendues par nous à la liberté; vos inté-
« rêts ne sont pas moins chers à mon souverain.
« J'appellerai en son nom, au gouvernement, ceux
« de vos concitoyens réputés les plus vertueux et
« les plus sages. Les ports seront libres aussi bien
« que le commerce, unique et véritable source de
« votre prospérité. La misère va céder la place à
« l'opulence, l'oppression à la liberté, croyez-en
« la voix d'un général victorieux. »

Un Génois nommé Azeretto, d'abord à la solde de France, et ensuite à la solde d'Autriche, fit une proclamation à ses compatriotes pour les inviter à se soulever contre les Français, qu'il chargeait des épithètes les plus injurieuses; mais c'était aux armes à décider la querelle, et l'on ne tarda pas à en venir aux mains.

Melas avait conduit le gros de son armée à Carcare. Son intention était de chasser l'ennemi des hauteurs, et de pousser jusqu'à Savone, pour séparer la gauche des Français du centre et de la droite, en position dans la rivière du Levant. Ce succès obtenu, il lui devenait facile, et c'était son but principal, d'enfermer Masséna dans Gênes et

de le forcer à la reddition. Mais, pour empêcher le général républicain d'envoyer ses troupes de la rivière du Levant, au secours de celles qui allaient être attaquées dans la rivière du Ponant, il chargea Ott d'attaquer les Français, répartis sous le commandement de Miollis, à Recco, Torriglio, Scafera, Sant'-Alberto, Monte-Cornua, Monte-Becco et Monte delle Fascie. Melas ordonna en même temps à Hohenzollern d'emporter, à tout prix, le col de la Bocchetta.

Le 6 avril, à la pointe du jour, les Autrichiens s'ébranlèrent de Carcare sur trois colonnes. Le centre, conduit par Mitrouscki, s'avança par Altare et Torre sur Cadibona, position importante fortifiée par les Français, et qui était comme la clef du pays. Le général Saint-Julien, avec la gauche, devait s'emparer de Montenotte, et marcher ensuite sur Sassello, occupé par un gros détachement de républicains. La droite, sous les généraux Esnitz et Morzin, était chargée d'emporter les hauteurs de San-Giacomo, en passant par les Mallare, vers les sources du bras droit de la Bormida. Ces différens assauts étaient habilement combinés. Les Autrichiens avaient pour but d'entrer dans Savone, et de se placer ainsi entre Suchet et Masséna. Les premiers coups se portèrent à Torre. On se battit avec valeur des deux côtés. Les Autrichiens avaient la supériorité du nombre, les Français l'avantage du lieu. Ceux-ci

furent contraints de se replier sous les retranchemens de Cadibona, où ils continuèrent à se défendre vaillamment; mais le brave bataillon de Reiscki, ayant pris à revers les retranchemens, fit pencher la balance du côté des Impériaux. Les républicains se retirèrent en désordre; et sans le général Soult, qui accourut avec des troupes fraîches, la déroute eût été complète. La présence de Soult ne rétablit cependant point le combat; les Autrichiens, poursuivant leurs succès, forcèrent l'ennemi de gagner péniblement, par ces sommets escarpés, le mont Ajuto, où il existait aussi quelques fortifications. Melas voulut enlever cette nouvelle position aux républicains, et la fit charger par Lattermann et Palfi, avec cinq bataillons de grenadiers et le régiment de Spleny. Vigoureusement attaqués, en flanc par les premiers et de front par le second, les Français évacuèrent le retranchement, poursuivis par les Autrichiens jusqu'à Monte-Moro. Là eut lieu un nouvel engagement. Melas, en même temps qu'il attaquait de front, faisait tourner l'ennemi par ses flancs, d'un côté vers Vado, de l'autre vers Arbizzola. Craignant de se voir entièrement séparés des leurs, les Français continuèrent leur mouvement rétrograde, et s'enfuirent à Savone, où les Autrichiens vainqueurs entrèrent pêle mêle avec eux. Soult ne perdit point de temps, fit jeter dans le fort de la ville autant de munitions que

les difficultés du moment le lui permirent, et se replia sur Varaggio, après avoir attaqué et battu les Autrichiens sur les hauteurs d'Arbizzola. Ces divers engagemens coûtèrent beaucoup aux deux partis; mais principalement aux Français, en raison de leur infériorité numérique.

Pendant ce temps, Esnitz avait attaqué le mont San-Giacomo; Suchet s'y défendit vaillamment; mais la déroute de Cadibona, celle de Monte-Ajuto, et l'occupation de Savone rendant sa position trop périlleuse, le général français crut devoir abandonner sa position, et successivement les redoutes de Settepani, Saint-Étienne et Notre-Dame de la Neve. Seras tint ferme d'abord à Melogno, et fut contraint lui-même de se replier; mais il le fit en bon ordre et dans l'attitude de la menace. Suchet se retira par Finale, Gora, Bardino, la Pietra et Loano, jusqu'à Borghetto.

Les Autrichiens n'avaient pas été moins heureux dans la rivière de Levant et à la Bocchetta. Ott attaqua impétueusement Monte-Cornua, où les Français opposèrent une vive résistance, et qu'ils finirent par évacuer, aussi bien que le Monte delle Fascie, pour gagner Quinto. Torriglio et Scafera tombèrent également au pouvoir des Autrichiens; les républicains, chargés de défendre ces places, s'étant retirés à Prato. La Sturla d'un côté, le Bisagno de l'autre, séparaient les deux armées. Des hauteurs du Monte delle Fascie, les Impériaux

apercevaient Gênes et en étaient aperçus ; sujet de terreur pour les partisans de la France, d'espoir pour les amis de l'Autriche et de l'ancien gouvernement.

A la Bocchetta, les Français se trouvaient dans une position des plus fortes. Ils avaient multiplié leurs moyens de défense, afin de conserver cette route facile et ouverte qui conduit aux plaines de la Lombardie. Hohenzollern les fit attaquer par les deux régimens de Kray et d'Alvinzi, aux ordres du général Rousseau. Après beaucoup d'efforts et de sang répandu, la route et la montagne furent emportées, les retranchemens envahis, l'artillerie enlevée. Ce succès ouvrit aux Autrichiens la vallée de la Polcevera, et leur permit de resserrer le blocus de Gênes. Les Français se rallièrent à Ponte-Decimo.

Masséna prévoyait que le voisinage trop rapproché des Impériaux, occasionnerait bientôt la disette dans Gênes, et l'empêcherait de s'y maintenir encore long-temps ; il prit la résolution d'élargir le cercle où il se voyait enfermé. Ce n'était point assez pour un homme aussi brave que Masséna ; il entreprit, malgré le petit nombre de ses troupes, de rompre les Autrichiens sur les hauteurs de Savone, pour rétablir ses communications avec Suchet. Il envoya donc l'ordre à ce général de reprendre Settepani, Melogno et San-Giacomo ; et pour mettre Ott dans l'impossi-

bilité de secourir Melas, il chargea Miollis de chasser les Autrichiens du mont delle Fascie, de Monte-Cornua et des lieux circonvoisins. Miollis réussit. La perte des Impériaux fut considérable en morts, blessés et prisonniers. Toutefois, c'était dans la rivière de Ponant que devait se décider le sort de la guerre et celui de Gênes. Les Allemands ainsi défaits sur les montagnes, Masséna voulait se porter dans les environs de Cairo, où il devait rencontrer Suchet, si ce général parvenait à franchir les hauteurs où l'ennemi s'était fortifié. Masséna prit la route le long du rivage, vers Montenotte; Soult plus au-dessus, et à droite, pour s'emparer de Sassello, de Monte dell' Armetta, de Mioglio et du pont d'Invrea, où il aurait opéré sa jonction avec Masséna. Ainsi réunis, les deux généraux espéraient s'ouvrir un passage vers Cairo, où ils comptaient trouver Suchet. Soult rencontre d'abord un corps autrichien posté à Notre-Dame dell' Acqua. Il l'attaque, le culbute, le rejette au-delà des monts jusqu'au torrent Piotta; s'empare ensuite de Sassello, et s'établit sur la crête du mont Armetta. Les Allemands la reprirent; ils en furent délogés une seconde fois par les Français. Beaucoup de sang fut répandu dans ces chocs impétueux et multipliés; mais l'avantage demeura au général Soult qui soutint, dans toutes ces affaires, sa réputation de brave et habile capitaine. Il n'avait plus rien qui l'arrêtât, pour arriver à

Cairo, que Mioglio et le pont d'Invrea. Il est probable qu'il eût franchi ces obstacles, si la fortune se fût montrée aussi favorable à Masséna; il n'en était pas ainsi. N'ayant pu prévoir que les Français auraient l'audace de l'attaquer, Melas s'était mis en marche pour surprendre Voltri, se réunir à Hohenzollern, et serrer Gênes de plus près. Il s'aperçut qu'il avait été prévenu par les Français. Déjà même son flanc gauche se trouvait exposé aux attaques de Soult, et il était à craindre que Masséna ne donnât bientôt la main à Suchet, sur les rives de la Bormida, ce que Melas avait le plus grand intérêt d'empêcher. Sur ces entrefaites, il apprit la fâcheuse nouvelle que la division de Saint-Julien, battue par Soult à la Veirera, s'était retirée précipitamment et avec une grande perte, au pont d'Invrea. Dans cette position critique, Melas, conservant sa présence d'esprit et son courage, s'arrêta au seul parti qui pouvait le sauver. Il sentit que la division de Masséna portait avec elle le résultat de l'événement, et que la dispersion de ce corps obligeait Soult à la retraite. Melas ne s'était pas trompé. Il rencontre un gros détachement de républicains à Stella, le rompt, après un grand carnage, le poursuit jusqu'à Croce, l'attaque de nouveau et le met en déroute. En même temps Lattermann, longeant le rivage, s'emparait de Varaggio, d'où Masséna, peu de jours auparavant, était parti pour l'expédition de Montenotte.

Après cet échec, le général français se replia sur Cogoletto, retraite pénible qu'il fut obligé d'effectuer à travers des montagnes escarpées, attendu que Lattermann était maître du littoral. Ne pas laisser respirer Masséna, c'était vaincre Soult; Melas le vit encore, et fit marcher sans délai Lattermann sur Cogoletto. Les grenadiers de Saint-Julien chargèrent avec impétuosité les Français qui, exténués et affaiblis par leurs pertes récentes, ne tardèrent pas à plier vers le rivage, où ils eurent encore à essuyer le feu de plusieurs chaloupes canonnières anglaises. Enfin, la cavalerie autrichienne fondit sur eux : pressés de tous côtés, il leur devint impossible de résister davantage, et ils s'enfuirent en désordre à Arenzano. Masséna ne s'y croyant pas suffisamment en sûreté, ramena sa troupe jusqu'à Voltri où il prit position, non pour s'y maintenir, Lattermann qui le pressait de front avec ses légions victorieuses, et Hohenzollern qui arrivait par la Polcevera supérieure, ne lui en laissaient pas les moyens; mais pour y attendre Soult, qui, après des attaques infructueuses sur le pont d'Invrea et Mioglio, se retirait précipitamment à la nouvelle de la défaite de Masséna. Les deux généraux républicains se rejoignirent en effet à Voltri. Melas réunit contre eux toutes ses forces, les déposta, les poursuivit rapidement pendant la nuit à la lueur des torches, les contraignit de passer la Polcevera sur le pont de Corni-

gliano, et de se retirer jusque sous les murs de Gênes.

Après avoir combattu heureusement à Settepani, à Melogno et autres lieux circonvoisins, Suchet échoua devant San-Giacomo, et se replia sans avoir pu mettre à fin son entreprise.

Pendant qu'on se battait à Voltri, Ott avait débusqué Miollis des monts Cornua et delle Fascie. Trop faible pour résister, le général républicain avait pris le parti de se retirer dans la vallée du Bisagno, et sur la rive droite de la Sturla. Privé de la campagne, Masséna dut se borner à défendre Gênes et les environs. Miollis gardait le fort Richelieu et le Monte del Vento, prolongeant ses postes au-delà du Bisagno jusqu'au fort de l'Éperon. Au couchant, le général Gazan occupait la rive gauche de la Polcevera jusqu'à Rivarolo, se liant par sa droite au mont des Deux-Frères et au fort du Diamant. Là était son point de jonction avec Miollis. Le corps le plus considérable était rentré dans Gênes avec Masséna.

Cependant les frontières de la république, sur les Alpes maritimes, restaient exposées à l'invasion des Allemands. Le général autrichien prit position à Sestri de Ponant ; mais, voulant profiter de ses derniers avantages et empêcher Suchet de recevoir des renforts, il entreprit de l'expulser entièrement de la rivière. Il le surprit à Toria, le défit, s'empara du col de Tende, menaçant ainsi son

adversaire en queue et sur son flanc gauche. Suchet, en général habile, après avoir fait tout ce qu'il lui était possible de faire avec le peu de monde qui lui restait, pour arrêter les progrès de l'ennemi, ramena ses troupes sur le territoire de l'ancienne France, au-delà du Var, laissant toutefois des garnisons suffisantes dans les forts de Vintimille et de Montalban. Son ennemi le suivit pas à pas, se rendit maître de tout le comté de Nice, et parut sur la rive gauche du fleuve, où il prit position, prolongeant sa ligne depuis la mer jusqu'au village d'Aspremont. De son côté, pour défendre le passage, le général français avait établi une tête de pont munie de nombreuses tranchées et de terrasses. Ses troupes étaient distribuées aux endroits guéables; lui-même avait son quartier-général à Saint-Laurent. Il y fut rejoint par quelques détachemens de troupes de ligne, et fit un appel aux gardes nationales de Provence. N'ignorant pas d'ailleurs que le plus sûr moyen de vaincre, c'est d'être informé des desseins de l'ennemi, il avait fait placer sur le fort de Montalban un télégraphe qui l'instruisait des moindres mouvemens de Melas. De sorte que celui-ci ne pouvait faire un pas sans rencontrer son adversaire sur la route : ce fut alors que Suchet apprit la reddition du fort de Vintimille aux Autrichiens. Le château de Savone capitula aussi peu de temps après. Malgré tout, on continua de se battre avec acharnement sur les

rives du Var. Deux fois les Allemands attaquèrent le pont avec une rare intrépidité, Melas le premier, Esnitz après lui; deux fois ils furent repoussés avec une valeur égale. L'habileté de Suchet, le courage de Rochambeau, le génie de Campredon, à qui l'on devait les fortifications du pont, brillèrent d'un éclat pareil. C'est ainsi que Suchet défendait vaillamment le territoire de la république, et secondait les vastes projets du consul.

Malgré ses victoires, le vieux Melas s'aperçut qu'il était tombé dans le piége que lui avait tendu le jeune capitaine. Il vit que bien loin de conquérir la Provence, il devait penser, s'il en était temps encore, à conserver l'Italie. Il fit peu d'attention aux premiers avis qu'on lui donna de la marche de Buonaparte à travers les Alpes pennines. Il se trompa en croyant que le consul fût homme à se montrer avec une poignée de soldats sur les sommités des Alpes. Il aurait dû penser, au contraire, que là où était Buonaparte, là aussi était le destin de la guerre et la ruine de l'Autriche. Melas envoya, au premier abord, une division en Piémont, par le col de Tende; mais, voyant bientôt que la réalité des faits surpassait encore l'importance des avis, il se détermina à quitter brusquement l'extrémité de sa ligne où il combattait inutilement, et à conduire son armée au devant de son adversaire. Deux généraux, accoutumés à la victoire, allaient se trouver en présence. Esnitz,

qui était resté sur les bords du Var pour contenir Suchet, reçut ordre lui-même de partir sans délai, et de rejoindre Ott sous les murs de Gênes, si cette place tenait encore, ou le général en chef dans les plaines d'Alexandrie, dans le cas où la capitale de la Ligurie aurait capitulé. Esnitz leva le camp, Suchet se mit à sa poursuite, lui ferma tous les passages du Génovésat, et le contraignit de gagner le Piémont par la vallée d'Ormea. Suchet, gagnant toujours du terrain, vint mettre le blocus devant Savone.

Les deux principaux accidens de la guerre étaient le siége de Gênes et la descente de Buonaparte en Italie. Ott, qui voulait prendre part aux affaires décisives dans les plaines d'Alexandrie, s'épuisait en efforts sous les murs de la place. Par la raison contraire, Masséna, entouré de braves et habiles officiers, bien servi encore par les émigrés piémontais, qui, passant et repassant au péril de leurs jours, à travers l'armée autrichienne, apportaient continuellement au général français des nouvelles de Buonaparte; Masséna, disons-nous, désirait prolonger sa défense, aussi long-temps qu'il le pourrait. De cette obstination résultèrent des événemens prodigieux, et dont l'histoire fournit peu d'exemples.

La capitale de la Ligurie forme un amphithéâtre magnifique sur le dos de l'Apennin, entre la Polcevera et le Bisagno. Elle est enfermée dans une

double enceinte de murailles, l'une plus développée que l'autre, toutes deux flanquées de bastions, et de courtines plus ou moins irrégulières, en raison des inégalités plus ou moins sensibles du terrain. La première de ces enceintes, qui commence sur la rive droite du Bisagno, aux portes Romana et Pila dans la rivière de Levant, se prolonge en remontant, jusqu'au fort de l'Éperon. Là, elle prend sa direction circulaire du côté du Ponant, s'élève, près la Crocetta, en une espèce de fort nommé la Tanaglia, et vient se lier à la lanterne et au môle neuf. La seconde enceinte part du Levant, et forme, à proprement parler, la muraille de la ville; mais elle s'arrête à moitié route, et ne se prolonge pas jusqu'au môle neuf. Le point le plus susceptible de défense est le fort l'Éperon: cependant, comme il se trouve dominé lui-même par des sommets plus élevés, on a dû construire sur ces hauteurs deux autres forts, l'un sur le mont des deux Frères, l'autre au-delà, que sa forme a fait appeler le fort du Diamant. Ces deux positions dominent toutes les autres fortifications, et assurent l'entrée de la ville à qui les possède. Le côté le plus faible est dans la partie inférieure, à l'embouchure du Bisagno; il fallut établir des redoutes sur les éminences voisines. On éleva le fort Quezzi sur le mont del Vento, le fort de Richelieu sur le mont Manego, et enfin le fort de Santa-Tecla sur la montagne de ce nom. Pour

mieux protéger encore cette partie, on pratiqua de nombreuses tranchées sur les hauteurs contiguës des Ratti, des Fascie et de Becco; telles étaient pour Gênes les moyens de résistance quand elle se gouvernait par elle-même. Ces moyens suffisaient alors, parce qu'elle ne pouvait être emportée par un coup de main, et que la rivalité des autres puissances rendait un long siége impossible. Masséna comptait dans Gênes dix mille soldats français, commandés sous lui par Soult, Gazan, Clauzel, Miollis et Darnaud. Ajoutons environ deux mille Italiens de différentes provinces, organisés en troupes régulières, et placés par Masséna sous les ordres d'un Piémontais, nommé Rossignoli, homme brave, généreux, et ami prononcé de la liberté. Le général républicain disposait aussi des gardes nationaux qui se montraient dévoués, ceux-ci par attachement à la France, ceux-là par haine de l'Autriche, les autres par crainte du pillage, si le bon ordre venait à être interrompu. Toutefois la réunion de ces forces n'était pas, à beaucoup près, en rapport avec le développement immense de l'enceinte qu'il fallait défendre. D'un autre côté, on avait de vives inquiétudes relativement aux subsistances, surtout en grains. L'escadre anglaise, aux ordres de Keit, s'opposait aux arrivages de Corse et de Marseille. Quant au gouvernement de Gênes à cette époque, j'en dirai peu de chose. Il n'était ni plus libre, ni

plus esclave que les précédens. Un grand changement s'était opéré dans sa forme, et il n'en pouvait être autrement. Le directoire de France renversé, il fallait bien que celui de Gênes le fût également ; le système d'imitation servile le voulait ainsi. Une commission de gouvernement remplaça le directoire, substitution qui ne manqua point d'approbateurs conformément au système adopté. Animé de bonnes intentions, mais faible et soumis, parce que le péril et de longs malheurs enlèvent à l'homme son énergie, le nouveau gouvernement secondait les vues de Masséna.

La plus grande partie des forces qui investissaient Gênes se composait d'Allemands; avec eux se trouvaient de nombreuses bandes de paysans, soit Génois des deux rivières, soit habitans du Montferrat, tous gens fort peu jaloux d'obtenir un bon gouvernement quelconque; mais animés par la haine, la vengeance et l'espoir du pillage. Ils étaient accourus à la voix de cet Azeretto, aussi violent, aussi fanatique sous les Autrichiens, qu'il l'avait été sous les Français. De leur côté, les vaisseaux anglais et napolitains favorisaient puissamment les opérations du siége, non seulement en interceptant les convois maritimes, mais en joignant le feu de leurs batteries à celui des Autrichiens, surtout vers le Bisagno, où l'attaque était plus facile que vers la Polcevera. Ott, qui commandait le siége, fit un mouvement sérieux sur

la rive gauche de la Polcevera, le 23 avril. Le régiment de Nadasti parvint d'abord à chasser les Français de Rivarolo et à s'emparer de Saint-Pierre d'Arena; mais Masséna sortit à la tête de la vingt-cinquième et reprit les deux positions. Les assiégeans n'ignoraient pas que le côté faible de la place était à l'est. Ils résolurent de l'attaquer et de s'établir sur les hauteurs. Le 30 avril, avant le jour, Hohenzollern et Palfi se portèrent rapidement sur la position des Deux-Frères; le colonel Frimont, descendant de la montagne des Fascie, se jeta sur celle des Ratti, le fort Quezzi et le fort Richelieu; Rousseau donna l'assaut au fort Santa-Tecla; Azeretto, avec ses paysans, s'attacha au fort du Diamant. Pendant ce temps, Gottesheim passait la Sturla, se rapprochait de Saint-Martin d'Albaro et des murs de la ville. Pour favoriser ces opérations à l'est, Ott attaquait Rivarolo au couchant. Les Autrichiens réussirent presque partout. Ils emportèrent le mont des Ratti, celui des Deux-Frères et le fort Tecla. Déjà ils investissaient le fort de Richelieu et celui du Diamant. Maître de la moitié du village de Saint-Martin, Gottesheim pressait vivement l'autre moitié. Une grande catastrophe menaçait les Français : Gênes était perdue pour eux si les Autrichiens se maintenaient dans les positions qu'ils venaient d'enlever. Masséna entreprit de rétablir sa fortune : il chargea Soult de reprendre les Deux-

Frères, Darnaud de repousser Gottesheim, Miollis de rentrer dans Santa-Tecla et Quezzi. Les trois généraux remplirent leur mission; Rossignoli entra le premier dans le fort des Deux-Frères, à la tête de ses Italiens. Animé par le succès, l'infatigable et invincible Masséna reprit la campagne le 11 mai. Son but était de chasser les Autrichiens du mont des Fascie, attendu que de ces hauteurs ils pouvaient ruiner les défenses voisines de la place. Soult prit la montagne à revers, Miollis l'attaqua de front; celui-ci échoua, le premier réussit après un engagement meurtrier. La position ne demeura pas long-temps aux Français; Hohenzollern et Frimont la forcèrent de nouveau. Pendant ce temps, Masséna recueillait dans la campagne le peu de vivres qu'elle pouvait encore lui fournir. Il voulut ensuite déposter les Autrichiens du mont Creto, point de communication entre les deux rivières. Deux fortes colonnes furent destinées à cette expédition. Celle de droite était commandée par Soult, celle de gauche par Gazan. Quoique bien fortifiés sur le mont Creto, les Autrichiens ne s'en tenaient pas moins sur le qui-vive. Le choc fut violent, la résistance vigoureuse. L'avantage se décidait néanmoins pour les Français, lorsqu'un orage éclata subitement. L'air s'obscurcit, la pluie tomba par torrens : le combat fut interrompu. L'ouragan passé, l'action recommença; mais cet accident avait donné à Hohen-

zollern le temps d'arriver avec des troupes fraîches : il rompit les républicains, et les obligea de rentrer dans la ville. On se battit corps à corps dans cette affaire, et avec un acharnement incroyable. Grièvement blessé à la jambe droite, au moment où il animait ses soldats, Soult fut fait prisonnier.

Depuis cet échec, Masséna ne sortit plus de Gênes. Privé de ses meilleurs soldats, il était désormais trop faible pour tenir la campagne. Il lui restait assez de troupes, cependant, pour repousser encore quelque temps les attaques de l'ennemi; mais, au défaut des armes autrichiennes, la faim allait bientôt triompher de Masséna. Ici, je ne puis m'empêcher de déplorer le sort d'une population italienne, réduite aux dernières extrémités, non parce qu'il s'agissait de la rendre libre ou esclave, mais parce qu'il fallait savoir à qui, de la France ou de l'Autriche, elle devait définitivement obéir. Malheureuse Gênes, qui se vit à la fois le théâtre de la rapine, du carnage, de la famine et de la peste ! Keit interceptait les vivres sur mer, Ott n'en laissait point entrer par terre. Le peu de provisions qui se trouvait dans la ville fut encore dilapidé. La famine y précéda la disette. La viande commença par devenir rare, puis elle se corrompit; après, on mangea les animaux les plus sales et les plus dégoûtans; je ne dis pas seulement les chevaux et les chiens, mais

les chats, les rats, les chauves-souris et les vers : heureux encore qui pouvait s'en procurer ! Plus de mouture possible, attendu que les Autrichiens s'étaient emparés des moulins de Bisagno, de Voltri et de Pegli. On y suppléa pour un temps avec les moulins à bras, ceux à café surtout, dont on pouvait disposer sur-le-champ. L'académie fut consultée à cet égard ; on inventa des manivelles, des meules et des moulins d'un nouveau genre. Avec les plus gros, un homme seul pouvait broyer un boisseau de grain par jour. On ne voyait plus que des moulins par les rues et dans toutes les boutiques. Moudre était devenu l'occupation journalière des habitans ; les dames elles-mêmes s'en faisaient un amusement. Enfin le blé manqua entièrement ; il fallut chercher d'autres graines. Celle de lin, de millet, le cacao, les amandes furent recueillies avec empressement. Le riz et l'orge ne se trouvaient plus. On faisait d'abord griller ces ingrédiens, puis on les mêlait avec du miel, et cet assaisonnement, présenté une seconde fois au feu, passait alors pour un mets délicat. C'était une fête dans les familles, quand on avait pu se procurer, pour la journée, du lin, du millet et trois grains de cacao. Le son, aliment privé de matière nutritive, se faisait également cuire, mélangé au miel, et servait, non pas à satisfaire, mais à tromper la faim. Mille fois heureux celui qui pouvait se nourrir de féves ! La

vie était devenue un supplice, et la mort un bienfait. Le jour, gémissemens douloureux arrachés par la faim ; la nuit, imaginations troublées qui se créaient de nouveaux tourmens! Les grains de toute espèce consommés, on eut recours aux racines. La patience, la mauve, la guimauve, la chicorée sauvage, la raiponce, devinrent des plantes précieuses et le luxe des tables. Des hommes de toute condition, des dames, nobles ou plébéiennes, allaient en foule et comme en procession, explorer les herbages ; mais surtout les fertiles jardins du Bisagno et les vertes collines d'Albaro, pour en arracher ces alimens, uniquement destinés par la nature aux animaux ruminans. Le sucre offrit une ressource momentanée. Sucre de rose, de violette, sucre candi, sucreries de toute espèce, étaient incessamment promenées par les rues, dans des corbeilles élégamment ornées de fleurs et de feuillage : spectacle étrange, au milieu de cette population pâle, décharnée, abattue : effet étonnant de l'imagination des hommes, qui se plaît à embellir jusqu'au tableau de la misère, de la douleur et de la mort! Ainsi le veut la Providence, pour nous garantir du désespoir. De cette manière, des dames, même de celles qui appartenaient à la noblesse, savouraient le soir de délicates confitures, après s'être nourries le matin de rats dégoûtans. L'aspect du malheur général ne touche point les

cœurs corrompus. L'infortunée Gênes en fournit une preuve horrible et trop manifeste. Des hommes dénués de tout sentiment d'humanité, n'eurent pas honte, dans leur basse avarice, de substituer, dans les alimens, le plâtre à la farine, et beaucoup de malheureux, leurs victimes, périrent dans la double angoisse de la faim et du poison. Pendant le siége, et quelque temps avant la catastrophe, la livre de riz se payait sept francs; une livre de veau, quatre francs; de cheval, trente-deux sous; de farine, dix à douze francs; de son, trente sous; les œufs, quatorze francs la douzaine. Sur la fin du siége, une féve se payait deux sous, un biscuit de trois onces douze francs, et l'on n'en trouvait pas toujours. Masséna et les autres généraux ne voulurent pas être mieux traités que les habitans; leur table était servie comme celles des bourgeois. Exemple honorable, et qui contribua efficacement à soutenir les Génois contre tant de calamités. Un peu de fromage, quelques légumes composaient toute la nourriture des malades et des blessés. Des hommes et des femmes, en proie à la faim et au désespoir, remplissaient l'air de cris et de gémissemens. On vit de ces infortunés essayer avec fureur de se déchirer les entrailles, et mourir sur les places publiques dans les convulsions d'une affreuse agonie. Personne ne leur portait secours, parce que chacun pensait à soi. On n'y faisait même plus d'attention, parce

que la fréquence du fait avait habitué à l'horreur du tableau. Des enfans, orphelins ou abandonnés, imploraient misérablement la pitié des passans : vaines supplications, pleurs inutiles, la douleur personnelle ne laissait point de place dans le cœur à la compassion pour autrui. Ces innocentes créatures cherchaient avidement, dans les ruisseaux et les égouts, quelques restes de bêtes mortes, ou de la pâture des bestiaux; s'en trouvait-il? elles les dévoraient sur-le-champ. Tel individu qu'on avait vu, le soir, avec un reste de vie, était trouvé mort le matin, les enfans plus souvent encore que les vieillards. Les pères appelaient la mort à grands cris, et quelquefois se la donnaient violemment de leur propre main. Parmi les soldats français, quelques uns s'égorgèrent eux-mêmes, aimant mieux cesser de vivre que de supporter plus long-temps les horreurs de la faim. D'autres jetèrent leurs armes, en disant qu'ils n'avaient plus la force de s'en servir. D'autres encore abandonnèrent un séjour de désespoir, et allèrent demander aux Anglais et aux Autrichiens la compassion, les alimens, qu'ils ne pouvaient plus espérer ni des Français ni des Génois. C'était un spectacle non moins cruel, non moins horrible que celui des prisonniers de guerre autrichiens entassés dans le port sur des barques. Depuis plusieurs jours, il ne s'était trouvé aucune espèce de nourriture à leur donner. Les malheu-

reux avaient mangé leurs souliers et le cuir de leurs havre-sacs. Déjà ils lançaient autour d'eux des regards farouches, et semblaient se demander s'ils ne devaient pas se manger les uns les autres. Ce fut au point qu'on se vit obligé de retirer les postes français préposés à leur garde, de crainte que, cédant à leur fureur, ils ne se jetassent sur les soldats pour les dévorer. Dans leur désespoir, ils essayèrent même de trouer les barques sur lesquelles ils étaient détenus, pour les faire couler à fond, et échapper ainsi par une mort prompte aux tourmens qu'ils éprouvaient. Après la famine, comme à l'ordinaire, vint la peste. La contagion étendait partout ses ravages, et multipliait partout ses victimes, dans les hôpitaux, les maisons des pauvres et les palais des riches. Les différens genres de morts se trouvaient souvent réunis sous le même toit. Celui-ci expirait dans les angoisses de la faim, celui-là dans le délire de la fièvre; l'un avec la pâleur de l'inanition, l'autre avec les stigmates du pourpre; partout la douleur et l'effroi. Vivre, c'était attendre la mort ou assister aux funérailles de ses proches. Telle était Gênes alors, Gênes, autrefois le séjour de l'opulence et des plaisirs. Pour comble de maux, tant de souffrances devaient être perdues pour son indépendance et sa liberté.

Le découragement était donc général; Masséna seul ne se laissait point abattre, voulant à tout prix

seconder l'entreprise du consul, et conserver intacte, pour lui-même, sa réputation de capitaine indomptable. Enfin, Keit lui proposa des conditions honorables; il n'avait plus que pour deux jours de ces vivres dégoûtans et empoisonnés; il consentit à traiter; mais il le fit en vainqueur plutôt qu'en vaincu. Masséna voulut que l'accord fût intitulé convention au lieu de capitulation, et il fallut y souscrire. On convint donc : que Masséna, ses officiers et soldats, au nombre d'environ huit mille, sortiraient libres de tout engagement et dans leur personne; qu'ils retourneraient en France par la voie de terre; que ceux qui ne le pourraient pas, seraient transportés par mer à Antibes ou au golfe Juan, par la flotte anglaise; que les prisonniers de guerre autrichiens seraient rendus; qu'aucun Ligurien ne serait recherché pour sa conduite politique antérieure, et que tous ceux qui voudraient quitter la ville le pourraient faire en liberté; que la population de Gênes serait approvisionnée; qu'on prendrait soin des malades; que la ville serait livrée le 4 juin aux forces combinées autrichiennes et anglaises.

Au jour indiqué, les Impériaux occupèrent la porte de la Lanterne, les Anglais la bouche du port, après quoi Ott et Keit entrèrent triomphans, l'un avec toute son armée, l'autre avec toute son escadre : conquête péniblement obtenue à la suite d'une guerre lente et minutieuse; mais qui devait

bientôt leur échapper par l'effet d'une guerre rapide entre les masses. Les démocrates prononcés partirent avec les Français. On remarquait parmi eux Morando, l'abbé Cuneo, l'avocat Lombardi et les frères Boccardi. Les cloches furent mises en volée; les partisans de l'Autriche entonnèrent des hymnes, allumèrent des feux de joie; la crainte en fit faire autant et plus encore à leurs adversaires, le tout selon la coutume. Le pain, la viande, les légumes, les vivres de toute espèce reparurent en abondance. Malheur à qui s'abandonna imprudemment aux premiers transports de sa faim! Tel qui avait résisté à la famine, succombait maintenant par intempérance. Excités par l'amour du gain, les marchands de comestibles voulurent se montrer difficiles sur les prix; le peuple furieux leur apprit bientôt à leurs dépens qu'on n'irrite pas la faim impunément. De leur côté, les paysans d'Azeretto essayèrent de piller. A les entendre, ils ne s'en prenaient qu'aux démocrates, encore bien qu'ils pillassent aussi les aristocrates; mais Hohenzollern, chargé par Ott du commandement militaire de la ville, mit promptement un frein à leurs brigandages. Le général autrichien créa une régence composée de Pierre-Paul Celesia, Charles Cambiaso, Augustin Spinola, Jean-Bernard Pallavicini, Jérôme Durazzo, François Spinola, de Jean-Baptiste et Louis Lambruschini. La régence défendit les réactions prêtes à éclater;

mesure digne d'éloges. Elle frappa des contributions; mesure nécessaire, mais cruelle pour les malheureux qu'elle atteignait. Du reste, pas un mot de la part des généraux autrichiens qui pût faire espérer à Gênes le rétablissement de son indépendance et la restauration de son gouvernement primitif. C'était déjà un sujet de défiance; néanmoins, les aristocrates criaient vive l'empereur! par haine pour les démocrates, comme les démocrates avaient crié vive la France! par haine pour les aristocrates. Esclaves aveugles, insensés les uns et les autres, qui ne voyaient pas que, de leurs divisions intestines, sortait la ruine de leur patrie et la domination de l'étranger.

FIN DU LIVRE DIX-NEUVIÈME.

LIVRE VINGTIÈME.

Le premier consul passe, avec un ordre admirable, le grand Saint-Bernard; il est vainqueur à Marengo; toute l'Italie supérieure est en son pouvoir. — Gouvernemens provisoires du Piémont, de Gênes et de Milan. — Conclave à Venise; avénement du cardinal Chiaramonti au trône pontifical, et son retour à Rome. — Artifices de Buonaparte pour se l'attacher. — Malte au pouvoir des Anglais. — Mouvemens dans la Toscane. — Les Français et les Autrichiens en viennent de nouveau aux mains en Italie. — Bataille du Mincio entre Brune et Bellegarde; retraite du dernier. — Passage du Splugen effectué par Macdonald. — Nouveaux succès des Français. — Traités avec Naples, l'Autriche et l'Espagne; toutes les puissances, à l'exception de l'Angleterre, sont en paix avec la France.

Cependant approchait Buonaparte, cet arbitre des événemens; et l'Italie allait échapper à l'Autriche. Le consul avait mis une célérité prodigieuse à rassembler son armée de réserve à Dijon, d'où il pouvait, comme nous l'avons dit, marcher également sur le Rhin ou la péninsule. Mais Moreau ayant battu Kray en Allemagne, Buonaparte eut la facilité de se porter dans ces contrées où vivait encore le souvenir de ses victoires : d'autant plus empressé de le faire, qu'il était passionné pour la gloire, et certain de trouver en Italie de nombreux partisans. Ainsi, pendant que Melas se fatiguait inutilement sur de stériles rochers au fond de la

Ligurie, Buonaparte marchait rapidement vers les Alpes. Ses moyens de réussite étaient variés, nombreux et puissans : soldats tout prêts à exécuter ses ordres, généraux expérimentés et vaillans, artillerie formidable, cavalerie suffisante, immense provision de biscuit pour nourrir l'armée dans les hauteurs solitaires des Alpes, traîneaux glissans, modelés sur ceux qu'on emploie dans le pays, et destinés à transporter les canons, soit en montant, soit en descendant, à travers ces sentiers rompus, escarpés, couverts de neige et de glace. Buonaparte et Marmont eurent encore recours à d'autres inventions pour faire passer l'artillerie dans des endroits jusque-là inaccessibles pour elle. Ils firent creuser de gros troncs d'arbres en forme d'auges, où l'on plaçait les canons qui voyageaient ainsi, à dos de mulet, dans les montagnes. Buonaparte avait autant d'argent qu'il lui en fallait pour le service de l'armée jusqu'au-delà des Alpes; il comptait sur l'Italie pour le reste. La belle et brave légion italienne qui s'était retirée en France après les déroutes de Scherer, suivait l'armée avec son capitaine Lecchi, et devait soulever les esprits dans la péninsule. D'excellens guides, choisis parmi les Italiens, indiquaient les routes qu'il fallait prendre; et comme le consul voulait passer le Saint-Bernard, il s'entendait particulièrement avec un certain Pavetti, de Romano en Canavez, jeune homme d'un naturel généreux, et

enthousiaste de la liberté. Habile dans l'art de séduire, le consul répétait sans cesse qu'il revenait en Italie pour fonder une sage liberté en Cisalpine, donner la paix à Naples et à la Toscane, relever la religion, protéger les prêtres, replacer le pontife romain sur son trône. Chemin faisant, il ne parla que de paix, d'humanité, de la fin des malheurs de l'Europe, du siècle de bonheur qui commençait pour elle. A Genève, alors réunie à la France, il se montra si affable, si bien intentionné, tellement disposé à ramener les choses à leur état primitif, que les aristocrates entamèrent la question de l'antique indépendance du pays; mais à la réponse de Buonaparte, ils demeurèrent convaincus que s'il aimait à prendre, il aimait aussi à garder. Puis il reprit son air de douceur et affirma qu'il serait content de mourir, pourvu qu'il vît le monde pacifié. Telle était en apparence sa pâleur, son abattement, sa maigreur et l'état d'épuisement où l'avaient réduit ses précédentes fatigues, qu'on eût dit qu'il devait se hâter de signer la paix s'il voulait jouir de son ouvrage. Ensuite, il s'informa complaisamment de Saussure, de Bonnet, de Sennebier (il ne dit rien de Jean-Jacques), déclarant qu'il voulait remettre en honneur les sciences et les lettres, oubliées pendant la guerre. Les Génevois admiraient les sentimens pacifiques du guerrier; mais ils ne voyaient pas au fond de son cœur; ils ne s'apercevaient pas

qu'il ne marchait avec le siècle que pour s'en rendre maître, et le faire ensuite rétrograder.

Le plan de Buonaparte était vaste et imposant. Il se proposait de passer, avec la majeure partie de son armée, le grand Saint-Bernard, et d'arriver, par la vallée d'Aoste, dans les plaines du Piémont. Pour soutenir et favoriser cette opération, d'autres corps devaient déboucher dans le plat pays, sur un autre point, pour animer les populations contre l'Autriche, et se réunir à lui au besoin. C'est ainsi qu'il avait ordonné au général Thureau, cantonné avec trois ou quatre mille hommes dans la Maurienne et le haut Dauphiné, de traverser les monts Cenis et Genèvre, de marcher droit à Suse et même au delà, selon l'occasion, afin d'inquiéter les Impériaux sur Turin, et de seconder ses propres opérations sur la Doire baltéenne; au général Moncey, de descendre du Saint-Gothard à Bellinzona, avec une division de dix à douze mille hommes, et de soulever le haut pays entre le Tésin et l'Adda; au général Bethancourt, de passer le Simplon, de se porter rapidement par Domodossola jusqu'au versant du lac majeur, et d'opérer ainsi une forte diversion entre le Tésin et la Sésia; et comme Buonaparte n'ignorait pas combien de difficultés devait éprouver le passage d'une armée nombreuse par le grand Saint-Bernard, il avait dirigé une colonne de cinq à six mille hommes par le petit Saint-Bernard, avec

ordre de rejoindre l'armée principale dans la vallée d'Aoste. La réunion de ces différens corps composait un effectif d'environ soixante mille combattans. Le consul embrassait donc tout le pays depuis le Saint-Gothard jusqu'au mont Genèvre, et menaçait d'envahir à la fois les plaines du Piémont et de la Lombardie. Il espérait encore que Masséna et Suchet tenant ferme, le premier dans Gênes, le second dans la rivière, occuperaient assez long-temps Melas, pour que lui, Buonaparte, pût arriver sur les derrières et les flancs du général autrichien : conception immense et prodigieuse, comme nous l'avons déjà remarqué, mais qui pouvait devenir funeste à son auteur, si Moreau eût éprouvé un échec en Allemagne, ou si Melas eût été plus clairvoyant, plus actif ou mieux informé.

Après avoir ainsi endormi les bons Genevois, par ces mots séduisans d'humanité, de paix et de civilisation, Buonaparte partit pour la guerre terrible qui allait éclater. L'armée tout entière était réunie à Martigny en Vallais, sur le Rhône, au pied du grand Saint-Bernard. Les soldats impatiens, mesuraient des yeux les sommets du rocher. Berthier, chef d'état-major général, leur adressa la proclamation suivante :

« Soldats, l'armée du Rhin remporte des vic-
« toires éclatantes ; celle d'Italie lutte contre un
« ennemi supérieur en nombre, et balance la vic-
« toire par des prodiges de valeur : c'est à vous,

« mes camarades, à rivaliser de gloire avec elle, « et à reconquérir, au-delà des Alpes, ce beau « théâtre de la valeur française. Conscrits! l'heure « du combat est sonnée : votre cœur brûle d'éga-« ler ces anciens soldats, tant de fois vainqueurs. « Vous apprendrez avec eux à supporter les pri-« vations, à braver les fatigues inséparables de la « guerre. N'oubliez jamais que la victoire ne « s'obtient que par la valeur et la discipline. « Soldats, Buonaparte s'est rapproché de vous « pour jouir de vos nouveaux triomphes. Vous « lui prouverez que vous êtes toujours les braves « qui se sont illustrés sous ses ordres. La France et « l'humanité vous demandent la paix, et vous al-« lez la conquérir. »

Ce langage doublait la valeur de soldats déjà remplis d'enthousiasme. Ils partirent le 17 mai, de Martigny, pour la conquête de l'Italie. Cette armée qui s'ébranlait à la fois tout entière, son empressement, sa joie, son ardeur, formaient un spectacle admirable. C'était un attirail immense de caisses, de caissons, d'auges, d'obusiers, de canons, de traîneaux à roulettes, de traîneaux glissans, de charrettes, de brancards, de chevaux, de mulets, de harnais, d'affûts, de bagages de toute espèce; et au milieu de tout cela, des soldats et des officiers rivalisant de zèle et d'efforts. Joignez encore la gaîté, les chansons, les propos joyeux, les plaisanteries, les quolibets à la française, et

surtout aux dépens des Autrichiens. On eût dit qu'ils allaient, non pas à une guerre terrible, mais à une fête; non pas affronter des hasards, mais au-devant d'une victoire assurée. L'élan se communiquait de file en file; ces solitudes escarpées, muettes depuis tant de siècles, s'étonnaient de répéter les accents de l'allégresse et de la guerre.

L'étrange armée, suivie de son étrange matériel, se mit en route par la montée qui conduit au village de Saint-Pierre, jusqu'où la route est praticable aux voitures. Là pourtant se trouvaient encore des sentiers à pic dans les rocs, des passages glissans où les charrettes se trouvaient en péril. Mais alors les soldats accouraient à l'aide des chevaux, poussaient à l'arrière, tiraient à l'avant, et plus ils avaient de mal, plus ils se répandaient en facéties, en bons mots spirituels, gracieux ou piquants. C'est ainsi qu'ils charmaient le temps et la peine. Les lourds campagnards du Vallais étaient sortis en foule de leurs maisons, ou plutôt de leurs tanières; ils ne pouvaient concilier, dans leur esprit, tant de fatigue et de joie tout ensemble, et se croyaient transportés dans un autre monde. Invités à prendre part au travail, moyennant salaire, ils y consentirent volontiers; mais un Français faisait plus de besogne à lui seul que trois Vallaisans à la fois. Quant aux quolibets et aux brocards que la lenteur et le costume de ces bonnes gens inspiraient aux soldats, je ne veux pas maintenant les répéter. Les

républicains arrivèrent à Saint-Pierre, Lannes le premier avec sa colonne; Lannes qui, dans son audace incroyable, acceptait, sollicitait même du consul les expéditions les plus difficiles et les plus hasardeuses. On se trouvait alors dans des lieux où la nature paraissait devoir triompher de l'art et du courage. Plus de chemin battu, depuis le village de Saint-Pierre jusqu'à la cîme du grand Saint-Bernard, où se trouve le saint monastère destiné à recueillir les voyageurs égarés dans ce séjour de l'hiver éternel. A peine y découvre-t-on quelques sentiers étroits, escarpés et cédant sous les pas. La patience, l'obstination et le génie des républicains surmontèrent tous les obstacles. Il fallût traîner ce qui avait été voituré; porter ce qui avait été traîné. Les canons de gros calibre furent placés dans les auges dont nous avons parlé; les auges sur des traîneaux poussés, tirés, retenus par les soldats. L'artillerie légère fut chargée sur des mulets robustes et accoutumés à gravir ces montagnes. Ce fut au moyen de câbles énormes que Jean-Jacques Trivulce, pendant la saison la plus froide de l'année, fit passer les Alpes, de roche en roche, à l'artillerie de François 1er; Buonaparte les fit passer à celle de la république, sur des traîneaux glissans et à dos de mulet. Les bagages suivaient dans le même ordre, portés et tirés de la même manière : cortége immense, tableau pittoresque, où les soldats paraissaient et disparaissaient suc-

cessivement dans les sinuosités de la montagne. Les uns touchaient déjà les sommets, que les autres quittaient à peine la vallée. Les premiers encourageaient leurs compagnons en poussant des cris de joie dans les airs; les autres répondaient au bruyant appel, et bravaient avec une nouvelle ardeur les difficultés du terrain. Les échos répétaient au loin ce concert d'acclamations éclatantes. Les armes brillaient au milieu des brouillards et des nuages; l'uniforme coloré des soldats tranchait à l'œil sur un rideau de neige et de glaces. C'était un spectacle admirable que ce mélange de nature morte et de nature vivante. Le consul souriait à cet heureux commencement de son entreprise, s'adressait fréquemment au soldat, lui parlait son langage, stimulait son ardeur, et lui faisait trouver facile ce qui, jusqu'alors, avait été jugé impraticable. L'armée apercevait enfin le passage qui conduit, entre deux crêtes immenses, au point culminant du Saint-Bernard. Elle salua par de nouvelles acclamations ces cîmes aériennes qu'elle regardait comme le terme de ses fatigues, et redoubla d'efforts pour les atteindre. Buonaparte engageait les soldats à prendre quelque repos : *Ne vous mettez point en peine*, répondaient-ils, *tâchez seulement de nous suivre*. Tombaient-ils épuisés de fatigue? ils se faisaient battre la charge, et retrouvaient des forces au son guerrier des tambours. Ils arrivèrent enfin sur le plateau; une bataille

gagnée ne les eût pas rendus plus heureux. Leur joie s'accrut encore à la vue de tables dressées près l'hospice par les religieux, et chargées de vin, de pain et de fromage; c'était une attention du consul, qui avait tout exprès envoyé de l'argent aux pieux solitaires. Les divisions de l'armée se reposèrent ainsi successivement au milieu des canons, des bagages, des glaces et des neiges. Les cénobites servaient eux-mêmes les soldats; une joie tranquille animait leurs visages; il semblait voir la force visitant la bonté sur les sommets du Saint-Bernard.

Buonaparte parla aux religieux de leur pieux dévouement, de sa résolution à rendre au pape son autorité, aux prêtres le repos et des moyens d'existence, à la religion son empire. Il parla de lui-même et des rois avec modération, de la paix avec enthousiasme. Les bons cénobites, qui n'avaient, de la dissimulation, ni l'habitude ni le besoin, chez qui même il n'existait ni raison de la supposer, ni expérience pour la reconnaître, étaient persuadés de la sincérité du consul. Quant à lui, si l'atmosphère nouvelle qui l'environnait, si ce calme, cette solitude, cette scène étrange, opérant une révolution dans ses esprits, le déterminaient, en ce moment, à faire par sensibilité ce qu'il avait entrepris par ambition, je ne saurais le dire et n'oserais l'affirmer. Les exemples de piété qu'il avait sous les yeux, l'aspect majestueux

de la nature dans ces rochers sauvages, tout cela sans doute était bien fait pour ébranler son âme; mais, d'un autre côté, Buonaparte était doué d'une opiniâtreté incroyable, et d'un grand fonds de mépris pour l'humanité.

Après s'être reposé une heure dans l'hospice, il donna l'ordre du départ. Déjà le beau ciel d'Italie se montrait aux yeux des soldats, ils se remirent en route. La montée avait été périlleuse et difficile, la descente était plus difficile et plus périlleuse encore. Exposées à un air plus doux, les neiges présentaient moins de consistance et de solidité; la pente méridionale du Saint-Bernard est aussi plus rapide que le versant du septentrion. La marche était lente; souvent la neige disparaissait sous les pas des hommes et des chevaux, qui tombaient dans les fondrières, ensevelis avant d'être morts. La fatigue était extrême aussi bien que le danger; l'armée avançait peu. Impatiens d'arriver, les soldats, les officiers, le consul lui-même, choisissant les endroits où la neige paraissait le plus solide, se laissèrent glisser des hauteurs jusqu'à Étroubles : hasardeuse entreprise, ou plutôt passe-temps joyeux, tant les soldats prenaient de plaisir à ces courses rapides, tant ils trouvaient de charme à se voir les uns les autres emportés malgré eux par la neige, ou se débattant au milieu de ses éblouissans tourbillons. Ceux qui étaient restés à la conduite des bagages arrivèrent plus tard, en

raison des obstacles qu'il leur fallut vaincre. Réunis à Étroubles, ils se félicitaient mutuellement de leur succès. Ils regardaient ces rochers de glace, et ne pouvaient plus comprendre comment une armée entière, avec tout son matériel, avait pu franchir ces sommets, enfans bizarres des convulsions de la nature, et armés contre l'homme des rigueurs d'un hiver éternel. Ils admiraient la constance et le génie du consul, et ils en concevaient un augure favorable pour la victoire. Après le passage du Saint-Bernard, ils ne voyaient plus rien que de facile. Une douce chaleur annonçait l'Italie, la neige liquéfiée allait grossir les torrens, les frimats en deuil s'éloignaient au souffle des zéphirs printaniers. Les vétérans de l'armée reconnaissaient l'Italie à ses parfums; ils la saluaient de leurs chants, entretenaient leurs jeunes compagnons de ses beautés et de ses merveilles. Les uns brûlaient de la revoir, les autres étaient impatiens de la connaître. D'un côté, souvenirs enchanteurs; de l'autre, imaginations brûlantes qui embellissaient encore la réalité. L'enthousiasme était à son comble; ces hommes électrisés voyaient déjà l'Italie soumise; ils ne pensaient qu'à la victoire, et ne se souvenaient plus qu'il fallait livrer des batailles.

Le succès dépendait de la célérité. L'armée se trouvait encore dans un pays stérile; le passage du Saint-Bernard avait entraîné des lenteurs, et il ne fallait

pas donner à Melas le temps d'arriver le premier dans la plaine. Il importait d'ailleurs de ne pas laisser rallentir l'élan imprimé par le retour des Français. Le consul se porta donc rapidement par les rives de la Doire. L'avant-garde, aux ordres de Lannes, enleva sans beaucoup de peine les villes d'Aoste et de Chatillon; mais elle rencontra une vigoureuse résistance au fort de Bard, situé à l'entrée de la gorge qui forme la vallée, et sur le rocher qui en défend les approches.

Impatient de voir son pays rendu le premier à ce qu'il appelait la liberté, et voulant faire passer les Français par la vallée d'Aoste, Pavetti avait présenté au consul le fort de Bard comme un obstacle de peu d'importance; mais l'événement prouva qu'un humble rocher pouvait contrarier de grandes destinées. Sommé de se rendre, l'Autrichien refusa. Les républicains avancèrent, entrèrent facilement dans le village de Bard, situé au-dessous du fort, et donnèrent l'assaut. Ils furent repoussés avec perte. Nouvelles attaques, point d'avantage signalé. Les officiers s'indignaient de voir quatre cents hommes et ce misérable rocher de Bard leur résister si long-temps, à eux que n'avaient pu arrêter ni la formidable Mantoue, ni les glaciers du Saint-Bernard. Ils savaient que le bruit de leur arrivée s'était répandu dans la plaine, et que Melas, renonçant à forcer la ligne du Var, accourait à grands pas au-devant d'eux.

La vallée d'Aoste, pauvre et stérile, ne pouvait fournir aux subsistances de l'armée, surtout dans la circonstance imprévue où l'on se trouvait. Déjà la disette se faisait sentir, on chercha le remède sans le trouver. Bien défendu, construit avec du roc, le fort essuya, sans dommages, et le feu dirigé des maisons de la ville, et celui d'un canon établi sur le clocher. Il fallut essayer de passer, en laissant la position au pouvoir de l'ennemi. A gauche de la ville de Bard, s'élève en pointes irrégulières le mont Albaredo. Ses plus hauts sommets dominent le fort, ses plateaux inférieurs en sont dominés. Berthier entreprit de conduire l'armée à travers les rochers de cette montagne. En moins de deux jours, les Français eurent taillé des escaliers dans les endroits où le roc était le plus dur et la pente trop rapide, établi des parapets au bord des escarpemens, jeté des ponts sur les précipices. Travaux prodigieux et dignes d'être mentionnés par l'histoire. Dès ce moment, les républicains pouvaient doubler la forteresse hors la portée de ses canons. Les hommes passèrent; restaient l'artillerie et les bagages, qu'il était impossible d'engager dans ces sentiers périlleux. Lannes était déjà rendu à Ivrea; il courait risque d'être attaqué, et n'avait point d'artillerie, arme devenue si nécessaire de nos jours. Un nouvel assaut livré au fort, par le consul opiniâtre, avait échoué comme les précédens; le péril était

imminent, lorsque Marmont s'avisa d'un stratagème nouveau. Pour obvier au bruit des voitures, il fit couvrir de fumier la rue principale de Bard, et envelopper les roues avec du foin. Pendant la nuit, on traîna rapidement, à la prolonge, toute l'artillerie, qui parvint à dépasser la forteresse. Le commandant autrichien reconnut cependant l'artifice de l'ennemi, et mit en jeu toutes les batteries du fort; mais l'obscurité d'une part, de l'autre la célérité des républicains, préservèrent ces derniers d'une perte considérable dans ce trajet extraordinaire. L'armée française, munie de son matériel entier, était prête à inonder le Piémont. Peu de temps après, Chabran, qui venait de traverser le petit Saint-Bernard, força le commandant de Bard à la reddition.

Pendant que le gros de l'armée débouchait par Ivrea, les autres divisions n'étaient pas demeurées oisives, et arrivaient toutes sur les différens points que leur avait assignés Buonaparte. Bethancourt avait franchi le Simplon et occupé Domodossola. Moncey, après avoir dépassé Bellinzona, marchait sur Lugano, et vers les rives du Pô et de l'Adda. Inquiétant de plus près la capitale du Piémont, Thureau s'était montré d'abord à Suse, puis à Avigliane, emmenant avec lui bon nombre de prisonniers, faits à une colonne autrichienne qui avait voulu lui disputer les hauteurs où s'élevait, avant la guerre, la forteresse impre-

nable de la Brunette. De toutes parts, entre la Doire-Ripaire et l'Adda, éclatait la tempête préparée par le terrible consul. Toutefois le fort de l'orage était à Ivréa. Le consul se proposait de marcher rapidement sur la gauche, afin d'arriver le plus tôt possible à Milan, persuadé, non sans raison, qu'il y trouverait des partisans, des vivres et de l'argent. Il espérait encore, en arrivant à l'improviste, surprendre et détruire sur sa route les différens corps autrichiens qui ne s'attendaient à rien moins qu'à le recevoir, et de plus, en occupant les rives de l'Adige, fermer la retraite du Tyrol à Melas. Tout cela était très adroit de la part de Buonaparte; plus adroit encore d'avoir dirigé Lannes sur Chivasso, pour donner à croire au général autrichien qu'il méditait une attaque contre Turin. Le plan ainsi arrêté, il s'agissait de le mettre à exécution. Craignant pour la capitale du Piémont, les Autrichiens avaient placé une avant-garde au pont de la Chiusella. Quatre pièces de canon enfilaient le pont, fort long et très étroit. S'en emparer était difficile. Lannes arrive, ordonne à ses plus braves soldats de tenter brusquement le passage, ils obéissent; mais l'artillerie autrichienne nourrit un feu de mitraille si terrible, les tirailleurs firent pleuvoir une grêle de balles si épaisse que les Français, couverts de blessures, furent contraints de se retirer. Lannes retourna trois fois à la charge, et toujours avec

aussi peu de succès. L'opiniâtreté du général ne suffisait point pour la victoire. Ce fut alors que Pavetti, qui connaissait parfaitement les lieux, puisque la bataille se livrait, pour ainsi dire, sous les murs de Romano, sa patrie, fit observer à Lannes que sur la gauche du pont existait un gué facile, et il s'offrit lui-même à guider les soldats. Le gué fut heureusement franchi. Les Français parurent inopinément sur la droite des Impériaux qu'ils chargèrent sans délai. L'Autrichien Palfi reçut une blessure mortelle au moment où il animait les siens au combat. Cet accident donna la victoire aux Français; leurs ennemis repoussés renoncèrent à défendre le pont. L'arrière-garde autrichienne se rallia sur la hauteur de Romano, et voulut y faire bonne contenance; elle en fut encore délogée par les Français, dont l'audace et le nombre s'accroissaient à chaque instant. Keim ne fut pas plus heureux avec sa cavalerie dans la plaine entre Romano et les cols de Montalenghe. Lannes entra dans Chivasso, où il trouva en abondance les vivres dont ses troupes fatiguées éprouvaient un pressant besoin. Ayant ainsi forcé Melas à se porter sur Turin, le général français tourna subitement à gauche et suivit le cours du Pô dans la direction de Pavie : l'occupation de Milan était le but de toutes ces manœuvres. Murat, Boudet et Victor marchaient sur Verceil, flanqués, d'un côté par Lannes, de l'autre par la

légion italienne de Lecchi. Celle-ci avait traversé Châtillon d'Aoste, par la route de Grassoney, était entrée à Varallo, puis à Orta, d'où elle avait chassé le prince de Rohan, qui gardait cette place avec un détachement autrichien. Cette armée belliqueuse, marchant ainsi en front de bandière, gagna Verceil, où elle passa la Sesia, s'empara de Novare, malgré les efforts de Laudon pour l'en empêcher, et fit ses préparatifs pour le passage du Tésin. Cependant l'aile gauche se grossissait par la jonction, à Sesto-Calende, de Lecchi et de Bethancourt, descendu de Domodossola. Laudon, posté à Turbigo, voulait s'opposer à la traversée du fleuve. Murat, qui conduisait l'avant-garde, profitant de plusieurs barques laissées au village de Galiate, gagna la rive gauche, et, après une résistance assez vive de la part du général autrichien, obligea ce dernier à évacuer Turbigo. En même temps l'aile gauche se renforçait de plus en plus par la réunion, à Varèse, de Lecchi et de Moncey, qui arrivait par les lacs de Lugano et de Como. Toutes ces manœuvres, aussi bravement exécutées qu'habilement conçues, assuraient aux républicains la possession de Milan. Buonaparte y entra, le 2 juin, à la tête de son armée victorieuse. Je ne rapporterai point les réjouissances qui eurent lieu à cette occasion. Dans les révolutions politiques, le gouvernement qui tombe est toujours réputé le pire; le gouvernement qui s'élève

est toujours réputé le meilleur. La domination allemande n'y avait pas non plus été fort douce; non qu'elle se fût montrée précisément violente, à ne point parler des exils aux bouches du Cattaro; mais parce qu'ayant voulu remettre toutes choses dans l'état primitif, elle avait froissé une infinité d'intérêts et d'opinions. Persuadés que le retour des Français était impossible, les gouverneurs s'étaient réglés d'après cette idée, et avaient ainsi préparé des révolutions nouvelles.

Buonaparte déclara que la république cisalpine était réorganisée; que le culte catholique serait publiquement exercé; que les outrages à cette religion seraient sévèrement punis, et même de la peine de mort selon les circonstances; que les propriétés de tous les citoyens seraient indistinctement respectées; il ordonna en outre la rentrée des émigrés, la levée des séquestres, l'abolition des lois autrichiennes et des cédules de la banque de Vienne. Après avoir posé à Milan ces fondemens de sa puissance, il reporta ses pensées sur la guerre, heureusement commencée à la vérité, mais qui pourtant n'était pas finie. Melas avait concentré ses forces sur les rives du Pô, et le consul ignorait encore l'évacuation de Gênes par Masséna. Se croyant donc plus en sûreté qu'il n'y était véritablement, il laissait les différens corps de son armée courir le Lodésan, le Crémonais, le Bergamasque et le Crémasque; partout ils avaient été

reçus avec enthousiasme. L'intention de Buonaparte était ensuite de passer subitement le Pô et de couper ainsi toute retraite à Melas. Pendant ce temps, Lannes s'était emparé par un coup de main de Pavie, où il trouva des munitions de bouche en abondance, et un dépôt d'armes considérable.

La perte de Milan avait révélé à Melas tout le danger de sa position et la force de son adversaire. Une grande bataille et une victoire complète pouvaient seules le sauver; il le vit, et voulut attirer la guerre dans les environs d'Alexandrie, où il pourrait s'appuyer, à la fois, et sur la citadelle de ce nom, et sur le fort de Tortone. Il arrive à Alexandrie, rappelle toutes les garnisons des places fortes piémontaises, retient Esnitz qui arrivait de la rivière du Levant, et charge Ott, devenu libre par la reddition de Gênes, de courir à Plaisance, et d'arrêter les Français sur les bords du fleuve; mais Murat, plus alerte, avait déjà effectué son passage, malgré la résistance d'un corps autrichien, et s'était emparé de Plaisance. En même temps, Lannes passait à Stradella, et prenait position à Saint-Cyprien. Ott se replia sur Casteggio et Montebello. On se battit sur ces deux points avec acharnement; c'était le prélude d'une bataille plus opiniâtre encore, plus célèbre et plus décisive. Ott occupait Casteggio avec le gros de sa division. Une artillerie nombreuse garnissait les hauteurs à droite; la cavalerie s'étendait dans

la plaine à gauche ; une faible réserve était à Montebello. Les Français, sous les ordres de Watrin, tombèrent avec impétuosité sur les Autrichiens qui les reçurent de pied ferme. L'avantage resta longtemps indécis ; les éminences de Casteggio furent prises et reprises plusieurs fois, enfin la supériorité demeura aux Impériaux, grâce à leur cavalerie, retranchée derrière des haies, d'où elle pouvait charger avec avantage. Watrin se retirait en désordre ; la bataille était perdue sans l'arrivée des généraux Chambarlhac et Rivaud. Ce dernier rallentit d'abord l'impétuosité des vainqueurs, ranima par sa présence les troupes de Watrin, et les ramena pleines de confiance à l'ennemi. Les Autrichiens soutinrent ce nouveau choc avec vigueur, et se défendaient avec opiniâtreté, quand Lannes parut à la tête d'une troupe d'élite. Comme à son ordinaire, il se précipite avec fureur au milieu des combattans, jette le désordre dans les rangs ennemis, chasse les Autrichiens de Casteggio, et les oblige à se replier sur Montebello. La lutte recommence plus vive que jamais. Ott balançait encore la victoire ; elle paraissait même se déclarer en sa faveur, lorsque Buonaparte, qui venait d'arriver, envoie Victor avec six bataillons contre le centre autrichien. La mêlée devint terrible ; les Autrichiens gardaient le pont avec une artillerie formidable, et tiraient sans relâche à mitraille contre les Français ; ceux-ci chargeaient à la baïon-

nette pour enlever ces pièces meurtrières. C'était un combat prolongé entre le fer et le feu. Les Autrichiens de Ott faisaient preuve d'une grande opiniâtreté. Enfin, les généraux Geney et Rivaud parurent aux deux extrémités du champ de bataille, et décidèrent le succès des républicains. Débordé de tous côtés, Ott se replia sur Voghera, laissant une garnison d'environ mille hommes dans le fort de Tortone. Cette affaire coûta aux Autrichiens beaucoup de morts et de prisonniers, moitié moins toutefois que ne le portèrent les relations de Berthier. Les Français perdirent aussi beaucoup de soldats tués, et à peu près autant que les Impériaux; mais peu de prisonniers. Telle fut la bataille de Casteggio, qui dura depuis six heures du matin jusqu'à huit du soir.

Après avoir triomphé des Alpes par son génie et sa constance, traversé la Lombardie avec la rapidité de l'éclair, reconstitué la république cisalpine dans Milan, rempli les peuples d'enthousiasme par une entreprise inouïe, Buonaparte n'avait plus qu'une grande victoire à gagner pour accomplir tant d'heureux augures, se maintenir au suprême pouvoir en France, et replacer l'Italie sous sa domination absolue. Kray, Suwarow et Melas avaient conquis la péninsule en quelques mois; le capitaine républicain allait la reconquérir en un jour. Melas, comme nous l'avons dit, avait concentré ses forces dans une position

redoutable entre la Bormida et le Tanaro, sous les murs d'Alexandrie. Quarante mille hommes environ, une artillerie formidable, une cavalerie superbe, beaucoup de vétérans, l'autorisaient suffisamment à tenter la fortune. Il avait pour lui du courage, de l'habileté, et le souvenir de ses victoires. Il appréciait d'ailleurs toute l'importance de la bataille qu'il allait livrer. Buonaparte, de son côté, combattait sur le théâtre de ses exploits. Ses jeunes officiers, pleins d'espérance et d'audace, attendaient avec impatience l'occasion de confirmer les glorieuses destinées de la France. Les soldats, conscrits pour la plupart, n'étaient pas aussi aguerris que les Autrichiens; mais la confiance et l'ardeur suppléait chez eux à l'expérience. Du reste, l'armée française était numériquement inférieure à celle de l'ennemi, en infanterie, cavalerie et artillerie. Le sort de la guerre était donc encore incertain, ou plutôt Melas, quoique surpris par un événement si étrange, quoique vaincu à la Chiusella et à Casteggio, avait encore pour lui les probabilités de la victoire. On ne saurait assez louer sa promptitude et son habileté à réunir son armée sous Alexandrie, aussitôt qu'il eut connaissance parfaite des manœuvres du consul. Celui-ci n'ignorait pas non plus que son adversaire avait fortifié les rives de la Bormida, établi des tranchées, élevé des batteries, et il devait présumer que l'Autrichien voulait livrer bataille dans la position militaire où

il s'était placé. Persuadé néanmoins, contre toute vraisemblance assurément, que Mélas pensait à ramener son armée du côté de Gênes, Buonaparte avait envoyé le général Desaix, nouvellement arrivé d'Égypte, à Rivalta par la route d'Acqui. Déja même, en exécution de ces ordres, la division Boudet se trouvait aux environs de cette ville. Ce fut une grande faute. Buonaparte devait ramasser toutes ses forces au lieu de les disséminer, en face, pour ainsi dire, d'un ennemi puissant. Peu s'en fallut qu'il ne perdît les destinées de la France à Marengo. En outre, il avait dirigé, sans aucun motif raisonnable, sur Castel-Nuovo de Scrivia, la division Monnier, qui, avec celle de Boudet, formait l'aile gauche au commandement de Desaix. De sorte que cette aile tout entière se trouvait éparpillée au moment où sa présence était le plus nécessaire. L'avant-garde de Melas occupait Marengo, au-delà de la Bormida, et dans le voisinage d'Alexandrie. Gardanne eut ordre d'attaquer le village; il le fit, et s'en empara sans peine, les Autrichiens n'ayant opposé à dessein qu'une faible résistance. Cette manœuvre de l'ennemi aurait pu convaincre Buonaparte que le projet de Melas n'était pas de se replier sur Gênes, mais au contraire d'en venir aux mains sous les murs d'Alexandrie. Il n'en persista pas moins dans ses premières idées. Les nouvelles qui lui parvinrent de Rivalta et des rives du Pô, lui ouvrirent

enfin les yeux ; il vit clairement alors que le grand procès devait être jugé sur les rives de la Bormida. Boudet et Monnier reçurent ordre de rejoindre le gros de l'armée ; mais ils étaient déjà loin, et pouvaient arriver trop tard.

Le 14 juin, à cinq heures du matin, l'armée autrichienne, protégée par le feu de son artillerie, passa la Bormida. Esnitz, à la tête de l'infanterie légère, et de presque toute la cavalerie, formait l'aîle gauche impériale, et marchait sur Castel-Ceriolo, par la route de Sale : le projet de Melas étant de tourner les Français de ce côté, afin de les séparer de Pavie et de Tortone, qui leur servaient de points de communication avec les autres corps républicains de la rive gauche du Pô. Keim, avec le centre, composé de la grosse infanterie, se portait sur Marengo, que traverse la route de Tortone. La droite, aux ordres de Haddick, et formée des grenadiers hongrois de Ott, devait remonter la rive droite de la Bormida jusqu'à Fragarolo, et se réunir au centre vers Tortone. Tous les mouvemens des Français avaient pour objet la conservation de Marengo, et les deux partis se disposaient à disputer vivement cette position. Les divisions autrichiennes étaient précédées d'un appareil formidable d'artillerie, dont les décharges successives laissaient prévoir combien le choc devait être meurtrier. L'éloignement de Monnier à droite, et de Desaix

à gauche, avait rendu la partie tout-à-fait inégale pour les Français. Grâce à l'imprudence du consul, les forces républicaines ne consistaient plus que dans la division de Victor à Marengo, et celle de Lannes à droite de la route de Tortone. Joignez à cela environ neuf cents hommes de la garde consulaire, la cavalerie de Kellermann, de Champeaux et de Murat. La première soutenait l'infanterie de Victor, la seconde celle de Lannes; la troisième, placée sur l'extrême droite de l'armée, gardait la route de Sale. Le front de la ligne française s'étendait ainsi obliquement, depuis la Bormida, passant par Marengo, jusque vers Castel-Ceriolo. La division Gardanne, postée par Victor à Pietra-Buona, petit village entre Marengo et la Bormida, se vit brusquement attaquée par des forces supérieures, aux ordres de Keim, et obligée de se replier en désordre sur Marengo. Cette division était même enveloppée et prise si Victor n'eût envoyé Chambarlhac à son secours. Les Autrichiens, avançant toujours, engagèrent avec Victor une bataille épouvantable. Les deux partis firent des prodiges de valeur; mais les Impériaux étaient plus nombreux, ils possédaient une artillerie plus considérable, la fortune se décida pour eux. Keim entra victorieux dans Marengo. L'infanterie de Victor n'avait cependant point été rompue; elle s'était au contraire retirée entière et menaçante, derrière le village où Lannes

se réunit à elle sur la droite. Le combat recommença plus terrible qu'auparavant. Keim en vint aux mains avec Lannes, Haddick avec Victor. Que l'on considère quels généraux et quels soldats étaient alors aux prises, on se convaincra sans peine que jamais champ de bataille ne fut témoin de plus de valeur et d'habileté. Lannes était puissamment secondé par la cavalerie de Champeaux, lorsque ce dernier reçut dans la mêlée une blessure grave dont il mourut quelques jours après. Victor était lui-même fortement appuyé par Kellermann, qui chargeait sans relâche à la tête de sa cavalerie. Mais les troupes de Victor combattaient depuis le point du jour, celles de Gardanne avaient considérablement souffert dans l'engagement de Pietra-Buona : fatiguées, amoindries, elles se replièrent précipitamment sur Saint-Julien. La retraite de Victor laissait à nu le flanc gauche de Lannes et l'obligea lui-même à reculer. Keim en profita, gagna du terrain, et se crut certain de la victoire. L'infanterie d'Esnitz était entrée à Castel-Ceriolo, sa cavalerie cherchait à tourner les deux divisions en retraite : si ce mouvement eût réussi, la bataille était gagnée pour les Impériaux. Dans cet extrême péril, Buonaparte n'avait plus qu'une ressource, c'était les neuf cents hommes de sa garde et la cavalerie de Murat, beaucoup trop faible, sans aucun doute, contre la formidable

cavalerie d'Esnitz. Le consul fit donc avancer les neuf cents. Leur bravoure mérite-t-elle plus d'éloges que la faute d'Esnitz ne mérite de blâme? je l'ignore. Quoi qu'il en soit, le général autrichien, qui les tenait enfermés de toutes parts, ne vint jamais à bout de les entamer, soit qu'il n'ait point fait tout ce qu'il pouvait faire, soit qu'ils eussent fait plus que force. Il ne tenait qu'à Esnitz de laisser contre la garde consulaire une partie de sa nombreuse infanterie, et de tomber vigoureusement avec le reste sur les derrières de Gardanne et de Victor. Il ne le fit point, et employa opiniâtrément toutes ses forces contre cette poignée d'ennemis. Cette mollesse, ou cette erreur d'Esnitz, cette bravoure de la garde consulaire, donnèrent à Monnier le temps d'arriver de Castel-Nuovo, d'où il revenait à marches forcées d'après l'ordre du consul. Il se trouva d'abord enveloppé par la cavalerie autrichienne; mais, à l'aide des neuf cents braves, il se fit jour à travers l'ennemi. Cara-Saint-Cyr délogea les Tyroliens de Castel-Ceriolo, s'établit lui-même dans le village et en barricada les avenues. Esnitz voulut le reprendre et ne réussit point. Toutefois il avait l'avantage, étant parvenu à repousser la garde et le surplus du corps de Monnier. Mais, au lieu de suivre pas à pas les fuyards, il s'obstina à reprendre Castel-Ceriolo. Cara-Saint-Cyr repoussa toutes ses attaques, et fut en ce moment le salut de l'armée française,

comme l'avaient été avant lui les neuf cents : ceux-ci, en résistant jusqu'à l'arrivée de Monnier, lui, en résistant jusqu'à l'arrivée de Desaix. Melas, voulant profiter de l'occasion, fit avancer son aile droite contre les Français ralliés à Saint-Julien. Keim, pleinement victorieux, et Esnitz, moitié vainqueur, moitié vaincu, paraissaient devoir suffire au succès de l'opération; mais, pour plus de garantie, et afin de pourvoir à tout ce qui pouvait résulter de l'arrivée de Desaix, le général en chef autrichien avait fait prendre les devants à une colonne de cinq mille Hongrois, sur laquelle il fondait les plus grandes espérances, et dont le commandement fut confié au général Zach, quartier-maître en chef de l'armée impériale.

Il était cinq heures du soir, on se battait depuis plus de dix heures. Les Autrichiens vainqueurs poussaient des cris de joie; l'arrivée de Desaix pouvait seule sauver les républicains. Épouvantés le matin du fracas des armes, les habitans d'Alexandrie l'avaient entendu s'éloigner peu à peu, et maintenant, un bruit vague et lointain parvenait à peine jusqu'à eux; ils ne doutaient plus de la victoire complète de l'Autriche. Buonaparte lui-même désespérait, il paraissait avoir perdu son génie et son courage : ce n'était plus cet homme qui avait conçu le plan admirable de la seconde invasion de l'Italie. Morne et silencieux, il soupirait après Desaix. Au moment où il ressentait

le plus de crainte et le moins d'espérance, Buonaparte apprend que la tête des premières colonnes de Desaix paraissait à Saint-Julien; il reprend aussitôt ses esprits. Un autre homme, dans cette extrémité, ne se serait servi de ce renfort que pour assurer sa retraite; l'audacieux consul voulut qu'il servît pour le combat et la victoire. Il forma une nouvelle ligne de bataille qui s'étendait diagonalement de Castel-Ceriolo à Saint-Julien. Cara-Saint-Cyr était dans Castel-Ceriolo à l'extrême droite; venaient ensuite successivement vers la gauche Monnier, Lannes, et enfin Desaix à Saint-Julien, sur la route de Tortone. Kellermann avec sa cavalerie occupait l'espace entre Lannes et Desaix. Esnitz n'ayant pas obtenu sur l'aile droite des Français l'avantage auquel Melas s'était attendu, ce général avait envoyé les cinq mille Hongrois au commandement de Zach, contre l'aile gauche républicaine, pour la rompre et lui couper la retraite sur Tortone. Ces cinq mille braves s'avancèrent audacieusement et en colonne serrée contre Desaix. Celui-ci les laissa approcher. Quand ils furent à portée, il les fit mitrailler par l'artillerie que Marmont avait placée sur le front de la ligne, et chargea lui-même à la tête de ses soldats. Les Hongrois étonnés s'arrêtèrent; puis reprenant bientôt courage, cette masse formidable continua son mouvement. Les Français, plus légers, voltigeaient

autour d'elle sans pouvoir l'arrêter; c'était une seconde journée de Fontenoy. Desaix voyait le danger sans en être effrayé; mais, au moment où il étudiait le terrain pour en tirer avantage, il fut frappé mortellement d'une balle au milieu de la poitrine. Il tomba dans les bras du jeune Lebrun, fils généreux d'un généreux père, et prononça, en expirant, ces dernières paroles : *Allez dire au premier consul que je meurs avec le regret de n'avoir point assez fait pour vivre dans la postérité.* Boudet prit le commandement. Le malheur qui venait d'arriver, loin de le décourager, le remplit d'une nouvelle ardeur aussi bien que ses soldats. Le désir de la vengeance doublait leur valeur naturelle, ils se précipitèrent avec fureur sur les Hongrois. Ceux-ci tinrent ferme, le carnage devint affreux. Les républicains commençaient à plier, la bataille paraissait perdue; la fortune voulut sauver les Français au bord du précipice, et choisit Kellermann pour opérer leur salut. Pendant que Boudet se battait encore sur le front de la ligne, quoiqu'en perdant du terrain, Kellermann tombe avec toute sa cavalerie sur le flanc gauche de la colonne, pénètre par les intervalles des pelotons et y jette le désordre. Rompus, désorganisés, chargés de nouveau par Boudet en ce moment décisif, confondus pêle-mêle avec les Français, les Hongrois avaient perdu tout moyen de résistance; la colonne mit bas les armes

et se rendit. Ainsi, ce que n'avaient pu ni l'infanterie ni l'artillerie, la cavalerie en vint à bout; le contraire avait eu lieu à Fontenoy. Le général Zach commit évidemment une grande faute, en s'engageant si loin au milieu des divisions françaises. Pour avoir trop compté sur la victoire, il mit les siens dans l'impossibilité de le secourir, au moment où il aurait eu le plus grand besoin d'être secouru. La défaite des Hongrois décida le succès complet des républicains. Ils avancent, se précipitent sur les Autrichiens privés de la formidable colonne, en font un affreux carnage et les forcent à reculer. Melas fit aussitôt sonner la retraite, et il l'effectua vaincu, aux lieux mêmes d'où il était parti le matin, avec tant d'espérance de la victoire. Il s'arrêta cependant à Marengo, où il résista fortement pour couvrir le mouvement rétrograde des autres corps, après quoi il repassa la Bormida. Les Français reprirent les positions qu'ils occupaient avant la bataille. La perte des Autrichiens s'éleva à plus de quatre mille soldats tués, tous vétérans de l'armée d'Italie, sept mille blessés, et environ huit mille prisonniers. Celle des Français fut de trois mille hommes tués et quatre mille blessés; presque tous les prisonniers qui avaient été faits le matin furent repris le soir.

Le gain de cette bataille, qui changea les destins de l'Europe pour quatorze années, est dû aux

Français plus qu'à Buonaparte, dont les fautes furent rachetées par la valeur du soldat. Ceux qui eurent le plus de part à la victoire sont Cara-Saint-Cyr, qui prit et sut conserver Castel-Ceriolo; Victor, qui arrêta long-temps le général Keim à Marengo; Boudet, qui opposa une vigoureuse résistance aux Hongrois; enfin et surtout cet infatigable et vaillant Kellermann, qui ne balança pas à se jeter au milieu de cette masse énorme, dont le poids seul paraissait devoir écraser tout sur son passage.

Ce jeune guerrier était devenu l'objet des attentions de ses camarades : chacun le félicitait, l'entourait dans ce premier moment d'effusion. On l'amena au premier consul, qui, sans lui demander aucun détail sur ce qu'il venait de faire, prenant son air digne et impérieux, se contenta de lui dire : *Vous avez fait une assez bonne charge.* Kellermann indigné ne put s'empêcher de lui répondre : *Je suis heureux que vous l'appréciez, puisqu'elle vous met la couronne sur la tête.* Le consul, qui n'aimait pas à être deviné, ne le lui pardonna jamais; c'est ce qui explique la situation subalterne dans laquelle le fils du maréchal, malgré de nombreux et éclatans services, fut toujours tenu par le premier consul et par l'empereur.

Néanmoins le plan de Melas était parfait, et

ses dispositions pour le combat nous semblent à l'abri de tout reproche. Le prix de la valeur, du côté des Autrichiens, doit être accordé à Keim, qui rompit et contraignit à la retraite, en premier lieu Victor, et Lannes ensuite. Zach fit preuve de courage dans le combat, et d'imprudence dans sa manœuvre. Quant à Esnitz, il ne paraît pas qu'il ait fait tout ce que Melas attendait de lui. Il s'obstina contre de faibles colonnes et de petits villages fortifiés, ce qui ne convient point aux troupes légères, et ne harcela point l'ennemi sur les flancs et sur les derrières, ce qui est du ressort des troupes de cette nature, et ce dont Melas l'avait expressément chargé.

Après le combat, il restait à Melas des troupes suffisantes pour résister encore long-temps dans la forte position qu'il occupait, d'autant plus que sa nombreuse cavalerie pouvait facilement battre le pays et entretenir l'abondance dans l'armée. Mais, soit terreur après la défaite, soit l'adresse de Buonaparte, qui protestait toujours vouloir s'en tenir au traité de Campo-Formio, et organiser les pays sous sa dépendance, d'après des principes moins hostiles pour les princes, Melas ne résista pas davantage, et proposa un traité. Il en résulta beaucoup de gloire pour la France, peu d'honneur pour l'Autriche, et un grand effroi pour l'Europe. Le traité portait en substance :

Les hostilités cesseront de part et d'autre, jusqu'à la réponse de la cour de Vienne. L'armée impériale occupera tout le pays compris entre le Mincio, la Fossa-Maestra et le Pô, c'est-à-dire Peschiera, Mantoue, Borgoforte; et, sur la rive droite, Ferrare. L'armée impériale occupera également la Toscane. L'armée française occupera les pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô. Le pays entre la Chiesa et le Mincio ne sera occupé par aucune des deux armées. Les châteaux de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, de Pizzighettone, d'Arona et de Plaisance, la place de Coni, les châteaux de Ceva, de Savone, la ville de Gênes et le fort Urbain seront remis à l'armée française. Aucun individu ne pourra être maltraité pour raison de services rendus à l'armée autrichienne, ou pour opinions politiques. Les Cisalpins détenus pour opinion politique seront remis en liberté. Quelle que soit la réponse de Vienne, aucune des deux armées ne pourra attaquer l'autre qu'en se prévenant dix jours d'avance. Pendant la suspension d'armes, aucune des deux armées ne fera de détachemens pour l'armée d'Allemagne.

Buonaparte, vainqueur à Marengo, tenait en ses mains le bonheur ou le malheur de l'Europe, la paix ou la guerre, la civilisation ou la barbarie, la liberté ou l'asservissement des peuples. Sa gloire civile pouvait égaler sa gloire militaire;

mais l'amour des combats et une ambition trop funeste l'emportèrent dans son âme, et préparèrent au monde des désastres qu'il faudra éternellement déplorer.

Le consul fut reçu à Milan comme en triomphe. C'était l'homme unique, le héros sans égal, le modèle incomparable. L'adulation italienne inventa pour lui des flatteries, la France en fit autant. Dans le délire de leur joie, les bons Milanais l'appelaient le restaurateur de la liberté en Cisalpine, son enfant chéri. De son côté, il leur faisait souvent entendre les mots de paix, de religion, de lettres et de sciences; créa une consulta, pouvoir législatif; une commission de gouvernement, pouvoir exécutif; nomma ministre extraordinaire pour la France, Petiet, ancien ministre de la guerre sous le directoire; rouvrit, à la satisfaction de tous les bons citoyens, l'université de Pavie, que les Autrichiens soupçonneux avaient supprimée, fixa d'honorables traitemens pour les professeurs qu'il choisit parmi les hommes les plus renommés, les plus savans et les plus vertueux. L'université reprit son premier éclat. On se serait cru aux temps de Joseph, si les écarts du soldat n'eussent averti du contraire. Néanmoins, Buonaparte avait changé de conduite. Il éloignait les révolutionnaires, au lieu de les caresser; s'entourait des aristocrates, pourvu qu'ils fussent modérés, riches et de bonne réputation. Il voyait le plus souvent

Melzi, Aldini, Birago, le docteur Moscati, Scarpa, l'évêque de Pavie, Grégoire Fontana, Marescalchi et Mascheroni. Les démocrates exaltés s'accommodaient mal de ces préférences; entre eux, ils appelaient Buonaparte aristocrate, quelquefois même tyran; mais en public, c'était un dieu à les entendre. Les nouveaux chefs de la Cisalpine mettaient la plus grande confiance dans le langage et la conduite de Buonaparte; ils y voyaient le gage de l'indépendance nationale. Du reste, si les dehors étaient plus doux, les apparences plus flatteuses, l'avarice et la rapine étaient toujours les mêmes; la Cisalpine retombait dans son ancien mal.

A l'installation du nouveau gouvernement, Petiet fit un éloge pompeux de la France et du consul, parla de Beccaria, de liberté, d'indépendance, de hautes et magnifiques destinées; puis, par un adroit détour, arrivant au panégyrique de l'Italie, il la nomma la terre classique des lettres, de la philosophie et de la politique, déclarant qu'elle n'était point faite pour être tributaire d'un prince étranger. Le président de la consulta répondit sur le même ton.

La Cisalpine réorganisée, le consul retourna en France. Il passa par Turin, descendit à la citadelle; mais ne reçut personne, ne voulant rien promettre de nature à blesser l'empereur Paul, qui protégeait toujours le roi de Sardaigne. Il est

même certain, qu'après la bataille de Marengo, Buonaparte, malgré sa répugnance, fit proposer à Charles Emmanuel de le replacer sur son trône, s'il voulait renoncer définitivement à la Savoie et au comté de Nice. D'un autre côté, pensant toujours à retenir pour lui-même le Piémont, qu'il affectionnait particulièrement, il offrit au roi la Cisalpine, si le prince consentait à céder son royaume. Charles Emmanuel rejeta ces propositions, non seulement par des motifs de religion, mais encore parce qu'il ne voulait point traiter sans la participation de ses alliés, de l'empereur Paul surtout, et de l'Angleterre. Le roi craignait aussi, dans le cas où les Français éprouveraient de nouveaux revers, de fournir à l'Autriche des prétextes pour s'emparer du Piémont et le garder comme sa conquête. D'ailleurs, quoiqu'il n'eût pas à se louer de l'Autriche, le roi ne pouvait se décider à prendre le bien d'autrui. Nonobstant ces offres et ces négociations, Buonaparte créa en Piémont comme en Cisalpine, non pour en finir, mais comme épouvantail, une consulta et une commission de gouvernement : il y appela les hommes les plus réputés pour leurs lumières et leur modération : Galli, Botton de Castellamont, Braida, Avogadro, Cavalli et Rocci, composèrent la commission. L'évêque de Novare, Capriata, les deux professeurs Regis et Pavesio, tous deux prêtres, savans, et amis de la tranquillité, Tosi, Botta,

Lombriasco, un autre Avogadro, Bay, Pacciaudi, Nizzati et Chiabrera, furent appelés à la consulta. Il nomma, en outre, ministre extraordinaire de France, près ce gouvernement, le général Dupont d'abord, et ensuite, pour reconnaître les services du vainqueur de Fleurus, Jourdan.

Le Piémont se trouvait, à cette époque, dans la plus déplorable situation. La disette et les extorsions militaires, au temps des confédérés, l'avaient plongé dans une affreuse misère. Les commissaires impériaux n'avaient épargné ni les exactions, ni les violences, ni les rapines. Moins insolens que leurs devanciers, ils ne s'étaient pas montrés moins avides. Le changement de domination n'ayant point apporté de changement à leur état, les Piémontais ne savaient plus sur quoi devaient reposer leurs espérances, leurs craintes et leurs vœux. Faibles, ils maudissaient le sort qui les avait placés entre deux ennemis puissans. Ce n'était pas tout encore. Les billets de crédit, depuis si long-temps le fléau de l'état, perdaient chaque jour davantage, et avaient jeté la confusion dans toutes les fortunes. De là, suspension dans la marche des affaires civiles, prix excessif des denrées; et le pauvre, qui ne possédait point de ces billets parce que les moindres étaient de vingt livres, le pauvre souffrait au-delà de ses forces. Dans cette extrémité, le gouvernement déclara que ce papier n'aurait plus cours qu'à valeur de

commerce, et l'échelle de proportion fut rendue publique; mais le mal était fait, et quel parti prendre pour les contrats antérieurs? Malgré le grand nombre d'avocats instruits et subtils qu'elle comptait parmi ses membres, la consulta eut beaucoup de peine à régler cette affaire; et, quand elle y fut parvenue, il se trouva que la loi ne contenta personne, toute juste qu'elle était réellement. Pour comble de maux, il fallait pourvoir à l'entretien des troupes républicaines, soit dans leurs passages, soit dans leurs séjours; c'était un fardeau que les finances du Piémont ne pouvaient plus supporter. Nommé généralissime en Italie par le consul, Masséna voulait que le Piémont lui donnât, pour les subsistances de l'armée française, un million par mois, indépendamment de l'entretien des garnisons. Brune succède à Masséna; il est convenu qu'au moyen du million mensuel, la caisse militaire de la république pourvoira aux besoins de l'armée. Le million se paye, l'armée n'est point approvisionnée, et le Piémont se voit obligé d'y suppléer, s'il ne veut pas que le soldat prenne de force le nécessaire qui lui manque. L'honnête Jourdan voulut réprimer ces abus; mais les fourbes en savaient plus que lui; il s'y fatigua vainement, point de remède possible. Venaient ensuite les ordres fantasques : tantôt c'était une citadelle qu'il fallait démolir aux frais du Piémont, et tantôt cette même citadelle qu'il fallait

reconstruire ; tantôt on demandait les plombs de la coupole de Superga, ce qui eût entraîné tout d'abord la ruine de l'édifice par les eaux pluviales; tantôt on voulait abattre la courtine et les bastions qui supportent le jardin du roi ; démolition absolument inutile, puisque la ville était déjà démantelée dans son enceinte. Sans la résistance opiniâtre du gouvernement, les plombs de Superga, le jardin du roi, promenade favorite des Turinois, tout disparaissait. L'un exigeait de l'argent pour la nourriture des soldats ; l'autre pour leur habillement, celui-ci pour les hôpitaux, celui-là pour l'artillerie, d'autres encore pour le passage et le séjour des troupes ; caprice dans les demandes ; excès dans la consommation ; impuissance dans le trésor, c'était un chaos, un bouleversement général.

L'état d'incertitude où ils vivaient sur leurs futures destinées, était aussi un sujet d'angoisses pour les Piémontais. On connaissait les propositions faites au roi par Buonaparte : en ranimant les espérances des partisans de l'ancien gouvernement, elles déterminèrent leur résistance ; les républicains de leur côté en furent intimidés, et leurs opérations manquèrent ainsi de l'aplomb et de l'énergie nécessaires pour comprimer l'anarchie. Interrogé sur ses projets relativement au Piémont, le consul n'avait jamais répondu que d'une manière évasive. Quelques personnes, ré-

fléchissant qu'il avait excité les démocrates à se prononcer, en déduisaient cette conséquence, qu'il ne voulait plus rendre le Piémont à Emmanuel; d'autres pensaient au contraire qu'il voulait replacer Emmanuel sur le trône, en raison même des encouragemens par lui donnés aux démocrates. Ceux-ci insultaient les royalistes, qui, à leur tour, se moquaient des républicains. Les uns espéraient la république, les autres se tenaient certains de la royauté. Ces derniers avaient l'avantage, attendu que bon nombre des meneurs, venus de France pour s'immiscer, non sans raison, dans l'administration militaire, vivaient de la table des grands, et déchiraient sans relâche les partisans du nouveau régime, soit par flatterie, soit par je ne sais quelle manie d'ancienneté. Tout le monde était comte, marquis, vicomte pour le moins, ou baron. Ils ne s'apercevaient pas du mépris où ils étaient tombés dans l'opinion des nobles piémontais, si habiles à démêler le caractère d'autrui. Néanmoins ces discours paralysaient l'action du gouvernement, et ceux-là même qui lui demandaient le plus, le réduisaient à la nécessité de moins accorder. Ce procédé tenait de la légèreté et de l'ingratitude, non de l'insensibilité ou de la haine; car ces hommes étaient incapables d'aimer ou de haïr. Interromprai-je ce récit douloureux pour parler des folies où s'abandonnaient les démocrates, qui ne voyaient pas le piége où ils

s'étaient laissé prendre ? Je balance : disons cependant un mot de ce Ranza dont j'ai déjà parlé. Ranza s'était remontré en Piémont. Que de déclamations ! que de pamphlets ! Notez qu'il avait tenu pareil langage dans les prisons de Vigevano, au temps des Russes, et qu'il se serait fait aussi imprimer alors s'il avait pu ; tantôt il écrivait contre les prêtres, tantôt contre les moines, aujourd'hui contre les aristocrates, demain contre les démocrates, puis contre le gouvernement, et enfin contre les gouvernés. Il amassa un jour le peuple sur la place Castello, et brûla solennellement l'écrit d'un moine son adversaire. Ses gazettes fourmillaient dans la ville ; lui-même chaque jour placardait ses proclamations, et quand on savait que c'était Ranza, la populace curieuse faisait un cercle autour de lui. Il commença par dire qu'il y avait trop d'aristocrates en Piémont ; réprimandé, il ajouta qu'il n'y avait en Piémont que des aristocrates. Le gouvernement, qui ne connaissait pas le caractère de cet homme, entreprit de réprimer son langage ; mais voici Ranza qui répète que tous les Piémontais sont des aristocrates, à commencer par les membres du gouvernement. Le mieux était de ne plus y faire attention, et on le laissa dire. Cependant l'opinion se pervertissait, l'envie prenait parti pour la médisance ; il n'y avait plus de gouvernement possible. Peut-être ai-je parlé de ce Ranza plus longuement

qu'il ne fallait; mais je l'ai fait, parce qu'il me semble qu'il existe beaucoup de ces Ranza en Europe, et surtout dans les pays d'Europe qui jouissent ou croient jouir de la liberté.

De l'incertitude générale naissaient les partis et les haines. Celui-ci voulait être Français, celui-là Italien, cet autre rester Piémontais. Les amis ne s'entendaient plus, les ennemis se trouvaient d'accord, plus de centre à l'opinion publique. Le doute et le mécontentement s'accrurent encore par un arrêté du consul qui donnait le haut et bas Novarais à la Cisalpine. Prina de Novare, alors ministre en Piémont, fut, par ses conseils et ses démarches, le premier auteur de ce démembrement de sa patrie : cela soit dit pour démontrer la sincérité et la loyauté de cette époque. La funeste nouvelle souleva tous les esprits en Piémont. On s'imaginait que Buonaparte voulait restituer le reste au roi. Le gouvernement protesta : le consul, qui voyait le fond des choses, s'étonnait de ces espérances, de ces craintes et de ces protestations, et ne s'expliqua point encore. Les inquiétudes et les haines n'en devinrent que plus vives, aussi bien que les angoisses du gouvernement; une grande catastrophe menaçait le Piémont.

La commission du gouvernement avait été remplacée par une commission exécutive, composée alors de Bossi, Botta et Giulio. Dans cette extrémité, la commission exécutive conçut et réalisa une

idée consolante : ce fut d'affecter en biens fonds aux besoins de l'université, de l'académie des sciences, du collége et autres établissemens de cette nature, un revenu annuel de cinq cent mille francs; mesure vraiment utile et généreuse dont on ne retrouve d'exemples que dans les États-Unis d'Amérique, par la munificence du congrès, et en Pologne, par la munificence de l'empereur Alexandre. Ce fut néanmoins une faible compensation à cette masse de calamités qui écrasait alors le Piémont. L'anarchie, la discorde, la servilité et la famine continuèrent d'y régner, jusqu'au moment où il convint à Buonaparte de donner à ce pays une destination plus certaine.

Les mêmes causes, et d'autres encore, avaient rendu Gênes aussi malheureuse que le Piémont. Conformément à la capitulation d'Alexandrie, Hohenzollern avait évacué Gênes; mais après avoir emprunté, disait-il, par ordre exprès de Melas, aux soixante négocians les plus riches, un million pour les besoins de l'armée. Suchet prit possession de la ville le 24 juin. Combien de souffrance et de misère traînent à leur suite ces fréquens passages d'une domination à une autre? Je le laisse à penser au lecteur. Les Français traitèrent Gênes sans pitié, comme si les Autrichiens la leur eussent livrée saine et entière; les Autrichiens l'avaient eux-mêmes traitée avec rigueur, comme si les Français la leur eussent livrée riche et florissante.

De même qu'en Cisalpine et en Piémont, le consul créa dans Gênes une commission de gouvernement qui réunissait tous les pouvoirs, excepté le judiciaire et le législatif. Ce dernier fut confié à une consulta spéciale. Il nomma aussi, près le gouvernement ligurien, un ministre extraordinaire, et ce fut le général Dejean. La commission fut composée de Jean-Baptiste Rossi, Augustin Maglione, Augustin Pareto, Jérôme Serra, Antoine Mongiardini, Louis Carbonara et Louis Lupi, tous hommes remplis de vertu et de modération. D'éminentes qualités brillaient aussi dans les membres de la consulta, c'étaient : Louis Corvetto, Emmanuel Balbi, Jérôme Durazzo, César Solari, Joseph Fravega, Nicolas Littardi, Joseph Deambrosis et autres, jusqu'au nombre de trente. Au moment de l'installation on se prodigua les flatteries accoutumées, avec plus de largesse néanmoins, de la part du ministre extraordinaire, que de celle du gouvernement. Dejean parla de la loyauté, de la générosité du consul; promit, au nom de la France, qu'à la paix générale, la liberté et l'indépendance de la république ligurienne seraient consolidées sur leurs bases; mais il parla de subsides, dans le cas où la guerre viendrait à se rallumer, et l'amertume de ces paroles diminuait de beaucoup la douceur du premier langage. Oubliez, disait-il ensuite, et nous applaudissons à sa pensée, oubliez les injures, pardon-

nez à l'erreur; ainsi le veut le consul, ainsi le veut l'humanité, ainsi le veut l'intérêt de votre état. Le président Rossi répondit, non sans dignité, mais dans un italien servile et corrompu : Qu'entre tous ses beaux jours, la république regardait celui-ci comme le plus heureux; que le gouvernement veillerait au repos et pour la liberté de la patrie; que les Liguriens, navigateurs et commerçans, désiraient la paix; qu'ils étaient pauvres comme la république elle-même; mais qu'ils se reposaient sur les promesses de la France et les qualités de son ministre.

La France accordait donc à Gênes des garanties qu'elle refusait au Piémont. Il en résulta, pour la première, plus de force dans le gouvernement, moins d'audace dans l'opposition. Quant aux membres de la consulta, Dejean les invita sérieusement à se régler d'après l'expérience, à renoncer aux principes abstraits, aux théories hasardées, germes funestes de révolutions; d'où l'on voit que Dejean avait bien pénétré les intentions du consul, et que le consul lui-même avait une connaissance profonde et véritable du cœur humain.

Ainsi que nous l'avons dit, la commission de gouvernement se composait d'hommes modérés et vertueux. Cédant néanmoins aux clameurs des démocrates, ils rendirent une loi d'indemnité dont le moindre défaut était de se trouver en contradiction avec la capitulation d'Alexandrie. Elle por-

tait : Que ceux qui avaient été molestés dans leurs fortunes seraient dédommagés sur les biens des intrigans et des ennemis de la patrie; ils appelaient ainsi les partisans de l'ancien régime et de l'Autriche; et qu'à leur défaut, les communes pourvoiraient au dédommagement. C'était ouvrir la porte à un arbitraire dangereux et à d'énormes abus. Dejean représenta fortement à la commission les conséquences de la faute qu'elle allait commettre, rappelant aussi le traité d'Alexandrie et la volonté du consul. Le crédit du gouvernement de Gênes en souffrit, celui du ministre français s'en accrut; Buonaparte fut bien aise d'avoir trouvé l'occasion de montrer protection et générosité aux partisans de l'ancien régime.

Telle était la situation de Gênes. Un gouvernement pauvre se voyait obligé de pourvoir aux besoins de l'état et d'entretenir des soldats étrangers. Keit dominait sur mer et bloquait les ports de la république. Toujours asservie, Gênes périssait par la faim ou par le fer. Réduite aux plus dures extrémités par la force, elle éprouvait encore toutes les horreurs de la peste, et le fléau redoublait chaque jour d'intensité. Deux mille individus périrent dans un mois. En un mot, la condition des trois états limitrophes était celle-ci : en Piémont, famine, papier-monnaie destructeur, avenir incertain; en Cisalpine, abondance des vivres, prospérité du trésor, espoir mieux fondé,

sinon d'indépendance, au moins de réformes politiques; à Gênes, famine, peste, épuisement des finances. Dans tous les trois, d'ailleurs, asservissement, exploitation au profit de la France.

Cependant la fortune allait donner à Buonaparte, pour l'accomplissement de ses projets, le meilleur auxiliaire qu'il pût désirer, auxiliaire plus fort que des armées, plus puissant que la gloire. Pie VI étant mort dans son exil en Dauphiné, le cardinal Chiaramonti, sous le nom de Pie VII, avait été élu à sa place par le conclave de Venise. Le nouveau pape se défiait de l'Autriche, et augurait bien de la France. Buonaparte se persuada qu'en le caressant il l'amènerait à seconder ses desseins. De cette conduite résultèrent des événemens de la plus haute importance.

La nouvelle de la nomination d'un pape remplit de joie les Romains. Ils étaient alors sous la domination napolitaine, et ils espéraient que la présence de leur souverain naturel les affranchirait du joug étranger. Le pontife partit le 9 juin de Venise, et, après une traversée pénible, arriva le 25 à Ancône. Il avait fait prendre les devants aux cardinaux Albani, Roverella et Della Somaglia, officiellement chargés de prendre possession, en son nom, et d'ordonner les premières mesures nécessaires pour le retour de l'ordre. Le pape lui-même fit son entrée le 3 juillet, au milieu des acclamations ordinaires des Romains. Pie VII pour-

vut aux besoins de l'Église en créant de nouveaux pasteurs, à ceux de l'état en nommant de nouveaux magistrats, et rétablit, autant que possible, les choses sur l'ancien pied. Du reste, point de réactions contre les républicains, ni à sa rentrée, ni dans le cours de son règne. Il décreta que les biens vendus pendant la domination française seraient restitués à la chambre apostolique, sauf le remboursement du quart aux possesseurs. Peu de temps après, dans l'intérêt de la chambre, dans celui des communes et des particuliers, il supprima plusieurs taxes, en établit de nouvelles, remit les dettes des communes, en chargea le trésor pontifical, excepté les dettes contractées pour subsistances et les intérêts échus, affranchit aussi les communes de leurs engagemens en rentes, et les comprit dans la dette publique, voulant néanmoins que, jusqu'à la restauration des finances, les créanciers ne touchassent que deux cinquièmes d'intérêt. Il ordonna en même temps qu'on payerait les quatre cinquièmes aux possesseurs des rentes viagères, et que toute rente, soit viagère, soit perpétuelle, serait exempte de toute taxe ou contribution. Il abolit ou transféra, au profit des communes, toutes les taxes privilégiées, comme celles du Bargel, de l'ancien timbre et des chevaux morts. Il réduisit à une forme plus simple, plus uniforme et plus générale les contributions, tant directes qu'indirectes, en com-

prenant les premières sous la dénomination générique de contribution *réelle*, les secondes sous celle de *dative*. La contribution réelle se composait de quatre chefs, savoir : d'un impôt foncier de six pauls, par cent écus de capital, sur les biens de campagne; d'un impôt de deux pauls, par le même capital, sur les fonds de ville, tels que palais et maisons, une taxe de cinq écus, sur cent écus d'intérêts, provenant des capitaux de commerce, et enfin une rétribution du sixième des rentes de toute espèce appartenant à tout individu qui en consommerait le produit hors de l'état romain. La contribution dative consistait dans la taxe sur le sel, dans le droit de mouture, et dans un droit d'octroi de trois pauls sur chaque baril de vin qui serait introduit dans la ville de Rome, en réservant toutefois l'exemption de ces derniers droits en faveur des pères de douze enfans et des religieux mendians : sages mesures, que l'abolition du papier-monnaie, ordonnée par les républicains, rendait plus profitables encore.

Le consul n'oubliait point les affaires de Rome. Il n'ignorait pas que la paix avec le saint siége affermirait sa puissance, bien mieux encore que la paix avec les rois. L'exaltation du cardinal Chiaramonti fut pour lui un nouveau sujet d'espérance. Il connaissait la piété sincère du pontife, et le supposait, par cela même, plus facile à séduire. Les offres du consul étaient du plus haut

intérêt. Rétablir la religion catholique en France, c'était rendre au saint siége un grand royaume, et maintenir cette religion pure et intacte dans tous les autres. En effet, que la France persistât dans ses principes anti-religieux, son exemple, tôt ou tard, eût entraîné les autres états. Aussi le pape Pie VII prêtait-il une oreille favorable aux paroles de Buonaparte; et, après quelques pourparlers, on en vint à une négociation, puis à un traité, comme on le verra dans le Livre suivant.

Buonaparte dominait sur terre, et Nelson sur mer. Quand on apprit à Naples le résultat de la bataille d'Aboukir, les Maltais se persuadèrent avec raison que la prépondérance des Anglais dans la Méditerranée ne permettrait pas à la France d'envoyer des renforts dans l'île, se révoltèrent contre la garnison, et l'obligèrent à s'enfermer dans la Vallette, fortifiée par l'art et par la nature. Cette ville pouvait résister long-temps, Vaubois y commandait; mais la garnison, qui, au commencement du siége, s'élevait à quatre mille hommes, fut bientôt réduite à deux mille par les maladies. Les marins des vaisseaux *le Guillaume Tell*, *la Diane* et *la Justice*, échappés au désastre d'Aboukir, avaient été mis à terre, et coopéraient, sous le commandement de l'amiral Decrès, à la défense de la place. Quelques vaisseaux portugais, aux ordres du marquis de Nizza, commencèrent le blocus; peu de temps après, Nelson,

avec son escadre victorieuse, se réunit à la division portugaise, et vint ôter aux assiégés le peu d'espoir qu'ils pouvaient encore conserver. Le roi Ferdinand prit aussi part à l'expédition; il envoya deux frégates, fournit aux mécontens des armes et des munitions, et défendit toute communication entre Malte et la Sicile. Un gros corps d'Anglais fut débarqué pour soutenir les insurgés et empêcher la garnison de sortir à la campagne. Nelson fit plusieurs sommations, que Vaubois repoussa constamment. On commençait à souffrir prodigieusement dans la place. Les vivres, les habits, l'argent, tout manquait à la fois, et la maladie étendait chaque jour ses ravages. Vaubois ne se laissait cependant point abattre. Voulant pourvoir à la solde des troupes, il fit accepter aux principaux habitans des obligations payables à la paix générale, et le soldat fut payé; pour l'habiller, il mit en réquisition les toiles et les draps; pour le nourrir, il accapara les farines, obligeant aussi les particuliers à lui en acheter pour leurs besoins personnels. Il multiplia en outre les lapins et les poules, au point que ces animaux suffirent longtemps à la nourriture de la garnison. Le scorbut s'étant déclaré parmi les Français, ils le combattirent par l'usage des plantes, qu'ils cultivèrent eux-mêmes dans le terrain qui convenait le mieux à cette culture. Niccolò Isoard, natif de Malte, et musicien, composait des opéras. On jouait la

comédie, on chantait, on dansait. Vaubois tenta d'envoyer *le Guillaume Tell* en France, pour demander des secours; le vaisseau ne put échapper à la vigilance active des Anglais, il fut pris. Malgré tout, le zèle du général français ne se rallentissait point. Les Maltais du dehors étaient parvenus à se concerter avec ceux de la ville; Vaubois découvrit le complot. Ils attaquèrent; Vaubois les repoussa. Efforts admirables dans une garnison qui mourait de faim et de maladie! Trois bâtimens toulonnais chargés pour la place, de trois mille hommes, avec des provisions de guerre et de bouche, tombèrent, sous les yeux des assiégés, au pouvoir de Nelson. Chaque jour, chaque instant voyait augmenter la famine. Vaubois fit sortir les bouches inutiles; les Anglais repoussèrent inhumainement ces malheureux. Plusieurs périrent de faim sous les murs. Le reste, plus mort que vif, fut accueilli de nouveau par les Français. La catastrophe approchait, Vaubois n'en pouvait plus douter. Il fit mettre à la voile, pour les sauver s'il était possible, les deux frégates *la Diane* et *la Justice.* La première fut prise, la seconde gagna les ports de France. La faim triompha ainsi de la valeur. Le 5 décembre la garnison capitula, et obtint des conditions honorables. Il fut convenu : qu'elle serait considérée comme prisonnière de guerre jusqu'aux échanges, et transportée en France aux frais de l'Angleterre; qu'aucun

habitant de Malte ne serait inquiété pour ses opinions politiques ni pour les services rendus aux Français. Ainsi fut perdue pour la France une brave garnison composée de vétérans de l'armée d'Italie; ainsi tomba au pouvoir de l'Angleterre une île maîtresse de la Méditerranée. Ce qu'avait épargné Aboukir, Nelson le détruisit ou s'en empara; son triomphe fut complet. Toutefois, la gloire du vainqueur de Malte ne nuit point à celle du défenseur de la Vallette. Vaubois ne pouvait déployer ni plus de valeur ni plus d'habileté. Réduit à ses propres forces, il résista deux ans, et ne céda encore qu'à ce fléau qui finit toujours par ôter à l'homme la force, et souvent la volonté de se défendre.

Pendant que l'Angleterre, à qui la possession de Gibraltar donnait déjà la clef de la Méditerranée, s'efforçait encore d'y acquérir une rade sûre en s'emparant de Malte, la Russie et la Porte travaillaient de concert à l'organisation politique des possessions ioniennes. Il fut convenu entre les deux puissances : qu'elles seraient gouvernées par les notables du pays, sous la forme de république; que cette république, comme celle de Raguse, serait vassale de la Porte, à qui elle payerait chaque année, au moyen d'une députation solennelle à Constantinople, un tribut de soixante-quinze mille piastres, sans que la Porte pût rien exiger au-delà; que la république des sept îles jouirait des

mêmes privilèges que celle de Raguse, et se donnerait une constitution reconnue par les deux puissances; que, dans le cas de nécessité, mais seulement pendant la présente guerre, la Russie et la Porte pourraient faire garder les îles par leurs troupes et leurs escadres; que les bâtimens de la république navigueraient librement dans la mer Noire; que la Russie garantirait l'intégrité de la république, et engagerait les puissances ses alliées à la reconnaître; qu'en Épire, Prevesa, Parga, Vonizza et Butrintò devenaient du domaine de la Porte, mais sans autres charges que celles des chrétiens de Valachie et de Moldavie; que les mahométans ne pourraient y avoir de propriétés; que les chrétiens seraient exempts de toute contribution pendant deux années, auraient le droit de rebâtir leurs églises, et ne seraient jamais obligés de payer à la Porte de plus forts tributs que ceux qu'ils payaient à Venise. La république organisa ensuite son gouvernement. Elle créa un sénat investi de l'autorité législative, et un président chargé du pouvoir exécutif. A ce moyen, et après tant de guerres, les îles vénitiennes se virent dans une situation, je ne dis pas seulement tolérable, mais heureuse. Leur bonheur dura ainsi plusieurs années, jusqu'à ce que de nouveaux combats et de nouvelles ambitions vinssent les replonger dans le chaos.

La suspension des hostilités n'avait point ral-

lenti les préparatifs de guerre. Pendant qu'on se battait en Allemagne, Buonaparte avait rassemblé un corps de troupes considérable, dont il envoyait des détachemens, tantôt à l'armée du Rhin, tantôt à l'armée d'Italie. Un autre corps réuni, sous les ordres de Murat, dans les environs de Dijon, pouvait secourir au besoin l'une ou l'autre armée. De son côté, l'Autriche faisait de nouvelles levées, surtout en Hongrie, et les dirigeait sur les frontières. L'armée vaincue à Marengo était d'ailleurs toute prête à disputer encore la victoire. La cour de Vienne espérait beaucoup aussi des soulèvemens de la Toscane, que le traité d'Alexandrie plaçait hors du domaine de la France, et par conséquent dans celui de l'Autriche. L'empereur y avait de nombreux partisans; les républicains beaucoup d'ennemis, que le clergé aigrissait chaque jour davantage. La régence créée par le grand-duc agissait dans le même sens, et le marquis Sommariva, chargé par l'empereur d'organiser, de recruter et d'armer les insurgés, apportait un zèle infatigable à remplir sa mission. Dans l'incertitude de la paix ou de la guerre, ni ces mouvemens de la Toscane, ni ces mesures de l'Autriche, ne pouvaient être réputés contraires aux traités; mais, emportées par leur haine contre les républicains, ces bandes indisciplinées méconnurent la voix de leurs chefs, passèrent la frontière, et se montrèrent sur les hauteurs qui séparent la

Toscane du Bolonais et du Modénois. Les républicains conçurent des craintes. Ils réclamèrent de la régence et de Sommariva, non seulement la répression du délit et la punition des coupables ; mais encore le licenciement des bandes insurgées. La réponse de Sommariva ne fut point satisfaisante. Le consul saisit l'occasion ; il avait d'ailleurs besoin du port de Livourne, et il se résolut à faire occuper brusquement la Toscane. Dans ce but, il ordonna à Dupont de passer en hâte les Apennins, et d'entrer dans Florence ; à Monnier, de tomber sur les révoltés d'Arezzo et de les dissiper ; à Clément, de marcher sur Livourne et de s'en rendre maître. Le succès couronna l'entreprise. Dupont occupa facilement la capitale de la Toscane, et Clément se porta de Lucques sur Livourne, où il s'empara de cinquante bâtimens anglais et d'une immense quantité de froment. Les choses se passèrent moins tranquillement du côté d'Arezzo. Déterminés à se défendre, les habitans repoussèrent toute proposition. Les Français canonnèrent la ville et le château ; les Arétins ripostèrent vigoureusement. Le brave défenseur de Castel-Ceriolo, Cara-Saint-Cyr s'épuisait ici en efforts inutiles. Les Arétins faisaient pleuvoir sur les assiégeans une grêle de mitraille, de grenades et de pierres qui ne permettait pas à ces derniers d'avancer. Un premier assaut fut livré. Les républicains parvinrent à placer des fascines et à incendier plu-

sieurs portes; mais celles-ci étant doublées en cuivre et terrassées, ils furent obligés de se retirer, en laissant la terre jonchée de leurs morts. Le lendemain, 19 octobre, à la pointe du jour, les Français retournèrent à l'assaut. Les échelles furent dressées, les murailles escaladées, les portes surprises et ouvertes; les républicains se précipitèrent alors dans la ville. Le combat n'était cependant point à son terme. Secondés par quelques troupes régulières toscanes, les habitans, du haut des toits, par les fenêtres et les créneaux pratiqués exprès à chaque maison, écrasaient leurs ennemis avec tout ce qui leur tombait sous la main. Enfin la valeur disciplinée l'emporta sur la fureur aveugle, la victoire des Français fut complète. Le massacre, le pillage, les excès de tout genre qui suivirent furent tels qu'on devait s'y attendre de la part de soldats exaspérés, qui avaient d'anciennes et nouvelles injures à venger. Un petit nombre d'Arétins se réfugièrent dans le château, et se rendirent peu de temps après. La terreur inspirée par cet événement produisit, en grande partie, la dissolution des bandes toscanes. Un calme apparent succéda; mais la rage n'attendait qu'une occasion pour éclater de nouveau, et le peuple le plus doux d'Italie se montrait le plus acharné à la guerre. Sommariva et les Autrichiens se retirèrent dans le pays de Ferrare.

Les hostilités redevenaient imminentes entre

la France et l'Autriche. L'empereur avait refusé de ratifier les préliminaires de paix stipulés à Paris le 8 octobre, entre le comte Saint-Julien son plénipotentiaire, et le ministre Talleyrand. Par ce traité, le consul promettait à l'empereur de nouveaux dédommagemens en Italie. Bien loin de le ratifier, l'empereur témoigna son mécontentement au comte Saint-Julien, et l'accusa d'avoir dépassé ses instructions. A cette époque aussi, l'Angleterre poussait l'Autriche à la guerre. Elle craignait de se trouver seule contre la France avec qui elle avait refusé de s'entendre, et ne pouvait supporter l'idée de voir sa rivale en possession des Pays-Bas. Elle offrait donc à l'Autriche des secours en argent, et la coopération de l'armée napolitaine. De son côté, l'empereur ne pouvait se résoudre à céder Mantoue. Il ne voyait point de garantie pour ses nouveaux domaines dans la péninsule, tant que cette forteresse serait au pouvoir d'un état que la France tenait en tutelle. Il ne disposait plus, à la vérité, des forces de la Russie; mais il était puissant par lui-même, il se souvenait des victoires de Vérone et de Magnano, et réfléchissait que la bataille de Marengo, gagnée pendant six heures, n'avait été perdue qu'un moment, sans qu'on pût accuser ses soldats d'avoir manqué de courage. A cette époque, les armées belligérantes étaient ainsi réparties : Moreau, en Allemagne, était opposé à

Kray, son ancien émule; Brune à Bellegarde, en Italie. Dans l'espace intermédiaire, et comme chaînons entre les armées respectives, se trouvaient Macdonald chez les Grisons, Hiller dans le Tyrol.

L'insurrection de la Toscane avait obligé Brune à démembrer une partie de son armée; le reste se trouvait affaibli d'autant. Le consul jugea prudent de lui faire passer des renforts. Il ordonna donc à Macdonald de laisser de gros détachemens dans le pays des Grisons, de se porter avec le surplus de ses troupes, dans la Valteline, et de là, sur les rives de l'Oglio et de l'Adige; sur les rives de l'Oglio pour se réunir à Brune; sur celles de l'Adige pour arriver sur les derrières de Bellegarde et forcer ce général à se retirer au-delà du Mincio. L'ordre du consul présentait les plus grandes difficultés dans l'exécution. On était à la fin d'octobre. Il fallait, au milieu d'une saison déjà très rigoureuse, franchir les aspérités du Splughen pour arriver en Valteline, les hauteurs non moins escarpées de la Priga, pour gagner le val Camonica baigné par l'Oglio, et enfin le Tonale, qui conduit à l'Adige supérieur. Cette entreprise paraissait demander des forces au-dessus de l'humanité. L'exemple du Saint-Bernard ne prouvait rien, parce que la saison était plus rigoureuse, et le trajet plus difficile. La postérité trouvera peut-être dans l'ordre de Buonaparte plus de té-

mérité que de réflexion; elle jugera que le consul avait plus de confiance dans le soldat que de connaissance des lieux. Macdonald ne perdit cependant point courage; le passage du Saint-Bernard excitait son émulation. L'avant-garde, au commandement de Baraguey-d'Hilliers, se trouvant la plus rapprochée des montagnes, partit la première. Une colonne passa le Splughen, une autre le mont de l'Ora; et, après des peines infinies, toutes deux arrivèrent, celle de droite à Chiavenna, celle de gauche à Sondrio. Baraguey s'assurait ainsi de la Valteline, et facilitait la marche de Macdonald. Les habitans demeuraient stupéfaits à la vue des soldats, comme si ces derniers fussent tombés du ciel, tant il semblait impossible à ces bons paysans qu'une armée, dans cette saison, eût pu franchir ces montagnes. Le plus difficile pour Macdonald restait à faire. A Tusizio, au pied de la montagne couronnée de glaces éternelles, il ne paraissait plus donné à l'homme de vaincre la nature. Partout des remparts de neige, des sentiers rapides, étroits, glissans, et tournant sur des précipices. Comme au passage du Saint-Bernard, l'artillerie fut placée sur des traîneaux, les provisions sur des mulets. On avançait lentement à travers mille obstacles. L'avant-garde, conduite par le général Laboissière, arriva au village de Splughen. Il fallait encore gravir l'escarpement qui porte au plateau le plus élevé; la troupe

se remit en marche. Épuisée, hors d'haleine, elle touchait à la cime désirée, lorsqu'un vent d'est furieux souleva un nuage immense de neige pulvérisée qui chassait violemment dans les yeux du soldat. Il fallut s'arrêter. Bientôt, détachée par la tempête à chaque instant plus affreuse, une énorme avalanche glissa du haut de ces pentes escarpées, avec une effrayante rapidité, et finit par s'abîmer avec un fracas horrible au fond des vallées, entraînant dans sa chute tout ce qu'elle avait rencontré sur son passage. Trente soldats périrent de cet étrange supplice. La trace des sentiers avait disparu, les républicains connurent l'épouvante. La nuit vint ajouter à l'horreur de leur position; ils retournèrent à Splughen. Séparé des siens, demi-mort de froid, Laboissière gagna péniblement le sommet, où il fut généreusement accueilli par les religieux, qui, comme ceux du Saint-Bernard, se dévouent avec tant d'héroïsme et de piété pour le salut des voyageurs. L'entreprise paraissait désespérée; elle l'était réellement sans l'arrivée de Macdonald. Brûlant d'imiter le consul, manquant de vivres, et voyant l'armée perdue si elle s'arrêtait, il fit tant par ses exhortations et son exemple, que la troupe oublia encore sa fatigue et son effroi; elle se remit en route. Quatre forts bœufs ouvraient la marche pour fouler la neige. Suivaient quarante travailleurs qui déblayaient et traçaient le sentier; les sapeurs qui

lui donnaient plus de solidité; puis deux compagnies d'infanterie à droite et à gauche, qui achevaient de perfectionner le passage. Le gros de l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie et les bêtes de somme fermaient la marche de cette avant-garde. Elle parvint enfin sur la crête la plus élevée, à l'hospice, et fit éclater des transports de joie en y retrouvant son général sain et sauf. On prit alors par la plaine du Cardinello jusqu'au village de Campo-Dolcino. Deux autres divisions, infanterie, cavalerie et artillerie, passèrent les 2 et 3 décembre; mais alors le temps avait repris sa sérénité, la neige s'était durcie, le passage offrait moins d'obstacles. Quelques soldats seulement moururent de froid ou en demeurèrent mutilés. Malgré les difficultés de l'entreprise, on espérait en venir complètement à bout. L'arrière-garde seule restait encore à passer. Tout à coup, le 4 décembre, une seconde tourmente se manifeste, élève de nouveaux tourbillons de neige, arrête les hommes et comble les sentiers. Le désespoir s'empare des esprits, les guides effrayés déclarent que le passage est impossible, et refusent leurs services. Macdonald semblait destiné à périr sous des montagnes de neige, comme Cambyse avait péri sous des montagnes de sable. Sa patience et celle des Français domptèrent tous les obstacles, et ils accomplirent cet œuvre gigantesque. Macdonald encourage les guides, il anime les soldats :

« Français, s'écriait-il, l'armée de réserve a franchi « le Saint-Bernard, franchissez le Splughen; immortalisez-vous en surmontant ce que la nature « a voulu rendre insurmontable. Vos destins vous « appellent en Italie : allez, triomphez d'abord « des rochers et des neiges, vous triompherez, « après, des hommes et des baïonnettes. » La longue file se remit en marche. Mais l'ouragan redoublait à chaque instant de violence; les guides épouvantés reculaient; souvent les hommes disparaissaient sous les avalanches, ou s'égaraient dans la tempête. Souvent la gorge étroite était subitement fermée par une montagne de neige. Un rempart de glace se formait au lieu même où, tout à l'heure, les regards plongeaient dans l'espace. Plus la moindre trace de sentier. Un froid, d'autant plus intense qu'on approchait davantage des hauteurs, abattait les esprits, roidissait les membres, et paralysait les mouvemens. A tout moment, de nouvelles murailles de neige à percer; partout, les rigueurs de l'hiver à souffrir. Les Alpes rhétiennes paraissaient devoir être le tombeau des audacieux Français. Il fallait un miracle pour sortir de cette horrible position; Macdonald et ses compagnons opérèrent ce prodige et donnèrent la mesure de ce qu'il est possible à l'homme d'entreprendre et d'exécuter. Ils rouvrent les passages, applanissent les montagnes, rompent les glaces, foulent les neiges et leur

donnent de la consistance ; jettent des ponts sur les précipices, ou les comblent, triomphent de la fureur des élémens, des aspérités de la nature, échappent à l'hiver, à la destruction, à la mort, et se mettent enfin à l'abri dans la Valteline, d'autant plus joyeux de se revoir sains et saufs, qu'ils avaient moins espéré de leur salut. Macdonald trouva dans le succès le prix de sa constance. De telles entreprises paraissent aujourd'hui impossibles, et surtout à ceux qui les ont accomplies. La postérité refuserait d'y croire, s'il n'en existait pas déjà cent relations écrites. Disons aussi que l'histoire, ancienne ou moderne, ne fait mention ni de pareils travaux, ni de semblables Hercules. On voit à quel ennemi les Autrichiens avaient à faire; et ces derniers, sans doute, ne se seraient jamais exposés à tant de périls. Si la valeur était égale des deux côtés, l'audace était plus grande chez les Français. Il y en a qui nomment cela de la témérité ; mais la fortune est amie de l'audace, et le monde appartient à qui s'en empare.

Ce succès obtenu, il restait deux autres tâches fort difficiles elles-mêmes à remplir; c'était le trajet de la Valteline au val Camonica, c'est-à-dire depuis l'Adda jusqu'à l'Oglio, et le trajet de la Valteline au Trentin, c'est-à-dire depuis l'Adda jusqu'à l'Adige. Pour effectuer le premier, il fallait passer le mont Priga ; pour effectuer le second,

il fallait franchir le mont Tonale. La tentative contre ce dernier ne fut point heureuse. Les rigueurs de la saison, la force de la position, et la valeur personnelle des Autrichiens, firent échouer tous les efforts de Macdonald, quoique l'ennemi eût été attaqué deux fois et avec la plus grande vigueur. Le passage de la Priga réussit. Après avoir traversé les sentiers escarpés et dangereux de la montagne, les républicains arrivèrent sur les rives de l'Oglio, dépassèrent Breno et se réunirent à Pisogna, sur la pointe septentrionale du lac d'Iseo, formé et alimenté par les eaux de l'Oglio. Ils y trouvèrent la légion italienne de Lecchi, et des vivres frais que Brune avait eu la précaution d'envoyer au-devant de ces braves.

Quoique l'armistice eût été dénoncé dans les premiers jours de novembre, on n'en vint pas sur-le-champ aux mains en Italie, Brune voulant attendre Macdonald, alors occupé dans les montagnes. Il n'était pas non plus sans inquiétude sur son flanc droit, parce que Dupont, après l'envahissement de la Toscane, ayant ramené la plus grande partie de ses troupes à l'armée principale, il ne restait dans le pays insurgé que trois ou quatre mille hommes sous les ordres de Miollis. D'un autre côté, le roi de Naples, excité par l'Angleterre, et voulant agir de concert avec l'Autriche, avait réuni, sous le commandement du comte Roger de Damas, une armée qui venait de traverser

les états du pape et marchait sur la Toscane. Le général français ne voulait donc rien faire avant l'arrivée de Macdonald et des renforts qui se trouvaient déjà en Piémont. Bellegarde lui-même désirait temporiser jusqu'à ce que Laudon et Wukassowich fussent descendus des montagnes du Tyrol. Il se trouvait d'ailleurs dans une position fortifiée par l'art et par la nature, et il aimait mieux attendre l'ennemi que de l'aller chercher.

L'année tirait à sa fin; Macdonald était arrivé sur la ligne et pouvait prendre part aux opérations de Brune. Le général en chef, pour seconder les succès de Moreau, qui menaçait le cœur de l'Autriche, résolut d'ouvrir la campagne. Il fit charger impétueusement les différens corps autrichiens en observation sur la rive droite du Mincio, et les contraignit de regagner la rive gauche. Il lui restait à effectuer lui-même le passage, entreprise difficile en présence d'une armée nombreuse, fortement retranchée et décidée à bien défendre le fleuve. L'armée française était divisée en trois corps. Celui de gauche, aux ordres de Moncey, couvrait Peschiera; le centre, commandé par Suchet, avait ses positions vis-à-vis Borghetto; l'aile droite, au commandement de Dupont, occupait la Volta et s'étendait jusqu'à Goito. Brune avait le projet de traverser à Mozambano, où le rivage, plus solide, devait faciliter l'approche du fleuve, et permettre aux Français de combattre de

pied ferme en débarquant. Pour plus de sûreté, il voulut tromper son adversaire et lui donner à croire qu'il cherchait à passer plus au-dessous, entre la Volta et Pozzuolo. Il ordonna donc à Dupont de faire une démonstration vigoureuse, comme s'il eût voulu en effet passer de ce côté, persuadé que le général autrichien prendrait l'alarme, se porterait sur ce point avec la plus grande partie de ses forces, dégarnirait ainsi son flanc droit, et rendrait plus facile l'expédition de Mozambano. Cependant, Brune avait recommandé à Dupont de se contenter d'une démonstration, lui défendant même de s'établir définitivement sur la rive gauche, et de s'engager sérieusement avec l'ennemi. C'était au 25 décembre que le général en chef avait fixé le passage du Mincio. Dupont se mit en devoir d'exécuter ses ordres. Les troupes légères traversèrent d'abord sur des barques que le hasard fit rencontrer. Les pontons furent bientôt disposés, le pont construit, et la plus grande partie de l'aile droite rendue sur l'autre rive; c'étaient les divisions Watrin et Monnier. Après un léger engagement, Dupont s'empara de Pozzuolo et y prit position : idée heureuse et malheureuse tout ensemble. En effet, la possession de Pozzuolo était importante à la vérité, mais tel était aussi l'état des choses, qu'elle pouvait décider la ruine de l'armée, et peu s'en fallut qu'elle ne la décidât. Il eût été mieux, dans l'ordre de la disci-

pline militaire et pour la sûreté de l'armée, que Dupont, une fois maître de passer, eût attendu pour le faire, que Brune lui-même eût effectué son passage à Mozambano. Il en résulta un grand péril pour les républicains. La difficulté des chemins ne permit pas au général en chef d'exécuter son projet le 25, et Bellegarde, qui avait son quartier-général à Villafranca, dans le voisinage de Pozzuolo, eut la faculté de tomber avec toutes ses forces sur Dupont. Le Français se défendit néanmoins vaillamment; ses soldats firent tout ce qu'il était possible à de braves gens de faire dans une rencontre aussi périlleuse; mais l'ennemi combattait avec des forces tellement supérieures, que l'imprudent Dupont était sur le point de se voir refoulé dans le fleuve. L'aile droite entière des Français était donc perdue, sans le secours inopiné qui se présenta. Des hauteurs de la Volta, Suchet vit la position critique de Dupont. Conformément aux instructions de Brune, Suchet devait aller favoriser le passage du fleuve à Mozambano; mais il crut devoir écouter la nécessité plutôt que les ordres du général en chef, et se porta rapidement au secours de l'aile droite en péril. L'arrivée de Suchet rétablit la fortune. Malgré tout, les Autrichiens, qui se croyaient en sûreté sur leur flanc droit, continuaient la bataille avec acharnement. Pozzuolo fut pris et repris trois fois; enfin, Bellegarde se vit obligé de céder le village aux

républicains, et de rentrer à Villafranca. Les Autrichiens perdirent dans cette journée environ cinq mille hommes tués ou blessés, trois mille prisonniers, trois drapeaux et onze pièces de canon : nouvelle preuve que les batailles se terminent souvent tout autrement qu'elles n'ont commencé. De leur côté, les Français eurent à regretter deux mille hommes, tués ou blessés, et un petit nombre de prisonniers. Le lendemain, Brune effectua son passage à Mozambano; toute l'armée française se trouvait sur la rive gauche du Mincio.

Après l'échec de Pozzuolo, Bellegarde craignit de s'exposer à une bataille générale dans les vastes plaines entre le Mincio et l'Adige, si favorables cependant au développement de sa nombreuse cavalerie, et se retira derrière l'Adige, laissant sur la rive droite quelques forts détachemens, non pour garder le pays, mais seulement pour mieux défendre le passage du fleuve. Encouragé par le succès, Brune voulut chasser son adversaire au-delà de Vérone, et porter ses armes dans le Vicentin, le Padouan et le Trévisan. Pour y parvenir, il pensa qu'il devait passer l'Adige au-dessus, plutôt qu'au-dessous de Vérone, parce qu'alors il mettait Macdonald à portée d'appuyer plus efficacement ses opérations, et pouvait encore empêcher la jonction de Laudon et de Wukassowich qui descendaient du Tyrol. Il se porta donc avec le gros de son armée sur l'Adige, dirigeant Moncey

sur Corona et Rivoli, avec ordre de barrer le chemin à Laudon et Wukassowich, et de se mettre à leur poursuite, si ces deux généraux prenaient le parti de la retraite. Il savait que Macdonald, après avoir franchi les montagnes dans le haut pays, traversé les vallées de l'Oglio, du Mela, de la Chiesa, et être parvenu à la pointe supérieure du lac de Garda, se proposait de déboucher par des hauteurs escarpées, au-dessus et dans le voisinage de Trente. Si cette manœuvre eût réussi, Laudon et Wukassowich se seraient trouvés enfermés, sans espoir de salut, entre Macdonald et Moncey. Brune traversa le fleuve sans beaucoup d'obstacle à Boussolengo, lieu déjà fameux par les passages successifs des Français et des Allemands. Informé de l'arrivée prochaine de Macdonald, Bellegarde n'avait que faiblement disputé le fleuve aux républicains, et s'était replié sur les rives de la Brenta, après avoir laissé dans le château de Saint-Félix, à Vérone, une garnison qui ne tarda pas à se rendre. N'ignorant pas non plus le danger que couraient Laudon et Wukassowich, il leur envoya l'ordre de remonter précipitamment l'Adige, et de rejoindre en toute hâte l'armée principale, par la vallée de la Brenta, aux environs de Bassano. Sur ces entrefaites, on reçut la nouvelle qu'à la suite d'une victoire remportée à Hohenlinden par Moreau sur l'archiduc Jean, une trève avait été conclue à Steyer, le 25 dé-

cembre, entre le général français et l'archiduc Charles. Bellegarde fit proposer à Brune de suspendre aussi les hostilités; mais ce dernier exigeant, conformément aux instructions de son gouvernement, que le général autrichien lui cédât non seulement Peschiera, Ferrare, Ancône et Porto-Legnago, mais encore Mantoue, la convention ne put avoir lieu, et la guerre continua.

Dans le Tyrol, Macdonald et Moncey s'attachaient à envelopper Wukassowich et Laudon; mais aussitôt après l'ordre de Bellegarde, le premier, qui avait ses positions dans le haut pays, entra par Pergine dans la vallée de la Brenta, esquiva ainsi le danger, et s'achemina en sûreté sur la rive de ce fleuve au-devant de son général en chef. Laudon, au contraire, se trouvait dans une situation des plus périlleuses. Descendu jusqu'au-dessous de Roveredo, il ne pouvait plus regagner Trente avant l'arrivée de Macdonald. D'un autre côté, vivement pressé par Moncey, il s'était vu chassé de position en position, et au-delà de Roveredo qu'il avait été obligé d'abandonner au vainqueur. Au même instant, et après avoir battu Davidovich, que Wukassowich avait laissé à Trente avec son arrière-garde, Macdonald s'emparait de cette capitale du Tyrol italien. La grande route était donc entièrement fermée à Laudon, et il ne lui restait plus d'autre parti à prendre que de gagner Levico par les sentiers étroits et rapides

de Caldonazzo; mais il lui était impossible d'opérer ce trajet difficile, surtout avec sa cavalerie, ses bagages et ses canons, si les Français continuaient à le poursuivre. Laudon fit dire à Moncey, c'était une ruse de guerre, qu'une trève était conclue entre Brune et Bellegarde; il invitait en même temps son adversaire à observer la convention. Moncey le crut, et suspendit les hostilités. Laudon saisit le moment, et gagna à marches forcées Levico, d'où il lui fut aisé de se réunir à Bellegarde. Ce fut entre Trente et Roveredo que Macdonald et Moncey se rencontrèrent, désolés l'un et l'autre qu'une supercherie leur eût enlevé l'occasion de remporter une victoire glorieuse pour eux-mêmes et utile à leur pays. Macdonald surtout se lamentait d'avoir en vain essuyé tant de fatigues, de s'être inutilement exposé à tant de périls. Macdonald aimait les expéditions grandes et hardies; il voulut du moins accomplir la seconde partie de son projet; c'était de remonter l'Adige jusqu'à Bolzano et Brissio, de se porter par la vallée de la Drave, sur les derrières de Bellegarde, et de lui couper la retraite en Autriche. Son avant-garde était déjà à Bolzano dont elle avait délogé le général Auffenberg qui s'y trouvait avec quatre mille hommes; mais la paix vint empêcher Macdonald de mettre à fin son audacieuse entreprise.

Renforcé des divisions de Wukassowich et de Laudon, Bellegarde pouvait encore facilement

résister à l'ennemi; il ne le voulut pas, après l'armistice de Steyer. Il abandonna donc les rives de la Brenta, et vint prendre position sur celles de la Piave. Brune se mit à sa poursuite; la guerre touchait à son terme. Le 16 janvier, sur la demande du général autrichien, fut conclu à Trévise un armistice portant : Qu'il y aurait suspension d'armes entre les deux partis; que les hostilités ne pourraient recommencer que quinze jours après l'avertissement des généraux en chef respectifs; que l'armée française prendrait possession des places de Peschiera et de Sirmione, des châteaux de Vérone et de Legnago, des ville et citadelle de Ferrare, de la ville et du fort d'Ancône; que Mantoue resterait bloquée par les républicains, à huit cents toises des glacis, avec faculté à la garnison de faire entrer des vivres tous les dix jours; que les magistrats autrichiens seraient respectés, et les individus à l'abri de toute recherche pour leurs opinions, ou leur conduite politique : enfin, que la trève durerait trente-trois jours, y compris les quinze jours après l'avertissement. Le consul, qui voulait avoir Mantoue, ne se montra point satisfait de l'armistice de Trévise. En possession de la victoire, il pouvait employer la menace; il fit donc savoir à l'empereur que si on lui refusait Mantoue, il ne ratifierait ni la convention de Steyer, ni celle de Trévise, et recommencerait sur-le-champ les hostilités. Il fallut bien con-

sentir, et par un nouveau traité conclu à Lunéville, l'importante forteresse fut remise aux Français.

L'armistice de Trévise plaçait le roi de Naples dans une situation fort critique. Voulant faire cadrer ses opérations avec celles de Bellegarde, le comte Roger, à la tête de l'armée napolitaine, avait traversé l'état de Rome, et était venu prendre position à Sienne en Toscane. De son côté, le marquis Sommariva, soutenu par quelques escadrons autrichiens, s'avançait avec les émigrés d'Arezzo, et soulevait tout le haut pays dans le grand duché. Impatiens du nouveau joug, les Arétins avaient de nouveau couru aux armes, et donnaient les plus vives inquiétudes à Miollis, qui avait si peu de monde pour garder la Toscane. Les frontières insurgées, Sommariva et le comte marchèrent, chacun de leur côté, sur Florence, où Miollis avait son quartier-général. Ces événemens se passaient dans les premiers jours de janvier. Désespérant, avec sa faible troupe, composée de Français, de Cisalpins et de Piémontais, de résister à cette double attaque, Miollis conçut l'heureuse idée de combattre ses deux ennemis séparément, au moyen d'une manœuvre rapide. Il marcha d'abord contre les Napolitains. Son avant-garde obéissait au général Pino, infanterie cisalpine et cavalerie piémontaise. Il rencontra entre Poggibonzi et Sienne, une grosse colonne

d'infanterie napolitaine, la chargea vigoureusement à la baïonnette et la mit en déroute. Le comte essaya de défendre Sienne; mais Pino, emporté par sa valeur, celle de ses troupes et l'ardeur que donne le succès, attaqua brusquement son ennemi, enfonça les portes à coups de canon et entra victorieux dans la ville. Le comte en sortit, et voulut se rallier sur les hauteurs voisines; pressé de nouveau par les Cisalpins et les Piémontais, il fut enfin obligé d'abandonner entièrement la Toscane, et se retira sur le territoire de Rome, à la faveur de la nuit. Informé des revers de Roger, Sommariva battit aussitôt en retraite, et chercha un abri dans Ancône. Ainsi, grâce à la valeur de ses troupes et à sa propre habileté, Miollis conservait le grand duché à la France, et inquiétait le flanc gauche de Bellegarde. Tels étaient les événemens de la Toscane, au moment de l'armistice de Trévise, et comme le roi de Naples ne se trouvait point compris dans la convention, il demeurait exposé seul au plus grand danger. En effet, d'après les ordres du consul, Murat était entré en Italie avec les nouvelles levées, et marchait rapidement sur la Toscane et la Romagne, pour envahir ensuite le royaume de Naples. Murat disposait encore d'une forte division détachée de l'armée victorieuse de Brune. Il y avait, pour le roi de Naples, résistance impossible et ruine certaine. Ce fut, chose étrange,

au fond du Nord qu'il trouva un libérateur. La reine Caroline, à part ses emportemens et son penchant à la rigueur, était douée d'un esprit énergique. Elle ne partageait point le fol espoir des ennemis de la France, et faisait peu de cas de leurs fanfaronnades. Elle prit donc le parti d'aller à Saint-Pétersbourg, prier l'empereur d'interposer sa médiation entre Buonaparte et Ferdinand. Paul fut flatté de la démarche. Déjà en bonne intelligence avec le consul, il envoya en Italie le général Lewashew, avec mission de négocier la paix entre les deux états. Cette conduite de Paul était agréable au consul. D'abord, les peuples allaient être convaincus, et surtout les Italiens, qu'un des plus puissans princes du monde, non seulement reconnaissait son gouvernement, mais encore entretenait avec lui des rapports d'amitié. En second lieu, Buonaparte lui-même voyait le royaume de Naples soustrait à l'influence des Anglais, et replacé une seconde fois sous celle de la république. Lewashew reçut partout en Italie l'accueil le plus honorable. On s'étonnait que la Russie, l'ennemie déclarée de la France, fût si tôt devenue son intime amie; on rapprochait les temps de Suwarow et de Lewashew, et l'on admirait la puissance et le bonheur du consul. Le chevalier Micheroux vint trouver Murat, par ordre du roi, à Foligno. La négociation ne fut pas longue, les deux partis désirant traiter

sans délai, l'une pour plaire à Paul, l'autre par la peur que lui faisait Buonaparte. Il fut donc conclu, le 18 février, entre la France et Naples, une trève dont les principaux articles portaient : Que les troupes royales évacueraient l'état de Rome; que les républicains occuperaient Terni, sans passer la Nera; que tous les ports napolitains seraient fermés aux Anglais et aux Turcs; que toute communication cesserait entre Porto-Ferrajo et Porto-Longone, dans l'île d'Elbe, tant que les Anglais seraient maîtres de Porto-Ferrajo; que Dolomieu, retenu dans les prisons de Messine, serait mis en liberté, ainsi que plusieurs officiers et généraux français; que le roi s'engageait à faire droit aux réclamations de la France en faveur des personnes bannies ou détenues pour opinions politiques. Le traité reçut aussitôt son exécution. Le comte Roger vida le territoire de l'Église. Le roi, allant au devant des recommandations de Buonaparte, abolit les tribunaux d'exception, et remit toute peine pour crime de lèse-majesté. Murat, par la petite vanité d'entrer comme libérateur dans Rome, et aussi pour préparer l'avenir, se rendit dans cette capitale, au milieu d'une population immense, et fut admis à présenter ses hommages au pontife.

Tout s'acheminait à la paix. Le 9 février, fut conclu à Lunéville, entre le comte Louis Cobentzel pour l'Autriche, et Joseph Buonaparte pour

la France, un traité définitif dont les principaux articles, quant à l'Italie, furent ceux du traité de Campo-Formio. Les limites seules donnèrent lieu à quelques changemens : l'Adige, à partir du Tyrol jusqu'à son embouchure, devenait la ligne de démarcation entre la Cisalpine et les possessions autrichiennes. La partie droite de Vérone et celle de Porto-Legnago revenaient à la Cisalpine, la partie gauche à l'Autriche. L'empereur s'obligeait à donner le Brisgaw au duc de Modène, en compensation de son duché. Le grand-duc renonçait à la Toscane et à l'île d'Elbe, qui devenaient propriétés de l'infant duc de Parme. Le grand-duc devait être dédommagé par des équivalens en Allemagne. Enfin, l'empereur reconnaissait les républiques cisalpine et ligurienne, renonçait à tous ses titres, droits et souveraineté sur les pays composant la république cisalpine, et consentait à la réunion des fiefs impériaux à la république ligurienne. Du Piémont, il n'en fut point question, Buonaparte voulant, ou se ménager l'occasion de s'en emparer, ou se réserver les moyens de plaire à la Russie.

Contraint d'obéir à la puissance lointaine de Paul et à la force voisine de Buonaparte, le roi de Naples consentit à Florence, le 28 mars, un traité de paix, souscrit en son nom par Micheroux, en celui du consul par Alquier. Les articles de la trève y furent confirmés. Le roi s'obligeait, en

outre, à renoncer pour toujours à Porto-Longone, et à toutes ses possessions dans l'île d'Elbe; à céder à la France en toute propriété, et pour en disposer comme elle l'entendrait bien, l'état des Présides et la principauté de Piombino; de plus, le roi pardonnait les délits politiques commis jusqu'à ce jour, restituait les biens confisqués, mettait en liberté les détenus, permettait aux exilés de rentrer librement dans le royaume, et leur rendait leurs propriétés. A ces conditions, les deux puissances oubliaient réciproquement leurs inimitiés.

A ces traités s'en joignit un autre, stipulé le 21 mars à Madrid, entre Lucien Buonaparte, frère puîné du consul, pour la France, et le prince de la Paix pour l'Espagne. Il fut convenu entre les deux parties : que le duc de Parme renonçait à son duché en faveur de la république française; que la Toscane serait donnée au fils du grand-duc, avec le titre de roi; que le duc son père recevrait, en compensation, des revenus et d'autres états; que la partie de l'île d'Elbe appartenant à la Toscane devenait propriété de la France, qui dédommagerait le roi d'Étrurie par la cession de l'état de Piombino; que la Toscane demeurait pour toujours unie à la couronne d'Espagne; et que les fils du roi d'Espagne hériteraient du roi d'Étrurie, dans le cas où ce prince décéderait sans postérité.

Ce fut ainsi qu'en moins d'une année, l'heureux consul triompha de l'Autriche et de l'Italie. Peu de temps après, les princes d'Europe éprouvant tous également le besoin ou le désir de la paix, Buonaparte devint l'ami de la Russie, se réconcilia avec l'Autriche; et la France, naguère prête à succomber, se vit replacée par lui au faîte de la grandeur et de la gloire.

FIN DU LIVRE VINGTIÈME.

LIVRE VINGT-UNIÈME.

Le premier consul s'accorde avec Rome, et rétablit la religion catholique en France. — Concordat. — Discussions dans les conseils du pape sur cet acte. — Articles organiques ajoutés par le premier consul, et plaintes du pontife à cet égard. — On prépare la réunion du Piémont à la France par l'introduction préliminaire des lois françaises. — Menou est envoyé comme administrateur-général dans ce pays, en remplacement de Jourdan. — Murat en Toscane; son manifeste contre les réfugiés napolitains. — La Toscane est donnée, sous le titre de royaume d'Étrurie, au jeune prince de Parme. — Le premier consul médite de nouveaux projets de grandeur et de puissance; il fait ses essais en appelant les Italiens à Lyon; ils le proclament président de la république italienne pour dix ans, avec faculté d'être réélu. — Constitution de la république italienne. — Révolution de Gênes, et sa nouvelle constitution. — Monument élevé à Sarzane en honneur de la famille Buonaparte, native de cette ville. — Le Piémont est formellement réuni à la France. — Le royaume d'Étrurie est dévolu, par la mort du prince de Parme, à Charles Louis, infant d'Espagne. — Description de la fièvre jaune de Livourne. — Dénoûment des trames ourdies par Buonaparte depuis près de dix ans; il se fait nommer empereur. — Pie VII se rend à Paris pour le couronner.

Un grand désordre régnait dans les affaires ecclésiastiques de France. L'assemblée constituante avait interrompu ses rapports avec le saint siége en supprimant l'institution pontificale des évêques, établie par le concordat de Léon X et de François Ier, et en saisissant, au profit de la nation, les biens du clergé. Les gouvernemens qui succédèrent,

surtout la convention nationale, non seulement réformèrent ce qu'avait fait la constituante, mais abolirent toute espèce d'organisation religieuse, persécutèrent les ministres du culte, et en contraignirent même plusieurs, violence inexcusable, à renier leur profession et leurs principes. Le directoire avait également adopté ce système de persécution contre les prêtres. Tantôt c'était l'exil, tantôt la prison, et toujours la défense de célébrer librement et en public le service divin. Les prêtres réfractaires étaient particulièrement l'objet de ces vexations. A tant de causes de douleur pour les âmes pieuses, les prêtres assermentés opposaient souvent avec succès leurs exhortations et leurs encouragemens. C'est à eux que la France doit le maintien de la foi sur son territoire; et, quoique le saint siége puisse les accuser d'avoir restreint sa juridiction par leurs discours, leurs écrits et leurs actes, c'est encore à eux néanmoins qu'il doit sa conservation personnelle. Ils sauvèrent donc la foi, base nécessaire et indispensable de toute religion, par conséquent de toute discipline ecclésiastique. Mais sans un culte réglé, sans des rites reconnus, protégés par l'autorité temporelle, il n'est point de religion qui puisse longtemps subsister, la catholique moins qu'aucune autre, attendu la pompe de ses solennités extérieures. Cette réflexion n'échappait ni aux hommes prudens, qui voyaient dans la religion un puissant

auxiliaire de la loi civile, ni aux hommes religieux, affligés de ne pouvoir se livrer publiquement à l'exercice régulier d'un culte, objet de leurs pensées et de leur amour. Il y avait donc en France le désir de voir les rites de la religion catholique rétablis, et ce désir s'accroissait en raison même des difficultés que semblait présenter son accomplissement. Il était évident que beaucoup de Français n'aspiraient qu'au moment de pouvoir se rallier sous l'étendard de Jésus-Christ, et qu'ils répondraient avec ardeur à la voix de quiconque les appellerait sous cette bannière. Buonaparte n'était pas homme à l'ignorer, moins encore à laisser échapper cette occasion de consolider sa puissance et de satisfaire son ambition. C'était dans ce but qu'à son retour d'Égypte, à son départ pour la seconde invasion de l'Italie, et à sa rentrée dans Paris après la victoire de Marengo, il avait tant parlé de son amour pour la religion, de son respect et de son attachement pour le pape. Affranchi désormais des soins de la guerre, il s'attacha sérieusement à négocier un concordat. Il offrait de relever la religion catholique, d'en réorganiser le culte, de donner à ses ministres des moyens d'existence; flattait Pie VII, pontife, en rappelant la douceur et la sainteté de Chiaramonti, évêque d'Imola, et s'étendait de nouveau avec complaisance sur son dévouement à la religion et au peuple français. Plusieurs inci-

dens favorisaient ou contrariaient ces pratiques. Ce qui servait le consul, c'était la réunion prochaine en concile national des évêques assermentés. Ce concile devait faire suite à celui de 1797, et commencer le jour de Saint-Pierre. Quoique ces évêques fussent assermentés, et ennemis par conséquent de cette puissance illimitée, réclamée par les papes comme un droit du saint siége, Buonaparte se gardait bien de gêner la liberté de leurs opinions, et la provoquait au contraire. Les évêques usèrent largement de la faculté; écrivirent des circulaires à tous les évêques constitutionnels de l'Église gallicane, les invitant, ce sont leurs expressions, à imiter cette charité dont Jésus-Christ avait donné le précepte et l'exemple, et à se trouver à Paris au jour indiqué pour l'ouverture du concile. Achevons, disaient-ils, l'ouvrage du concile de 1797. Ressuscitons chez les peuples de la chrétienté l'usage de ces assemblées saintes et nationales, si célèbres dans les fastes de l'antiquité chrétienne. Elles préluderont, nous en avons l'espérance, à la convocation d'un concile œcuménique, convocation sainte et nécessaire, interrompue depuis plusieurs siècles, quoique le concile de Constance en prescrive une tous les dix ans. En même temps, ils firent prier le pape, avec qui Buonaparte négociait déjà en sens contraire, d'envoyer au concile des députés qui pourraient lui rendre témoignage de la pureté de leurs

intentions. Ils se plaignaient à Pie VII de ce que Pie VI les avait condamnés sans les entendre. Nous avons maintenu sans interruption, disaient-ils, l'exercice de la puissance épiscopale. Nous ferait-on un crime d'avoir administré les secours de la religion à tant de diocèses et de paroisses abandonnés de leurs pasteurs? Les facultés de théologie et de droit canonique de Fribourg en Brisgaw ont rendu, sans que nous l'ayons provoquée, une sentence tout à notre avantage. Nous invoquons le témoignage des autres universités catholiques, nous offrant à résoudre toutes les questions qui nous seraient proposées pour éclairer cette controverse. Enfin, disaient-ils en terminant, nous sommes les enfans soumis de l'Église une, sainte, catholique, apostolique et romaine, et nous déclarons vouloir vivre et mourir dans son sein.

Ces controverses avaient pour objet principal l'élection des évêques. Il s'agissait de savoir, sous le rapport du temporel, si l'élection prononcée par le peuple était aussi valide que l'élection prononcée par les rois ou autres souverains. On demandait, quant au spirituel, si, pour qu'il n'y eût point interruption dans la succession épiscopale, l'institution du pontife romain était nécessaire, et si celle d'un autre évêque n'était pas suffisante. On agitait encore cette question : les ecclésiastiques ne doivent-ils vivre que des oblations des fidèles, ou peuvent-ils posséder des biens

en propre; est-ce une hérésie de soutenir que le pouvoir temporel, pour les besoins généraux de l'état, peut, sans le consentement du pontife romain, s'emparer des biens de l'Église? A cet égard, chacun connaissait le sentiment des évêques assermentés réunis à Paris, puisqu'ils combattaient les prétentions du saint siége. D'un autre côté, ce n'était pas seulement en France que ces opinions s'étaient établies; elles avaient trouvé en Italie beaucoup de partisans parmi les hommes les plus instruits et les plus vertueux. Sans parler de l'évêque de Pistoie, Ricci, qui montrait plus d'ardeur que tous les autres, on remarquait dans ce parti les professeurs Degola, Zola, Tamburini et Palmieri; venaient ensuite Gautier, prêtre philippin de Turin; Vaïlua, chanoine d'Asti, et beaucoup d'autres, soit Toscans, soit Napolitains, à qui l'évêque de Pistoie, ou les frères Cestari, avaient enseigné ces doctrines. Gautier ne balançait pas à affirmer, comme principe incontestable, que l'élection par les évêques était de droit divin, ou au moins de constitution apostolique; et que ce mode d'élection, établi par les apôtres eux-mêmes, avait servi de base à la discipline universellement pratiquée dans les premiers siècles de l'Église. Il prétendait, à l'appui de sa doctrine, que l'élection de saint Mathias n'avait pas été faite par saint Pierre lui seul, mais par tous les disciples, réunis au nombre de cent vingt dans le

cénacle. Il déclarait enfin que si le pontife romain usait, par le fait, de la faculté d'instituer les évêques, c'était par usurpation pure qu'il en usait, et il concluait de ce raisonnement, que le pape devait reconnaître pour évêques légitimes ceux qui avaient été créés en vertu des règlemens établis par l'assemblée constituante de France. Gautier exhortait donc les évêques à venir prendre part, nonobstant toute réclamation contraire, aux importans débats du concile de Paris, affirmant que tout homme juste et sans prévention finirait par convenir que l'innocence, la raison, le bon droit et les canons étaient entièrement du côté des pasteurs nommés d'après la constitution du clergé français; qu'on ne pouvait révoquer en doute la légitimité de ces pasteurs, puisqu'ils avaient été élus par le peuple chrétien, maintenus et constitués dans leurs églises par leurs évêques respectifs, conformément aux canons primitifs, objet du respect de la chrétienté, et contre lesquels ne pouvait prévaloir aucun usage. Ces opinions trouvaient un appui dans l'autorité et les écrits de Benoît Solaro, évêque de Noli, qui montrait un grand désir d'assister au concile de Paris.

De son côté, la cour de Rome combattait vivement ces doctrines. Pie VI, par ses brefs des 10 mars et 13 avril 1791, les avait solennellement condamnées, affirmant constamment que ni l'antique discipline, ni les conciles, ni les concordats,

n'attribuaient aux métropolitains la faculté d'organiser la juridiction ecclésiastique; que cette faculté, privilége spécial des papes, était retournée au saint siége, comme à la source unique dont elle était primitivement dérivée; qu'aux termes du concile de Trente, au pontife romain seul appartenait le droit d'instituer les évêques; d'où il résultait qu'il n'y avait d'institution légitime que celle qui avait été prononcée par le saint siége : ainsi l'a voulu, disait la cour de Rome, l'Église universelle légalement assemblée en concile, ainsi l'a consacré le concordat passé entre Léon x et François Ier. Quoique les successeurs de saint Pierre n'aient commencé à instituer les évêques qu'au quinzième siècle, leur droit à cet égard n'en demeure pas moins évidemment incontestable, puisqu'en leur qualité de vicaires du Christ, ils héritent de toute la puissance de Dieu sur la terre pour le gouvernement de l'Église en général. Si donc il y a des évêques pour les églises particulières, ces évêques ne peuvent exercer qu'en vertu d'une délégation positive du pasteur suprême et universel.

Les adversaires de cette doctrine, nous employons ici leur langage, ne pouvaient la laisser sans réplique. Ils entassaient pour la combattre les citations et les syllogismes, passant même quelquefois les bornes d'une juste modération. Au milieu de leurs adroites protestations d'humilité envers le pontife, il leur échappait, en parlant de l'au-

torité pontificale, certaines expressions acerbes, certaines déclarations plus acerbes encore; et la dispute s'envenimait comme toutes les disputes théologiques. En un mot, la constitution civile du clergé décrétée par l'assemblée contituante leur paraissait une grande victoire pour eux-mêmes, et ils s'efforçaient, par tous les moyens en leur pouvoir, d'en recueillir et d'en conserver les avantages.

Ces querelles théologiques plaisaient beaucoup au consul. Il se persuadait que le pape, craignant de le voir embrasser la cause des ennemis du saint siége, se montrerait plus docile dans les concessions qu'il voulait en obtenir, et il entretenait avec soin la mésintelligence des partis. Tels étaient les incidens favorables à Buonaparte. Par caractère, cependant, par habitude et par principes, il préférait le gouvernement concentré et monarchique du pape, au gouvernement large et populaire de ses antagonistes; et il voyait dans les institutions papales, relativement à une seule puissance universelle, une idée grande, utile, admirable. Il appelait les jansénistes hommes d'une foi sincère, mais à vues étroites. Il ne pensait pas qu'on pût ressusciter avec fruit la constitution du clergé; constitution vieillie, et sujet de désagrémens interminables. Il fallait, selon lui, une institution jeune, vigoureuse, et plus conforme au désir des peuples.

Cette matière présentait toutefois de graves et nombreuses difficultés. La principale force du consul résidait dans ses soldats. Il craignait que cet appareil de religion, auquel depuis si long-temps ils n'étaient plus accoutumés, que cette apparition de prêtres, qu'ils avaient accablés de persécutions et de railleries, ne présentassent à leurs yeux quelque chose de ridicule, ce qu'il faut surtout éviter en France. Il craignait encore la première explosion des philosophes, secte ennemie du pape, et beaucoup plus puissante que celle qui combattait la puissance illimitée du pontife. Il voulait la ménager, parce qu'il en attendait faveur et appui. Mais ce qui l'embarrassait le plus, c'était la vente des biens de l'Église, ordonnée par les gouvernemens précédens. Il était très important pour lui d'obtenir du pape la confirmation de ces ventes; la sécurité des possesseurs intéressait fortement sa puissance, et il savait que le pontife répugnait à faire aucune déclaration expresse à cet égard. Parmi les évêques assermentés, il s'en trouvait beaucoup d'un nom illustre, et qui exerçaient une certaine influence; Buonaparte voulait les caresser; mais décider le pape à leur pardonner, à leur tendre les bras, à les appeler aux premiers siéges de l'Église gallicane, voilà ce qui lui paraissait difficile et douteux. Le même obstacle se présentait pour les ecclésiastiques du parti contraire qui avaient conservé leurs siéges, même au temps de l'exil, et qui

n'auraient peut-être pas voulu y renoncer, soit par opiniâtreté d'opinion, soit par amour pour la famille royale de France.

Le chapitre de la célébration des rites catholiques n'apportait pas non plus un faible empêchement à la conclusion définitive du traité. Tombés depuis si long-temps en désuétude, il n'était pas sans danger de les rétablir subitement et selon tous les usages de l'Église, au milieu de populations infectées d'habitudes et d'opinions contraires. On craignait qu'il n'en résultât des excès bien plus propres à scandaliser qu'à édifier les fidèles, et voilà pourquoi le consul voulait attendre un moment plus favorable, malgré les instances du pontife, pour la célébration publique du culte dans tous ses détails.

Malgré tous ces embarras, les deux partis désirant également de conclure, Pie VII envoya à Paris le cardinal Hercule Consalvi, son sécretaire d'état, Joseh Spina, archevêque de Corinthe, et le père Caselli, théologien consultant du saint siége. De son côté, le consul chargea de ses pleins pouvoirs Joseph Buonaparte, Cretet, conseiller d'état, et Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers. Le 15 juillet, fut signé le traité définitif entre le saint siége et la république française : acte de la dernière importance, qui rendait à l'Église catholique un des plus nobles pays d'Europe, et donnait la paix à tant d'âmes pieuses et timorées.

Pie VII le souscrivit par des motifs de religion, Buonaparte par des intérêts mondains, et il ne s'en cacha pas beaucoup, au scandale des hommes sincères, qui voyaient avec indignation qu'on se fît de la religion, non pas le but qu'on voulait atteindre, mais l'instrument dont on avait besoin. Il y a long-temps qu'on s'en plaint, on a raison; mais c'est tout.

La convention portait : Le gouvernement français reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de la grande majorité des Français; sa sainteté reconnaît également que cette religion attend le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France. En conséquence, la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France : son culte sera public, en se conformant aux règlemens de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. Il sera fait par le saint siége, de concert avec le gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français. Sa sainteté déclarera aux évêques titulaires qu'elle attend d'eux le sacrifice de leurs siéges. S'ils se refusaient à ce sacrifice, il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés. Le premier consul nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle pontificale, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nou-

velle. Sa sainteté conférera l'institution canonique, suivant les formes établies par rapport à la France, avant le changement de gouvernement. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite seront également faites par le premier consul, et l'institution canonique sera donnée par le saint siége, en conformité de l'article précédent. Les évêques et les autres ecclésiastiques, avant d'entrer en fonctions, prêteront serment de fidélité à la république; s'ils apprennent qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'état, ils le feront savoir au gouvernement; ils réciteront à l'église des prières pour la république et les consuls. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement. Les évêques nommeront aux cures; leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement. Les églises non aliénées seront remises à la disposition des évêques. Sa sainteté, pour le bien de la paix, et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que, ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant cause. Le gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et

aux curés. Il prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent faire, s'ils le veulent, des fondations en faveur des églises. Sa sainteté reconnaît, dans le premier consul de la république française, les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement. Dans le cas où quelqu'un des successeurs du consul actuel ne serait pas catholique, ses droits, prérogatives, et la nomination aux évêchés seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

Les négociations terminées, Buonaparte licencia brusquement le concile national, dont il n'avait plus besoin. De cette manière, et grâce à l'astuce du consul, les efforts des évêques et des prêtres assermentés ne servirent qu'au rétablissement de la puissance souveraine du pape en France.

Envoyée à Rome pour être ratifiée par le pape, la convention y souleva de grands débats. Les théologiens les plus sévères et les plus dévoués à la cour de Rome accusaient les plénipotentiaires d'avoir porté atteinte, par des concessions excessives, aux droits et priviléges de l'Église catholique. Timoré lui-même, et jaloux des prérogatives du saint siége, le pape ne pouvait se résoudre à ratifier le traité. Deux articles étaient surtout l'objet de la controverse : d'abord celui qui disposait que l'exercice public du culte devait être réglé par l'autorité temporelle, sans l'intervention

de la puissance ecclésiastique; en second lieu, celui où le pontife déclarait incommutable pour les acquéreurs la propriété des biens de l'Église. Soutenir que l'autorité laïque pouvait, de son propre mouvement, et sans l'intervention de la puissance ecclésiastique, faire des règlemens pour l'exercice public du culte, et que l'Église devait se soumettre à ces règlemens, paraissait à quelques uns une proposition, non seulement contraire aux canons, mais encore plus que suspecte d'hérésie, puisqu'elle se trouvait en opposition avec cette parole de l'apôtre : Que les évêques sont préposés par le Saint-Esprit au gouvernement de l'Église. Point d'Église sans culte, disaient-ils; régler le culte, c'est régler l'Église elle-même, et c'est gouverner que régler. Ou il est faux, concluaient-ils, que les évêques soient délégués par le Saint-Esprit, pour le gouvernement de l'Église, ce qui serait une hérésie, ou il est indubitable que les évêques seuls, et non l'autorité temporelle, doivent régler le culte : voilà le dogme. Ces raisonnemens redoublaient les incertitudes du pape qui ne savait plus à quel parti s'arrêter. Avant de se décider, il voulut prendre conseil des théologiens les plus instruits de Rome. Il consulta le cardinal Albani et le frère Ange-Marie Merenda, de l'ordre des prédicateurs et commissaire du saint office. Tous deux déclarèrent que le pape pouvait ratifier en sûreté de conscience. Le frère

Merenda, surtout, fit preuve de beaucoup de subtilité dans la discussion de cette matière. S'il s'agissait, disait-il, de rendre une bulle, d'établir un canon, une définition ou une maxime en matière de doctrine; prétendre que l'autorité laïque peut régler le culte sans l'intervention de la puissance ecclésiastique, et que le saint siége doit obéir à ces règles, serait une proposition hérétique; mais tel n'est point le cas. Ici c'est un traité, une convention, un accord qui se fait dans l'intention d'établir une règle pour le rétablissement de la religion et de la discipline ecclésiastique, dans un pays dont elles avaient malheureusement été bannies depuis long-temps, dans un pays cependant où elles s'étaient maintenues pendant des siècles, comme dans leur séjour naturel, et dont les habitans étaient alors regardés comme les enfans légitimes, comme les premiers nés de l'Église. Les ennemis du catholicisme sont puissans et nombreux en France, la religion et ses rites y sont tombés en désuétude, la porte est ouverte à tous les scandales, on le sait, mais il faut aussi considérer les temps et les lieux. Il en résulte, si l'on veut éviter les malheurs plus grands qui naîtraient d'un refus, ne point priver un grand nombre d'innocens des secours spirituels que comporte l'état présent des choses, avancer enfin l'importante affaire de la religion chez un peuple qui désire la voir établie sur la meilleure base possible, il en

résulte que le pape peut et doit ratifier la convention. L'homme sage ne refuse point le tout quand il peut obtenir une partie. Sous aucun rapport d'ailleurs le pontife ne peut être blâmé pour un acte de cette nature. Il fait une concession, à la vérité, mais cette concession, dérivant de sa volonté suprême, ne donne aucun droit au pouvoir séculier. Le divin Rédempteur a voulu que, dans les temps difficiles, les apôtres montrassent la prudence du serpent et la douceur de la colombe; ce qui veut dire, comme l'explique saint Thomas, qu'à l'exemple du serpent qui se replie et cache sa tête pour la préserver du péril qui la menace, ainsi l'Église doit chercher à sauver la foi qui est la tête, et aussi la base sur quoi repose l'édifice même de l'Église. A l'exemple de la colombe encore, elle doit s'efforcer, par sa douceur et ses caresses, d'apaiser la colère de ses ennemis. Le cardinal Albani se rangea volontiers de cet avis, d'autant plus qu'il savait que les plénipotentiaires français avaient donné, par écrit, certaines assurances que les modifications et restrictions apportées à la publicité du culte, n'intéressaient aucunement les parties essentielles de la religion, mais seulement les processions à l'intérieur, les sépultures, et autres cérémonies semblables.

Quant à l'article relatif aux acquéreurs de biens ecclésiastiques, l'opinion d'Albani et de Merenda

fut encore unanime et favorable. Aux termes de cet article, selon eux, sa sainteté ne reconnaissait les acquéreurs comme propriétaires des biens aliénés, qu'en raison de l'engagement qu'elle prenait, pour elle et ses successeurs, de ne point les inquiéter; engagement qui leur assurait la jouissance paisible des biens, d'où résultait nécessairement le droit incommutable de propriété. Ce n'était pas, à leur avis, que sa sainteté reconnût chez les acquéreurs ce droit de propriété, indépendamment de sa concession; au contraire, ce droit, d'après les termes de l'article, n'était qu'une conséquence de la concession, implicitement contenue dans la promesse de ne point inquiéter les possesseurs, concession que le pape leur faisait dans la plénitude de son autorité suprême apostolique. Si les deux phrases de l'article, ajoutaient les conseillers du saint siége, eussent été rédigées en ordre inverse, et que l'on eût dit : Le droit de propriété des biens ecclésiastiques étant irrévocablement fixé chez les acquéreurs, ceux-ci ne pourront jamais être inquiétés dans leur possession par le saint siége; une déclaration de cette nature mériterait d'être sévèrement blâmée, parce qu'elle approuverait implicitement l'erreur déjà condamnée par le deuxième concile de Latran et celui de Constance, dans Arnauld de Brescia, Marsile de Padoue, Jean de Gardan, ainsi que dans les Vaudois, Vicléfites et Hussites. Mais l'article, tel

qu'il est rédigé, devient irréprochable, parce que la propriété résulte de la concession, et non la concession de la propriété.

En conséquence des éclaircissemens donnés par le cardinal et le commissaire, Pie VII ne balança plus à ratifier le Concordat. Il écrivit aussitôt des brefs aux évêques titulaires pour les inviter à renoncer à leurs siéges. Quelques uns le firent; le plus grand nombre s'y refusa, particulièrement ceux qui s'étaient réfugiés en Angleterre. Parmi les évêques constitutionnels, Leblanc de Beaulieu, Périer, Lecoz et Saurin prièrent le pape de leur pardonner, et de les maintenir aux évêchés qui leur étaient destinés par le consul. Ils obtinrent l'objet de leur demande.

Tous les obstacles ainsi levés, le consul publia le Concordat, le jour de Pâques de 1802. Il écrivit aux évêques une circulaire, où il tonnait contre les philosophes. Puis se retournant vers les Français, il leur disait, dans un style qui n'appartenait qu'à lui : Du sein d'une révolution inspirée par l'amour de la patrie, éclatèrent tout à coup, au milieu de vous, des dissensions religieuses qui devinrent le fléau de vos familles, l'aliment des factions et l'espoir de vos ennemis. Une politique insensée tenta de les étouffer sous les débris des autels, sous les ruines de la religion même. A sa voix cessèrent ces pieuses sölennités où les citoyens s'appelaient du doux nom de frères, et se recon-

naissaient tous égaux, sous la main de Dieu qui les avait créés : le mourant, seul avec la douleur, n'entendit plus cette voix consolante qui appelle les chrétiens à une meilleure vie; et Dieu même sembla exilé de la nature. Les départemens ravagés par des guerres de religion, les Français devenus l'instrument d'une haine étrangère, les passions déchaînées, la morale sans appui, le malheur sans espérance, tout se réunissait pour porter le désordre dans la société. Pour arrêter ce désordre, il fallait rasseoir la religion sur sa base, et on ne pouvait le faire que par des mesures avouées par la religion même. Le chef de l'Église a pesé dans sa sagesse les propositions que l'intérêt de l'état avait dictées; ce qu'il approuve, le gouvernement l'a consenti, et les législateurs en ont fait une loi de la république. Ainsi disparaissent tous les élémens de discorde, ainsi s'évanouissent tous les scrupules qui pouvaient alarmer les consciences, et tous les obstacles qui s'opposaient au retour de la paix intérieure. Ministres d'une religion de paix, que l'oubli le plus profond couvre vos dissensions, vos malheurs et vos fautes; que cette religion qui vous unit, vous attache tous par les mêmes nœuds aux intérêts de la patrie; que vos leçons et vos exemples forment les jeunes citoyens à l'amour de nos institutions, au respect pour les autorités; qu'ils apprennent de vous que le Dieu de la paix est aussi le Dieu des armées,

et qu'il combat avec ceux qui défendent l'indépendance et la liberté de la France.

Le rétablissement de la religion produisit beaucoup de joie en France et à Rome. Quelque amertume néanmoins se mêlait à la satisfaction du pontife. Le consul, en effet, avait accompagné la publication du Concordat d'un décret contenant certains règlemens de discipline ecclésiastique qui, dans les opinions romaines, blessaient les prérogatives du saint siége, restreignaient l'autorité des évêques, ou embarrassaient les études ecclésiastiques.

Aucune bulle, bref ou rescrit quelconque de la cour de Rome, disait le décret, ne pourront être publiés ou exécutés en France sans l'autorisation du gouvernement. Relativement aux brefs de la pénitencerie, cette défense paraissait déjà insolite et peu honorable pour le saint siége.

Nul individu, portait encore le décret, ne pourra prendre la qualité de nonce, vicaire ou commissaire apostolique, sans la même autorisation.

Les décrets des synodes, même ceux des conciles-généraux, ne pourront être publiés en France, avant que le gouvernement en ait examiné la forme.

Aucun concile national ou métropolitain, aucun synode diocésain, n'aura lieu sans la permission expresse du gouvernement.

Les fonctions ecclésiastiques seront gratuites, sauf les oblations des fidèles.

Il y aura recours au conseil d'état dans tous les cas d'abus.

Les cas d'abus sont : la contravention aux lois de la république ; l'infraction des règles consacrées par les canons reçus en France ; l'attentat aux libertés, franchises et coutumes de l'Église gallicane, ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, pourrait compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injure, ou en scandale public.

Les évêques ne pourront ordonner aucun individu, s'il ne justifie d'une propriété produisant au moins un revenu annuel de trois cents francs, et s'il n'a atteint l'âge de vingt-cinq ans.

Un autre article qui blessait autant que le reste, portait que les professeurs des séminaires souscriraient la déclaration faite par le clergé en 1682, et enseigneraient la doctrine contenue dans les quatre articles, doctrine intolérable aux yeux du saint siége, au moins par rapport aux trois derniers.

Ces règlemens regardaient la discipline ecclésiastique. Quoique justes et nécessaires, tant pour la garantie de l'autorité temporelle que dans l'intérêt de la tranquillité publique; quoiqu'ils eussent été en usage dans les temps anciens, non seulement en France, mais dans plusieurs autres con-

trées d'Europe, et surtout en Italie, ces règlemens, disons-nous, déplaisaient à la cour de Rome; mais le consul y ajouta une clause tout-à-fait exorbitante, parce qu'elle touchait à la juridiction. Les vicaires-généraux des diocèses vacans, disait l'article, continueront leurs fonctions, même après la mort de l'évêque, jusqu'à son remplacement. Énormité criante aux yeux de tous, puisque les vicaires-généraux ne sont que les mandataires de l'évêque, et que tout pouvoir de mandataire cesse par le fait de la mort du mandant. Plus saine est cette doctrine qui veut que jusqu'au remplacement de l'évêque, toute l'autorité appartienne au chapitre, qui délègue des vicaires pour l'exercice de cette autorité. Le pape s'en plaignit; Buonaparte n'y fit point attention. Après avoir passé en revue, devant le consistoire assemblé, les négociations entamées et les stipulations convenues, le pontife retraçait dans un discours éloquent le nouvel aspect que présentait la France. Les temples du Très-Haut sont ouverts de nouveau; l'auguste nom de Dieu et de ses saints paraissent sur leurs frontispices; les ministres du sanctuaire dans leurs fonctions, sont rassemblés autour des autels avec les fidèles; les ouailles sont de nouveau réunies sous de légitimes pasteurs; les sacremens de l'Église administrés de nouveau avec liberté, et la vénération qui leur est due; l'exercice public de la religion catholique solidement établi; l'éten-

dard de la croix de nouveau déployé; le jour du Seigneur de nouveau sanctifié; le souverain chef de l'Église, avec lequel quiconque ne recueille pas, dissipe, solennellement reconnu; enfin, un schisme déplorable qui, à raison de la vaste étendue de la France, de la célébrité de ses habitans et de ses villes, exposait la religion catholique aux plus grands dangers, ce schisme, dis-je, est dissipé et détruit. Tels sont les avantages salutaires, les biens immenses qu'a produits la publication du Concordat au saint jour de la rédemption, jour auquel les temples de la France retentirent des actions de grâces d'innombrables fidèles. Ce n'est pas cependant, vénérables frères, continua le pontife après s'être recueilli quelques instans, ce n'est pas que notre joie soit telle qu'il ne se présente aucun objet qui excite notre sollicitude et nos regrets. Avec le Concordat ont été publiés d'autres articles qui ne nous étaient pas connus. Conformément à l'usage de nos prédécesseurs, nous devons réclamer, à cet égard, des changemens opportuns, des modifications nécessaires: nous les demanderons au consul, nous espérons les obtenir de sa prudence et de sa religion, de la sagesse et de la religion des Français qui, depuis tant de siècles, ont si bien mérité de cette religion, et qui l'embrassent aujourd'hui de nouveau, avec tant d'empressement. En rétablissant le culte catholique en France, le gouvernement français

doit vouloir tout ce que veut aussi la constitution sainte de cette religion.

Le pape insista en effet pour la réformation des articles; mais le Concordat une fois obtenu, le consul, qui prétendait dominer l'Église bien loin de se laisser dominer par elle, répondit, tantôt par des subterfuges, tantôt par des menaces, et le pape ne put rien gagner. Cet état de choses dura en France, jusqu'à ce que de nouvelles concessions de la part du pontife, et de nouvelles ambitions dans le consul, vinssent tout bouleverser et détruire.

Pendant que Rome était ainsi aux prises avec la France, et dès l'année précédente, de notables changemens étaient survenus en Piémont. Le consul désirait beaucoup le garder; mais il dissimulait avec soin jusqu'au moment favorable de se déclarer. Il avait même fait un accueil distingué au marquis de Saint-Marsan, chargé de négocier la restitution du royaume. Cette hésitation de Buonaparte, ses détours, les offres faites ouvertement au roi, après la bataille de Marengo, et la présence du marquis à Paris, prolongeaient l'incertitude des peuples, et rendaient tout bon gouvernement impossible. Tous les regards se portaient vers Florence, Rome ou Naples, selon que Charles Emmanuel habitait l'une ou l'autre de ces villes. Auprès du roi se trouvaient beaucoup de nobles Piémontais, les uns distingués par leurs richesses,

les autres recommandables par leur mérite. On y voyait aussi Victor Alfieri, natif d'Asti en Piémont, homme fameux par son immense génie, père de la tragédie italienne, digne d'être éternellement chéri et admiré de quiconque chérit et admire les muses d'Italie. Il avait maudit la royauté sur le trône; il maudissait maintenant la république florissante, moins peut-être à cause des torts qu'il aurait pu reprocher à l'une ou à l'autre, que par un effet de la disposition naturellement rétive de son esprit. A Florence, particulièrement, il fulminait contre le nouveau régime du Piémont; l'autorité de son nom ajoutait à l'influence de ses paroles, et contribuait efficacement à briser les ressorts du gouvernement. Vint ensuite l'organisation définitive accordée aux républiques cisalpine et ligurienne, pendant qu'on entretenait le Piémont dans l'incertitude du sort qui lui était réservé. De là, accroissement d'espérances chez les royalistes, de craintes chez leurs adversaires. Sur ces entrefaites, un grand événement arriva dans le Nord. L'empereur Paul mourut subitement pendant la nuit du 23 mars 1801. Affranchi des réclamations du monarque, voulant aussi prévenir celles d'Alexandre, fils et successeur du défunt, Buonaparte rendit un décret qui, sans déclarer précisément le Piémont réuni à la France, laissait clairement entrevoir que telle était l'intention du consul. Ce décret donnait au Piémont

l'organisation qui existait en France; et pour ne point paraître avoir manqué d'égards envers Alexandre, en prenant, sans sa participation, une mesure de cette importance, le consul donna au décret une date antérieure au jour où lui était parvenue la nouvelle de la mort de Paul. Il espérait qu'Alexandre, trouvant à son avénement la chose toute faite, y consentirait sans difficulté. Ce décret, du 2 avril 1801, portait que le Piémont formerait une division militaire de la France, et serait réparti en six départemens; que les lois de la république y seraient mises en vigueur, sous le rapport de l'administration intérieure et de la justice; que les caisses seraient communes à partir du 1er juin; qu'il y aurait un administrateur général avec un conseil composé de six membres, et que Jourdan était nommé administrateur général. Les six départemens furent: de l'Éridan, chef-lieu, Turin; de Marengo, chef-lieu, Alexandrie; du Tanaro, chef-lieu, Asti; de la Sesia, chef-lieu, Verceil; de la Doire, chef-lieu, Ivrea; de la Stura, chef-lieu, Coni; mais comme le consul commençait à ne pas aimer les noms antiques, il changea la dénomination du premier département. Ce ne fut donc plus le département de l'Éridan, mais le département du Pô, et le consul se persuada qu'il avait fait un chef-d'œuvre. Jourdan députa vers le consul pour le remercier, et lui promettre obéissance: Bossi, l'un des six conseil-

lers, Baudisson, professeur de l'Université, les nobles d'Harcourt, Alfieri de Sostegno, de la Rovère et Serra. Ils reçurent un accueil fort gracieux, principalement les nobles, que Buonaparte voulait intéresser à sa cause. Il n'y eut que le ministre de la police générale, Fouché, qui éclata devant eux en injures contre les prêtres et les aristocrates; les députés sourirent et haussèrent les épaules.

Cependant Buonaparte cherchait à captiver l'esprit d'Alexandre. La France, l'Italie et l'Égypte n'avaient point de ruses dont il ne possédât à fond le secret. Il apprit que le nouvel empereur de Russie était doué d'un caractère généreux, et disposé à gouverner par la douceur plus que par la sévérité. Il l'environna aussitôt de séductions de tous les genres: la Providence, disait-il, cette arbitre des choses humaines, a voulu qu'un prince rempli de noblesse et de bonté, montât sur le trône souverain des Russies. Elle a voulu aussi qu'un général de quelque réputation fût appelé en France à l'autorité suprême: un général ami de la philosophie et de la religion, qui sait comme il faut tempérer la première, comme il faut protéger la seconde. Le monde serait heureux, si la France et la Russie dirigeaient leurs puissans efforts vers le même but. L'humanité est lasse de sang et de malheurs; mais elle ignore le remède à des blessures dont elle souffre encore. En fuyant le despotisme,

elle craint de tomber dans l'anarchie. Si Alexandre et Buonaparte veulent s'entendre, le pouvoir souverain en Europe trouvera en eux des modérateurs bienveillans; la licence, des ennemis invincibles. L'Italie, la Suisse, la Hollande demandent une organisation; qu'Alexandre dise un mot, qu'il émette un vœu, son intention sera remplie. Le siècle commence, qu'il amène avec lui le bonheur sur la terre; que Buonaparte et Alexandre accomplissent ainsi la mission que le ciel leur confie; qu'ils prouvent, à la honte de tant de siècles d'infortunes, qu'il est des moyens d'assurer la félicité des hommes; que c'est calomnier l'humanité que de la haïr; que la philosophie n'est point une source d'erreur, la religion un instrument de despotisme, la liberté un principe de dissolution; que de leur triple union, enfin, peuvent naître les plus heureuses destinées. Buonaparte mettra toute sa volonté, emploiera toute sa force à obtenir ce résultat désiré; qu'Alexandre l'imite, la postérité dira : Les philosophes avaient raison d'espérer que des astres réparateurs luiraient un jour sur les générations malheureuses.

Bienveillant et généreux, Alexandre se laissa séduire à ces douces paroles, et ne vit point le poison qu'elles recélaient. Certain de l'amitié du monarque, le consul se mit à l'œuvre et saisit la réalité, pendant qu'Alexandre se nourrissait d'espérance. Voici Buonaparte sur le chemin de la

monarchie universelle. Il pense d'abord que, pour régner sans partage en Italie, il doit réunir le Piémont à la France, et il ordonne que le décret du 2 avril sera exécuté dans toutes ses dispositions. L'Autriche vaincue, l'Angleterre lointaine laissèrent consommer l'acte sans consentement ni opposition, persuadées qu'à moins d'un secours imprévu tout effort humain devenait inutile. Arrivèrent à Turin les commissaires de Paris chargés d'organiser l'état. Tel pour les finances, tel pour le fisc, celui-ci pour la loterie, celui-là pour les postes, l'un pour l'instruction publique, l'autre pour les tribunaux. L'antique simplicité de l'administration piémontaise fit place à la complication des formes et à la multiplicité des frais. Il est vrai que l'organisation judiciaire fut considérablement améliorée; la lenteur des procès disparut : immense bienfait qui consolait de la perte de l'indépendance. Tels étaient les actes ostensibles. Quant aux manéges secrets de la ruse, j'ignore s'il y entra de la prévoyance; mais assurément ils tenaient de l'extraordinaire. Buonaparte voulait rétablir en Piémont la forme monarchique, et c'était chez les républicains de France, excepté les plus exaltés qu'il avait emprisonnés ou bannis, c'était, dis-je, chez les républicains de France qu'il cherchait un appui. Argent, caresses, rien ne lui coûtait pour les satisfaire. Quant aux républicains d'Italie, il pouvait, ou les

flatter comme ceux de France, ou s'en débarrasser, non par des massacres; on n'était plus au temps de Borgia; mais par des destitutions et des calomnies. Ce fut le moyen qu'il choisit; d'autant plus volontiers que leurs opulens adversaires envoyaient continuellement à l'avide habitant des Tuileries, de riches présens et des monceaux d'or. Les instigations d'autrui aiguillonnaient encore, comme on le voit, sa volonté personnelle. Un grand nombre de républicains furent donc cassés, et, comme il fallait plaire à leurs ennemis, on attaqua la réputation des victimes, on se fit un jeu d'attacher à leur nom le ridicule et la haine: double infamie chez cet homme, qui payait les services par des persécutions, et le mépris par des caresses. En ne supposant pas de revers politiques, Buonaparte avait raison sous le rapport de son intérêt; dans le cas contraire il avait tort, puisqu'il perdait ainsi des amis et ne ramenait point ses ennemis; mais le consul ne rêvait que prospérités. Restait Jourdan, qui passait pour républicain. On le révoqua lui-même, malgré la modération de sa conduite; il partit, emportant les félicitations du consul et les regrets des Piémontais. Menou prit sa place à Turin. Il serait trop long de rapporter les puérilités et les caprices de Menou; peut-être même la gravité de l'histoire s'en trouverait-elle offensée. J'admire cependant la précaution de Buonaparte qui, pour

reconstruire l'édifice monarchique en Piémont, y envoyait le Français Menou, et qui, pour y rétablir la religion de Jésus-Christ, y envoyait le Menou Égyptien. Peut-être voulait-il effrayer, par un avant-goût de Turquie; mais on parvient difficilement à se faire craindre, quand on commence par se rendre ridicule. Quoi qu'il en soit, c'était un tableau étrange et unique au monde, que Menou s'humiliant bassement devant les nobles Piémontais, et ceux-ci rendant à Menou des caresses malicieuses et superbes; et il fallait voir alors l'état de jubilation où se trouvait Menou! Il disait que son gouvernement le voulait ainsi: c'était la vérité; mais le gouvernement, qui confère des pouvoirs, ne donne pas la sagesse, et Menou aurait eu besoin qu'on lui en donnât. Récapitulons: partisans de France persécutés, partisans de Sardaigne recherchés, partisans d'Italie employés comme autant d'instrumens de calomnie et de vengeance, le magnifique jardin du roi hideusement défiguré par une méchante baraque à l'usage d'une Turque; ainsi s'effectuait, pour le généreux et infortuné Piémont, cette promesse fallacieuse d'y introduire le règne de la loi.

Pendant que Menou représentait le consul en Piémont, Murat le représentait en Toscane. Beau-frère de Buonaparte, Murat se trouvait sur le chemin des grandeurs, et le consul voulait aussi lui en faciliter la route. Murat n'était point un méchant

homme; mais étourdi et très vaniteux. Aussi, malgré la bonté réelle de son caractère, se pliait-il sans réflexion à tous les caprices du consul. Le corps d'armée sous son commandement, et qui avait d'abord été envoyé en Italie pour renforcer l'aile droite de Brune, et prendre position en Toscane, s'était porté, après le traité de Lunéville, dans l'état de Rome, d'où il devait fondre sur le royaume de Naples. La paix ayant été conclue avec Ferdinand, ce corps d'armée était entré sur les terres de Naples jusqu'à Tarente, sous le prétexte d'assurer l'exécution du traité et de l'amnistie; mais réellement pour menacer les Anglais et vivre aux dépens du roi. Quant à l'état de Rome, après la signature du concordat, Murat en avait retiré ses troupes, qui allèrent prendre garnison dans Ancône, afin de tenir toujours le pontife en échec. On motiva cette mesure sur le voisinage des Anglais. Ainsi les Anglais occupaient, en Italie et dans les îles, tout ce qu'ils pouvaient occuper, pour s'opposer, disaient-ils, à la prépondérance et au despotisme de la France; et celle-ci en faisait autant de son côté, pour s'opposer, disait-elle, à la prépondérance et au despotisme de l'Angleterre. Entre ces deux rivales, l'Italie pouvait-elle conserver le repos et l'espérance? Murat se plaisait à parcourir la Toscane. Il visita Florence, Pise, Livourne, Lucques. Le beau-frère du consul reçut partout des honneurs

et des fêtes ; le bonheur de Murat était à son comble. De son côté, il se montrait affable et courtois envers tous, n'aimant point la rapine, encore moins le sang. Des louanges, toujours des louanges, et Murat s'estimait le plus heureux des hommes. Néanmoins, probablement pour satisfaire le consul, Murat commit une action où la barbarie le dispute à l'ingratitude et à l'insolence. Il ordonna, par une proclamation, que tous les Italiens, le plus grand nombre étaient Napolitains, que tous les Italiens, dis-je, exilés pour cause d'opinions politiques, eussent à vider la Toscane et à retourner dans leur pays, où ils pouvaient, affirmait-il, rentrer en vertu des traités, et vivre en repos et sécurité. Quiconque s'y serait refusé devait être conduit par force aux frontières et expulsé. Afin que la brutalité fût complète, il donna pour prétexte à cette mesure un soulèvement populaire excité à Florence, au moment où l'on conduisait au supplice un soldat toscan, convaincu d'assassinat sur un militaire français : comme si les émigrés, qui se trouvaient en pays hospitalier, eussent été coupables de rébellion envers les lois et la justice, ou se fussent entendus avec l'assassin. Il manquait à la déloyauté du siècle que des hommes qui, grâce aux instigations de la France, avaient encouru la colère de leur ancien maître, se vissent chassés comme des misérables de l'asile qu'ils

s'étaient choisi, et chassés par un général français. Des voleurs, des assassins étrangers pouvaient demeurer paisiblement en Toscane; les amis de la liberté seuls, hommes égarés peut-être, mais assurément pleins d'honneur, n'y trouvaient plus ni tranquillité, ni salut. Faire lier des innocens pour les conduire où ils ne veulent point aller! Est-il un abus de force plus criant? Je ne le crois pas. Ce n'était pas seulement la Toscane qui repoussait les malheureux; la république cisalpine les expulsait aussi de son territoire, toujours avec cette clause: que quiconque n'aurait pas obéi dans le délai de dix jours, serait conduit de force aux frontières. Telles étaient les arrhes que Buonaparte donnait aux rois. Un événement bien déplorable eut lieu à cette occasion: arrivés à Rome, après leur expulsion de la Toscane, les émigrés napolitains n'avaient point les passe-ports dont on leur demanda l'exhibition, de sorte qu'ils ne pouvaient ni rester, ni passer outre, ni revenir sur leurs pas. Hommes imprudens! faites maintenant des révolutions, et fiez-vous à l'étranger! Ce ne fut qu'en Piémont que les émigrés trouvèrent un asile et le repos.

Déjà heureux de commander en Toscane, Murat le fut davantage encore de pouvoir présider à l'installation d'un roi. L'infant, prince de Parme, attendait dans la ville de ce nom les députés du nouveau royaume. Il y fut complimenté et re-

connu roi d'Étrurie par Murat, Hippolyte Venturi et Ubaldo Feroni. L'infant prit le nom de Louis 1er, et délégua, pour prendre possession du royaume en son nom, César Ventura. En annonçant l'avénement de Louis, Murat parla aux Toscans de civilisation et de sciences, fit l'éloge des Médicis et des Léopold, exhorta les habitans à regarder les Français comme leurs amis; les Français, ajoutait-il, qui savent également respecter la royauté chez les autres, et maintenir fortement la république chez eux-mêmes. César Ventura prit possession du royaume. Plusieurs orateurs parlèrent dans cette solennité : François Gonella, notaire d'état; Thomas Magnoni, avocat du roi, et Roland de Benino, sénateur, tous trois en flatteurs pour le fond, et à la française pour la forme. Deux dames y furent aussi complimentées par Jean-Baptiste Grisoni; l'une était sœur du consul, l'autre veuve du ministre d'Espagne. Louis vint à Florence, suivit les traces de Léopold, et régna par la douceur.

C'était le temps des constitutions provisoires; constitutions données, non comme une base solide, mais seulement comme pierres d'attente. Salicetti fut chargé par le consul de réformer les institutions de Lucques, malheureux pays, écrasé par la guerre étrangère et déchiré par la discorde civile. On introduisit les anciennes dénominations dans les institutions nouvelles, et l'on crut avoir

fait merveille pour plaire aux puissances, et ramener le pays à son organisation primitive; comme si le mot pouvait l'emporter sur la chose. Les Lucquois donnèrent aussi des fêtes à Salicetti; les ambitieux lui faisaient une cour assidue; ceux qui avaient le plus crié contre les aristocrates se montraient le plus empressés à leur plaire; les aristocrates étaient aussi les mieux venus auprès du commissaire français. Les démocrates prenaient-ils de l'humeur, il les exhortait à la patience, ajoutant que le consul le voulait ainsi, que d'ailleurs la liberté était plus sûre avec l'aristocratie et la démocratie combinées, qu'avec la démocratie pure. On ne disait alors aristocratie qu'afin de pouvoir dire plus tard monarchie. La constitution donnée par Salicetti portait en substance : La république lucquoise a un collége ou grand-conseil formé de trois cents citoyens, dont deux cents sont choisis parmi les plus riches propriétaires, et cent parmi les principaux négocians, hommes de lettres et artistes. Ce conseil nomme les premiers magistrats. Le pouvoir exécutif est exercé par un corps d'anciens. Ceux-ci choisissent parmi eux, tous les deux mois, un nouveau président qui a le titre de gonfalonier. Chacun des anciens est choisi à son tour. Il y a un conseil administratif composé des anciens et de quatre magistratures de trois membres chacune; ce conseil tient lieu de ministres.

Les anciens proposent la loi et l'exécutent. Le collége choisit dans son sein une commission de vingt membres, chargée de discuter les projets de loi. Le gonfalonier représente le gouvernement, signe tous les actes de promulgation des lois, et tous ceux qui proviennent du corps des anciens. Le territoire actuel de la république de Lucques est divisé en trois arrondissemens administratifs : le canton du Serchio, le littoral, et celui des Apennins. Lucques est le chef-lieu du premier; Viareggio celui du second; Borgo-Mozzano celui du troisième. Pour la première fois, Salicetti nomma les autorités suprêmes. Ces institutions étaient bonnes, mais elles cédèrent à l'influence du siècle.

Le sort de la Toscane était lié à celui de Parme. Le duc étant mort, le duché tomba sous la domination française. Buonaparte le fit administrer par le conseiller d'état Moreau de Saint-Méry, homme juste, bienveillant et loyal. S'il n'était pas précisément lettré, il aimait du moins la littérature et les gens de lettres, et encourageait toutes les idées généreuses. Son seul défaut peut-être était un peu de vanité; et comme les petites vanités déplaisent souverainement aux grandes ambitions, Moreau de Saint-Méry encourut la disgrâce du consul, avant d'avoir pu fonder à Parme des institutions solides, parce que Buonaparte, qui gardait le pays

pour lui-même, ne voulait point paraître l'abandonner à autrui.

Deux qualités opposées dominaient chez le consul; patience prodigieuse à suivre pendant plusieurs années le développement de ses projets, ardeur incroyable à en précipiter le résultat, quand il voyait le moment arrivé. Réconcilié avec le pape, vainqueur de l'Autriche, maître de l'esprit d'Alexandre, presque certain de la paix avec l'Angleterre, il s'apprêtait à exécuter ce qu'il méditait depuis si long-temps, et avec tant de persévérance. Mais il voulait que la première impulsion vînt d'Italie, craignant qu'un reste de républicanisme en France ne fît avorter ses mesures, s'il ne leur donnait quelque précédent pour appui. Il connaissait toute la force de l'exemple, et savait que l'imitation est une espèce de besoin parmi les hommes. Avant donc de se déclarer en France, il voulait faire un essai dans la péninsule, espérant que des populations vaincues auraient aussi l'esprit plus docile. C'est ainsi qu'après avoir conquis l'Italie par les armes de la France, il allait conquérir la France par les condescendances de l'Italie. Les pompes théâtrales ont toujours plu aux hommes, et surtout à Buonaparte. Il savait qu'un spectacle extraordinaire séduit en général les esprits, et particulièrement l'imagination vive des Français. Ses affidés en Cisalpine répétaient donc artificieusement que la république périclitait avec

son gouvernement provisoire; que le moment était venu de l'asseoir sur des fondemens plus solides, et comme il convenait à une puissance indépendante; qu'elle avait besoin d'institutions fortes pour sa tranquillité au dedans, et sa considération au dehors; que personne ne saurait mieux lui donner ces institutions nécessaires, que celui à qui elle devait deux fois son existence; qu'elle ne pouvait plus se maintenir sur les bases posées en 1797 par son illustre fondateur, attendu que ces bases avaient été affaiblies par l'invasion, rappelaient des dissensions civiles, et, par leur essence démocratique, inspiraient des soupçons aux états voisins. La paix, ajoutait-on, règne en Italie comme dans toute l'Europe; que cet heureux état de choses ne soit point troublé par le vice de nos institutions. Nous voulons la république sans doute, mais en harmonie avec les anciens gouvernemens conservés en Europe. La Cisalpine est le seul état d'Italie qui, d'accord avec la France, puisse opposer une barrière à l'Autriche, devenue si puissante par la réunion des possessions vénitiennes à son territoire; mais la république n'acquerra la force qui lui manque, qu'au moyen de lois qui garantissent sa durée. Les populations qui composent la république diffèrent toutes, et par le caractère, et par les intérêts, et par l'opinion, et par les habitudes. Vénitiens, Milanais, Modénois, Novarais, Bolonais, élèvent tous des pré-

tentions opposées; la trace des antiques rivalités n'est point effacée; des parties séparées et incohérentes ne sauraient composer un tout homogène et puissant, si un gouvernement énergique, si une main vigoureuse ne les rapproche et les confond. Il faut donc un régime nouveau, mieux coordonné, plus ferme; il le faut pour la paix de l'Europe, le repos de la Cisalpine et le bonheur qu'elle est en droit d'espérer.

En même temps qu'on travaillait ainsi l'opinion publique, Petiet s'entendait avec les chefs de la Cisalpine, pour donner aux commandemens impérieux du consul l'apparence de vœux et de supplications spontanées de la part du peuple. Le plan était mûr à Paris, l'exécution opportune à Milan. La consulta législative de la république rendit un décret portant : qu'une consulta extraordinaire s'assemblerait à Lyon en France, aux fins de poser les lois fondamentales de l'état, et pour donner au consul les renseignemens nécessaires sur la composition future des trois colléges électoraux; que l'assemblée serait formee des membres actuels de la consulta législative, de ceux de la commission, excepté trois membres qui resteraient, par intérim, à la tête du gouvernement cisalpin, d'une députation des évêques et des curés, des députations des tribunaux, des académies, des universités, de la garde nationale, des régimens de ligne, des notables des départemens

et des chambres de commerce. Le nombre s'éleva à quatre cent cinquante. On y remarquait Visconti, archevêque de Milan; Castiglioni, Monte-Cuccoli, Opizzomi, Rangoni, Melzi, Paradisi, Caprara, Serbelloni, Aldrovandi, Monti, Birago, Giovio, Pallavicini, Moscati, Gambara, Lecchi, Borromeo, Triulzi, Fantoni, Belgioioso, Mangili, Cagnoli, Oriani, Codronchi, archevêque de Ravenne; Belissomi, évêque de Césène, et Dolfino, évêque de Bergame. On se rendit à Lyon, celui-ci par zèle, celui-là malgré lui, cet autre par ambition. La Cisalpine était dans une vive attente, la France dans une grande attention. Il semblait un prodige qu'une nation italienne vînt en France régler ses destinées. Le gouvernement cisalpin adressa une proclamation à ses députés. Allez, leur disait-il, allez fonder nos institutions salutaires au milieu de la grande nation, sous les yeux de celui qui releva notre république après l'avoir créée. Qu'aucun de vous ne refuse son mandat. Qu'on reconnaisse à vos rares qualités tout ce que vaut la nation cisalpine. Conciliez-lui le respect et l'amour, étouffez jusqu'aux prétextes de la calomnie. Ne portez avec vous au congrès de Lyon ni jalousie, ni haine, ni partialité. Franchise, noblesse, affection, voilà ce que vous devez à la patrie. En pratiquant ces sentimens honorables, vous prouverez au monde que vous êtes encore ces Cisalpins qui, dans le tumulte inévitable de

tant de passions, dans le conflit et l'alternative de tant de vicissitudes politiques, n'avez jamais songé à la vengeance, à la discorde, aux factions, aux persécutions et aux supplices. Faites voir que le peuple cisalpin mérite sa réputation de loyauté, de générosité. Montrez qu'il est digne du haut rang qu'il va prendre parmi les nations. Que la Cisalpine doive à elle seule ses institutions. Elle ne pourrait accuser qu'elle-même, si elle laissait sans effet tant d'augures favorables, sans résultat tant d'espérances légitimes.

C'était Sommariva, président du gouvernement, qui recommandait cette abnégation de soi-même, ce désintéressement, et tous ces nobles sentimens en faveur de la patrie. Les députés trouvèrent à Lyon le ministre Talleyrand, dépositaire de toutes les pensées du consul. Ils y trouvèrent encore Marescalchi, accrédité auprès de la France, comme ministre des relations extérieures de la Cisalpine, et qui ne manquait jamais de suivre le chemin qu'il voyait prendre à Talleyrand.

Le consul avait tendu ses filets : il voulait, disait-il, le bonheur de la Cisalpine; il voulait se consulter avec ses sages; il ne désirait rien plus que l'indépendance et le salut de la république : il la chérissait comme son enfant de prédilection; elle était, à l'entendre, son plus beau titre de gloire. Le piége réussit : la consulta se divisa en

cinq comités représentant les cinq peuples, pour examiner la constitution dès long-temps produite à Milan par l'entremise de Petiet, et aviser aux moyens d'en tirer les lois organiques de l'état.

Pendant ces discussions des mandataires, la licence du soldat pesait sur les commettans. Un gouvernement inexorable multipliait sur eux les impôts. Spoliations arbitraires, outrages sans nombre, esclavage insupportable, telles étaient les causes de leurs gémissemens et de leurs réclamations; mais les cris de joie qu'on poussait à Lyon étouffaient les cris de douleur qu'on poussait à Milan.

Après avoir laissé passer le temps jugé suffisant pour la discussion, et nécessaire pour sauver les apparences, le consul arriva comme au devant d'une moisson en maturité : c'était le 11 janvier. Lyonnais et Cisalpins accouraient en foule à sa rencontre. Spectacle imposant pour les esprits superficiels, déplorable pour les yeux clairvoyans, puisqu'il s'agissait d'anéantir par les lois cette liberté déjà frappée de mort par la licence. On ne se lassait point d'admirer la douceur et la simplicité du consul; on aimait à y démêler de la grandeur; et les flatteurs de se récrier! Le peu de républicains qui se trouvaient présens écumaient de rage en secret; et cependant ils dissimulaient. Ce n'était pas qu'ils craignissent de passer pour des factieux, mais ils redoutaient ces épithètes de fous

et d'idiots que l'on commençait à leur donner dès cette époque. Buonaparte se mit à l'œuvre : il appela les présidens des comités, revit avec eux les articles de la constitution, approuvant celui-ci, corrigeant celui-là, demandant avis pour tel autre. Contradicteur bienveillant, interlocuteur docile, il paraissait recevoir ce qu'il imposait en effet. Les initiés admiraient l'adresse de Buonaparte, les autres s'émerveillaient de sa modestie. Enfin, de la discussion permise on en vint à la conclusion commandée. La constitution fut approuvée. On regarda comme très bonne et très fondamentale la création des trois colléges électoraux. Le consul en nomma, pour la première fois, les membres sur des listes doubles, soumises par les comités. Mais on n'avait point encore abordé la question principale : on ne disait pas pourquoi la moitié de l'Italie avait été appelée en France, et l'on attendait, des Italiens, une constitution beaucoup moins qu'un exemple. Il fallut nommer un président de la Cisalpine. Ici deux points délicats se présentaient : le choix de la personne et la durée des fonctions. Buonaparte n'aimait pas les magistratures provisoires. On fit entendre aux Cisalpins qu'il fallait placer le consul à la tête de la république, et fixer à dix ans le terme de sa présidence, avec faculté d'être réélu. Cette double opération offrait quelque difficulté, de la part des Cisalpins d'abord, et ensuite par rapport aux princes étran-

gers, puisqu'il était évident que, sous l'autorité immédiate de Buonaparte, la Cisalpine devenait une province française. Il devenait encore nécessaire de déclarer qu'aucun individu cisalpin n'était capable de gouverner, et cependant plusieurs voix s'élevaient en faveur de Melzi. Les ministres de Buonaparte et ses partisans dressèrent leurs batteries; ils donnèrent de grands éloges à Melzi, assurèrent qu'il aurait bonne part au nouveau gouvernement, et finirent par atteindre le but désiré. Les Cisalpins se présentèrent au consul, avec une délibération toute faite, tellement remplie d'adulation pour lui et d'abaissement pour eux-mêmes, que je crois impossible de trouver dans l'histoire une démarche plus humiliante et plus honteuse. Ils avouèrent, ils prirent même à tâche de démontrer, tel était le degré d'avilissement où Buonaparte les avait réduits, qu'aucun Cisalpin ne possédait les qualités requises pour les gouverner. Buonaparte savourait dans ces hommages le fruit de ses commandemens. Il répondit qu'une assemblée générale était convoquée pour le lendemain, et qu'il s'y rendrait. Il y vint, accompagné des ministres de France, des conseillers d'état, des généraux, des préfets et des magistrats municipaux de Lyon. Il prit place sur une estrade; la salle retentit des applaudissemens des Cisalpins; après quoi le consul s'exprima en ces termes : Je vous ai réunis à Lyon autour de moi, comme les

principaux citoyens de la Cisalpine; vous m'avez donné les renseignemens nécessaires pour remplir la tâche auguste que m'imposait mon devoir, comme premier magistrat du peuple français, et comme l'homme qui a le plus contribué à votre création. Les choix que j'ai faits pour remplir vos premières magistratures l'ont été indépendamment de toute idée de parti, de tout esprit de localité. Quant à celle de président, je n'ai trouvé personne parmi vous qui eût encore assez de droits sur l'opinion publique, qui fût assez indépendant de l'esprit de localité pour la lui confier. J'ai reconnu la sagesse de vos motifs, j'adhère à votre vœu; je conserverai encore, pendant le temps que les circonstances le voudront, la grande pensée de vos affaires. Au milieu de tant de soins, tout ce qui vous sera relatif, et pourra consolider votre existence et votre prospérité, ne sera point étranger aux affections les plus chères de mon âme. Vous n'avez point de lois générales, point d'habitudes nationales, point d'armées fortes; mais vous avez ce qui peut les produire : une population nombreuse, des campagnes fertiles, et l'exemple de la France.

Ce langage superbe fut accueilli par les acclamations répétées des Français et des Cisalpins. La servitude, chez les premiers, était tempérée par le sentiment de la domination sur les étrangers; chez les seconds, elle aurait dû sembler plus amère

par l'humiliation qui l'accompagnait. Les Cisalpins néanmoins, deux fois esclaves, applaudissaient comme s'ils eussent été libres et comblés d'honneurs. Ils émirent le vœu, c'était un jeu concerté entre les affidés, que l'état changeât son nom de république cisalpine en celui de république italienne, ce qui pouvait avoir les plus grands résultats, surtout avec Buonaparte. Le consul voulut bien y consentir. Prina de Novare reprit la parole, et donna de nouvelles louanges au président. Naturellement sévère et impérieux, il avait très bien jugé le consul, qui ne s'était pas non plus trompé sur le caractère de Prina. Le Novarais voulait des charges, il se rendit agréable et en obtint.

L'assemblée proclama le consul, président pour dix ans, avec faculté d'être réélu. La vice-présidence fut donnée à Melzi, homme généreux, prudent, et fort aimé des Italiens. Melzi se montrait trop absolu peut-être ; mais par un sentiment de grandeur, plutôt que par un esprit de vanité.

Restait à rédiger les lois organiques de la constitution. On commença par celle du clergé. Elle portait : La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état. Néanmoins, les cultes non catholiques pourront être librement exercés en particulier. Les évêques sont nommés par le gouvernement, et institués par le saint siége. Les curés sont élus et institués par l'évêque,

sauf l'agrément du gouvernement. Chaque diocèse a son chapitre métropolitain et un séminaire. Les biens non aliénés seront rendus au clergé; les biens et les dotations des évêchés, des chapitres, des séminaires et des fabriques seront fixés sous trois mois. On assurera, par des moyens efficaces, le paiement des pensions accordées aux individus des corps supprimés. Les limites des diocèses ne sont soumises à aucune innovation. Partout où elles auraient été changées, on en concertera le rétablissement avec le saint siége. Si un ecclésiastique manque à ses devoirs, l'évêque le punit conformément aux lois canoniques; si le coupable ne se soumet pas, l'évêque le livre au bras séculier : si un ecclésiastique est condamné pour un délit, on donne connaissance du jugement à l'évêque, qui peut, de son côté, ordonner ce qui est prescrit par les lois canoniques. Tout ce qui tend à dépraver publiquement les bonnes mœurs, à avilir le culte et ses ministres, est défendu. Un curé ne peut être forcé par aucune autorité, à administrer le sacrement de mariage à quiconque est lié par un empêchement canonique.

Ainsi fut organisée l'Église italienne dans la consulta de Lyon. Quelques articles, quoique sages et louables en eux-mêmes, intéressaient la juridiction ecclésiastique, et semblaient nécessiter l'intervention du pontife; néanmoins l'archevêque

de Ravenne accepta solennellement la loi au nom du clergé italien : acceptation inutile, si l'autorité temporelle avait agi dans le cercle de ses droits; insuffisante, si l'intervention de l'autorité pontificale était nécessaire. Mais le consul ne craignait rien du pape, dans la première ferveur de l'amitié, et il savait que l'audace impose à autrui.

Quant à l'organisation civile, trois colléges : un des propriétaires, un des savans, un des commerçans, étaient les principaux organes de la souveraineté publique. Les attributions de ces colléges consistaient à nommer les membres de la censure, de la consulta du gouvernement, du corps législatif, des tribunaux de révision et de cassation, et de la chambre des comptes. Ils traduisaient devant les tribunaux les magistrats coupables de péculat et d'atteintes portées à la constitution; enfin, ils prononçaient sur les différens entre le gouvernement et la censure, relativement aux accusations de cette espèce. Les colléges s'assemblaient tous les deux ans, celui des propriétaires à Milan, celui des savans à Bologne, celui des commerçans à Brescia.

La magistrature suprême, c'était la censure. Elle se composait de neuf propriétaires, de six savans et de six commerçans. Elle siégeait à Cremone. Elle citait en justice pour péculat et infraction à la constitution, et prononçait sur les accusations de même nature. Elle s'assemblait

cinq jours après la session des trois colléges, et tenait ses séances pendant dix jours au plus. C'était là une bonne institution, sans doute; mais l'esprit de servilité en paralysait les effets.

Le gouvernement de la république était confié à un président, à un vice-président, à une consulta d'état, aux ministres et à un conseil législatif. Le président avait le pouvoir exécutif et nommait le vice-président. Les ministres répondaient de tous les actes revêtus de leur signature.

Les attributions de la consulta consistaient à examiner les instructions des ambassadeurs et les traités diplomatiques. Elle pouvait au besoin suspendre la liberté individuelle, et même la constitution; elle était chargée de pourvoir, par tous les moyens possibles, au salut de la république. Si, dans l'espace de trois ans, elle jugeait que la constitution dût subir des réformes dans une ou plusieurs de ses dispositions, elle en faisait la proposition aux colléges, qui statuaient sur sa demande.

Le conseil législatif délibérait sur les projets de loi présentés par le président, et lui donnait son avis toutes les fois qu'il en était requis.

Le corps législatif statuait sur les lois présentées par le gouvernement; mais sans discussion, et par la seule voie du scrutin.

Telles étaient les principales dispositions de la constitution donnée à la république italienne; les

meilleures peut-être, surtout les trois colléges et la censure, que Buonaparte ait jamais imaginées.

La constitution acceptée, le consul rentra dans son palais, traînant après lui une foule immense qui faisait retentir l'air de ses acclamations. Là, il reçut les hommages de la nouvelle république, nomma les ministres, et, content de l'essai qu'il venait de faire sur l'Italie, revint jouir à Paris de l'enthousiasme qu'y excitait sa présence.

La proclamation du nouveau pacte, la nomination du président, donnèrent lieu à de grandes réjouissances dans la république italienne. La flatterie ne connut point de bornes. C'était un concert qui devenait fastidieux par son uniformité. L'installation des magistrats se fit avec solennité. Melzi parla pompeusement du consul, avec modestie de lui-même, avec sévérité de ses prédécesseurs. La corruption surtout fut l'objet de ses attaques. Le luxe parut; Melzi tenait état de prince, mais sans affectation. L'éloignement du président donnait à l'indépendance un air de réalité. On faisait des levées, on organisait les régimens. Le ministre des finances Prina améliora les revenus publics au point que, malgré le tribut annuel qu'il fallait payer à la France, les caisses étaient pleines et les paiemens faciles. Les lettres et les sciences florissaient, mais inspirées par la flatterie bien plus que par l'indépendance. Vouliez-vous parler avec quelque liberté, vous étiez

aussitôt confiné en certain lieu d'où personne ne pouvait plus vous entendre. La docile consulta savait imposer silence à qui s'échappait dans son langage. Qu'on le demande à Ceroni, jeune homme d'une imagination vive, d'un naturel généreux, qui, pour une pièce de vers où il était question d'indépendance, fut envoyé d'abord en prison, puis en exil. Qu'on le demande aussi à Teuillet, général italien, à Cicognara et à quelques autres, qui partagèrent le sort de Ceroni, seulement parce qu'ils avaient loué ses vers. Nouvelle raison pour les poètes et les littérateurs de renchérir sur les adulations de tous les genres. Il est temps de mettre un frein à cette manie de parler, disait Buonaparte; et il avait raison. Le mal fut qu'il fit taire également les gens raisonnables et les indiscrets. On écrivit beaucoup à cette époque; mais rien d'énergique, excepté peut-être quelques imprécations contre l'Angleterre, parce que les imprécations contre cette puissance rentraient encore dans le domaine de l'adulation; rien de noble, parce que le système adulateur s'étendait à tout; rien de neuf, parce que le style et les idées se puisaient dans les livres français; je ne dis pas dans les bons livres, mais dans les plus détestables, dans les plus insipides pamphlets, dans les gazettes même les plus dégoûtantes. Buonaparte trouva d'ailleurs un excellent moyen de contenir les écrivains; ce fut de les enrichir et de les élever aux premiers emplois : bonne

fortune qu'ils payèrent par le silence ou des éloges. De temps en temps néanmoins, ils cédaient à leur mauvaise humeur, et dans leurs réunions intimes, s'égayaient aux dépens du président de Paris. Buonaparte le savait, et n'en faisait que rire, ne voyant point là de sujet d'inquiétude. En un mot, la littérature était esclave, les finances prospères, l'armée respectable, la liberté nulle. Malgré tout, un sentiment intérieur d'indépendance gagnait les esprits; et aurait pu, dans la suite, avoir de grands résultats. Melzi était tout italien; il aimait son pays; ses manières étaient nobles, grandes, imposantes; il pouvait entretenir et il entretenait habilement ces dispositions. Aussi la conduite de Melzi déplaisait-elle au président, qui ne lui témoignait plus la bienveillance accoutumée.

Au milieu de tout cela s'élevaient de magnifiques monumens. Le *forum Buonaparte* fut fondé sur l'ancien emplacement des murs du château de Milan. C'était une entreprise admirable, et digne de la grandeur romaine. La cathédrale de Milan fut enfin terminée, et telle fut la rapidité de l'exécution, qu'on en fit plus dans l'espace de quelques années qu'on n'en avait fait pendant plusieurs siècles. On refusait la liberté à Milan, il fallait bien qu'on lui donnât la magnificence. Tant d'éclat, ce nom de république italienne, avaient un grand attrait pour les peuples de la péninsule. Cet état de choses se maintint en Cisalpine jusqu'au moment

où Buonaparte, embrassant de nouveaux projets, l'environna de nouveaux périls et l'achemina vers de nouvelles destinées.

La création d'une république italienne dans la dépendance absolue de Buonaparte, éveilla l'inquiétude des puissances, et particulièrement de l'Autriche qui, en raison de ses possessions en Italie, s'intéressait le plus aux affaires de la péninsule. L'empereur Alexandre lui-même, qui avait déjà vu de mauvais œil l'autorité immense que le consul s'était arrogée en Suisse, apprit avec plus de déplaisir encore les résultats de la consulta de Lyon. Ne voulant pas se trouver arrêté à moitié route, le consul, pour détruire ces fâcheuses impressions, publia un écrit où il s'efforçait de démontrer que la France, en gardant la république italienne, ne s'était point réservé une part trop considérable, ni même égale à celle des autres souverains. En comparant, disait-il, la puissance de la France avant la révolution, à son état actuel, on voit qu'alors son influence s'étendait au royaume de Sardaigne, et par la proximité, et par les prétentions de l'Autriche sur le Montferrat; à Venise, par la nécessité où était cette république d'avoir un appui contre une voisine ambitieuse; au royaume de Naples, par le pacte de famille. Aujourd'hui, Venise appartient à l'empereur, et le pacte de famille est détruit. L'Autriche eût été maîtresse de l'Italie, si la France ne se fût

pas ménagé un nouvel ascendant, par l'accession de la république italienne. Buonaparte ne dit rien du Piémont, comme si le silence eût pu faire oublier la possession. Dans les autres contrées d'Europe, ajoutait-il, la Pologne est devenue la proie des grands états, dont elle a augmenté la force; la Turquie est nulle et la Suède impuissante. Les quatre départemens du Rhin ne sont point un contre-poids suffisant au partage de la Pologne. L'Angleterre vient d'augmenter ses domaines de tout le royaume de Mysore. Les prétentions de la France sont les plus modérées. Elle a restitué, à la paix, ce qui lui appartenait par droit de conquête; mais elle ne veut pas compromettre sa puissance ni déroger à sa dignité. Ce qu'elle veut, c'est la balance politique de l'Allemagne et de l'Italie. Elle ne cherche point à dominer chez autrui; mais elle prétend n'être dominée par personne. A tout considérer, disait enfin Buonaparte, la France n'a rien gagné à ses nouvelles acquisitions, elle n'a fait que conserver sa force première.

On trouva aussi trop de démocratie dans le dernier gouvernement établi à Gênes. Buonaparte commença encore par y ramener l'aristocratie. Supplié de donner une constitution, il y consentit sans peine. Les gouvernans de Gênes annoncèrent l'heureuse nouvelle à leurs concitoyens. Nous voici, disaient-ils, au comble de nos vœux. Le pacificateur de l'Europe va organiser notre répu-

blique. Ce grand œuvre méritait d'être associé à l'immortalité du héros. L'amour de la patrie, l'exemple de nos pères, tout nous faisait une loi de l'en prier. Les plus heureuses destinées nous attendent, sous l'empire d'une constitution religieuse et libérale tout ensemble. La direction des affaires va être confiée à la propriété, à l'industrie et au savoir. Les droits des citoyens sont garantis; notre bonheur n'a plus besoin désormais que de notre sagesse. La nation ligurienne ne le cède à aucune autre en glorieux souvenirs, c'est à elle de prouver qu'elle possède encore le germe de ses antiques vertus, qu'elle n'a point dégénéré de ses premiers citoyens, et qu'elle est toujours digne de la célébrité attachée à son nom.

Beaucoup plus pure, quant au style, que les écrits dégoûtans de Cisalpine, de Toscane et de Naples, cette proclamation des Génois n'était pas non plus sans dignité, quant à la forme.

La constitution portait : Le pouvoir exécutif de la république est exercé par un sénat, sous la présidence d'un doge. Le sénat se divise en cinq magistratures : la magistrature suprême, celle de justice et législation, celle de l'intérieur, celle de la guerre et de la marine, et celle des finances. Trente membres le composent. Il soumet les projets de lois à une consulta nationale, et exécute les lois quand elles sont rendues. Il nomme le doge sur une liste triple, présentée par les colléges.

Le doge préside le sénat et la magistrature suprême. Ses fonctions durent six ans. En lui réside la dignité de la république, il reçoit les honneurs en son nom. Il habite le Palais-National. La garde du gouvernement lui obéit. Un délégué de la magistrature suprême l'assiste dans tous ses actes.

La magistrature suprême se compose du doge, des présidens des quatre autres magistratures, et de quatre sénateurs à la nomination de leurs collègues. L'exécution des lois et des décrets lui est spécialement confiée. Elle publie les ordonnances et les édits qu'elle juge nécessaires. Tous les magistrats de l'ordre administratif lui sont subordonnés. Elle règle les affaires à l'extérieur, révoque, au besoin, les magistrats sous sa dépendance, et suspend pour six mois tous autres fonctionnaires, ceux même de l'ordre judiciaire. Elle pourvoit à la sûreté de l'état, au dedans et au dehors; s'assure que la justice est rendue conformément aux lois; surveille les revenus de l'état, les affaires ecclésiastiques, les archives, l'instruction publique, et commande à l'armée.

Cette magistrature suprême représentait, dans la nouvelle constitution, l'ancien petit conseil, que les Génois appelaient *consiglietto*. En lui résidait toute la force du gouvernement.

Comme dans l'ancienne constitution, l'autorité du doge fut bornée, à peu près, à un rôle passif et honorifique, cette dignité avait toujours été un

objet de jalousie pour les anciens gouvernemens aristocratiques d'Italie.

Telle était la loi fondamentale de Gênes. Restaient les lois organiques. Le consul décida qu'il y aurait trois colléges : un des propriétaires, un des négocians, un des savans; que de ces trois colléges dériverait, comme d'une source commune, tout pouvoir suprême, politique, civil ou administratif; que tous les deux ans, les colléges nommeraient un syndicat de sept membres, avec faculté, pour ce syndicat, de censurer deux sénateurs, deux membres de la consulta nationale, deux de chaque consulta de juridiction, et deux de chaque tribunal; la censure emportait la destitution. Les juridictions ou districts devaient nommer chacun une consulta de juridiction, et les consulta de juridiction les membres de la consulta nationale. En celle-ci résidait l'autorité législative.

Le 29 juin, le nouveau gouvernement entra en fonction, devant le ministre plénipotentiaire français Salicetti, qui prononça un discours analogue à la circonstance; mais échafaudé, comme à l'ordinaire, sur de grands mots et de vaines théories.

Remercié par le sénat, le consul répondit que la France aimait les Liguriens, parce qu'en tous temps, et quelle qu'eût été sa fortune, les Liguriens avaient aimé la France. Ne craignez rien des autres états, disait-il; la France vous protége. Oubliez vos malheurs, renoncez à vos ressenti-

mens, aimez la constitution, les lois, la religion; équipez une marine puissante; relevez la vieille gloire du nom ligurien; je me réjouirai de vos succès, je prendrai part à vos revers.

Vinrent ensuite les flatteries. Le sénat décréta qu'il serait érigé, dans la cour du Palais-National, deux statues de marbre, l'une à Christophe Colomb, pour avoir découvert un nouveau monde; l'autre à Napoléon Buonaparte, qui avait donné la paix à l'univers, agrandi le territoire de la Ligurie, stipulé ses intérêts, relevé l'édifice de ses lois. L'entreprise, portait le décret, est recommandée aux soins de la magistrature suprême, à l'émulation des artistes, au patriotisme de tous les Liguriens. Plus adulateurs encore, les habitans de Sarzane demandèrent avec instance au gouvernement l'autorisation de fonder, dans leur ville, un monument en mémoire de la famille Buonaparte, qui en était, disaient-ils, originaire. Avant le quinzième siècle, à les entendre, et pendant trois cents ans, la famille Buonaparte avait habité Sarzane, y avait occupé de grandes charges, contracté de hautes alliances. De ces mariages, selon eux, était né le cardinal Philippe, frère utérin du pape Nicolas v, de glorieuse mémoire. La supplique fut bien accueillie, et l'autorisation complaisamment accordée.

Pendant que Menou pesait sur le Piémont, la famille royale de Sardaigne traînait son exil en

Italie. Tout entier à la religion, poursuivi par de sombres fantômes, rassasié de malheurs et dégoûté du monde, le roi Charles Emmanuel résolut d'abdiquer, afin de pouvoir s'occuper uniquement, dans une profonde retraite, de ses devoirs envers Dieu et du salut de son âme. Désistement sans faste, et qui prouve que, si l'ambition porte avec elle son supplice, la modération porte avec elle aussi sa félicité dans toutes les conditions de la vie. L'abdication de Charles Emmanuel appelait au trône Victor Emmanuel, son frère, qui se trouvait en ce moment dans le royaume de Naples. Le gouvernement de Victor fut beaucoup plus doux qu'on ne l'aurait pu croire. On avait pensé que sa domination se ressentirait de sa première inclination pour la guerre. Néanmoins, pendant que les trônes s'écroulaient en Europe sous les efforts d'armées innombrables, Victor, avec peu de soldats, sut maintenir la tranquillité dans l'île de Sardaigne. Ses moyens n'étaient pas un mystère : son autorité fut forte, parce qu'elle était juste; prospère, parce qu'elle était paternelle.

Le consul, qui avait différé jusqu'alors de réunir formellement le Piémont à la France, opéra enfin cette réunion, non qu'Alexandre y donnât son consentement, mais parce que la France et la Russie étaient au moment d'une rupture complète. Les menaces du consul au corps germanique, l'autorité militaire qui continuait à maîtriser les

états du pape, la Toscane et le royaume de Naples; le joug imposé à la Suisse, sous le nom de médiation; la présidence de la république italienne; le refus de dédommager le roi de Sardaigne, ainsi que l'engagement en avait été pris; tout cela démontrait à l'empereur que Buonaparte aimait à prendre beaucoup plus qu'à donner. Le consul n'avait donc plus rien à ménager, puisqu'en renonçant au Piémont, il ne rétablissait point ses rapports d'amitié avec les souverains, et qu'en s'en emparant, il ne les aigrissait pas davantage. C'est pourquoi, le 11 septembre, parut un sénatus-consulte qui déclarait que les départemens du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sesia, de la Stura et du Tanaro faisaient définitivement partie du territoire de la république française. Ainsi commença cette série de réunions aux dépens de l'Italie; mais si la première fut conseillée par l'intérêt et l'utilité, toutes les autres ne le furent que par le caprice et la fantaisie. De grandes réjouissances eurent lieu en Piémont à cette occasion. La noblesse ne s'y refusa point, le peuple y mit de la sincérité; l'une, parce que sa domination, un moment interrompue par les excès démocratiques, allait bientôt se rétablir; c'était la conséquence naturelle des caresses du consul et de Menou; l'autre, parce qu'il espérait voir disparaître, sous le régime des lois, le règne désordonné du capitaine égyptien.

Si l'on excepte la partie vénitienne, le reste de l'Italie, depuis le Piémont jusqu'à Naples, vivait alors sous deux gouvernemens, l'un de droit, l'autre de fait. En Piémont, Menou régnait plutôt que Buonaparte; à Parme, plutôt Buonaparte que Saint-Méry; à Gênes et à Rome, plutôt le consul que le sénat et le pape; en Toscane, plutôt Murat que Louis; à Naples, plutôt Napoléon que Ferdinand. Ces différens états se voyaient souvent obligés d'obéir à des injonctions arbitraires et violentes; Menou seul agissait comme il l'entendait bien; il avait carte blanche du consul. Quelqu'un se plaignait-il? Menou n'avait qu'à dire que c'étaient des démocrates qui élevaient ces plaintes, et sa conduite était aussitôt approuvée. Le Piémont payait pour les terribles mystères de l'Égypte; tout le reste obéissait par crainte ou par intérêt.

A cette époque, le roi Louis d'Étrurie mourut de fièvre aiguë. Le trône passait de droit à l'infant d'Espagne, Charles Louis. Ce prince était mineur; la régence fut confiée à la reine-mère, Marie-Louise. Mais quelle couronne laissait-on à l'infant? on va le voir. Au moment de l'avénement du prince, Murat déclara Livourne en état de siége et y mit des troupes, aussi bien qu'à Piombino et sur tout le littoral de Toscane, afin d'empêcher les intelligences avec les Anglais; s'empara des vaisseaux de ces derniers, dans le port de

Livourne, et fit sortir des corsaires chargés d'inquiéter le commerce anglais dans ces parages. Alors une nouvelle guerre s'était allumée entre la Grande-Bretagne et la France.

Ce fut sous l'influence de cette tyrannie étrangère, au mois d'août, que Charles Louis prit possession du royaume, sous la tutelle de sa mère. Le sénat de Florence, les magistrats et les députés des principales villes prêtèrent serment de fidélité au nouveau roi. Il y eut courses de chars, emblèmes, illuminations, feux d'artifice, poésies adulatrices de toute espèce, non seulement pour le prince, mais encore pour Murat et pour Buonaparte. C'étaient les restaurateurs de l'indépendance, les soutiens de la justice, les pères du peuple.

Un événement funeste vint encore affliger la Toscane. Vers la fin de l'automne de 1804, à la suite de chaleurs et de pluies extraordinaires, causées par un vent de sud opiniâtre, une maladie pestilentielle se déclara dans la noble ville de Livourne. Quelques uns appellent cette maladie fièvre jaune, d'autres vomissement noir : deux noms qui lui conviennent également par les signes étranges qui l'accompagnent. L'invasion se manifesta d'abord dans les quartiers les plus bas, les plus resserrés et les plus sales de la ville. La mort arrivait communément le septième, le cinquième, ou le troisième jour, quelquefois même au bout

de quelques heures. Énumérer les effets de ce mal, serait une tâche fort longue et très difficile ; c'est un protée qui ne permet guère qu'on le saisisse. On le reconnaît cependant à deux signes principaux : c'est que le corps, particulièrement le buste, devient jaune, soit avant, soit après la mort, et que l'estomac rejette toujours en abondance des matières noirâtres, semblables à du marc de café. Le fléau s'attachait de préférence aux tempéramens vigoureux, et l'on vit alors des hommes jeunes et robustes passer subitement de l'état de santé le plus florissant au dernier degré de la maladie. Elle présentait, dans sa marche, plusieurs symptômes, et parcourait trois périodes. D'abord, elle différait peu des fièvres aiguës ordinaires. Aux premiers instans de l'irruption, frisson général, surtout le long du dos et dans la région lombaire ; douleurs violentes à la tête, particulièrement vers le front et les tempes ; douleurs insupportables aux jointures ; rougeur de feu et de sang dans les yeux ; plénitude et fréquence du pouls ; chaleur brûlante à la peau ; constipation opiniâtre ; suppression des urines. Une sensation pénible à la courbure de l'estomac, et le besoin de vomir étaient deux pronostics également fâcheux. Un piége terrible attendait le fiévreux à la fin de cette première période. C'était au moment où la famille et les amis se croyaient le plus certains de la guérison du ma-

lade que la mort s'apprêtait quelquefois à le saisir. Les signes alarmans cessaient tout à coup, la fièvre même s'arrêtait, et, à l'exception d'une sueur légère et d'une grande faiblesse, le sujet semblait marcher vers une convalescence parfaite; mais, quelques heures après, les terribles phénomènes reparaissaient accompagnés d'un appareil formidable. L'irritation de la bouche et de l'estomac se changeait en une douleur déchirante, et s'étendait de la région épigastrique à celle du foie. L'attouchement le plus léger devenait un supplice insupportable. Le malade refusait alors de boire et de manger. Un jaune rouge colorait les yeux, les urines, le corps tout entier, particulièrement la face et le cou. L'estomac rejetait incessamment ce qu'il venait de prendre, et chaque convulsion était accompagnée de bile pure, ou de bile mêlée de vers. La poitrine était oppressée, la respiration fréquente, les déjections alvines putrides, claires et couleur de cendre. La science du médecin échouait devant l'irrégularité des symptômes. Tantôt lent ou accéléré, petit ou développé, dur, languissant, ou déprimé, le pouls variait à tous momens. C'était, entre la nature et la maladie, un combat perpétuel où triomphait toujours la dernière. Au milieu de ce désordre, l'infortuné moribond conservait sa présence d'esprit, comme s'il eût fallu qu'il assistât lui-même à ses funérailles. Aux approches de la mort,

les membres tremblaient, les déjections de l'estomac ne se composaient plus de bile ni de mucosités, mais d'une matière noirâtre, fétide, semblable à du sang corrompu. Les gencives, la gorge, les narines, l'anus et l'utérus devenaient eux-mêmes autant de vomitoires, d'où s'échappait en abondance un sang noir et gâté. Tout tendait à la putréfaction et à la mort. La peau se couvrait de pétéchies, tantôt sous la forme de petits points noirs, tantôt sous celle de larges meurtrissures, et principalement aux endroits où le corps était appuyé. Ces taches déformaient la bouche, gonflaient les lèvres, et leur donnaient un aspect effrayant. Les yeux tristes, larmoyans, s'éteignaient insensiblement, et le malade succombait, ou dans les convulsions d'un délire brûlant, ou dans l'abattement d'une léthargie glaciale. La mort survenait indifféremment dans les trois périodes; mais plus fréquemment dans la première que dans la dernière, au commencement de l'invasion. Deux mois plus tard au contraire, soit que les tempéramens se fussent pour ainsi dire aguerris, soit que le fléau eût diminué d'intensité, les malades succombaient dans la dernière période, plutôt que dans la première, et en moins grand nombre. Les signes les plus funestes étaient la violence de la fièvre au moment de l'irruption, les douleurs aiguës des membres, et surtout de la poitrine, le sommeil laborieux, la prostration des

forces, le vomissement noir, opiniâtre, l'apparition hâtive de l'ictère, la somnolence continuelle, la suppression des urines et le hoquet; les plus favorables : la modération de la fièvre, le vomissement rare et muqueux sans acrimonie, la lenteur de la suffusion ictérique, la transpiration libre, les selles faciles, mais composées de bile, sans mélange de sang, la tranquillité de l'esprit, et le maintien des forces; l'émission copieuse et fréquente des urines, surtout si elles étaient jaunes, entraînait ordinairement l'humeur délétère, et annonçait une heureuse terminaison. Les malades échappaient diversement à la mort; une hémorragie abondante par la bouche et par les narines rendait quelquefois inopinément à la vie un sujet qui paraissait prêt à succomber. On vit des femmes guéries par l'évacuation subite et copieuse des menstrues, d'autres ressaisir l'existence après un accouchement suivi d'un écoulement sanguin abondant. Le fléau poursuivait ses victimes, même après leur retour à la vie, et laissait sur leurs corps de hideux témoins de son passage. La convalescence était longue, triste, pénible. Celui-ci demeurait long-temps frappé de stupidité, celui-là d'un tremblement général, cet autre de vertige et d'épouvante; il passait le jour dans la mélancolie, et la nuit dans l'effroi. Indices déplorables qui attestaient l'imminence du dernier danger ! Ce n'était pas tout : tel contractait les

signes de l'hydrophobie, et vivait dans l'horreur de l'eau ; tel autre voyait les objets doubles, ou plus grands que de coutume. Ici c'était un gonflement extraordinaire des parotides, là des bubons remplis d'une humeur corrosive ; tantôt des ruisseaux de sang qui s'échappaient des oreilles. Aux endroits où l'ictère avait laissé de plus fortes empreintes, la peau s'excoriait comme à la suite d'une brûlure. Les vésicatoires suintaient une matière d'un vert foncé, à peu près semblable au suc de la chicorée, matière brûlante, corrosive, qui laissait sur son passage la douleur, l'inflammation et la gangrène. Il y eut un plus grand nombre de victimes parmi les sujets vigoureux que parmi les valétudinaires, les vieillards et les femmes. Malheur cependant aux femmes enceintes que le fléau attaquait ! elles périssaient presque toutes ; presque tous les enfans au contraire en furent respectés. Les excès de tout genre, tels que l'abus du vin, des liqueurs fortes, de la nourriture, et la débauche, occasionnaient particulièrement la maladie et la mort.

Les désordres à l'intérieur du corps étaient les mêmes que ceux du dehors. A l'ouverture des cadavres on a trouvé les narines gorgées de sang noir. De la bouche découlait encore cette matière noirâtre et fétide qu'elle rejetait en abondance aux derniers momens de l'agonie du malade. Même observation pour l'estomac, tout couvert en outre,

comme les intestins, de sillons gangréneux. L'épiploon corrodé laissait apercevoir toute la violence de l'affreuse maladie. Un fluide rouge-jaunâtre, comme le mélange du sang et de la bile, emplissait les cavités du thorax. Les poumons et la rate, saturés d'un sang noir corrompu, présentaient des taches livides et gangréneuses; le diaphragme était dans le même état. Le foie livide, mollasse, putréfié, avait la couleur d'un foie cuit. C'était sur cet organe principalement, et sur l'estomac, que le terrible fléau paraissait avoir voulu porter le ravage et la destruction. Partout enfin, et jusque dans les viscères les plus essentiels à la vie, humeur putréfiée sanguinolente, ou sang corrompu, ou phlogose gangréneuse, ou gangrène voisine de la mortification, ou dissolution complète. Cet état de corruption se manifestait indépendamment de la durée de la maladie. Le corps des individus moissonnés en vingt-quatre heures offrait également les traces d'une infection générale, d'une décomposition universelle. Telle est la description qu'a donnée de ce fléau le savant docteur Palloni, chargé par le gouvernement toscan de suivre le mal dans ses progrès, et d'indiquer les moyens possibles de le combattre. Ce n'était pas seulement aux organes les plus rapprochés, les plus nécessaires à l'acte digestif, comme le foie et l'estomac; mais encore aux viscères les plus isolés, les plus éloignés les uns des autres que le mal étendait ses

ravages. Ainsi le récipient des urines, la vessie, se trouvait vide et sillonnée de sang. Le siége de la vie lui-même, le cerveau et les enveloppes qui le protégent, présentaient le dégoûtant aspect de vases d'où le sang débordait. Un fluide extravasé et jaunâtre en souillait les cavités. Une bile corrompue imprégnait toutes les parties du corps. Les cinquième et septième jours étaient les plus funestes, quoique la mort survînt fréquemment aussi les premier, second et troisième. Elle arriva, mais chez un petit nombre de sujets, les treizième et quatorzième jours.

Les médecins opposèrent à la terrible maladie des traitemens divers, et les plus simples, comme toujours, furent encore les plus efficaces. Mercure doux et jalap, pour entretenir la liberté du ventre; tisanes sudorifiques, limonade surtout, avec une légère dose de tartre stibié, fomentations émollientes, avec une décoction de sénevé, tous ces remèdes produisirent d'heureux effets. L'acide nitrique ne fut pas moins salutaire, particulièrement chez les complexions délicates, et lorsque le fléau, dans toute sa force, annonçait par les hémorragies, le vomissement noir et autres phénomènes effrayans, que le corps entrait en dissolution. L'application des vésicatoires empirait ordinairement l'état du malade; quelquefois cependant ils réussirent placés à la région inférieure du foie. La digitale pourprée rappela souvent les urines supprimées. Mais le

remède suprême consistait dans un air pur et soigneusement renouvelé. Telle était l'efficacité du moyen qu'en peu d'instans il emportait les germes délétères, éteignait même le foyer du mal. Il fut encore d'observation qu'une atmosphère chargée d'exhalaisons animales, communiquait d'individu à individu le principe morbifique, qui sévissait alors plus cruellement contre ses victimes. Ce qui le prouve, c'est que les rues les plus sales et les plus étroites de la ville, et les maisons des pauvres, furent le théâtre des plus grands désastres, pendant que les rues spacieuses, les maisons commodes, propres et bien aérées, ou ne furent pas infectées, ou le furent peu, ou du moins ne virent point le mal se transmettre d'homme à homme. Loin de là, il s'arrêtait à l'individu attaqué, sans atteindre ni la famille qui donnait des soins, ni les médecins qui ordonnaient le traitement, ni les ecclésiastiques qui apportaient les secours de la religion. Voilà précisément ce qui distingue cette maladie des autres fièvres contagieuses, et surtout de la peste d'Égypte, dont la maligne influence s'exerce indifféremment sur tout ce qui l'entoure, et ne reconnaît point de limites. La fièvre de Livourne ne se propagea point au dehors, malgré les relations infinies des individus, et le transport continuel des marchandises qui voyageaient incessamment de la ville à la campage et de la campagne à la ville. Un homme, encore bien qu'il

eût vécu dans le voisinage des malades, ne communiquait jamais le mal à un autre, si lui-même n'en avait été frappé auparavant. Une famille était infectée; mais, ni les membres de cette famille demeurés intacts, ni les habits, ni les meubles ne transmirent jamais le germe empoisonné; et cependant la monnaie, les cartes, les denrées de toute espèce étaient indistinctement et sans précaution jetées dans la circulation du commerce, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville. La fréquentation habituelle des malades, par un artifice admirable de la nature, et dont le secret nous est encore inconnu, accoutumait insensiblement le corps à l'influence maligne de la fièvre, et devenait un préservatif du fléau. En effet, au milieu de cette mortalité qui faisait tant de victimes parmi le menu peuple, un prêtre et trois médecins seulement succombèrent, malgré l'assiduité de tous auprès des malades, et les soins empressés qu'ils ne cessaient de leur prodiguer. Quant à l'efficacité du grand air contre la violence du mal, ce qui l'établit mieux que tout le reste, c'est le résultat obtenu du séjour dans l'hôpital de Saint-Jacques, ouvert aux fiévreux par la prévoyance du gouvernement. Cet hôpital est bâti, pour ainsi dire, sur le rivage de la mer, admirablement distribué sous le rapport de la santé, et au milieu d'une atmosphère dégagée, libre et pure. A peine les malheureux infectés étaient-ils déposés dans l'asile

salutaire, que, malgré leur état de langueur, d'oppression et d'épuisement, ils reprenaient aussitôt, et comme par enchantement, leurs forces premières, et passaient subitement d'un désespoir affreux à une douce espérance. Du reste, les Toscans trouvèrent chez eux-mêmes des armes contre la maladie. Sans parler de l'assainissement de l'air, l'attention particulière des Toscans à entretenir la propreté dans leurs maisons, dans leurs habits et sur leurs personnes, fut pour eux un puissant spécifique, et ils n'eurent souvent besoin, pour échapper à la mort, que de persister dans leurs habitudes. On ne vit point non plus chez eux cette précaution cruelle de fuir les infectés pour éviter l'infection. On put admirer au contraire, et l'affection des parens, et le dévouement des amis, et la piété des ecclésiastiques, et la prévoyance du gouvernement. A quelles causes les habitans de Livourne doivent-ils rapporter ces avantages? à une civilisation plus parfaite, ou à des inspirations plus divines.

Eh bien donc! si, indépendamment des causes prédisposantes chez l'individu, il fallait encore, pour être atteint soi-même, s'approcher du fiévreux, ou le toucher, lui ou les vêtemens qui lui avaient servi pendant sa maladie; si l'air stagnant, enfermé, et chargé d'émanations animales, suffisait pour propager l'infection; si le grand air en procurait l'éloignement ou en diminuait l'intensité;

si les individus non atteints, quoiqu'ils eussent habité dans le voisinage des lieux envahis; si les objets par eux touchés ne transmettaient point au dehors le germe pestilentiel, par cela seul que ces objets avaient été exposés au courant de l'air; si enfin l'air pur et libre empêchait le mal de s'étendre au delà de son foyer, c'est-à-dire du sujet infecté : il résulte, ou que la maladie de Livourne, encore bien qu'elle présentât tous les phénomènes de celle qu'on appelle fièvre jaune ou vomissement noir, différait beaucoup de cette dernière, ce qui n'est pas probable, puisque l'identité de symptômes indique l'identité de nature, ou que l'imagination effrayée en aura fait un récit inexact, nommant contagion ce qui assurément n'était pas contagieux, du moins comme les épidémies ainsi caractérisées par les médecins, telles que la peste d'Égypte. Je n'assignerai point la cause de son développement à Livourne. Qu'elle ait été apportée par un bâtiment venant de la Vera-Crux, ou qu'elle dût sa naissance à la transmission d'une matière contagieuse quelconque, c'est ce qui demeure incertain, et il semblerait plus naturel de l'attribuer aux chaleurs et aux pluies de cette époque. Quoi qu'il en soit, le hideux fléau remplit la ville de dégoût, d'horreur et de deuil. Les cités voisines en furent frappées d'épouvante, et déjà l'Europe alarmée se rappelait avec effroi les ravages qu'il avait exercés dans les provinces d'Amé-

rique. J'ai raconté les faits le plus simplement qu'il m'a été possible, la vérité toute nue rendra les moyens de comparaison plus faciles, et mettra mieux à même de prononcer sur la nature et le traitement d'une maladie qui paraît vouloir grossir la foule des fléaux, déjà trop nombreux, dont la malheureuse Europe est affligée.

Buonaparte ayant fait intervenir le pape dans l'organisation religieuse de la France, la même mesure devenait nécessaire pour la république italienne. Le pontife d'ailleurs s'était plaint de n'avoir pas même été consulté sur les dispositions insérées dans la constitution de cette république, et le consul, qui méditait alors un grand projet, avait besoin de ménager le pontife. C'est pourquoi, après quelques négociations, à Paris, entre le cardinal Caprara, légat du saint siége, et Ferdinand Marescalchi, ministre des affaires étrangères de la république italienne, fut conclu, le 16 septembre, au nom du pape et du président, un concordat presque entièrement copié sur celui de France. Mais le vice-président Melzi, nourri des doctrines de Léopold, sut en tirer parti au profit du pouvoir temporel. Il décreta : Que la faculté de prendre l'habit et d'admettre à faire des vœux était restreinte aux ordres, couvens, colléges et monastères, dont l'institution avait pour but l'instruction et l'éducation de la jeunesse, ou les soins à donner aux malades, ou autres devoirs sembla-

bles, spécialement dirigés vers l'utilité publique; que nul ne pourrait prendre l'habit, prononcer des vœux, ni être admis aux ordres sacrés, sans le consentement du gouvernement; que la libre communication des évêques avec le saint siége n'emportait ni dévolution de causes à plaider contradictoirement devant les tribunaux, ni intervention aucune de l'autorité spirituelle dans les affaires du ressort particulier de l'autorité temporelle; que les bulles, brefs, ou rescrits de la cour de Rome, ne pourraient recevoir d'exécution publique sans le consentement du gouvernement; que les prêtres, les initiés aux ordres, les séminaristes, les novices et les profès seraient seuls exempts du service militaire; que le gouvernement ne prêterait point main forte pour l'exécution des peines prononcées, par l'autorité spirituelle, contre les ecclésiastiques délinquans et les appelans de ces mêmes peines, hors le cas d'abus manifeste, et toujours en se renfermant dans les limites et les règles de la compétence respective; enfin, que la discipline ecclésiastique serait maintenue dans son état actuel, sauf les droits de la tutelle et juridiction politique.

Ces garanties, sagement calculées, étaient nécessaires à l'autorité séculière pour sa propre conservation. La religion catholique, plus que toute autre, au moyen de ses ministres, qui après tout sont des hommes, peut influer sur les délibérations des

chefs des nations; ce qui amène, pour ces derniers, la nécessité d'user de précautions efficaces pour assurer la liberté et les droits de la puissance temporelle; mais les garanties dont il est question déplurent fortement au pape, qui s'en plaignit avec chaleur au président. Le président éluda, et se renferma dans ses ambiguités ordinaires, sans donner ni ôter l'espérance de quelque modification. Néanmoins, quoique le concordat italien, et particulièrement le décret de Melzi, fussent plus agréables aux partisans des doctrines de Pistoie, et des réformes de Léopold, qu'aux papistes, ces deux actes servirent à tranquilliser la conscience timorée du peuple. Celui-ci avait toujours conservé son esprit de religion et son respect pour le pape; il avait craint le résultat des discussions avec la cour de Rome, et se réjouissait maintenant du retour de la concorde. Les magistrats, le clergé, les philosophes, l'armée et le peuple, proclamaient le président l'homme unique. Buonaparte! toujours Buonaparte! on ne jurait plus que par Buonaparte.

Le moment approche où les trames ourdies pendant deux lustres par le consul vont produire leur effet. Glorieux par la guerre, glorieux par la paix, il effaçait, aux yeux des peuples éblouis, les plus brillantes renommées de l'antiquité et des temps modernes. Le souvenir de ses exploits en Italie, avant et après l'expédition d'Égypte, élec-

trisait toutes les pensées, faisait le charme de tous les discours. C'est lui, disaient-ils, qui a retiré la république de sa détresse et l'a tout à coup portée au plus haut degré de gloire et de puissance. Il part, elle retombe; il revient, elle se relève. Les monstres (se sont leurs expressions), les monstres ont triomphé pendant son absence; nouvel Hercule, il les terrasse à son retour. Son éloignement fut le signal de la guerre, sa présence fut celui de la paix, non seulement avec l'Autriche, mais encore avec la Russie, l'Angleterre, la Turquie, le Portugal, le Vittemberg, et le prince d'Orange. Il a obtenu des barbares eux-mêmes un traité favorable à la France. Tunis et Alger sont redevenus nos amis. Les Français n'ont plus à redouter les cruautés du farouche Africain; leurs vaisseaux sillonnent librement la Méditerranée. Les pirates de la Libye n'insultent plus le drapeau républicain. C'est Buonaparte seul qui étouffa la discorde civile, rendit aux exilés leur patrie, au pape Pie VI les honneurs et la paix du tombeau. C'est lui qui, en traitant avec Pie VII, a calmé les consciences, préservé la morale, opéré le salut des âmes. Par lui se sont réveillées pour le saint siége, la générosité, la fidélité des Français; par lui la France religieuse, réconciliée avec elle-même et la chrétienté, n'a plus rien à craindre des foudres du Vatican. Nos finances, disaient-ils encore, lui doivent leur prospérité; les magistrats, le paye-

ment régulier de leurs honoraires; l'armée, l'exactitude de la solde; les voyageurs, la commodité des routes; les commerçans, la restauration des canaux; les navigateurs, la liberté des mers. Partout la France reprend son antique éclat. Les palais, outragés par le temps ou par la fureur de l'homme, se réparent; de nouveaux monumens s'élèvent; la main des arts ajoute partout en France aux beautés de la nature; les ruines, signes déplorables des discordes passées, disparaissent; des édifices magnifiques s'achèvent sous l'empire d'un gouvernement magnanime. Voilà les fruits de la paix et de la concorde. La révolution est terminée; l'atelier des malheurs du monde est fermé. L'Angleterre, il est vrai, l'ambitieuse et perfide Angleterre veut encore tenter les combats; mais nos bataillons vengeurs se portent sur les côtes de l'Océan; nos voiles se déploient pour la conquête, et les forbans britanniques tremblent déjà dans la Tamise. Ces tyrans avares et superbes restent seuls à dompter; appelons au secours du monde les forces de la France et la fortune de Buonaparte. La Russie menace peut-être; elle aura cédé aux intrigues et aux offres de l'Angleterre; mais Alexandre est bien loin; l'humanité, d'ailleurs, n'est point étrangère à son âme, et la mésintelligence ne saurait durer entre des esprits également généreux. En donnant la paix à la France, le consul lui ménageait encore des victoires; la

France peut-elle trop payer tant de bienfaits? peut-elle même les payer assez?

C'était ainsi qu'on parlait et surtout qu'on écrivait en France. Buonaparte ne recula point devant l'abominable projet d'asservir un peuple qui se précipitait vers lui avec tant d'amour. Le moment lui parut propre à l'exécution. En effet, les émigrés lui devaient une patrie, l'armée des largesses, le clergé un concordat, les magistrats des honneurs, le peuple une existence plus facile. Maître de la chose, il voulut posséder le nom, et réunir le titre suprême au pouvoir souverain. Il lui restait encore à gagner les républicains; le duc d'Enghien leur fut sacrifié. Le tribunat donna la première impulsion; le sénat suivit, par peur ou par ambition, et, le 18 mai, Napoléon Buonaparte fut proclamé empereur des Français.

Tout prévu qu'il eût été, ce résultat remplit le monde d'étonnement. Les insensés royalistes ouvrirent les yeux alors, et virent que Buonaparte n'avait point la générosité de Monk. Les insensés républicains s'aperçurent aussi qu'il n'avait point le désintéressement de Cincinnatus; plus inexcusables ces derniers, puisque, sans parler du reste, cette assurance donnée par Buonaparte au conseil des Jeunes, le 9 novembre, que la royauté ne pouvait plus désormais triompher de la république en Europe, aurait dû les porter à croire qu'il voulait, au contraire, que la république fût

étouffée par la royauté. Mais, dans ce siècle, l'intérêt était tout, la conscience fort peu de chose, et Buonaparte en avait bien jugé. Les royalistes oublièrent la royauté, les républicains ne songèrent plus à la république, tous coururent avidement au devant des faveurs impériales. Quelques hommes seulement, de l'un et de l'autre parti, se retranchèrent dans leurs premiers sentimens; ils furent traités de fous. Quant aux puissances de l'Europe, l'Angleterre, qui ne s'était jamais méprise sur le caractère de Buonaparte, résistait quoique inutilement, aussi bien que l'empereur Alexandre enfin désabusé; la Porte hésitait, par crainte de la Russie; l'Autriche vaincue gardait le silence; la Prusse, toujours aveugle parce qu'elle était toujours en rivalité avec l'Autriche, la Prusse avait non seulement approuvé, mais encore provoqué la dernière mesure, grâce à l'influence du marquis Lucchesini, ministre de Frédéric à Paris. Ce fut là une des causes principales qui engagèrent Buonaparte à tenter son audacieuse entreprise. Le roi de France, Louis XVIII, qui jusqu'alors, peut-être par des motifs secrets de politique, avait parlé de Buonaparte avec plus de ménagement que des gouvernemens qui l'avaient précédé, le roi de France, dis-je, abjurant un espoir désormais inutile, donna un libre cours à son indignation, et lança du fond du Nord, contre l'usurpateur, une protestation énergique; le Pié-

mont se consolait de la perte de son indépendance, en se voyant réuni à la puissance dominatrice; Gênes, tout en reconnaissant son erreur, se flattait du moins de garder son nom; la république italienne ne comptait plus sur la liberté, mais elle espérait la puissance; la Toscane, qui jugeait mieux de l'état des choses, n'apercevait d'objet ni à ses craintes ni à ses espérances, elle regrettait seulement le temps de Léopold; Naples, déjà subjuguée en deçà du phare, ne savait plus si elle conserverait son indépendance au delà du détroit; le pape enfin redoutait la puissance de Napoléon, qui cherchait à le rassurer par des promesses et des flatteries. Le retour aux anciennes maximes faisait d'ailleurs désirer à Buonaparte une apparence de légitimité pour lui-même. Il ne voulait pas non plus admettre la souveraineté du peuple; la reconnaître, c'était avouer que le peuple pouvait créer à la fois et renverser ses idoles: or Buonaparte ne voulait point qu'on le renversât, et il employait auprès du pape les plus vives instances, quelquefois même les menaces, pour décider le pontife à venir le sacrer en personne à Paris. Il lui semblait que la consécration donnée par le pape, suppléerait à ce qui lui manquait sous d'autres rapports. C'était un grand événement, sans doute, que le pape, oubliant son âge, les aspérités d'une saison rigoureuse et l'immensité des distances, vînt, sur un sol étranger, légitimer,

par la sainteté de son ministère, un acte que tous les princes d'Europe flétrissaient, publiquement ou en secret, du nom d'usurpation. De son côté, Buonaparte promettait, si le pape se rendait à ses vœux, de faire en France, pour la religion et le saint siége, plus encore qu'il n'avait fait jusqu'à ce moment. Ces instances jetaient le pape dans un grand embarras. Il désirait satisfaire Napoléon, dans l'intérêt de la religion même; sous un autre rapport, il lui semblait pénible et peu honorable de sanctionner, par sa coopération personnelle, des résultats obtenus par la seule force des armes: résolution d'autant plus difficile à prendre que Louis XVIII, l'empereur d'Allemagne, celui de Russie, et jusqu'au roi d'Angleterre, le pressaient plus ou moins ouvertement, d'épargner un outrage de cet éclat à la majesté royale, et aux principes sur lesquels reposaient toutes les souverainetés modernes. N'abandonnez pas d'anciens amis, lui disaient-ils, pour vous jeter dans les bras d'un ami récent; ne sanctifiez point le despotisme militaire; ne légitimez point la ruine de l'Europe. La violence est sans durée, elle porte avec elle l'élément de sa destruction. Le colosse renversé, vous aurez besoin de vos anciens appuis; il ne s'agit plus de sauver la religion, la religion est sauvée; préserver les trônes antiques, choisir entre la légitimité et l'usurpation, la modération et la tyrannie, le règne des lois et celui

du soldat, la civilisation et la barbarie, voilà ce dont il s'agit aujourd'hui. Ne donnez pas cet exemple funeste, qu'un pontife romain, que le chef de la chrétienté ait fait servir la religion à revêtir du pouvoir souverain celui chez qui la religion n'est qu'un stratagème, la foi promise qu'une déception, la force qu'un instrument de ravage; voyez l'Italie esclave, l'Allemagne épouvantée, la France asservie, et dites s'il vous est permis de compromettre à ce point la dignité du saint siége, de consacrer si solennellement des principes réprouvés par les lois divines et humaines.

Ces exhortations touchaient vivement le pontife; mais il se disait : les ennemis de la religion sont puissans en Erance, la restauration du culte y est toute récente, l'empereur Napoléon est arbitraire, emporté; un refus à Napoléon expose donc la religion en France, beaucoup plus qu'un refus à l'empereur François ne l'expose en Autriche et dans les autres pays catholiques d'Allemagne. Quant à l'Espagne, le dévouement du prince de la Paix en faisait l'esclave plutôt que l'émule de la France, et le pape savait qu'une résolution favorable à Napoléon y serait bien accueillie. D'un autre côté, le maître de la France montrait tant de bienveillance et de tendresse pour le saint siége, que le pape espéra, non seulement le maintenir dans ces bonnes dispositions, mais encore le déterminer à combler tous ses vœux. Il comptait

particulièrement en obtenir d'utiles modifications aux décrets organiques annexés par Napoléon au concordat de France, par Melzi au concordat d'Italie. Le pontife désirait encore, et espérait amener Napoléon à permettre une plus grande extension dans les cérémonies extérieures du culte, ce qui avait déjà donné lieu à beaucoup de réclamations, parce que Buonaparte et Pie VII n'entendaient pas la publicité du culte de la même manière. Le pontife ne doutait pas non plus que sa présence en France n'y fît mieux connaître et chérir davantage la religion catholique; il se persuadait que tant de fatigues et de condescendance fléchiraient nécessairement la dureté naturelle de Buonaparte, et lui inspireraient pour le saint siége plus de bienveillance et d'affection. Ce point mûrement examiné, après avoir plusieurs fois consulté ses cardinaux, imploré l'assistance de Dieu, à qui le pontife rapportait pieusement tout événement heureux ou contraire, voulant sacrifier à l'avantage de la religion tout autre intérêt humain, Pie VII se décida à une démarche inouïe depuis tant de siècles, convoqua les cardinaux le 29 octobre, et leur tint ce discours à la fois grave et touchant :

Vénérables frères, lorsque nous vous annonçâmes, de ce lieu même, que nous avions fait un concordat avec sa majesté l'empereur des Français, alors premier consul de la république, nous

fîmes éclater, en votre présence, la joie dont le Dieu de toute consolation remplissait notre cœur, à la vue des heureux changemens que le concordat venait d'opérer dans ce vaste et populeux empire pour le bien de la religion catholique. En effet, les temples saints ouverts, et purifiés des profanations qu'ils avaient malheureusement subies, les autels relevés, l'étendard salutaire de la croix déployé de nouveau, le vrai culte de Dieu rétabli, les mystères augustes de la religion célébrés librement et publiquement; des pasteurs légitimes donnés aux peuples, et qui pussent se livrer tout entiers au soin de leur troupeau; la religion catholique sortant glorieusement des retraites où elle avait été obligée de se cacher, et reparaissant avec un nouvel éclat au milieu de cette illustre nation; enfin tant d'âmes ramenées au sein de l'unité, des voies où elles s'étaient égarées, et réconciliées avec Dieu et avec elles-mêmes : que de motifs pour nous réjouir dans le Seigneur, et pour faire éclater notre joie! Une œuvre si grande et si admirable dut exciter en nous les plus vifs sentimens de reconnaissance pour le puissant prince qui avait employé toute son autorité à la conduire à sa fin, par le moyen du concordat. La vue de tant de biens est toujours présente à notre pensée, et nous porte à saisir toutes les occasions qui nous seront offertes pour témoigner à ce monarque les mêmes sentimens. Ce puissant prince, qui a si bien mé-

rité de la religion catholique, notre très cher fils en Jésus-Christ, Napoléon, empereur des Français, nous a fait connaître qu'il désirait vivement recevoir de nous l'onction sainte et la couronne impériale, afin que la religion, imprimant à cette cérémonie solennelle le caractère le plus sacré, en fît la source des plus abondantes bénédictions. Cette demande, faite dans de tels sentimens, n'est pas seulement en elle-même un témoignage authentique de la religion de l'empereur et de sa piété filiale pour le saint siége, elle se trouve encore appuyée de déclarations positives que sa volonté ferme est de protéger de plus en plus la foi sainte, dont il a jusqu'ici travaillé à relever les ruines par tant de généreux efforts. Ainsi, vénérables frères, vous voyez combien sont justes et décisives les raisons que nous avons d'entreprendre ce voyage : nous y sommes déterminés par des vues d'utilité pour notre sainte religion, et par des sentimens particuliers de reconnaissance pour le puissant empereur qui, après avoir employé toute son autorité pour rétablir la profession libre et publique de la religion catholique en France, nous témoigne en ces circonstances un si grand désir de favoriser ses progrès et sa gloire. Nous sommes donc pleins d'espérance que ce voyage entrepris par nous, d'après son invitation, en nous procurant l'occasion de conférer directement avec lui, tournera au profit de l'Église ca-

tholique, qui est l'arche unique du salut, et que nous pourrons nous réjouir d'avoir conduit à la perfection l'ouvrage de notre sainte religion. Cette espérance repose bien moins sur nos faibles efforts que sur la grâce puissante de celui dont nous sommes établis, sans l'avoir mérité, le vicaire sur la terre. Cette grâce, attirée par les prières et l'efficacité des saints mystères, se répand abondamment dans le cœur des princes qui, disposés à recevoir les effets salutaires des saintes cérémonies, se regardent comme les pères des peuples confiés à leurs soins, et, pleins de sollicitude pour leur salut éternel, veulent vivre et mourir comme de vrais enfans de l'Église catholique. A ces causes, nos vénérables frères, marchant sur les traces de nos prédécesseurs, qui se sont quelquefois éloignés de leur propre siége, et se sont transportés dans des régions lointaines pour le bien de la religion et la satisfaction des princes qui avaient bien mérité de l'Église, nous entreprenons ce voyage, sans nous dissimuler que sa longueur, une saison peu favorable, notre âge déjà avancé et notre faible santé auraient dû nous en détourner. Mais nous comptons pour rien ces obstacles, pourvu que Dieu nous accorde ce que notre cœur lui demande. Rien de ce que nous devions avoir sous les yeux, avant de prendre une résolution si importante, ne nous a échappé. Nous avons tout vu, tout sérieusement considéré. Nous avons balancé un mo-

ment; mais les assurances données par l'empereur ont fini par nous persuader entièrement de l'utilité de notre voyage pour le bien de la religion. Vous le savez, vous dont j'ai demandé et pesé les avis avant de rien statuer sur cette importante affaire. Et, pour ne pas omettre ce qui surtout est nécessaire dans les grandes délibérations, bien convaincus, d'après l'oracle de la divine Sagesse, que les pensées des mortels sont faibles et leur prudence incertaine, nous avons pris soin que des hommes recommandables par la pureté de leurs mœurs et par leur piété, dont les vœux s'élèvent comme un encens vers Dieu, adressassent des prières ferventes au Père des lumières, pour qu'avec son secours, nous ne fissions que ce qui serait agréable à ses yeux, et ce qui doit servir au bien et à l'accroissement de l'Église. Dieu nous en est témoin, Dieu, devant qui nous avons épanché notre cœur en toute humilité, vers qui nous avons souvent élevé nos mains suppliantes dans son saint temple, pour qu'il écoutât la voix de nos prières, et qu'il nous prêtât son appui; il nous est témoin que notre seul but a été celui que nous devons nous proposer dans toutes les affaires, c'est-à-dire sa plus grande gloire, l'avantage de la religion catholique, le salut des âmes et l'accomplissement des devoirs que nous impose la dignité dont, malgré notre peu de mérite, il nous a revêtus. Vous en êtes vous-mêmes témoins, nos vénérables frères, vous

à qui nous avons voulu que tout fût connu, tout communiqué. C'est pourquoi, après avoir ainsi terminé, avec le secours divin, une affaire de cette importance, pleins de confiance en Dieu notre sauveur, nous ne craignons pas d'entreprendre un voyage auquel nous avons été décidés par de si graves motifs. Le Père des miséricordes bénira nos pas, comme nous l'espérons, et rendra cette époque mémorable pour les intérêts de sa religion et de sa gloire. A l'exemple du pape Pie VI, de vénérable mémoire, qui fit les mêmes dispositions avant de partir pour Vienne, nous avons tout disposé, vénérables frères, pour qu'en notre absence les affaires continuent d'être réglées comme par le passé. Ayant sans cesse devant les yeux la nécessité de mourir, et ignorant l'heure de notre mort, nous avons aussi ordonné que le conclave se tiendrait à Rome, dans le cas où, pendant notre voyage, il plairait à Dieu de nous rappeler à lui. Enfin, nous vous demandons avec instance, nous vous conjurons de conserver pour notre personne les mêmes sentimens que vous avez constamment témoignés, et de nous recommander, en notre absence, d'une manière plus particulière à Dieu tout-puissant, à Notre-Seigneur Jésus-Christ, à sa glorieuse Mère la Vierge Marie, et au bienheureux apôtre saint Pierre, afin que notre voyage soit accompagné de bénédictions, et que l'issue en soit heureuse. Si nous obte-

nons cette faveur de l'Auteur de tous biens, vous aurez une grande part à la joie commune, vous, nos vénérables frères, que nous avons appelés dans notre conseil, et nous nous réjouirons tous dans la miséricorde du Seigneur.

Arrivé sur le territoire français, le saint père, conformément aux ordres de l'empereur, mais surtout par l'effet de la piété des fidèles, fut comblé d'honneurs et environné de toutes les marques de la vénération publique. A Paris, ceux-là même qui ne croyaient ni au pape, ni à la religion, cédant, ou à l'empire de la mode, ou à l'impulsion de la vanité, ou enfin à leur penchant pour l'adulation, briguaient à l'envi l'honneur de lui être présentés pour lui témoigner par leurs discours des sentimens de respect. La cérémonie du couronnement eut lieu le 2 décembre. Le pontife se rendit à l'église Notre-Dame de Paris; l'empereur se fit attendre une heure entière. Il arrive enfin; le pape se porte à sa rencontre; les fidèles veulent donner au saint vieillard des marques éclatantes de leur vénération. Un geste sévère de Napoléon les en empêche. La cérémonie terminée, Buonaparte sort de l'église, et laisse le pontife seul, au milieu de la foule, et comme un homme vulgaire dans les flots de la cohue : tristes présages de ce qui devait arriver. Quelques jours après le sacre, l'empereur se rendit au Champ-de-Mars, où il distribua solennellement les aigles à

l'armée. Quant aux enseignes de la république, ces vieux témoins des victoires d'Allemagne, d'Italie et d'Égypte, elles furent abandonnées dans la boue, qui, ce jour-là, était immense. Tant il est vrai que les soldats de la France n'étaient plus que les soldats de Buonaparte.

Le monarque reçut ensuite l'hommage des magistrats et des chefs militaires. L'un de ses anciens camarades, Cervoni, ne le voyant plus si maigre qu'autrefois, le félicita sur le bon état de sa santé : *Oui,* répondit le nouvel empereur, *maintenant cela va bien.* . . . .

. . . .

FIN DU TOME QUATRIÈME.

TABLE

DU TOME QUATRIÈME.

